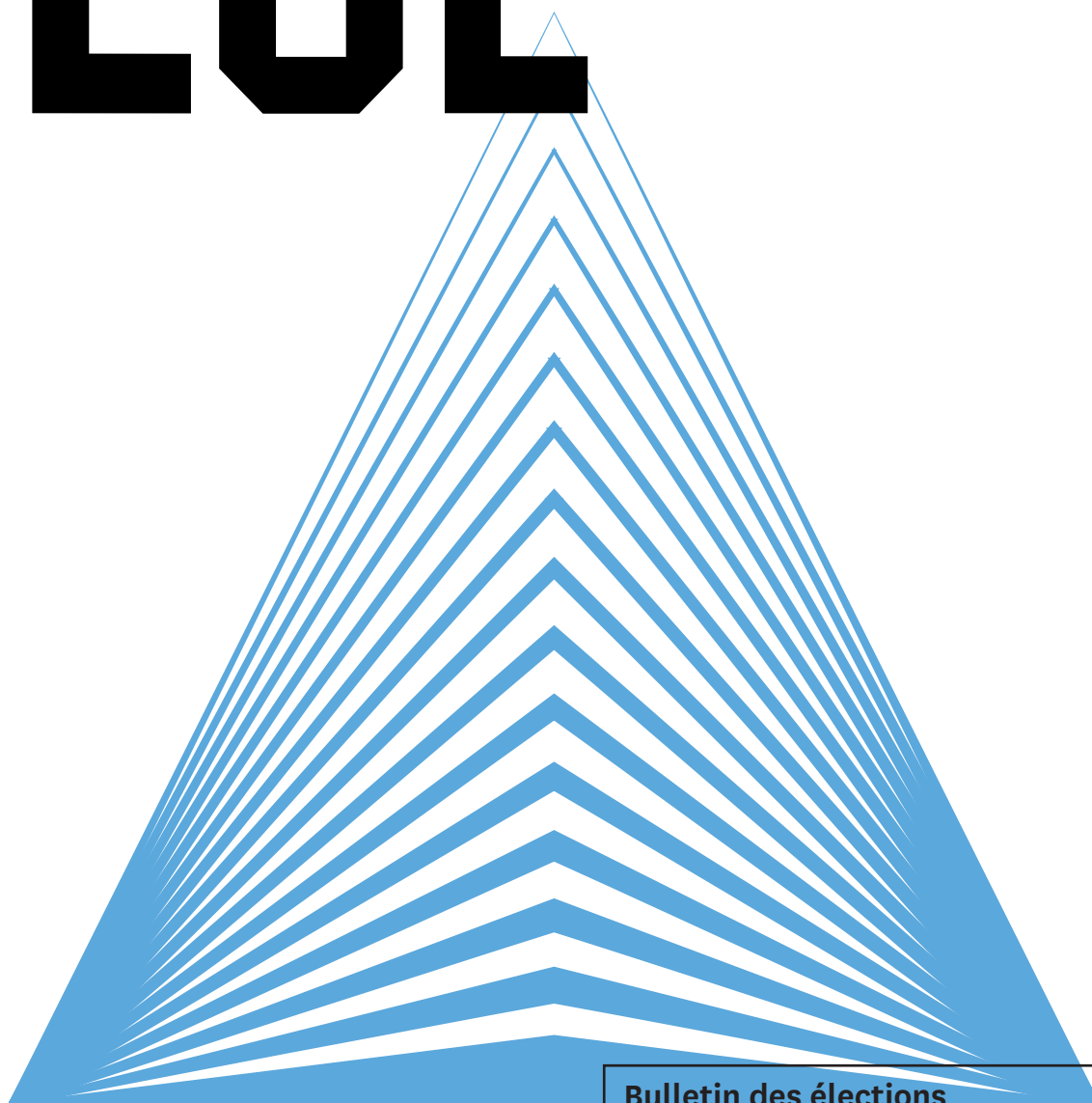


02 | *année 01*
Mars 2022

Élections en Europe :
Juin 2021 –
Novembre 2021

BLUE



Bulletin des élections
de l'Union européenne

g •
— é
g ☐





Bulletin des élections de l'Union européenne

juin 2021 — novembre 2021

Revue éditée par le
Groupe d'études géopolitiques

École normale supérieure
45 rue d'Ulm
75005 Paris, France

Directeurs de la publication

Ramona Bloj, Gilles Gressani

Rédacteur en chef

François Hublet

Conseiller scientifique

Nicolas Leron

Rédaction

Jean-Sébastien F. Arrighi, Jean-Toussaint Battestini, Lucie Coatleven, Michał Ekiert, Charlotte von Born-Fallois, Adrian Fraus, Kalojan Hoffmeister, Charlotte Kleine, Mattéo Lanoë, Sofia Marini, Théophile Rospars, Johanna Schleyer, Victor Queudet

Pour citer un article de la revue

[Nom de l'auteur / Titre],
BLUE/Bulletin des élections de l'Union
européenne, Mars 2022, n°2

Conseil scientifique

Prof. Dr. Sylvia Kritzinger, Universität Wien
Prof. Dr. Marc Swyngedouw, KU Leuven
Prof. Dr. Michal Kubát, Univerzita Karlova, Praha
Prof. Dr. Marc Debus, Universität Mannheim
Prof. Dr. Rune Stubager, Aarhus Universitet
Prof. Dr. Piret Ehin, Tartu Ülikool
Prof. Dr. Irene Martín Cortés, Universidad Autónoma de Madrid
Dr. Hanna Wass, Helsingin yliopistoon
Prof. Dr. Bruno Cautrès, CEVIPOF/CNRS, Paris
Prof. Dr. Pierre Martin, PACTE, Grenoble
Dr. Florent Parmentier,, CEVIPOF, Paris
Prof. Dr. Theodoros Chadjiapandelis, Aristotle University Thessaloniki
Prof. Dr. Goran Čular, Sveučilište u Zagrebu
Prof. Dr. Gábor Tóka, Central European University
Dr. Lorenzo Castellani, LUISS, Roma
Prof. Dr. Diego Garzia, Université de Lausanne
Prof. Dr. Ainė Ramonaitė, Vilniaus universitetas
Prof. Dr. Philippe Poirier, Université du Luxembourg
Prof. Dr. Jānis Ikstens, Latvijas Universitāte, Rīga
Prof. Dr. Mark Harwood, L-Università ta' Malta, Msida
Prof. Dr. Jacek Wojnicki, Uniwersytet Warszawski
Prof. Dr. Marina Costa Lobo, Institute of Public Policy, Lisboa
Dr. Sorina Cristina Soare, Università degli Studi di Firenze
Prof. Dr. Maria Oskarson, Göteborgs Universitet
Prof. Dr. Alenka Krašovec, Univerza v Ljubljani
Prof. Dr. Olga Gyárfášova, Univerzita Komenského v Bratislave
Dr. Arjan Schakel, Universitet i Bergen

Comité de relecture

Prof. Dr. Alistair Cole
Prof. Dr. Bernard Dolez
Dr. Charlotte Dolez
Dr. Katia Hristova-Valtcheva
Prof. Dr. Marcelo Jenny
Theresa Klotzbuecher
Dr. Christèle Lagier
Dr. Martin Lepič
Dr. Nicolas Leron
Prof. Dr. Eric Linhart
Dr. Joseph Marinetti
Prof. Dr. Christian Martin
Dr. Vittorio Mete
Prof. Dr. Arjan Schakel
Dr. Antonios Souris
Prof. Dr. Priscilla Southwell
Alexander Verdoes

Comment parler d'élections dans une Europe en guerre ?

Il y a quelques mois encore, cette question semblait relever de l'historiographie. Et pourtant. En ce moment-même, dans les villes et les campagnes ukrainiennes, un État européen en attaque un autre. Des populations civiles payent le lourd tribut d'un conflit qu'elles n'ont jamais souhaité, sur fond de contestation de la légitimité d'un gouvernement démocratiquement élu et au mépris du droit à l'autodétermination.

Ce conflit révèle au grand jour le caractère intégré du système politique européen et global, à tous les niveaux. À l'époque de l'information immédiate et de la guerre des images, l'Europe, et dans une certaine mesure le monde, constitue déjà un espace communicationnel largement unifié. Les discussions politiques locales, régionales et nationales sont invariablement rattrapées – malgré les divisions linguistiques, culturelles ou idéologiques qu'on prétendait naguère indépassables – par la réalité presque tragique de l'existence d'un espace politique commun.

Là où la guerre, plutôt que la « poursuite de la politique par d'autres moyens », est la *forme* la plus brutale et la plus injuste de la politique, le vote et la délibération en sont les formes civilisées. Étudier les dynamiques électorales européennes, c'est donc rappeler que le moyen d'une cohabitation pacifique existe ; c'est montrer comment cette cohabitation s'organise dans les faits, quels sont ses enjeux et ses lignes de fracture ; c'est étudier les instruments de la paix et de l'évolution des sociétés.

La guerre d'Ukraine nous rappelle aussi que la « démocratie dans un seul pays » est un leurre. L'autoritarisme d'un État, *a fortiori* interventionniste, est incompatible avec l'autonomie de ses voisins. L'absence de contraintes supranationales effectives rend l'agression possible, et le contrôle de l'État sur les populations limite la capacité de celles-ci à se saisir de leur propre destin. Alors que les organisations internationales semblent désarmées, l'entrée spectaculaire dans l'arène géopolitique mondiale de l'Union européenne, communauté juridique et politique bâtie au lendemain de deux Guerres mondiales, apparaît comme une reconnaissance de cet état de fait.

Pourtant, qu'on ne s'y trompe pas : malgré la réalité des interdépendances entre les différents espaces politiques du continent – Russie comprise –, la conscience de cette réalité est aujourd'hui largement sous-développée. Or, la médiation entre les échelles et les régions, la construction d'un espace public partagé, la mise en réseau des populations et des cultures politiques et la défense de la démocratie contre l'autoritarisme ne sont pas les simples éléments d'une alternative. Ce sont des nécessités pour qui veut échapper aux pièges de la violence internationale et de l'inégalité démocratique, ferment de la catastrophe qui embrase aujourd'hui le continent européen. Le chantier, dans ce domaine, est donc immense ; il jouera un rôle central dans la construction de la paix future.

C'est ainsi, sans doute, qu'il faut comprendre la nécessité de rendre compte du fonctionnement du jeu électoral à l'heure de la guerre européenne. Vous trouverez dans ce volume une couverture d'ampleur inédite des élections régionales françaises de juin 2021, une série d'analyses concernant la « super année électorale » allemande 2021, ainsi qu'une douzaine d'autres analyses des principaux scrutins nationaux, régionaux et locaux du semestre passé. Autant d'analyses qui permettent de mieux appréhender les conflits qui traversent le quotidien des Européennes et des Européens et d'entrevoir les moyens de leur résolution pacifique.

3	Éditorial François Hublet	64	Élections régionales en Provence-Alpes-Côte d’Azur, 20-27 juin 2021 Christine Pina, Gilles Ivaldi
6	La synthèse continentale par la rédaction de BLUE	70	Élections territoriales en Corse, 20-27 juin 2021 André Fazi
16	Les forces politiques européennes au 1er juin 2021	75	Élections régionales en Guadeloupe, 20-27 juin 2021 Fred Reno
20	La carte continentale		
LES ÉLECTIONS DANS L’UNION EUROPÉENNE			
23	Élections régionales en Saxe-Anhalt, 6 juin 2021 Christian Stecker	79	Élections territoriales en Guyane, 20-27 juin 2021 Edenz Maurice
30	Élections régionales en Île-de-France, 20-27 juin 2021 Antoine Jardin	84	Élections régionales à La Réunion, 20-27 juin 2021 Christine Rafidinarivo
35	Élections régionales en Bourgogne-Franche-Comté, 20-27 juin 2021 Dominique Andolfatto	89	Élections régionales françaises, 20-27 juin 2021 : analyses brèves par la rédaction de BLUE
42	Élections régionales en Hauts-de-France, 20-27 juin 2021 Tristan Haute, Marie Neihouser	98	Élections parlementaires en Bulgarie, 11 juillet 2021 Dragomir Stoyanov, Milen Lyubenov
48	Élections régionales en Pays-de-la-Loire, 20-27 juin 2021 Christophe Batardy	104	Élections régionales en Calabre, 3 octobre 2021 Francesco Truglia
54	Élections régionales en Occitanie, 20-27 juin 2021 Julien Audemard	113	Élections régionales en Mecklembourg-Poméranie occidentale, 26 septembre 2021 Erik Baltz, Sophie Suda, Maximilian Andorff-Woller
58	Élections régionales en Auvergne-Rhône-Alpes, 20-27 juin 2021 Florent Gougou	119	Élections régionales à Berlin, 26 septembre 2021 François Hublet

127 **Élections parlementaires en Allemagne, 26 septembre 2021**

Andrea Römmele

133 **Élections régionales en Haute-Autriche, 26 septembre 2021**

Harald Stöger

140 **Élections parlementaires en République tchèque, 9 octobre 2021**

Tomáš Weiss

145 **Élections régionales au Danemark, 16 novembre 2021**

Ulrik Kjær

LES ÉLECTIONS DANS LES ÉTATS CANDIDATS ET
LES ÉTATS DE L'AELE

150 **Élections parlementaires en Norvège, 13 septembre 2021**

Stine Hesstvedt

156 **Élections parlementaires en Islande, 13 septembre 2021**

Eva Heiða Önnudóttir

LES ÉLECTIONS DANS LES M15

162 **Élections locales en Italie (Rome et Milan), octobre 2021**

Sofia Marini

167 **BRÈVES**

La synthèse continentale

Résumé comparatif des élections en Europe

01

La synthèse continentale

Introduction

L'actualité de ce deuxième semestre couvert par BLUE aura été riche de nouveautés, tant sur le plan quantitatif, par le nombre de scrutins ayant eu lieu, que qualitatif. Ce deuxième numéro de la BLUE mettra en perspective ces dynamiques au niveau pertinent, celui continental, sans sacrifier les enjeux locaux.

Ainsi, après cette synthèse continentale préparée par la rédaction de BLUE, vous seront présentées les analyses des différents scrutins couverts par la revue, rédigées par des experts issus de l'ensemble des régions européennes considérées.

À l'échelon municipal, les grandes métropoles italiennes que sont Rome et Milan ont vu leurs équilibres politiques se déplacer en faveur de la social-démocratie. Ces deux scrutins seront analysés par Sofia Marini, de l'Université de Vienne, membre de la rédaction de BLUE.

L'actualité régionale fut également riche. En France, le clivage gauche-droite semble demeurer une clef d'analyse centrale, du moins au niveau régional, malgré la volonté de dépassement portée par l'extrême-droite et la majorité présidentielle. Les scrutins régionaux de juin 2021 seront commentés et mis en perspective par une série d'analyses – la seule revue systématique d'un scrutin régional français disponible à ce jour – combinant les contributions de chercheurs issus des différentes régions françaises à des compte-rendus brefs réalisés par les membres de la rédaction de la BLUE.

En Allemagne, de nombreux scrutins régionaux sont venus préparer le terrain des élections fédérales qui se sont tenues en septembre. Lors du renouvellement du Landtag de Saxe-Anhalt, le ministre-président sortant a pu capitaliser sur les enjeux locaux pour confirmer la place de la démocratie chrétienne dans cet État d'Allemagne de l'Est. Le scrutin sera analysé par Christian Stecker de l'Université technique de Darmstadt.

Les élections au Landtag de Mecklembourg-Poméranie occidentale et de la chambre des députés de Berlin ont quant à elles renforcé la position des partis de centre-gauche et des libéraux dans une dynamique à la fois locale et fédérale. Ces résultats vous seront présentés par Erik Baltz, Sophie Suda et Maximilian Andorff-Woller de l'Université de Greifswald d'une part et François Hublet, rédacteur en chef de la BLUE, de l'autre.

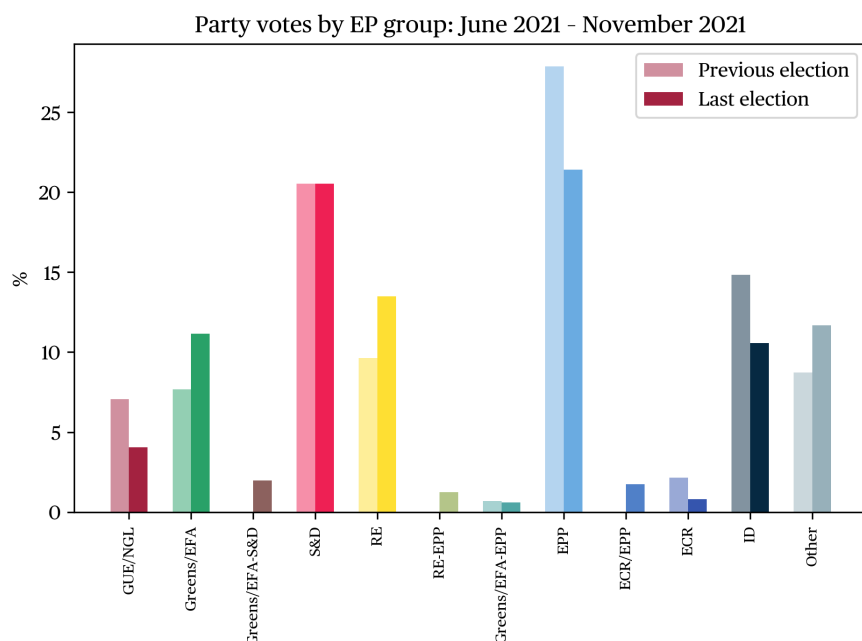
En Haute-Autriche, l'extrême-droite, suite au scandale dit *Ibiza Gate*, a perdu du terrain au profit de la droite traditionnelle et d'un nouveau parti issu de la contestation contre les mesures prises à l'occasion de la pandémie de Covid-19, tandis que les autres partis consolidaient leurs positions. Ce scrutin est analysé par Harald Stöger de l'Université de Linz.

La Calabre a vu la coalition sortant de centre-droit renforcée, tandis que celle de centre-gauche perdait du terrain au profit de la candidature surprise du maire de Naples. Francesco Truglia, de l'Université de Rome, analysera les conséquences de cette partie à trois.

Ce semestre riche en actualités régionales s'est conclu par les élections régionales danoises, où les conservateurs ont obtenu des gains très substantiels aux dépens des sociaux-démocrates, en poste au niveau national. Cette sanction démocratique vous sera mise en perspective par Ulrik Kjær, de l'Université du Danemark du Sud.

À l'échelon national, les Bulgares ont été appelés à voter une deuxième et troisième fois pour leur parlement en un an, confirmant le rejet du parti dominant de centre-droit, au profit de mouvements citoyens. Vous trouverez davantage d'informations sur la reconstruction de l'offre politique du pays sous la plume de Dragomir Stoyanov de l'Université du Sussex, ainsi que dans une analyse brève proposée en fin de volume par la rédaction de BLUE.

En Allemagne, l'ancien vice-chancelier d'Angela Merkel, Olaf Scholz, a ravi la chancellerie pour le compte d'une social-démocratie perçue comme fortement affai-



blie depuis quatre ans, et capitalise sur les succès des Verts et libéraux pour mettre fin à une ère politique dominée par la démocratie chrétienne. Le scrutin est analysé par Andrea Römmele de la Hertie School of Governance.

La République tchèque a également connu un changement d'ère, l'oligarque Babis perdant sa main-mise sur la politique nationale. Tomáš Weiss, de l'Université Charles de Prague, présentera la recomposition politique en cours dans le pays.

Enfin, deux partenaires importants de l'Union européenne, membres de l'AELE, ont vu leurs parlements renouvelés. Les élections norvégiennes et islandaises vous seront présentées par Stine Hesstvedt, de l'Institut de Sciences sociales d'Oslo, et Eva Heiða Önnudóttir de l'Université d'Islande.

Pour mieux comprendre l'enjeu continental de ces analyses, nous vous avons préparé une rapide mise en perspective, que voici.

Évolution des scores des groupes européens

Cette synthèse semestrielle des élections européennes constitue une occasion idéale pour s'intéresser aux dynamiques macroscopiques des forces politiques sur le continent. Suivant la méthodologie établie dans le précédent numéro de BLUE, les familles politiques seront regroupées selon leur affiliation directe ou assimilée aux groupes du Parlement européen¹.

Les partis du groupe d'extrême droite ID sont les plus grands perdants de ce semestre électoral, avec un recul moyen de 4 points de pourcentage [pp] sur l'ensemble des élections. Seules les élections romaines auront été l'occasion de gains significatifs (+ 4 pp), tandis que partout ailleurs, le groupe a subi des pertes parfois importantes,

frôlant même les 15 pp dans plusieurs scrutins régionaux français.

Le groupe conservateur eurosceptique CRE est stable, à -1 pp en moyenne, alors que les alliances PPE/CRE gagnent 2 pp. Les CRE ont enregistré des gains significatifs lors des élections municipales italiennes ainsi qu'au-travers de la victoire de la coalition SPOLU en République tchèque (cette dernière étant commune avec le centre-droit). Leurs positions sont stables ou en légère baisse partout ailleurs.

Les partis de centre-droit et de droite traditionnelle réunis au sein du PPE ont connu une perte de 7 pp en moyenne. Cela s'explique par des gains impor-

nants en Saxe-Anhalt et au Danemark (+7 et +8 pp), contrebalancés par de fortes pertes en Bulgarie, en Allemagne (*Bundestag*) et à Milan, des succès variés lors des élections régionales françaises, et une position globalement stable ou en recul lors des autres scrutins. Une partie des voix du PPE ont été transférés, en République tchèque, à l'alliance SPOLU avec les CRE (+ 2 pp au niveau agrégé).

Alors qu'il enregistrait la plus forte baisse le semestre précédent, le groupe centriste RE et les partis qui lui sont assimilés est cette fois en nette hausse, avec un solde positif de 4 pp. Ce score s'explique avant tout par l'entrée dans les conseils régionaux français, et l'émergence de nouvelles formations en Bulgarie².

Les Verts/ALE enregistrent un gain moyen de 3 pp ce semestre, confirmant ainsi leur dynamique positive. L'évolution des scores des Verts et des régionalistes est quasiment unanimement positive (sauf dans deux régions françaises et une région danoise), même si ceux-ci n'atteignent pas toujours les scores espérés, notamment en Allemagne. À cela s'ajoute un gain d'environ 2 pp des alliances entre S&D et Verts dans le cadre des élections régionales françaises.

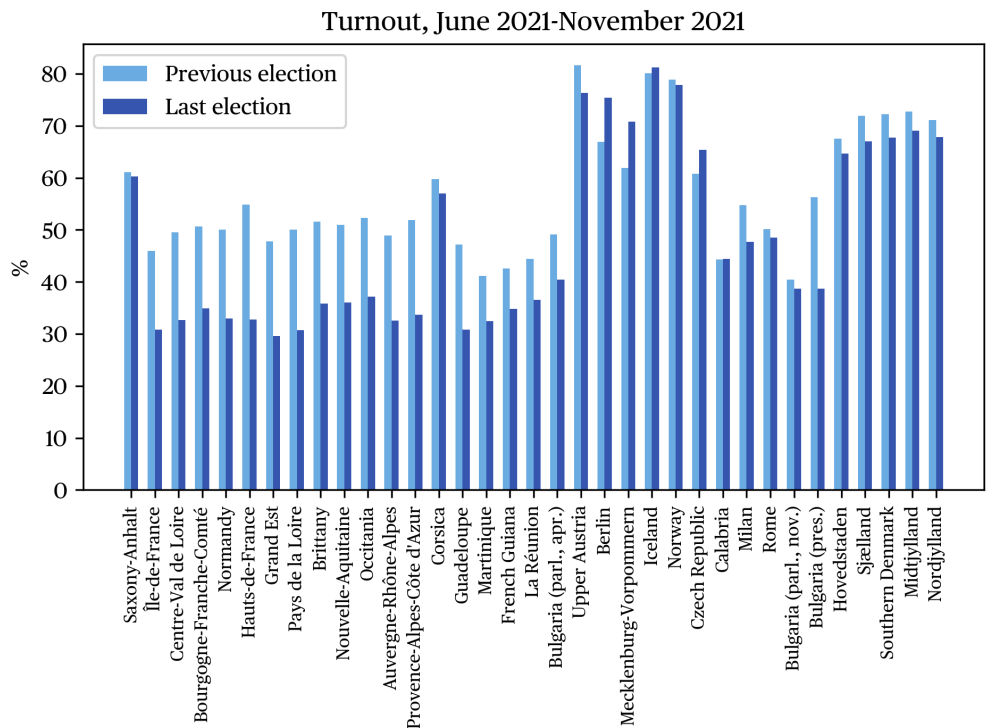
Les sociaux-démocrates du groupe S&D sont stables (0 pp). Les gains impressionnants obtenus à Rome (+ 24 pp) et Milan (+11 pp) et les bons résultats obtenus aux élections fédérales allemandes (+5 pp) et en Mecklembourg-Poméranie occidentale (+9 pp) sont contrebalancés par une tendance stable ou en baisse dans l'ensemble des autres territoires étudiés.

Le groupe de gauche radicale GUE/NGL continue quant à lui son déclin, avec -3 pp en moyenne. Les seuls gains significatifs (+ 3 pp) ont été enregistrés lors des élections régionales danoises.

Les partis non inscrits dans un groupe ont gagné 3 pp au titre de ce semestre électoral, avec des variations im-

1. On s'appuie dans cette partie sur les données agrégées et pondérées par la participation électorale pour les élections parlementaires dans l'Union européenne et les États de l'AELE. Pour les élections à plusieurs tours, seul le premier tour est considéré.

2. Au vu de son positionnement politique, nous considérons le parti Continuons le changement comme proche du groupe RE.



portantes en Bulgarie (-8 pp), à Milan (-10 pp) et à Rome (-39,1 pp), contrebalancées par des gains importants en Calabre, en Islande, à Berlin et en Haute-Autriche.

Partis entrés et sortis des parlements régionaux et nationaux

Les élections régionales et nationales du second semestre 2021 ont été marquées par la disparition de certains partis et l'émergence de nouvelles formations.

Les élections régionales françaises n'ont pas été le théâtre de grand bouleversement politique à l'exception du taux d'abstention inédit d'environ les deux-tiers du corps électoral. Du côté de la majorité présidentielle, le parti La République en Marche (LREM, RE) et ses alliés font leur entrée dans les conseils régionaux de Bourgogne-Franche-Comté, de Bretagne, de Centre-Val de Loire, d'Île-de-France, de Normandie et des Pays de la Loire. Ces entrées contrastent cependant avec la mauvaise performance nationale du parti présidentiel, qui n'a remporté aucune région, rappelant le manque d'implantation locale du mouvement d'Emmanuel Macron. De plus, le parti de la majorité présidentielle perd sa représentation à l'Assemblée de Corse, puisque son ancien candidat, Jean-Charles Orsucci, qui n'avait pourtant pas sollicité l'investiture de LREM pour les élections territoriales, a été éliminé dès le premier tour.

Après avoir dû se retirer entre les deux tours aux élections régionales des Hauts-de-France en 2015 pour empêcher la victoire du Front national (FN, ID), la gauche a réussi à siéger de nouveau au conseil régional au sein d'une coalition de gauche menée par les écologistes et soutenue par le Parti Socialiste (PS, S&D), la France Insoumise (LFI, GUE/NGL) et Génération.s (S&D).

En Occitanie, LFI perd sa représentation au conseil régional en ne parvenant pas à se qualifier au second tour, avec seulement 5% des suffrages au premier tour.

Enfin, en Corse, région de France métropolitaine où le taux de participation a été le plus élevé (58%), on observe au-delà de la sortie de LREM l'entrée d'un nouveau parti indépendantiste et la quasi-disparition d'un parti historique du camp nationaliste corse. Le parti indépendantiste Corsica Libera, mené par le président sortant de l'assemblée de Corse, a en effet été éliminé dès le premier tour, et la fusion d'une partie de sa liste avec le parti autonomiste rival du président de l'exécutif sortant, Gilles Simeoni, n'a obtenu qu'un seul siège, contre 14 lors de l'élection précédente. Le parti indépendantiste Core in Fronte, plus radical sur ses positions vis-à-vis de l'État français, a obtenu 6 sièges sur 63.

En Allemagne, les élections fédérales du 26 septembre 2021 ont permis au parti de la minorité danoise du Schleswig-Holstein d'obtenir 1 siège au Bundestag. Le même jour, le Landtag de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale élisait son parlement régional. À cette occasion, les Verts et aux libéraux du FDP (RE) ont obtenu chacun 5 sièges chacun, majoritairement aux dépens de l'Union chrétienne-démocrate (CDU, PPE) et du parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD, ID) qui perdent 4 sièges chacun. En juin 2021, les élections du Landtag de Saxe-Anhalt ont aussi permis aux libéraux du FDP d'entrer au parlement régional en obtenant 7 sièges.

Le 26 septembre, on votait également pour renouveler le parlement régional en Haute-Autriche. Ces élections ont permis au parti anti-vaccin et anti-restrictions sanitaires Mouvement pour les droits fondamentaux (MFG, NI) d'obtenir 3 sièges au parlement régional. Le parti libéral NEOS entre aussi au parlement en obtenant 2 sièges.

Les élections législatives d'octobre 2021 en République tchèque ont été marquées par la sortie du Parti social-démocrate (S&D) et du Parti communiste (GUE/NGL) du parlement national. Les deux partis ont chacun perdu les 15 sièges obtenus lors des dernières élections de 2017.

En Calabre, les élections régionales anticipées d'octobre 2021 ont permis au Mouvement 5 étoiles (M5S, NI) d'obtenir deux sièges. La coalition « Démocratie et autonomie » de Luigi de Magistris, candidat de centre-gauche dissident, a aussi obtenu 2 sièges, lui permettant de siéger au parlement régional.

Au Danemark, les élections régionales de novembre 2021 dans les cinq régions du pays ont été marquées par la perte de représentation au niveau régional du parti de gauche l'Alternative (Å, GUE/NGL) et l'entrée du parti eurosceptique « Nouvelle Droite » (D, NI).

Les troisièmes élections anticipées de novembre 2021 en Bulgarie ont vu la formation europhile et anti-corruption « Nous continuons le changement » (PP, NI) entrer au parlement avec 67 sièges, au détriment de la formation Debout.BG (NI), qui perd ses 13 sièges et quitte le parlement, après avoir été tenu responsable de l'échec des pourparlers en vue de former un gouvernement. La formation eurosceptique « Renaissance » (NI) entre au parlement avec 13 sièges.

En dehors de l'Union, les élections législatives norvégiennes septembre 2021 ont permis au parti Pasientfokus (PF, NI) d'obtenir un siège. Il s'agit d'un petit parti soutenant l'expansion de l'hôpital d'Alta dans le comté de Finnmark, dans l'extrême nord du pays. Les élections législatives en Islande de septembre 2021 n'ont pas entraîné de changement dans la représentation des partis au parlement national.

Participation

En France métropolitaine, les élections régionales ont battu des records d'abstention. Dans toutes les régions, des chutes du taux de participation de plus de 15 points ont été enregistrées. Dans les Hauts-de-France la participation est passée de 54,8 % – le taux le plus élevé aux dernières élections en 2015 – à 32,8 %, soit une baisse de 22 points [pp]. C'est dans le Grand Est que la participation a été la plus faible : moins d'un tiers des électeurs (29,6 %) y ont voté. En Corse cependant, la participation s'est maintenue, baissant de seulement 2,7 pp par rapport à 2015 (59,7 % en 2015; 57,0 % en 2021). Ceci s'explique partiellement par une forte mobilisation du camp nationaliste.

Dans les départements, collectivités et régions d'outre-mer, la participation observée en 2015 avait été nettement inférieure à celle observée en métropole : 41,2 % des inscrits avaient participé en Martinique, 47,2 % en Guadeloupe. En conséquence, la baisse a été moins forte que dans les régions métropolitaines – entre -8,7 pp en Martinique et -7,9 pp à La Réunion. Ainsi le taux de participation en 2021 a été similaire dans les régions et collectivités d'outre-mer et en France métropolitaine.

La tumultueuse année électorale en Bulgarie a vu de

fortes chutes dans la participation. De premières élections législatives ont eu lieu en avril 2021 (voir BLUE 1). Dans l'incapacité de former un gouvernement, l'assemblée nationale a été dissoute et de nouvelles élections ont été organisées en juillet 2021. Lors de ces dernières, une baisse de la participation de 8,7 pp a été enregistrée. Cette chute s'explique par plusieurs facteurs : l'insatisfaction des électeurs, un effort de la part du gouvernement intérimaire de mettre un frein aux pratiques de vote illégales, mais aussi la tenue d'élections lors d'une période de vacances et un nouveau système de vote électronique peu familier d'une partie de la population (notamment les personnes âgées).

Les élections de juillet 2021 n'ayant à nouveau pas permis de dégager une majorité, de nouvelles élections législatives ont été organisées en novembre 2021, organisées en parallèle des élections présidentielles. Cette double journée électorale n'a pas donné de vainqueur clair non plus, et un deuxième tour a été nécessaire pour réélire le président Rumen Radev. La participation au premier tour des élections présidentielles et aux élections législatives a été de 38,7 %, le taux le plus bas enregistré en 30 ans. Au deuxième tour des présidentielles un nouveau record à la baisse a été enregistré : seule 33,6 % de la population s'est rendue aux urnes.

En Allemagne, l'effet de la « super année électorale » s'est nettement traduit dans la participation aux élections du Sénat de Berlin (+8,5 pp, soit une participation de 75,4 %) et au Mecklembourg-Poméranie occidentale (+8,9 pp, à 70,8%), où les élections régionales avaient lieu le même jour que les élections au Bundestag.

En Saxe-Anhalt, les élections avaient eu lieu le 6 juin. La participation y a baissé de 0,8 pp : en 2017 le taux était à 61,1 % et en 2021 à 60,3 %.

Dans les pays de l'AELE, la Norvège et l'Islande, des élections législatives ont eu lieu en septembre 2021. En Norvège, la participation a baissé de 1,1 pp, atteignant 77,8 %, alors qu'en Islande, la participation a augmenté de 1,1 pp, 81,2 % de la population s'étant exprimée.

En Haute-Autriche, les élections au Landtag de 2016 avaient été marquées par une forte polarisation autour de la question migratoire, et, en conséquence, le taux de participation avait été élevé : 81,6 % de l'électorat s'était rendu aux urnes. En septembre 2021, c'est la crise du COVID et la question de la vaccination obligatoire qui ont mobilisé l'électorat. Cependant, une chute de 5,3 pp a été enregistrée : 76,3% des électeurs ont voté.

Aux élections régionales calabraises, le taux de participation a été stable, en hausse de 0,1 pp par rapport aux dernières élections de 2020. Ce taux avait été similaire en 2014. À Milan, où l'élection municipale avait été reportée à octobre 2021 suite à un pic d'infections au printemps, la participation a baissé de 7 pp – en 2016, 54,7 % des électeurs s'étaient exprimés, contre 47,7 % en 2021. À Rome, la participation a légèrement diminué, de 1,6 pp, et passe ainsi sous la barre des 50 % (48,5 %).

En République tchèque, la participation a augmenté de 4,6 pp. En 2017 60,8 % de l'électorat avait voté ; en octobre 2021, ce chiffre était de l'ordre de 65,4%.

d • Résultats du modèle statistique au niveau NUTS 3

Groupe	Effet positif	Effet négatif	R²
GUE/NGL	Densité pop.***	Croissance PIB***	0,92
Verts/ALE	Densité pop.*** Croissance PIB***	PIB/hab PPP***	0,93
S&D			0,47
RE	Migr. nette***	Diplôme univ.** Chômage * Âge médian*	0,82
PPE		Migr. nette*	0,64
CRE		Migr. nette***	0,92
ID	PIB/hab PPP*	Densité pop.*** Natalité* Croissance PIB***	0,94

*** effet significatif, $p < 0,01$ ** $p < 0,05$ * $p < 0,1$
Contrôles : États-membres, source : Eurostat, dernière année disponible
Les partis assimilés à un groupe ont été comptés avec ce groupe.
205 régions NUTS 3 : 5 AT, 28 BG, 14 CZ, 23 DE, 11 DK, 100 FR, 1 IS, 1 IT, 18 NO
Notes :
a) Les données de l’élection au Bundestag n’ayant pas encore été publiées au niveau des arrondissements, elles n’ont pu être prises en compte dans le calcul.
b) Les listes regroupant plusieurs groupes européens ont été ignorés.

Le 16 novembre 2021, les membres de 95 municipalités et 5 conseils régionaux ont été élus au Danemark. La participation a baissé dans les cinq régions, oscillant entre -2,8 pp et -4,5 pp, et atteignant ainsi un taux de participation entre 64,7 % et 72,7 %.

Une séquence électorale allemande décisive

La « super année électorale » allemande (*Superwahljahr*) s’est achevé le 26 septembre 2021, date à laquelle se sont déroulées les élections au Bundestag allemand ainsi que dans deux *Länder*, Berlin et le Mecklem-

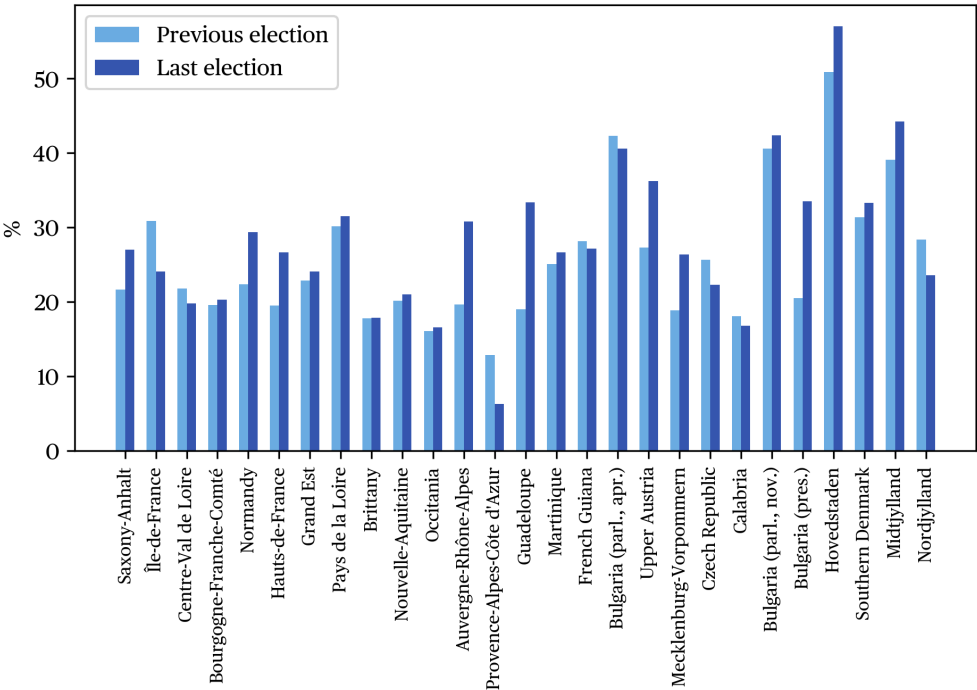
bourg-Poméranie occidentale. La Thuringe devait également élire un nouveau Landtag le même jour, mais aucune majorité (des deux-tiers) ne s’est dégagée pour la dissolution du Parlement, car celle-ci aurait nécessité les voix de l’AfD (ID).

Les élections fédérales ont amené la fin de la « Grande coalition » composée des chrétiens-démocrates (CDU/CSU, PPE) et des sociaux-démocrates (SPD, S&D). Malgré une forte croissance, ce ne sont pas les Verts mais bien le SPD d’Olaf Scholz qui a été le grand vainqueur des élections fédérales de 2021 : avec 25,7 %, les sociaux-démocrates ont dépassé les chrétiens-démocrates (24,1 %) au terme d’une longue course au coude à coude entre les deux partis pendant la campagne électorale. Les Verts ont vu leur nombre de voix augmenter de 5,8 pp et sont arrivés en troisième position avec 14,8 %, manquant ainsi leur objectif de faire de leur candidate, Annalena Baerbock, le successeur d’Angela Merkel.

L’influence croissante des Verts, qui n’a pas suffi cette fois à dépasser un parti social-démocrate établi de plus longue date, est une tendance qui a également pu être observée lors des élections régionales :

À Berlin, le logement abordable a été le sujet dominant de la campagne électorale après que la loi sur le contrôle des loyers (« *Mietpreisbremse* ») du gouvernement précédent ait été déclarée anticonstitutionnelle par la Cour constitutionnelle fédérale. Néanmoins, les citoyens de Berlin ont confirmé leur confiance dans le précédent gouvernement rouge-rouge-vert : les sociaux-démocrates ont légèrement perdu, mais ont tout de même réussi à se hisser à la première place avec 21,4 %, tandis que les Verts ont même augmenté leurs résultats jusqu’à 18,9 %. Franziska Giffey, du SPD, a également réussi à être élue maire de Berlin.

Urban-rural divide indicator, June 2021-November 2021



c • Indicateur du clivage villes-campagnes lors des scrutins de juin à novembre 2021, ainsi que lors des scrutins précédents

Dans le Mecklembourg-Poméranie occidentale, le SPD et sa candidate Manuela Schwesig sont les grands gagnants des élections de cette année : Avec 39,6 %, les sociaux-démocrates ont augmenté leurs résultats jusqu'à 9 %, au détriment des chrétiens-démocrates qui n'ont pu gagner que 13,3 %. Pour la première fois depuis 2011, les Verts ont réussi à dépasser la barre des 5 % et sont entrés au Landtag avec 6,3 %.

Écarts entre villes et campagnes

BLUE a construit un indicateur permettant de mesurer la polarisation du vote entre les zones urbaines et rurales lors des scrutins présentés dans ce numéro. Étant donné le score agrégé u_p, \dots, u_p des partis dans l'électorat urbain et les scores agrégés r_p, \dots, r_p de ces mêmes partis dans l'électorat rural (en pourcent), on considère

$$1/2 (|r_1 - u_1| + \dots + |r_p - u_p|)$$

On obtient un pourcentage qui varie entre 0% et 100%, où 0% signifie que les parts des différents partis dans les électorsats urbain et rural sont identiques, et 100% signifie que l'électorat urbain vote pour des partis entièrement différents de l'électorat rural.

Dans la majorité des élections, le clivage rural/urbain s'est creusé. Hovestaden, la région danoise où se trouve Copenhague, avait déjà connu le clivage le plus important lors des précédentes élections ; il a encore augmenté de 6,1 pp lors de l'élection de 2021, dépassant ainsi largement les 50 % : plus de la moitié de la population des villes vote différemment de celle qui vit dans les zones rurales. La division s'est également creusée, quoique de manière moins spectaculaire, dans deux autres régions danoises, le Midtjylland et le Danemark méridional, au contraire du Nordjylland où l'écart s'est estompé.

En France, le clivage s'est accru dans la plupart des régions, sauf en Île-de-France, en Guyane, dans le Centre-Val-de-Loire et en Provence-Alpes-Côte-D'azur. Cette dernière région compte de grandes villes et agglomérations, notamment Marseille. C'est de loin la région où le clivage est le plus étroit et il a même encore diminué de 6,6 pp entre la dernière élection régionale de 2016 et celle de juin 2021. Cela s'explique notamment par le développement de la présence du Rassemblement national dans les grandes villes – une situation plutôt atypique dans le contexte français. Les plus fortes augmentations dans le clivage ont été enregistrées en Guadeloupe (+14,4 pp) et en Auvergne-Rhône-Alpes (+11,1 pp).

En Saxe-Anhalt et dans le Mecklembourg-Poméranie occidentale, le clivage s'est accentué respectivement de 5,3 pp et de 7,5 pp. L'accentuation a été encore plus marquée en Haute-Autriche, où l'indicateur augmente de 8,9 pp.

Lors de l'élection parlementaire en juillet en Bulgarie, l'indicateur urbain/rural avait diminué de 1,7 pp, mais en novembre, il avait augmenté à nouveau de 1,8 pp. Le contraste était beaucoup plus frappant lors de l'élection présidentielle, où le clivage s'est creusé de 13 pp, dépassant ainsi les 30 %.

Lors des élections parlementaires en République tchèque, le clivage s'est atténué de 3,4 pp. En Calabre, il a également légèrement diminué, de 1,3 pp.

Déterminants socio-économiques du vote

Le tableau d présente le résultat de l'estimation d'un modèle aux moindres carrés évaluant l'effet de huit facteurs socio-économiques sur les parts électorales des différents groupes politiques européens, agrégées au niveau NUTS 3.

Toutes choses égales par ailleurs, les partis du groupe de gauche GUE/NGL et du groupe des Verts/ALE ont obtenu de meilleurs résultats dans les zones à forte densité de population, tandis que les partis du groupe nationaliste ID ont obtenu de moins bons résultats dans ces zones. Une croissance élevée du PIB dans la région est associée à un effet positif sur la part de voix des partis Verts/ALE, et à un effet négatif sur les partis GUE/NGL et ID. Les autres paramètres étant fixés, un PIB par habitant élevé déjà existant était cependant associé à un vote plus élevé pour ID, et à un vote plus faible pour les partis Verts/ALE.

Le taux de migration nette dans la région a un effet significatif sur les scores de plusieurs partis. Les partis libéraux du groupe RE obtiennent de meilleurs résultats dans les régions où l'immigration est importante, tandis que les partis conservateurs (CRE et PPE) bénéficient d'un soutien moindre dans ces régions. Par ailleurs, les partis libéraux ont obtenu de moins bons résultats dans les régions où le niveau d'éducation est élevé.

Autonomie — indépendance

Les élections régionales corses de juin 2021 ont vu une consolidation du pouvoir de Gilles Simeoni, *leader* du parti autonomiste Femu a Corsica (FaC, Verts/ALE). Alors que Simeoni présidait jusque là le Conseil exécutif de Corse à la tête d'une coalition autonomiste-nationaliste, le parti a présenté sa propre liste en 2021. FaC a cette fois remporté la majorité absolue des sièges à l'Assemblée de Corse, et Simeoni a donc eu les mains libres pour gouverner.

Dans l'ensemble, les partis nationalistes et autonomistes sont de plus en plus dominants dans la politique corse après les élections. Parmi les mouvements unionistes, seule une coalition de droite a participé au second tour des élections régionales, remportant 32 % des voix et 17 des 64 sièges. Tous les autres sièges sont occupés par des nationalistes, qui siègent à la fois sur les bancs du gouvernement et de l'opposition. La politique autonomiste et nationaliste est de plus en plus dominante, mais les différences entre les différents courants du mouvement sont plus visibles qu'auparavant.

Alors que la Corse a une forte tradition de politique régionaliste, en Norvège, la représentation des intérêts régionaux au parlement national est plus marginale. Cependant, en 2021, le mouvement Pasientfokus (PF, NI), qui revendique l'expansion de l'hôpital de la ville d'Alta, dans la région du Finnmark (nord), a remporté un siège

au Storting. Le parti a obtenu plus de 40 % des voix à Alta, et a obtenu un siège bien qu'il n'ait recueilli que 0,2 % des voix au niveau national. PF n'est pas le premier parti régional dans l'histoire de la Norvège : en 2013, un parti appelé « Hôpital pour Alta » avait fait campagne lors des élections sans remporter de sièges. Dans le contexte norvégien, la représentation des intérêts régionaux du Nord se manifeste par la défense de l'offre de services sociaux dans les zones reculées, plutôt que par des revendications d'autonomie.

Lors des élections législatives allemandes, la Fédération des électeurs du Schleswig du Sud (SSW, Verts/ALE) a remporté un siège au Bundestag pour la première fois depuis 1949. Représentant les intérêts de la minorité danoise, le parti a remporté l'un des sièges de l'État septentrional du Schleswig-Holstein. La plateforme de campagne du parti comprenait des appels au financement d'infrastructures pour la région et une baisse des prix de l'électricité. Ainsi, l'Allemagne présente un exemple de vote régionaliste fondé sur des intérêts économiques, complété par la promotion des intérêts des minorités.

Mouvements anti-corruption

En 2021, plusieurs élections, principalement en Europe centrale et orientale, ont donné lieu par un changement de gouvernement faisant suite au mécontentement des citoyens face à la corruption. Cela a conduit de nouveaux mouvements politiques, souvent associés à l'ancienne opposition, à prendre la tête des exécutifs nationaux. Bien que cet aspect soit peu mis en avant dans des pays comme l'Allemagne, les Pays-Bas et la France, dans d'autres, comme la République tchèque, la Bulgarie et la Moldavie, il s'agit d'un des facteurs décisifs pouvant mener à l'alternance. Dans les trois pays que nous avons mentionnés, la scène politique a ainsi été remaniée de manière spectaculaire.

L'ex-premier ministre tchèque Andrej Babiš, l'un des magnats les plus riches du pays, est arrivé au pouvoir en 2017 avec son parti ANO (RE), dont le nom signifie littéralement « oui » en tchèque. Après sa victoire électorale, le parti populiste « attrape-tout » s'est fortement implanté, mais a finalement fait face à des niveaux de défiance de la population similaires à ceux des gouvernements précédents après son alliance de circonstance avec le ČSSD (S&D). Le mécontentement suscité par le personnage omniprésent de Babiš, homme riche perçu par les opposants comme le ferment naturel de la corruption, combiné à la mauvaise gestion de la pandémie, a produit une puissante mobilisation de l'opposition. Le parti classique de centre-droit, perçu jusque-là comme assez terne, s'est réinventé sous le nom de SPOLU (« Ensemble », CRE/PPE), tandis que les Maires et indépendants (PPE) et le Parti Pirate (Verts/ALE) ont formé une seconde alliance plus centriste et alternative. ANO, pourtant arrivé en tête, n'a pas pu former de nouveau gouvernement, et c'est SPOLU, arrivé second, qui a obtenu le poste de premier ministre après avoir négocié une coalition avec les Maires et indé-

pendants et le Parti Pirate.

« Nous continuons le changement » (-RE), le parti centriste formé par Kiril Perkov et Asen Vasilev, les ministres de l'économie et des finances du gouvernement provisoire bulgare, a battu le GERB (PPE), parti au pouvoir depuis près de 15 ans. Les deux précédents parlements, élus en avril et en juillet, n'avaient pas réussi à se mettre d'accord sur un gouvernement et avaient été dissous après seulement quelques semaines. Pendant la campagne électorale, de nombreuses tentatives de fraude ont été relevées, donnant lieu à l'ouverture de plus de 500 enquêtes préliminaires impliquant notamment le GERB et le DPS (RE). Petkov et Vasilev, qui avaient contribué à révéler de nombreux cas de corruption présumée liés au gouvernement de l'ancien premier ministre Boyko Borisov, ont fondé leur parti en septembre, sur un programme centré sur la lutte contre la corruption et la réforme judiciaire.

En Moldavie, la présidente Maia Sandu et son parti Action et Solidarité (PAS, -PPE) entendent reconstruire le pays sur la base de la lutte contre la corruption et du pro-européanisme. Lors des élections parlementaires de juillet, le PAS a obtenu une majorité absolue au parlement, dominant le centre et la partie pro-occidentale de la scène politique. Le Parti démocrate (-S&D), au pouvoir de 2009 à 2021, les formations faisant appel à l'idée de réunification avec la Roumanie et le Parti de la dignité et de la vérité (-PPE), qui a récemment coopéré avec le PAS, ne sont pas entrés au Parlement. En outre, les élections ont donné un résultat très faible pour les forces pro-russes. La faiblesse de l'opposition et l'important soutien populaire confèrent actuellement au PAS une certaine liberté d'action.

Ces constats confirment ceux déjà émis à l'issue du semestre précédent : dans toute l'Europe de l'Est, on assiste à la création de nouvelles formations politiques combinée à un réaligement des anciennes forces dans le sens d'un pro-européanisme et d'une gouvernance plus efficace, qui tend à relativiser les clivages droite-gauche.

Rôle de la diaspora

Si, dans les pays des Balkans, l'importance de la diaspora sur le plan politique est un phénomène bien connu, cette importance semble s'être significativement accrue dans la période récente. Lors des élections bulgares de juillet 2021, le vote de l'étranger s'est ainsi pour la première fois avéré décisif, privant le GERB de la première place. Un nombre record de bureaux de vote à l'étranger, 750, a été mis en place pour cette élection. Bien que la communauté bulgare à l'étranger vote depuis 30 ans dans d'autres pays, ce droit suscite toujours la controverse. Pour la première fois, il y avait également plus de bureaux de vote en Grande-Bretagne qu'en Turquie ; or, le vote de la diaspora en Bulgarie était traditionnellement un moyen pour le DPS (RE), parti historique de la minorité turque de Bulgarie, de renforcer ses positions. Néanmoins, le changement générationnel rend cette stratégie moins efficace ; au lieu de cela, le vote de l'étranger a été

le moyen pour les jeunes et les mécontents d'exprimer leur déception suite à la décennie au pouvoir du GERB. L'année 2021 a ainsi redéfini le rôle politique des Bulgares de l'étranger, plaçant ce groupe démographique au cœur de la politique du pays à l'avenir.

De même, la Moldavie suit cette tendance à se rapprocher de la diaspora vivant dans les pays de l'UE, peut-être dans l'espoir qu'elle devienne l'une des forces motrices de l'adhésion à la communauté, parallèlement à la transformation tant souhaitée du pays. Si les bureaux de vote

à l'étranger sont plus nombreux que jamais, l'influence de la diaspora n'est pas aussi prononcée qu'en Bulgarie.

Dans d'autres pays européens concernés par des élections récentes, souvent en raison de limitations procédurales du vote (comme en République tchèque), l'influence de la diaspora est négligeable. Il faudra voir à l'avenir si les diasporas peuvent fournir un afflux de cadres qualifiés pour les nouveaux gouvernements, souvent issus de la mobilisation, qui manquent de personnel établi.

Note méthodologique

La BLUE propose un suivi systématique des élections suivantes dans les 27 États-membres de l’Union européenne :

- Élections au Parlement européen ;
- Élections nationales directes (élections parlementaires, présidentielles, referenda) ;
- Élections régionales directes au niveaux NUTS 1 et NUTS 2, soit : *Bundesländer* autrichiens, régions et provinces belges, *regioner* danoises, régions françaises, *Bundesländer* allemands, *periferies* grecques, *regioni* et *province autonome* italiennes, *provincies* néerlandaises, *województwa* polonaises, *comunidades autónomas* espagnoles ;
- Élections municipales dans les 15 villes européennes de plus d’un million d’habitants (« M15 ») que sont,

par ordre décroissant de population, Berlin, Madrid, Rome, Paris, Vienne, Hambourg, Bucarest, Varsovie, Budapest, Barcelone, Munich, Milan, Prague, Sofia et Cologne.

Ces analyses, réalisées à l’échelle du scrutin, s’accompagnent de données électorales complètes au niveau communal.

Dans la mesure du possible, BLUE publiera également des analyses ou des résumés des principales élections nationales dans les États candidats à l’adhésion à l’Union européenne ainsi que dans les États membres de l’Association européenne de libre-échange (AELE).

Au cas par cas, BLUE pourra également proposer, dans sa rubrique « spécial », des analyses d’autres scrutins pertinents ayant eu lieu dans l’environnement immédiat de l’Union européenne.

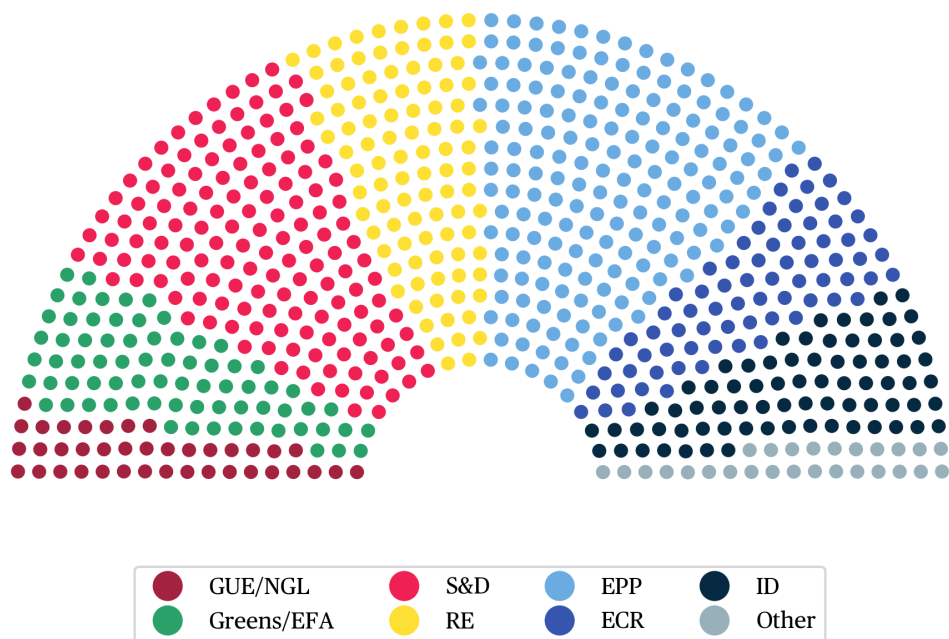
Répartition des sièges

Groupe	Parlement européen	Conseil européen	Commission européenne	Parlements des États-membres (chambre basse)	Parlements régionaux (premier niveau)	M15
GUE/NGL	39 (6 %)	-	-	389 (6 %) -45	552 (6 %) +43	72 (6 %) -4
Verts/ALE	73 (10 %)	-	1 (4 %)-	355 (5 %) +34	699 (7 %) +59	212 (18 %) +4
S&D	145 (21 %)	7 (26 %)	9 (33 %)	1262 (19 %) +22	1826 (21 %) -72	336 (28 %) +5
RE	97 (14 %)	6 (22 %)	5 (19 %)	1091 (17 %) +10	898 (10 %) -43	104 (9 %) =
PPE	175 (25 %)	8 (30 %)	10 (37 %)	1684 (26 %) -17	2345 (26 %) -56	304 (26 %) -7
CRE	74 (11 %)	2 (7 %)	1 (4 %)	557 (9 %) +9	565 (6 %) -11	47 (4 %) +5
ID	74 (11 %)	-	-	393 (6 %) -13	808 (9 %) -166	58 (5 %) +4
Autres/NI	27 (4 %)	4 (15 %)	1 (4 %)	764 (12 %) +26	1167 (13 %) +261	44 (4 %) -8

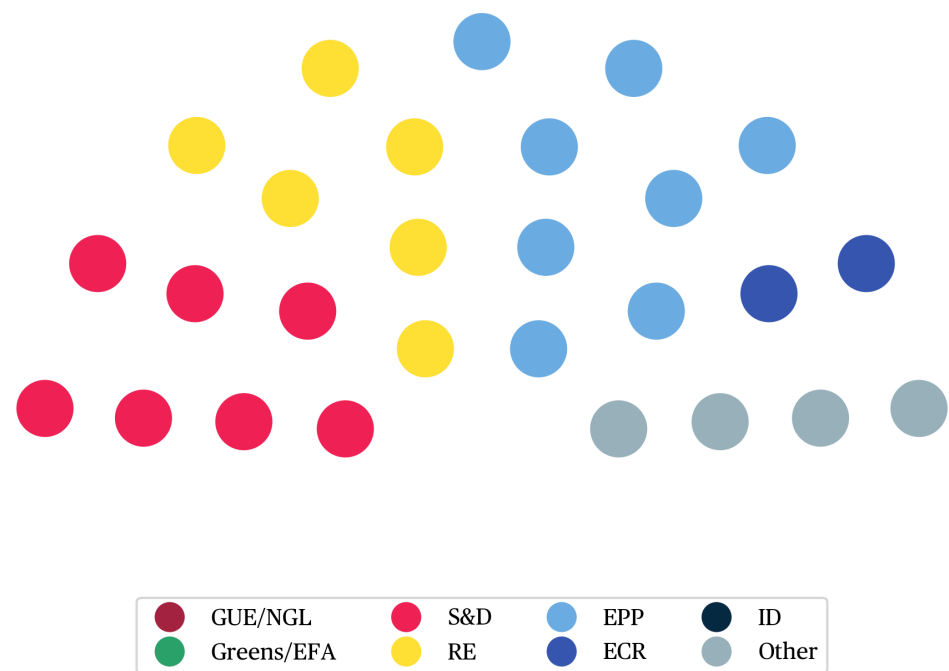
Excepté pour les trois institutions européennes (chiffres actuels), le décompte ci-dessus s’appuie sur les résultats des dernières élections dans chaque région. Les effectifs actuels des partis peuvent diverger légèrement. Les pays assimilés à un groupe en raison de leur proximité idéologique ne sont pas décomptés dans ce groupe.

Les forces politiques européennes au 1^{er} déc. 2021

Le Parlement européen

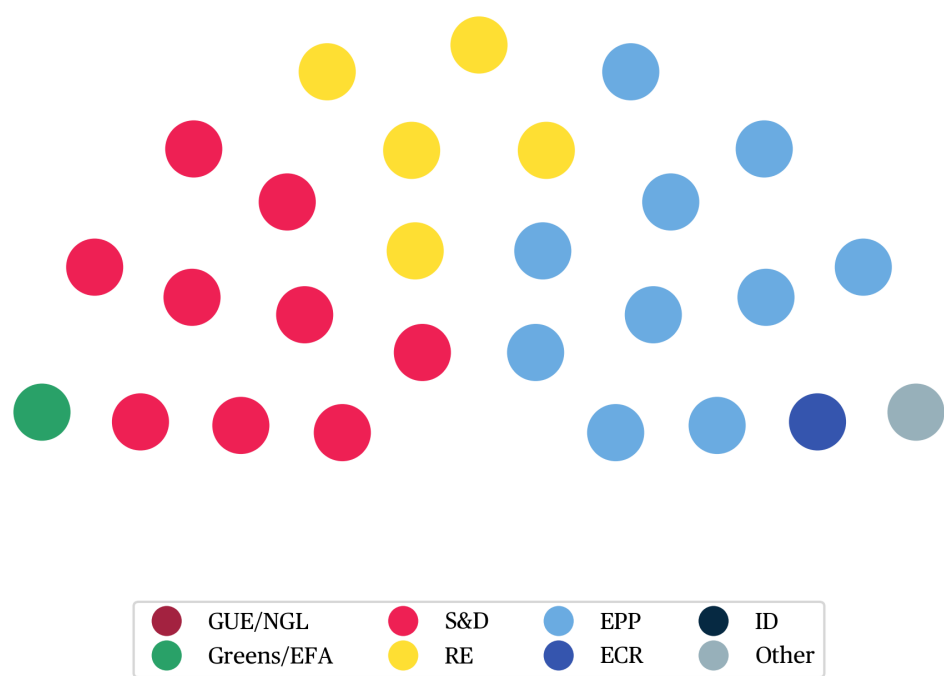


Le Conseil européen



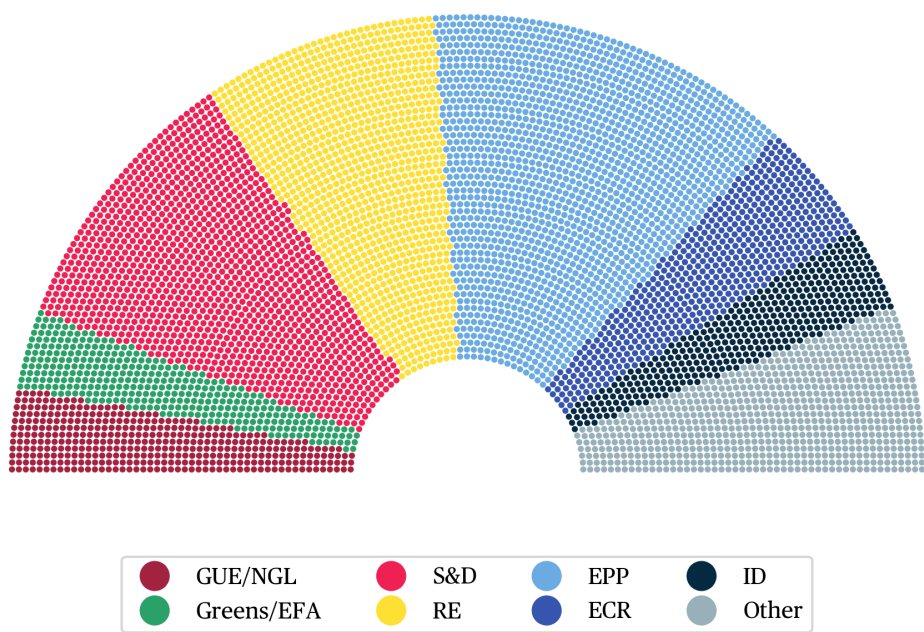
Les forces politiques européennes au 1^{er} déc. 2021

La Commission



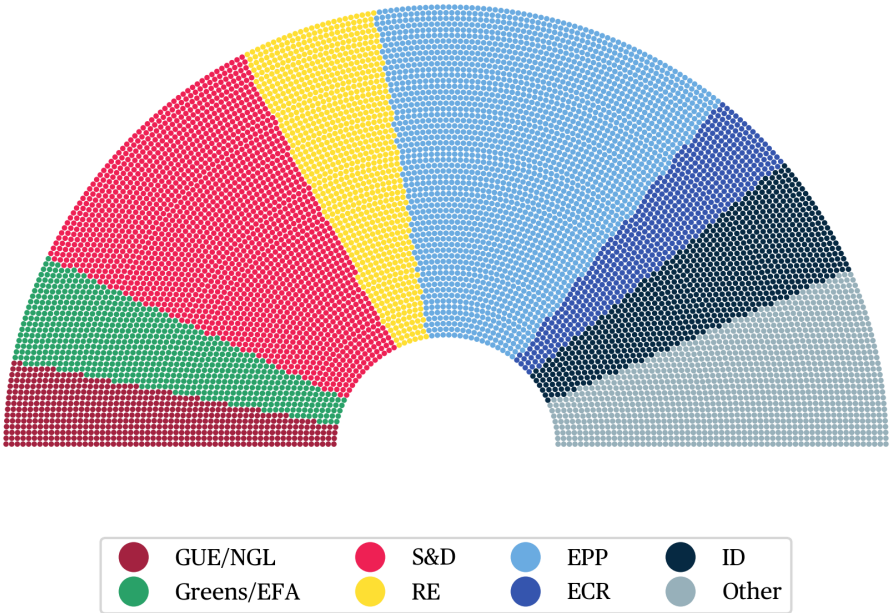
17

Les Parlements des États-membres

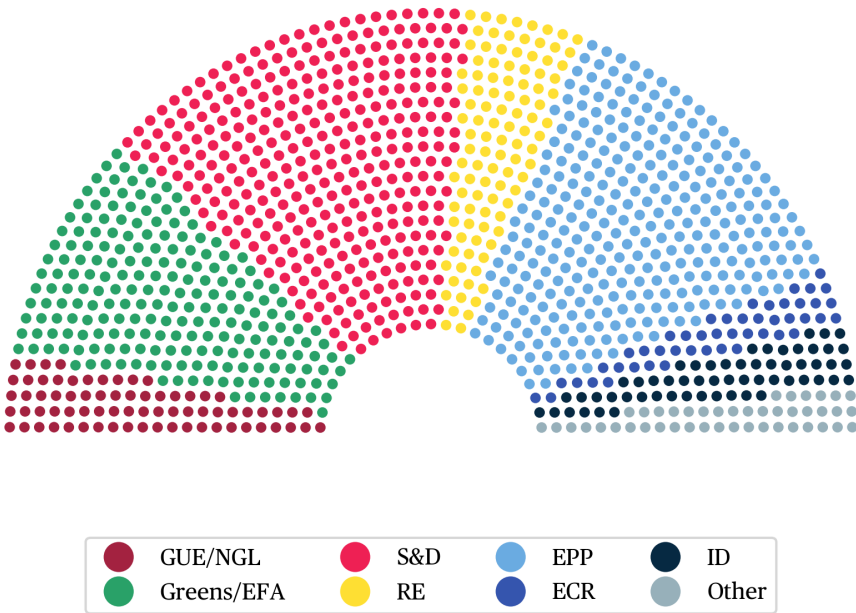


Les forces politiques européennes au 1^{er} déc. 2021

Les Parlements régionaux



Les Conseils des 15 villes d'un million d'habitants de l'UE (« M15 »)

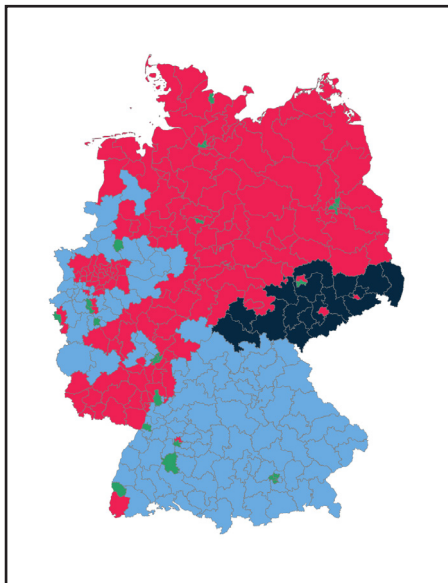




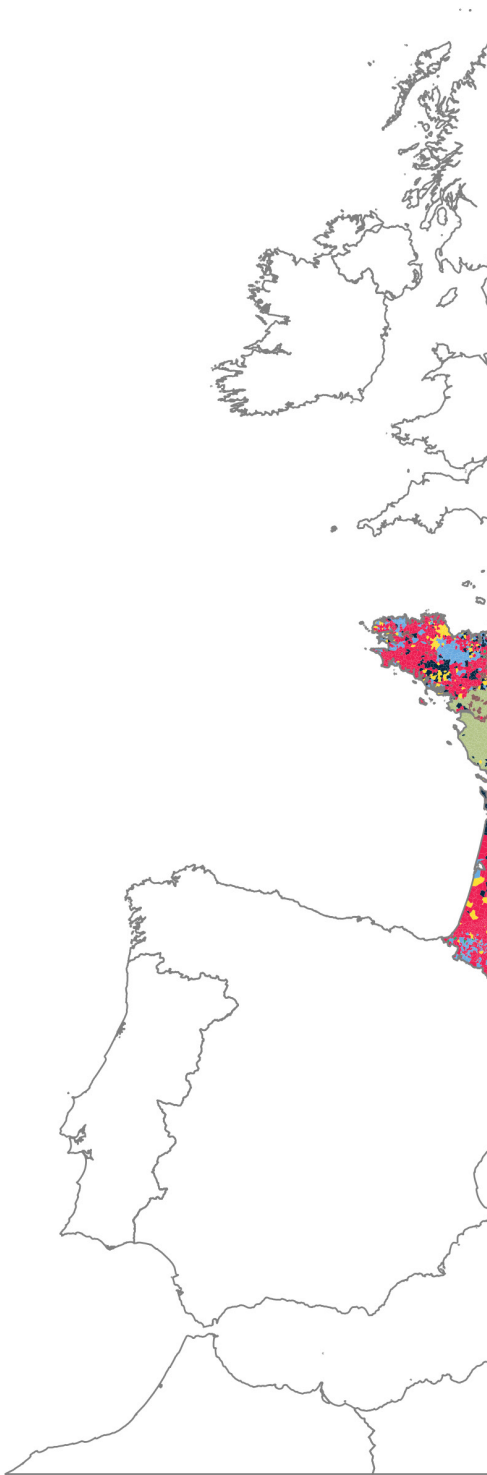
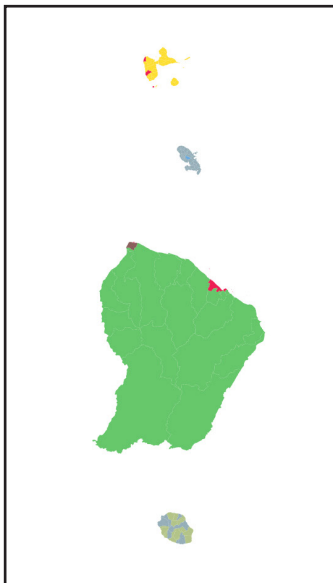
La carte continentale

Groupe du parti arrivé en tête, par commune

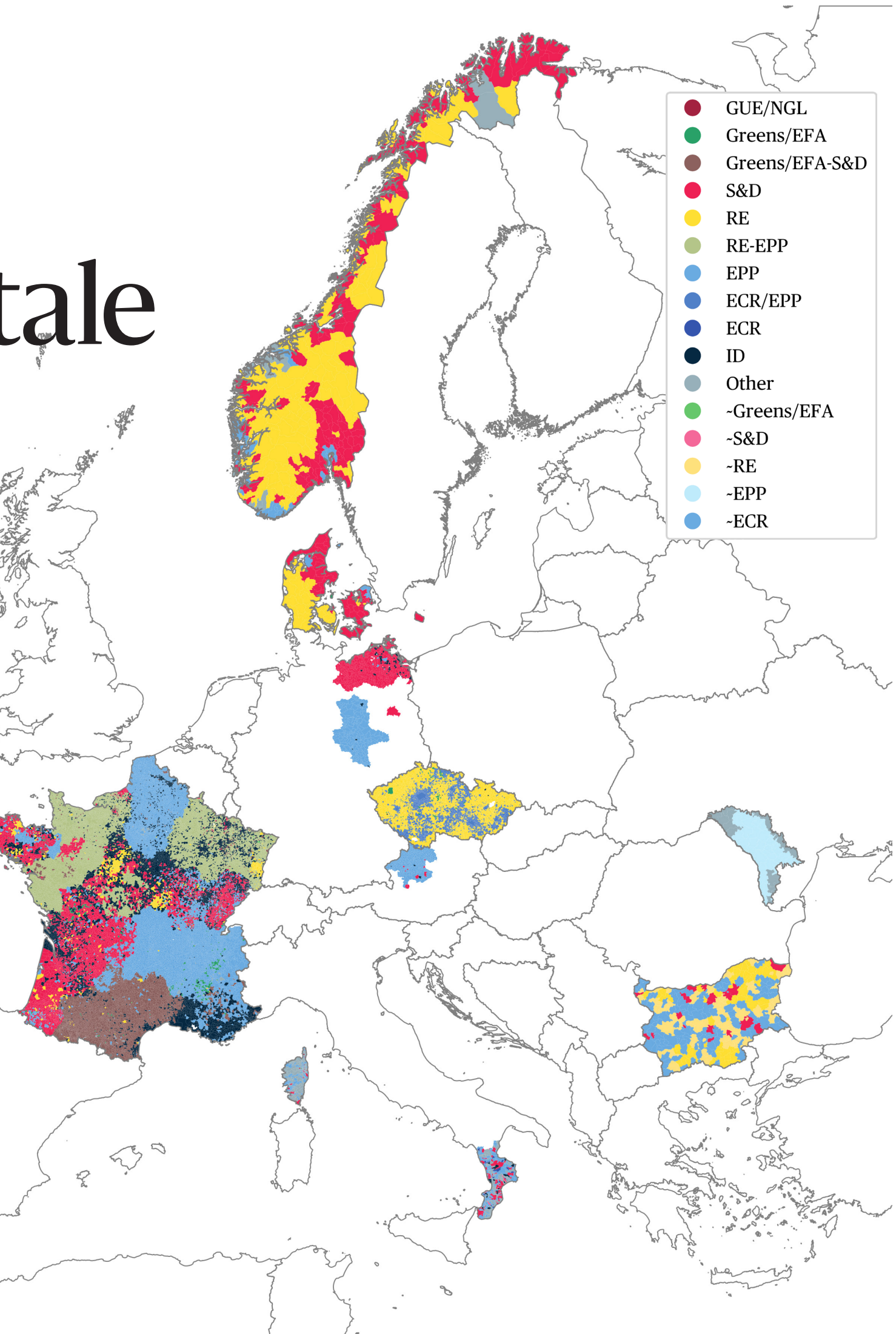
Législatives (circonscriptions)



Outre-mers français



stale



Les élections dans l'Union européenne

Scrutins régionaux, nationaux, européens, et dans les grandes métropoles

02



Élections régionales en Saxe-Anhalt, 6 juin 2021

Introduction

Les élections régionales sont souvent interprétées comme des tests pour le gouvernement fédéral, surtout lorsqu'elles ont lieu la même année qu'une élection fédérale. En effet, de nombreuses élections régionales s'avèrent être imprégnées par la politique nationale (Burkhart 2005 ; Völkl 2009). Les élections régionales de Saxe-Anhalt du 6 juin 2021, dernier scrutin au niveau régional avant les élections fédérales, n'auraient pas pu contredire plus clairement ce modèle. Ces élections ont souligné l'autonomisation croissante de la compétition politique dans les *Länder*, de plus en plus marquée par des ministres-présidents populaires, des systèmes de partis et des budgets thématiques distincts et – dans l'est du pays – par la confrontation avec l'AfD. Ces facteurs seront examinés plus en détail dans les paragraphes suivants et associés à une analyse d'autres aspects des résultats électoraux. De nombreux éléments empiriques se basent sur les résultats des sondages d'infratest dimap (2021) et du Forschungsgruppe Wahlen (2021).

A première vue, les élections régionales se sont déroulées dans l'ombre des élections fédérales qui devaient avoir lieu à peine dix semaines plus tard, le 26 septembre. La SPD et son candidat à la chancellerie Olaf Scholz, qui se trouvait début juin 2021 à 15 % dans les sondages, espéraient avoir le vent en poupe. Les Verts pensaient que leur bonne dynamique se traduirait enfin par des gains de voix lors d'une élection en ex-RDA. À la CDU/CSU, la Saxe-Anhalt était également considérée comme un test pour le candidat à la chancellerie fraîchement désigné, Armin Laschet. Le président de la CDU et ministre-président de Rhénanie-du-Nord-Westphalie ne s'était imposé que fin avril 2021 face au président de la CSU, Markus Söder, au terme d'une lutte de pouvoir acharnée. La candidature de Laschet restait controversée, notamment parce que Söder pouvait non seulement se prévaloir d'un

plus grand soutien de la population, mais aussi de l'appui d'une partie importante de la CDU, notamment à l'Est. Haseloff lui-même s'était clairement positionné en faveur de Söder. Certains observateurs s'attendaient ainsi à ce qu'une défaite cuisante de la CDU/CSU remette en question le choix du candidat à la chancellerie.

Si l'on retire le filtre de la politique fédérale, des facteurs de politique régionale, qui se sont avérés décisifs par la suite, sautent rapidement aux yeux. Il y a d'abord la grande popularité du ministre-président, Reiner Haseloff. Haseloff, membre de la CDU depuis l'époque de la RDA, est entré pour la première fois au gouvernement du Land en 2002 sous la présidence de Wolfgang Böhmer (CDU) en tant que secrétaire d'État. Lors des élections régionales de 2011, il a mené la CDU en tant que tête de liste et a obtenu un résultat nettement supérieur à la tendance nationale. En avril 2011, il a été élu ministre-président d'une grande coalition entre la CDU et la SPD. Le fait que 10 députés de la coalition lui aient (mathématiquement) refusé leur allégeance lors de l'investiture devait à nouveau jouer un rôle dix ans plus tard. Lorsque la grande coalition a perdu sa majorité lors des élections de 2016 (Holtmann et Völkl 2016), Haseloff a tenté une expérience politique : il a forgé la première coalition nationale dite kényane – une alliance entre la CDU, la SPD et les Verts. Cela est d'autant plus remarquable qu'en Saxe-Anhalt, une fédération régionale de la CDU très conservatrice fait face à une fédération régionale des Verts très progressiste. Les querelles au sein de la coalition étaient donc inévitables. Les agriculteurs de Saxe-Anhalt, particulièrement influents au sein de la CDU régionale, ont soudain dû tolérer une ministre verte de l'Environnement et de l'Agriculture, et les Verts ont dû vivre avec un partisan de la ligne dure de la CDU, Holger Stahlknecht, au ministère de l'Intérieur. Le SPIEGEL parlait de la plus grande alliance conflictuelle d'Allemagne (Lehmann 2021) et l'on a souvent frôlé de peu la rupture prématurée de la coalition. Le Landtag de

Magdebourg a ainsi été régulièrement sous les feux des projecteurs au niveau national. Aux querelles de coalition, qui ont failli dégénérer six mois avant les élections régionales sur la question de la redevance audiovisuelle, s'est ajoutée la question cruciale du positionnement de la CDU vis-à-vis de l'AfD (Höhne 2020). Une partie de la CDU ne semblait pas hostile à une coopération avec l'AfD qui, particulièrement radicale en Saxe-Anhalt, avait fait une entrée fracassante au Landtag en 2016 avec 24,3% des voix.

La coalition kényane n'a obtenu que des taux de satisfaction moyens. Selon les sondages, environ la moitié de la population était satisfaite de son travail (Infratest dimap 2021). Les taux de satisfaction de Haseloff – et c'est une explication importante du résultat électoral ultérieur – dépassait de loin celle de sa coalition. Selon les sondages, 70 % des électeurs voyaient en lui un « bon » ministre-président. Haseloff se classait ainsi dans la même catégorie que des ministres-présidents populaires comme Bodo Ramelow (Die Linke) de Thuringe ou Michael Kretschmer (CDU) de Saxe, et n'était devancé que de peu par Winfried Kretschmann (Verts) du Bade-Wurtemberg (75 pour cent d'approbation). Il n'existe pas d'estimations de la popularité pour les autres candidats de premier plan en Saxe-Anhalt, et notamment Katja Pähle (SPD) – ces candidats étaient si peu connus qu'il n'a pas été possible de réaliser des évaluations représentatives. Ses niveaux élevés de popularité et de notoriété ont rendu extrêmement difficile pour les adversaires de Haseloff de trouver un angle d'attaque.

Outre la personne de Haseloff, la question cruciale dans la politique des *Länder* de l'Est – à savoir les relations avec l'AfD – devait jouer un rôle décisif dans l'issue du scrutin. Les jours précédant les élections ont été dominés par un coude à coude entre la CDU et l'AfD, amplifié par les médias. Un sondage INSA publié deux jours avant les élections régionales dans le journal BILD donnait l'AfD à 26 % et la CDU à 27 %. La Saxe-Anhalt risquait ainsi de devenir le premier Land où l'AfD pourrait devenir la force dominante dans un parlement régional. Les challengers d'Haseloff issus de la SPD, de Die Linke et des verts ont également encadré les élections régionales comme une question de politique démocratique et ont insinué que l'Union CDU/CSU ne représentait pas un rempart crédible contre l'AfD dans le *Land* : le lendemain des élections, on pourrait, suggérait-on en substance, se réveiller avec une coalition noire-bleue, couleurs respective de la CDU et de l'AfD. Une grande majorité de la population et des partisans de la CDU étaient opposés à une coopération entre la CDU et l'AfD.

Néanmoins, ce discours des *challengers* d'Haseloff a probablement été une erreur stratégique. Non seulement l'attention s'est focalisée sur la course entre l'AfD et la CDU, mais Haseloff lui-même avait répondu à la question cruciale de manière si claire et convaincante que presque aucun électeur n'a douté qu'une coopération avec l'AfD sous son autorité soit exclue. Haseloff et le président du Landtag, Sven Schulze, avaient clairement exclu toute

coopération avec l'AfD. De plus, Haseloff avait limogé son ministre de l'Intérieur Holger Stahlknecht six mois avant les élections, après que celui-ci eut laissé entendre qu'après les prochaines élections, un gouvernement minoritaire de la CDU pourrait également être toléré par l'AfD. Dans le *sprint* final de la campagne électorale, Haseloff s'est lui-même érigé en rempart contre l'AfD, en qualifiant sa CDU régionale de « garante de cette démocratie, ici en Saxe-Anhalt ». Même si cela n'est pas clairement démontrable empiriquement, on peut supposer qu'un nombre important d'électeurs qui auraient plutôt voté pour les Verts, la SPD ou Die Linke ont donné leur voix à la CDU afin d'éviter que l'AfD ne devienne le premier parti dans la région.

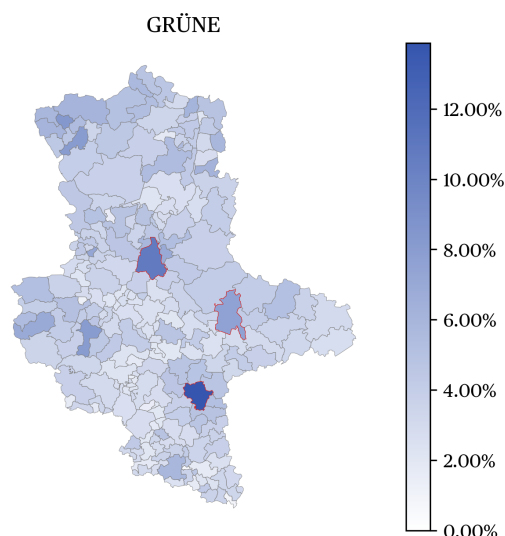
Ces deux conditions importantes de l'élection ne sont pas propres à la Saxe-Anhalt. La personnalisation croissante autour de la personne des ministres-présidents a également été observée la même année lors des élections régionales dans le Bade-Wurtemberg et en Rhénanie-Palatinat. L'effet « course de chevaux » (*horse-race effect*) est, une fois de plus, un phénomène principalement est-allemand. Il permet par exemple de mieux comprendre le succès de Bodo Ramelow lors des élections régionales de Thuringe en 2019.

Résultats et variations des résultats électoraux

La Saxe-Anhalt copie sur des points importants le scrutin proportionnel personnalisé pratiqué au niveau fédéral. Les électeurs et électrices accordent deux voix. La première voix est attribuée à un candidat direct dans l'une des 41 circonscriptions électorales. Le candidat qui obtient le plus de voix dans la circonscription remporte le mandat. Le second vote permet d'élire une liste de parti fermée. Tous les partis qui ont obtenu au moins 5 % des voix au niveau régional participent à la répartition des mandats ; c'est avant tout le pourcentage des secondes voix qui est déterminant dans le calcul du nombre total de mandats attribués à un parti, ce qui garantit une grande proportionnalité. Le système électoral de la Saxe-Anhalt est donc un système mixte compensatoire.

Les résultats des élections régionales ont été une grande surprise. Avec une augmentation de 7,4 points de pourcentage par rapport à 2016, la CDU a été remportée ce qui a été décrit par les médias comme une victoire éclatante. Avec 20,8 %, l'AfD a été clairement distancée. Die Linke subi de lourdes pertes, tombant à 11,0 %. Avec 8,4 % des deuxièmes voix, le SPD a perdu 2,2 points de pourcentage par rapport aux élections régionales de 2016. Les pertes à long terme des deux partis sont dramatiques – en 1998, le SPD avait encore obtenu 36 % et le PDS, prédécesseur de Die Linke, 20 %. Malgré une légère progression de 0,8 points, les 5,9 % des Verts du *Land* ont été une cruelle déception. Au même moment, les Verts fédéraux se situaient à environ 22 % dans les sondages. Avec 6,4 % des voix, le FDP a fait son retour au Landtag de Magdebourg pour la première fois depuis 2011. Les Freie Wähler, qui

a • Scores des Verts par commune. Les communes urbaines sont entourées d'un liseré rouge.



se recrutent principalement parmi les anciens politiciens déçus de la CDU, sont restés bien en dessous de la barre des 5 %, avec 3,1 %. Le taux de participation a été de 60 %, soit à peu près le même niveau qu'en 2016.

La carte des circonscriptions gagnantes était presque entièrement noire. La CDU a remporté 40 mandats directs, n'en laissant qu'un seul à l'AfD dans la ville de Zeitz, limitrophe de la Saxe. En 2016, l'AfD avait remporté 15 mandats directs.

Le traitement médiatique du résultat des élections a surtout mis en avant le vainqueur Reiner Haseloff. Dans un photomontage, le journal de centre-gauche taz a placé la tête de Haseloff sur le corps de la star de *Baywatch* David Hasselhoff en tenue de maître-nageur et a titré « Le sauveur de la CDU ». Ce titre était également une référence aux nombreux journalistes et politiciens (pour la plupart d'origine ouest-allemande) qui prononçaient le nom de famille du gagnant de manière obstinément incorrecte, comme le nom de famille de l'acteur américain. Le rôle des sondeurs a fait l'objet d'une discussion critique,

car le sondage INSA semblait avoir mis en scène un duel qui n'avait pas grand-chose à voir avec la réalité.

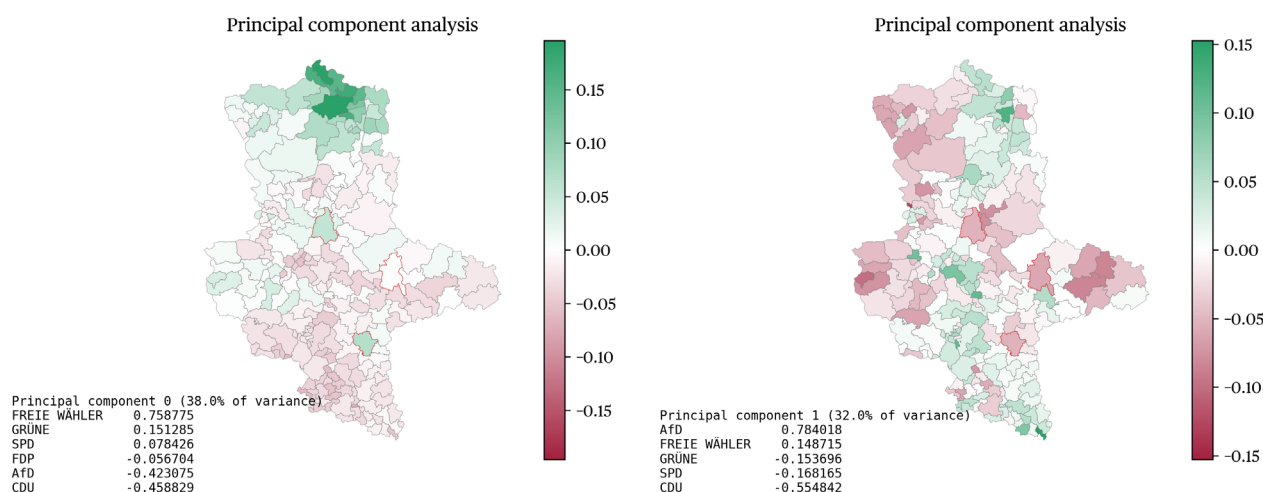
Quels sont les thèmes qui ont déterminé le choix des électeurs ?

En sciences politiques, il est bien connu que les personnes et les positions ne sont pas les seules à jouer un rôle important lors des élections. L'importance des thèmes est également significative (Bräuninger et al. 2020 ; Meguid 2008). Les partis peuvent profiter d'une réputation de compétence sur les thèmes qui sont particulièrement importants pour les citoyennes et les citoyens. Il est vrai que l'agenda thématique ne peut être manipulé que de manière limitée par les partis et qu'il est souvent soumis à des influences externes (par exemple le Covid-19).

Depuis la réunification, les élections régionales dans les *Länder* de l'est de l'Allemagne sont marquées par un conflit portant sur la perception d'un désavantage subi par l'Est. Des indicateurs objectifs et subjectifs indiquent que ce désavantage se traduit notamment par des retraites et des salaires toujours plus bas, mais aussi par une plus faible représentation des Allemands de l'Est aux postes à responsabilité (Vogel 2020). En effet, 74 % des électeurs ont approuvé l'affirmation selon laquelle « les Allemands de l'Est sont encore des citoyens de seconde classe à de nombreux endroits ». Ainsi, le fait qu'Haseloff soit perçu par 65 % des sondés comme un défenseur sûr des intérêts est-allemands s'est ajouté à son capital de sympathie.

L'examen des priorités thématiques dans les décisions électorales montre que le contexte politique de la Saxe-Anhalt, région est-allemande, est totalement différent de celui de l'Ouest – une particularité qui peut surtout jouer en défaveur des Verts. Les thèmes de la protection sociale, de l'économie et de l'éducation ont été déterminants pour plus de 70 % des personnes interrogées, l'environnement et le climat n'arrivant qu'en quatrième position avec 8 %. Lors des élections régionales en Bade-Wurtemberg et en

b • Analyse en composantes principales des résultats (deux premières composantes)



Rhénanie-Palatinat en mars de la même année, plus de deux fois plus de personnes interrogées plaçaient l'environnement en tête. Les partisans des différents partis ne se sont pas tous prononcés de la même manière sur le choix du thème. Sans surprise, le thème de l'environnement a dominé pour les électeurs des Verts, tandis que pour les électeurs de l'AfD, c'est surtout la migration et l'intégration qui ont été déterminantes.

Les Verts régionaux n'ont pas réussi à mettre en vant la question du changement climatique, sujet dont l'importance croissant dans l'opinion avait contribué à leur popularité au niveau fédéral. Un débat lancé par les Verts fédéraux sur l'augmentation du prix de l'essence est également arrivé au mauvais moment (Tagesspiegel 2021), car en Saxe-Anhalt, un nombre de personnes supérieur à la moyenne doit parcourir de grandes distances en voiture pour se rendre au travail. Le slogan officiel et de longue date du *Land*, « Nous nous levons plus tôt », s'appuyait ironiquement sur un sondage qui soulignait le fait que les habitants de la région se levaient tôt à cause de leurs déplacements.

Il est intéressant de noter que le traitement de la pandémie de Covid-19 n'a joué un rôle décisif que pour 6 % des citoyens. Les élections régionales ont eu lieu dans une phase de relative détente épidémique ; de nombreuses restrictions avaient entre-temps été retirées. Cela pourrait également expliquer en partie le mauvais résultat de l'AfD, qui a surtout tenté de se profiler en critiquant les mesures sanitaires des gouvernements régional et fédéral.

En ce qui concerne les compétences attribuées à chaque parti (Forschungsgruppe Wahlen 2021), la CDU était nettement en tête pour tous les thèmes pertinents. Ce n'est qu'en matière de politique climatique que les Verts devançaient la CDU/CSU, avec 30 contre 19 %, ce qui ne s'est pas traduit dans les urnes pour les raisons déjà évoquées. De même, en matière de politique des étrangers, 27 % attribuaient la plus grande compétence à la CDU et seulement 19 % à l'AfD. Cela a sans doute également contribué au succès limité de l'AfD avec son pro-

gramme résolument nativiste (Pesthy, Mader, and Schoen 2021). Il convient toutefois de noter que l'attribution de compétences est fortement corrélée à l'identification du parti et à l'intention de vote. Par conséquent, les citoyens ne peuvent évaluer les compétences des partis que de manière limitée dans certains domaines conflictuels.

Tendances géographiques

Comparée aux *Länder* d'Allemagne de l'Ouest comme le Bade-Wurtemberg ou la Hesse, la variance sociodémographique de la Saxe-Anhalt est nettement plus faible. Néanmoins, l'observation spatiale des résultats électoraux met en évidence plusieurs tendances bien connues de la recherche électorale. Ainsi, la CDU et, de loin, l'AfD ont surtout eu du succès dans les zones rurales qui couvrent une grande partie du *Land*. Dans les centres urbains, les Verts ont obtenu des résultats bien supérieurs à la moyenne. Dans la ville la plus importante du *Land*, Halle, les Verts ont remporté près de 14 pour cent des deuxièmes voix et même presque un mandat direct dans une circonscription électorale de cette ville. Malheureusement pour les Verts, seuls 20 % environ des habitants de Saxe-Anhalt vivent dans des centres urbains.

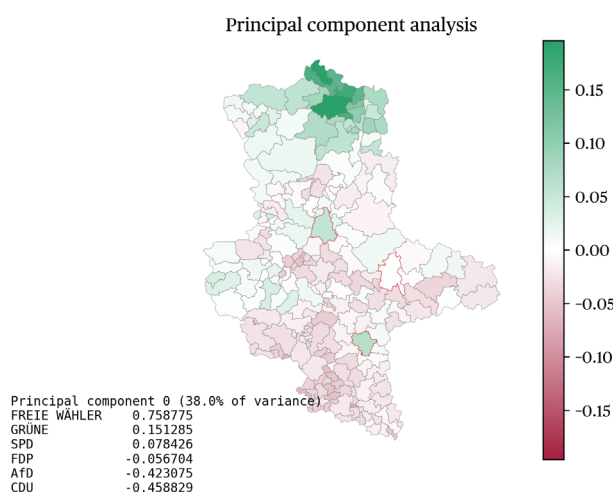
Une analyse des composantes principales du comportement électoral montre qu'outre les Verts, la SPD, Die Linke et la FDP ont également connu un succès supérieur à la moyenne dans les zones urbaines. Concrètement, l'analyse en composantes principales chiffre à 14% les différences de voix entre les communes qui s'expliquent principalement par le soutien à ces partis dans les villes.

Formation du gouvernement et de la coalition

En tant que vainqueur incontesté des élections, Haseloff a eu le rôle de former le prochain gouvernement du *Land* de Saxe-Anhalt. La répartition des sièges suggérerait une solution évidente – en théorie : la CDU et la SPD contrôlaient ensemble exactement une majorité absolue de 49 voix au Landtag de Magdebourg et auraient donc pu former une coalition minimale. Les coalitions minimales, c'est-à-dire les coalitions majoritaires auxquelles ne participe aucun parti qui ne serait pas nécessaire pour obtenir la majorité absolue (Müller and Strøm 2006), sont le modèle standard en Allemagne au niveau fédéral et régional (Bräuninger et al. 2019). Les gouvernements minoritaires (Klecha 2010) ou les coalitions non-minimales sont très rares. Gouverner même avec des majorités très minces n'est pas inhabituel ; cela s'est observé, à la même époque, avec la coalition noire-jaune dirigée par Armin Laschet en Rhénanie du Nord-Westphalie, le *Land* le plus peuplé d'Allemagne. Dans la pratique, cependant, cette majorité à une voix près apparaissait trop fragile à Haseloff.

Pour diverses raisons, Haseloff ne pouvait pas être sûr de la cohésion absolue de son groupe parlementaire. Le nouveau groupe comptait au moins trois députés qui au-

b (suite) • Analyse en composantes principales : 3^e composante



raient pu avoir au moins un motif de refuser de lui faire allégeance. Ainsi, deux députés, Ulrich Thomas et Lars-Jörn Zimmer, ont été rétrogradés de vice-présidents de groupe à simples députés après avoir été élus, notamment parce qu'ils ont manifesté à différentes occasions une proximité avec l'AfD. Le prince héritier honni de Haseloff, Holger Stahlknecht, était revenu au Landtag de Magdebourg avec un très bon résultat dans sa circonscription. A cela s'ajoutait un nombre indéterminé de députés CDU qui ne soutenaient qu'à contre-cœur la stratégie d'une prise de distance claire avec l'AfD.

Haseloff devait surtout s'inquiéter de l'élection du ministre-président. Cette élection a lieu à bulletins secrets – ce qui pose divers problèmes de théorie démocratique (Decker 2020), et a récemment provoqué un tollé en Thuringe avec l'élection éphémère d'un ministre-président du FDP élu avec les voix de l'AfD (Debes 2021). En cas de vote à bulletins secrets, les éventuels dissidents ne sont pas identifiables et peut, libérés de toute obligation de transparence, poursuivre des mobiles différents lors du vote. Après l'élection, l'unité du groupe est ainsi plus facile à établir. Dans la vie parlementaire habituelle, le vote se fait de manière ouverte (à main levée ou en se levant de son siège) (Stecker 2015) et tout député qui ne serait pas fidèle au « sauveur de la CDU » aurait dû présenter des arguments très convaincants pour préserver sa position au sein du groupe.

C'est probablement pour ces raisons que Haseloff a cherché à obtenir une plus grande majorité parlementaire pour son nouveau gouvernement. La CDU a ainsi sondé le SPD, le FDP et les Verts à la recherche d'autres combinaisons gouvernementales. Parmi les choix possibles figurait la reconduction de la coalition kényane avec le SPD et les Verts, avec une majorité de six voix. Mais cette solution n'était guère envisageable pour les conservateurs de la CDU et la coalition kényane comptait parmi les constellations les plus impopulaires au sein de la population. Il en allait de même pour une coalition « jamaïcaine » – mathématiquement possible – entre la CDU, le FDP et les Verts. Les Verts eux-mêmes ont exclu de rejoindre une coalition en tant que partenaire surnuméraire.

La Saxe-Anhalt a donc à nouveau donné lieu à la mise en place d'un nouveau modèle de coalition – une alliance entre la CDU, la SPD et la FDP, également appelée coalition « allemande » (noir, rouge, jaune) par les médias. Ce qui est inhabituel dans cette coalition, c'est que la FDP n'est pas nécessaire pour atteindre la majorité absolue – la coalition est non minimale. La dernière occurrence de ce schéma remontait aux années 1950.

Le 16 septembre 2021, le Landtag a procédé à l'élection du ministre-président. Le premier tour de scrutin devait confirmer les craintes de Haseloff. Il n'y a pas obtenu la majorité nécessaire : seuls 48 députés ont voté pour lui, alors que la coalition réunissait en réalité 56 députés. Au second tour, Haseloff a toutefois été réélu au poste de ministre-président avec 53 voix. Le nouveau gouvernement noir-rouge-jaune comprend, outre le ministre-président,

six ministres de la CDU, deux du SPD et un du FDP.

Les élections régionales ont eu certaines implications au niveau fédéral. La candidature d'Armin Laschet à la chancellerie semblait stabilisée par la victoire éclatante d'Haseloff et la CDU envisageait à ce moment-là une victoire électorale au Bundestag. Moins de trois mois plus tard, cependant, les élections fédérales ont pratiquement inversé le rapport des voix en Saxe-Anhalt. Avec 25,4 % des voix, la SPD a relégué la CDU (21 %) et l'AfD (19,6 %) en Saxe-Anhalt au second plan. De ce point de vue, les élections régionales du 6 juin 2021 en Saxe-Anhalt peuvent être considérées comme clairement marquées par une dynamique politique régionale.

Références

- Bräuninger, T., Debus, M., Müller, J. & Stecker, C. (2019). Party Competition and Government Formation in Germany: Business as Usual or New Patterns? *German Politics* 28 (1), pp. 80-100.
- (2020). *Parteienwettbewerb in den deutschen Bundesländern*. Wiesbaden: Springer Fachmedien Wiesbaden.
- Burkhart, S. (2005). Parteipolitikverflechtung. Über den Einfluss der Bundespolitik auf Landtagswahlentscheidungen von 1976-2000. *Politische Vierteljahresschrift* 46 (1), pp. 14-38.
- Debes, M. (2021). *Demokratie unter Schock: Wie die AfD einen Ministerpräsidenten wählte*. Essen: Klartext.
- Decker, F. (2020, 9 février). Geheime Abstimmung - Ein sehr alter Zopf. *Süddeutsche Zeitung*. En ligne.
- Forschungsgruppe Wahlen (2021). Landtagswahl in Sachsen-Anhalt. En ligne.
- Höhne, B. (2020). Grenzen des Demokratielabors. Wie wahrscheinlich ist eine Parlamentskooperation von CDU und AfD in Ostdeutschland? *GWP - Gesellschaft, Wirtschaft, Politik* 69 (2-2020), pp. 157-68.
- Holtmann, E. & Völkl, K. (2016). Die sachsen-anhaltische Landtagswahl vom 13. März 2016: Eingetrübte Grundstimmung, umgeschichtete Machtverhältnisse. *ZParl Zeitschrift für Parlamentsfragen* 47 (3), pp. 541-60.
- Infratest-dimap (2021, 29 septembre). Landtagswahl Sachsen-Anhalt 2021. En ligne.
- Klecha, S. (2010). *Minderheitsregierungen in Deutschland*. Hannover: Friedrich-Ebert-Stiftung Landesbüro Niedersachsen.
- Lehmann, T. (2021, 3 juin). Deutschlands größtes Streitbündnis, *SPIEGEL*. En ligne.
- Massicotte, L. (2003). To create or to copy? electoral systems in the German Länder. *German Politics* 12 (1), pp. 1-22.
- Meguid, B. M. (2008). *Party competition between unequals: Strategies and electoral fortunes in Western Europe*. Cambridge studies in comparative politics. Cambridge: Cambridge University Press.
- Pesthy, M., Mader, M. & Schoen, H. (2021). Why Is the AfD so Successful in Eastern Germany? An Analysis of the Ideational Foundations of the AfD Vote in the 2017 Federal

Election. *Politische Vierteljahresschrift* 62 (1), pp. 69-91. En ligne.

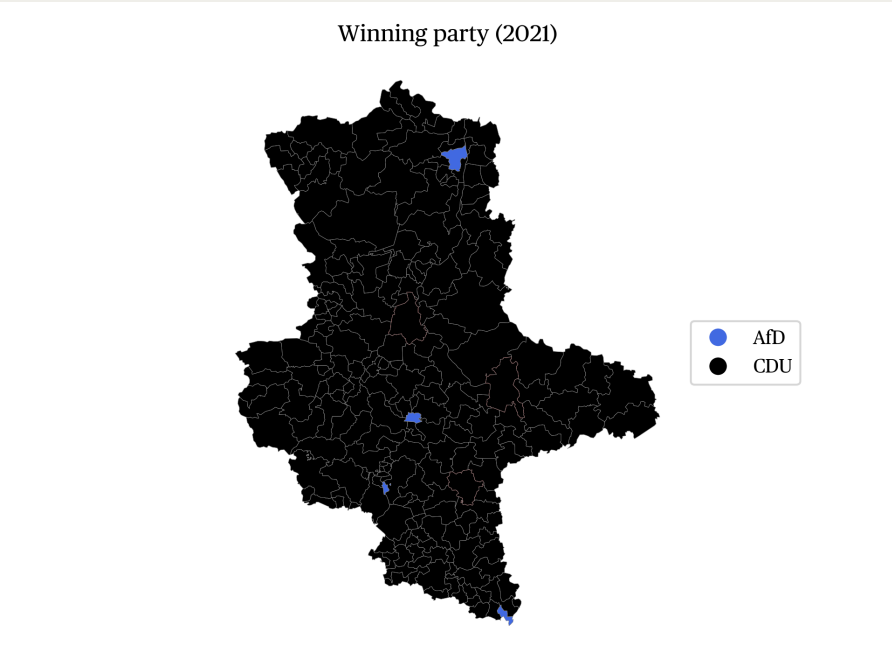
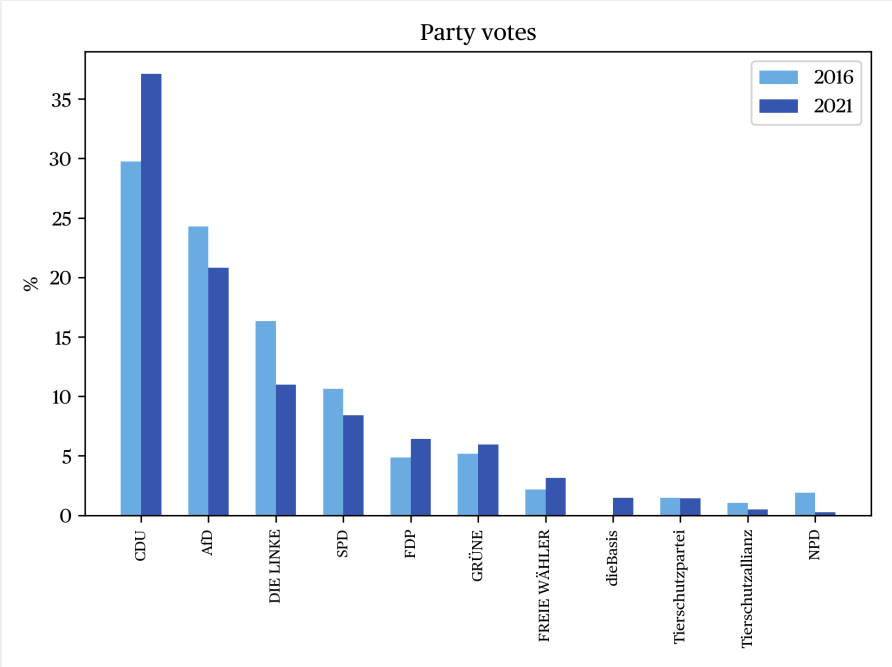
Shugart, M. S. & Wattenberg, M. P. (éds) (2003). *Mixed-member electoral systems: The best of both worlds?* Comparative politics. Oxford: Oxford University Press.

Stecker, C. (2015). How effects on party unity vary across votes. *Party Politics* 21 (5), pp. 791-802.

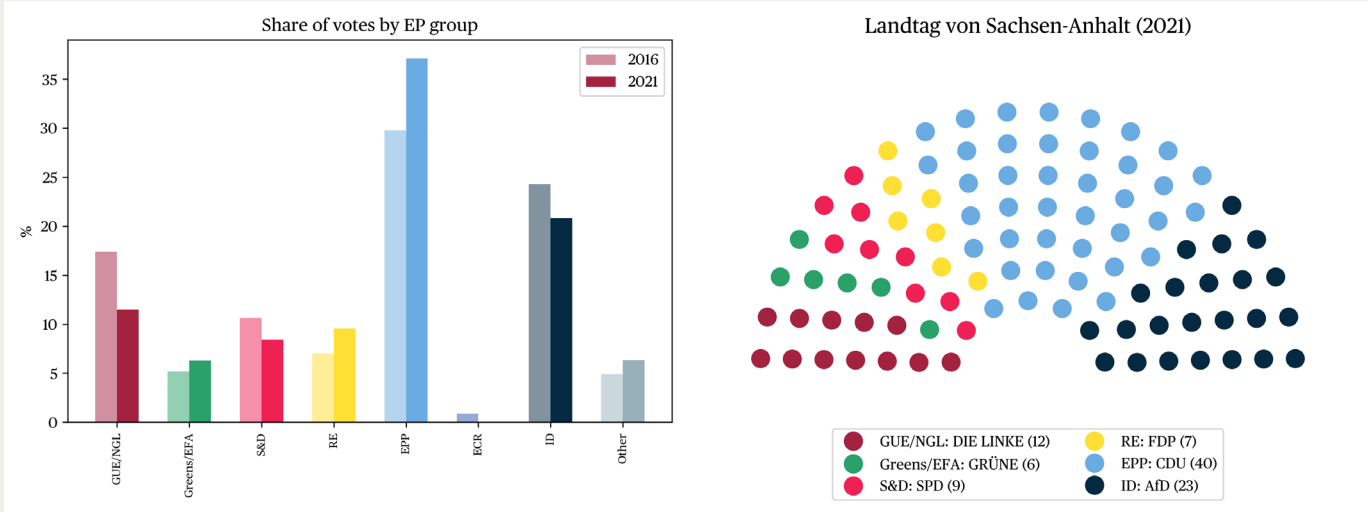
Tagesspiegel (2021, 6 juin). Habeck räumt Fehler im Wahlkampf ein. *Der Tagesspiegel*. En ligne.

Vogel, L. (2020, 1^{er} octobre). Der geringe Anteil Ostdeutscher in den Eliten – ein verkanntes Problem. *Regierungsforschung*. En ligne

Völkl, K. (2009). Der Einfluss der Bundespolitik auf die Stimmabgabe der Bürger bei Landtagswahlen unter besonderer Berücksichtigung der Stärke der Parteibindung. In Gabriel, O. W. et al. (éds.), *Wahlen und Wähler: Analysen aus Anlass der Bundestagswahl 2005*, Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften, pp. 421-56.



Indicateurs européens





Antoine Jardin • CESDIP/CNRS, Paris

Élections régionales en Île-de-France, 20-27 juin 2021

30

Les élections régionales ont souvent joué, au cours des dernières années, un rôle de rendez-vous test, clôturant la séquence électorale intermédiaire avant la prochaine élection présidentielle. En 2021, cette dimension de scrutin révélateur des rapports de force politique est d'autant plus nette que le champ partisan français est marqué par une profonde déstabilisation qui pourrait déboucher sur une reconfiguration durable. On appelle ce phénomène de transformations des clivages politiques et du système partisan un « réalignement » électoral. Les changements de l'ordre politique s'opèrent pour déboucher sur une nouvelle configuration stable, à l'issue d'une période de crise et de remise en cause des équilibres anciens.

Une abstention exceptionnelle au cœur des interprétations

Les scrutins de 2021 ont été marqués par une chute record de la participation électorale, dans un contexte de crise sanitaire durable qui a donné lieu à plusieurs épisodes de confinement et de fortes incertitudes économiques et sociales. Si le scrutin municipal de 2020 s'était déroulé dans la crainte de la contamination, dans un pays alors fragilisé par la pénurie de masques et l'absence de vaccins – une situation qui avait entraîné le report du second tour –, la participation s'inscrit encore à la baisse un an plus tard, malgré une amélioration significative de la situation sanitaire sur ces deux points. On passe ainsi au plan national de 44,6 % de participation en 2020 à 33,3 % de participation en 2021, alors même qu'en 2021, les scrutins cantonaux et régionaux ont lieu le même jour. Si la participation est depuis longtemps en repli aux élections cantonales, ce n'est pas le cas des élections régionales. En Île-de-France, elle s'élève à 65,3 % en 2004, 47,1 % en 2010 puis 45,9 % en 2015. Le contexte de 2021 marque ainsi un décrochage sans précédent. Cette variation du niveau de la participation est un paramètre es-

sentiel à prendre en compte si l'on souhaite comprendre l'évolution électorale entre différents scrutins caractérisés par des niveaux de mobilisations très inégaux.

En effet, on a le plus souvent tendance, dans les commentaires journalistiques, à interpréter les changements de résultats électoraux et les changements de majorité comme la résultante d'un changement des opinions ou des attitudes du corps électoral. Cependant cette affirmation doit être traitée avec beaucoup de prudence, tant les différentiels de mobilisations des électorats partisans peuvent influencer sur les résultats des scrutins, sans que les valeurs dans leur ensemble ne connaissent les mêmes fluctuations rapides et profondes.

Les données des enquêtes d'opinions et d'attitudes montrent davantage que les valeurs sont relativement stables ; elles évoluent par grandes tendances, sous l'effet des transformations sociales et démographiques de très long terme telles que le renouvellement des générations. Les choix de candidats ou de partis réalisés par les électeurs à partir d'un même ensemble de préférences et d'opinions, eux, peuvent varier rapidement selon le contexte et l'offre politique. C'est bien davantage l'évolution de la projection des préférences dans l'offre politique disponible que l'évolution des opinions qui rend compte de l'évolution des résultats électoraux.

Le score du FN/RN, une forme de repère standard des fluctuations de mobilisation.

Pour identifier les dynamiques de mobilisation/démobilisation, l'examen des offres politiques et des discours des partis les plus stables est un outil privilégié. Le vote FN/RN est ici particulièrement indiqué, tant il fait figure à l'aune de 2022 de parti ancien aux côtés des structures de la gauche classique (PCF et PS), par opposition aux forces récentes (LREM, LFI) ou régulièrement reconfigurées (RPR-UDF, UMP, LR-UDI). Dans ce domaine, l'Île-

de-France apparaît comme un territoire très paradoxal. On y détecte des niveaux de victimation très importants, notamment en matière d'agressions physiques, de vols, de dégradation de véhicules, mais il s'agit pourtant d'une des régions les moins marquées par le vote FN. Paradoxe supplémentaire, ce sont, à l'intérieur de l'Île-de-France, les espaces les moins frappés par l'insécurité objectivable dans les enquêtes spécialisées qui sont ceux qui votent le plus pour l'extrême droite. Il semble que la spécificité électorale de l'Île-de-France soit la résultante de deux tendances distinctes mais combinées. La première est la forte concentration des populations d'actifs très diplômés dans la région, critères qui éloignent fortement du vote d'extrême droite comme l'ont montré de très nombreuses enquêtes. Par ailleurs, parmi les populations ouvrières, précaires et peu diplômées, nombreux sont les immigrés ou descendants de migrants, ayant souvent des origines dans d'anciennes régions colonisées par la France. Autant de caractéristiques qui éloignent, parmi les classes populaires, cette composante du vote FN, bien que ces populations vivent une forte victimation et souvent des peurs intenses dans leur quartier.

Au niveau régional, le FN passe ainsi de presque 449 000 voix en 2004 (12,2 % des exprimés) à 268 000 voix en 2010 (9,29 % des exprimés), puis 580 000 voix en 2015 soit (18,4 % des exprimés) avant d'atteindre 285 115 voix en 2021 pour 13,14 % des exprimés. Si Jordan Bardella réalise l'un de plus mauvais scores historiques du FN en nombre de voix (en pourcentage des inscrits), il obtient le second meilleur score du FN en pourcentage des suffrages exprimés. Il est nécessaire de lire les résultats avec beaucoup de vigilance pour ne pas interpréter ces évolutions uniquement à partir de leur niveau relatif. Si le FN réalise un relativement bon score en 2021 en Île-de-France, il le doit à la démobilisation globale de l'électorat et de ses concurrents et à une certaine conservation de ses propres soutiens.

Les points de comparaison hors du scrutin régional

Il est souvent tentant d'interpréter chaque famille d'élections comme relevant d'une logique séparée. C'est notamment le cas pour les scrutins locaux ou régionaux où l'ancrage territorial et la personnalité des candidats peuvent jouer un rôle dans le choix des électeurs. Cela concerne aussi les forces et les partis dont les figures nationales jouent un rôle beaucoup plus structurant que les candidats régionaux. Dans ce domaine, les votes FN/RN et LFI constituent d'excellents exemples.

La comparaison des trois scrutins allant de la présidentielle 2017 aux régionales 2021 en passant par les élections européennes de 2019 donne une bonne idée de ces tendances. Sur cette séquence électorale, mêlant les scrutins les plus différents de la démocratie française, on constate des tendances nettes.

Le vote d'extrême droite apparaît s'être nettement re-

plié, malgré les circonstances de la crise des gilets jaunes puis la crise sanitaire. Marine Le Pen recueille 708 000 voix au premier tour de 2017 et dépasse 1 033 000 voix au second. La liste RN subit une forte démobilisation aux européennes avec 499 000 voix en 2019 puis décline à 285 000 voix en 2021 à l'échelle de l'Île de France. Ces fluctuations de court terme montrent qu'il existe bel et bien un large électorat FN mobilisable sur l'ensemble de la région, même si cette mobilisation a connu un très fort reflux, étant plus que divisé par trois en 4 ans.

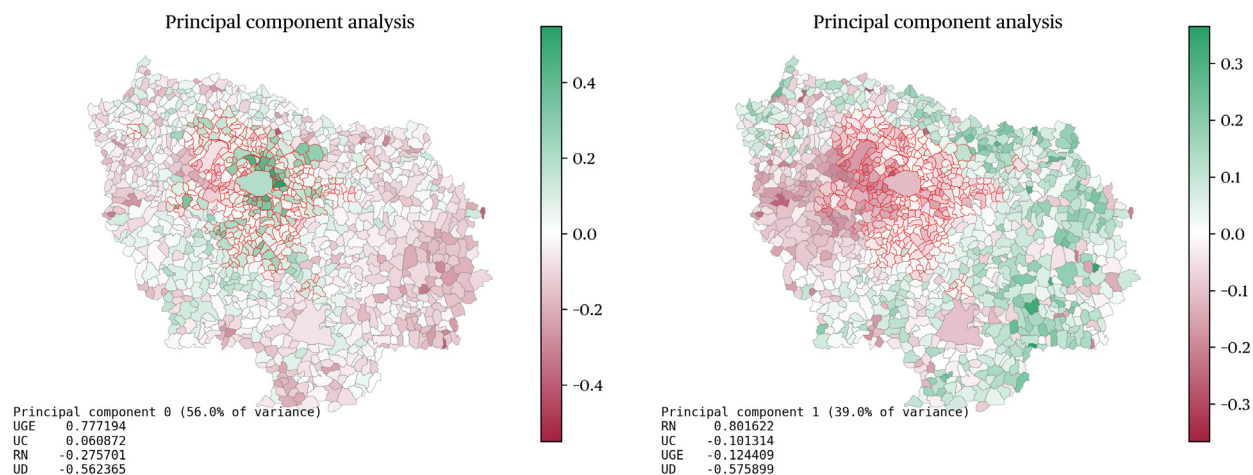
Les scores de LFI connaissent des évolutions voisines. Jean-Luc Mélenchon obtient 1 224 978 voix en 2017 au premier tour (soit régionalement davantage que Marine Le Pen au second) mais la France Insoumise décline brutalement avec 218 578 voix aux européennes, soit une division par 6 de son enveloppe électorale sous l'influence notamment de la concurrence d'EELV (561 000 voix et 15,9 % des exprimés à cette époque). Clémentine Autain à la tête de la liste LFI reçoit 222 456 suffrages soit 10,25 % des exprimés.

Si les électorats, tous comme les appareils partisans, de LFI et du RN sont aux antipodes du spectre politique et connaissent des ancrages sociaux et territoriaux très différenciés, ces formations connaissent les mêmes difficultés lors des scrutins intercalaires. Leur force dépend largement de la présence d'un *leader* bien connu des populations. Si le FN tire bénéfice d'une affiliation partisane ancienne et d'une présence durable dans le champ politique français, LFI connaît la concurrence d'adversaires variables à gauche, ce qui contribue à ses bonnes performances lors de la présidentielle mais aussi à sa fragilité relative lors des autres scrutins.

Il serait ainsi très hasardeux de tirer des leçons en perspective de 2022 à partir des résultats électoraux de 2019 et 2021, tant les dynamiques de mobilisation/démobilisation et l'évolution du nombre de candidats influencent les résultats du premier tour. LFI fait face à un éparpillement des concurrents sur sa gauche (LO) mais aussi dans les composantes plus centristes de son électorat potentiel (EELV, PS). Marine Le Pen, longtemps seule héritière d'une part du marché électoral reçue en héritage d'un long effort familial de construction partisane, fait aujourd'hui face à la concurrence vigoureuse de la candidature d'Eric Zemmour qui parvient à capter des composantes spécifiques des classes moyennes et supérieures nationalistes venues de la droite et de l'extrême droite, alors que l'électorat RN reste largement périurbain, populaire, peu diplômé et précaire.

L'évolution des courants au centre du jeu politique

La vie politique française est marquée par deux dynamiques distinctes. La première, de longue date, est la progression durable de l'extrême droite, dont les scores en dents de scie connaissent des maximaux toujours plus élevés lors des élections présidentielles. Si Marine Le Pen



est présentée comme ayant été sèchement battue au second tour de 2017, elle n'y réalise pas moins le meilleur score historique de son parti et attire non moins de 22 % des électeurs inscrits sur les listes électorales (33,9 % des exprimés). Cette progression exerce une pression croissante sur les autres forces du champ politique. Le choix du RN reste très contesté dans la société française. L'extrême droite se place ainsi en position de joueur de *veto*, contrôlant l'accès et notamment le seuil électoral d'accès au second tour des scrutins, tout en étant perçue comme inacceptable pour une majorité des électeurs. De plus, cette pression électorale du RN s'exerce différemment dans les scrutins uninominaux comme la présidentielle et dans les scrutins proportionnels (européennes) ou de liste. En se trouvant en capacité de se maintenir en triangulaire voire quadrangulaire, le principal parti de l'extrême droite exerce une pression considérable sur les choix des électeurs qui le rejettent. Il n'est donc pas possible de comprendre l'évolution globale du champ politique français sans tenir compte du poids décisif et structurant du vote RN. La deuxième tendance, initiée en 2015, est le délitement vraisemblablement durable du PS et l'affaiblissement conjoncturel de LR. Cette deuxième dynamique a ouvert la voie à LREM en créant un espace au centre du jeu politique, dans lequel une constellation de partis se sont engouffrés (LREM, MODEM, Agir et maintenant Horizon, nouveau parti de l'ancien Premier ministre Edouard Philippe).

A l'échelle régionale, le vote LR est ancré durablement. Avec Jean-Paul Huchon, la gauche s'est certes imposée en 2004 à la faveur d'une triangulaire, et est parvenue à conserver son siège en 2010. En 2015, Valérie Pécresse s'impose, également dans une triangulaire, contre Claude Bartolone avec 100 000 voix d'avance. Cet historique électoral montre l'importance de la pression du RN évoquée ci-dessus dans le contexte des triangulaires. En 2021, c'est à l'occasion d'une rare quadrangulaire que Valérie Pécresse est largement réélue avec 300 000 voix d'avance sur l'union de la gauche emmenée par le candidat EELV Julien Bayou, après avoir obtenu 500 000 voix de plus que son plus proche concurrent direct, le RN Jordan Bardella, au premier tour. Rien n'indique toutefois que la ré-

gion Île-de-France présente, dans les contextes de forte mobilisation, un tropisme marqué à droite. En 2017, le candidat centriste Emmanuel Macron était arrivé en tête avec 1,4 millions de voix d'avance sur François Fillon ; en 2012, François Hollande avait dépassé Nicolas Sarkozy. Dans le même temps, l'écart entre LREM et LR s'est maintenu aux élections européennes de 2019, la majorité présidentielle réalisant trois fois le score de l'opposition de droite parlementaire (27,2 % contre 9,28 % des suffrages exprimés).

Le score de la gauche socialiste, lui, connaît une dilution durable. La moitié de ses sympathisants, notamment parmi les classes supérieures et fortement diplômées, s'est ralliée au vote LREM, tandis que la concurrence d'EELV et nouvelles candidatures morcelées à gauche réduisent son ancrage régional (sans pour autant que ces opposants parviennent à se doter d'un socle stable). Pour la gauche socialiste et ses alliés, la perte de la région lors du scrutin de 2015, associée à l'échec profond de la candidature présidentielle de Benoit Hamon, clôturant un cycle de défaites locales sans précédent, ont achevé d'araser le socle social et territorial de ces forces politiques et ont favorisé la dispersion des voix.

La distribution sociospatiale des votes

La région Île-de-France est très spécifique dans le contexte français. L'intensité de la polarisation sociale y est plus élevée que dans les autres régions. Dans le même temps la part de la population immigrée ou descendante de migrants y est plus élevée que dans la France métropolitaine. Pour analyser la distribution spatiale des résultats électoraux, nous utilisons une méthode descriptive multivariée nommée ACP. Cette méthode permet de faire apparaître les principales oppositions et similarités entre les variables et les territoires. Plusieurs axes sont décrits. Ils sont tous orthogonaux les uns aux autres et rendent compte d'une part décroissante de l'inertie globale des données initiales. Le premier axe, présenté sur la figure a, à gauche, est le plus structurant ; il préserve 56 % de l'inertie initiale des résultats du second tour.

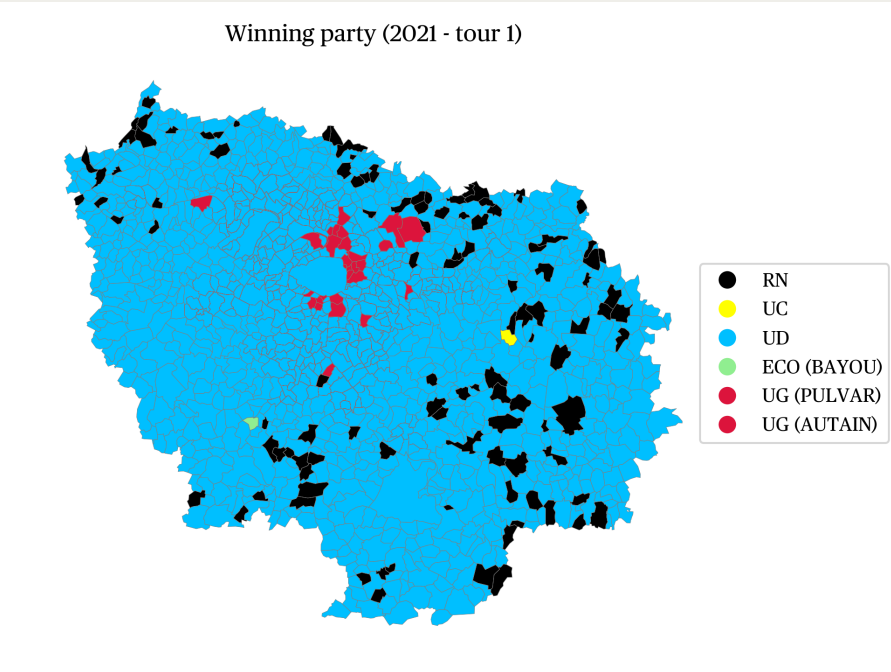
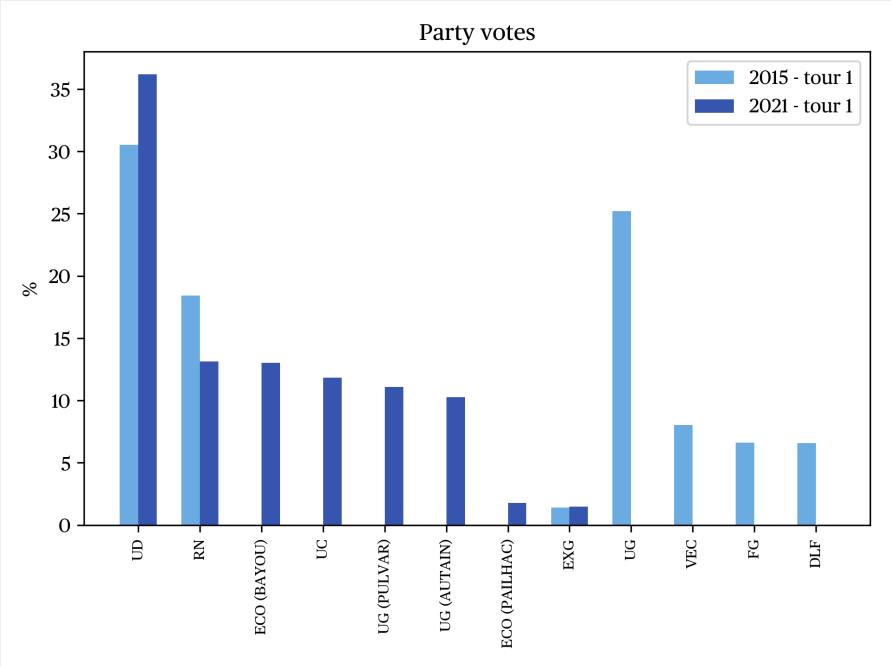
Les zones vertes représentent les espaces où le vote de

gauche, emmené en coalition par les écologiques, est le plus fort. Les espaces en rose associent un fort vote pour la droite parlementaire et une sur-représentation du vote RN. On constate que la polarisation dégagée ne reprend que partiellement une distinction centre/périphérie et demande une analyse plus spécifique. La commune de Paris n'est pas discutée ici dans son hétérogénéité interne, néanmoins elle offre une sorte de concentré en miniature des dynamiques de la petite couronne. L'analyse des zones roses est relativement complexe, ces territoires se distinguant par le faible niveau de vote de gauche. La seconde composante (voir ci-dessous) révèle cependant d'importantes variations dans le vote de droite, alors même que les ancrages des différents votes de gauche sont largement superposés.

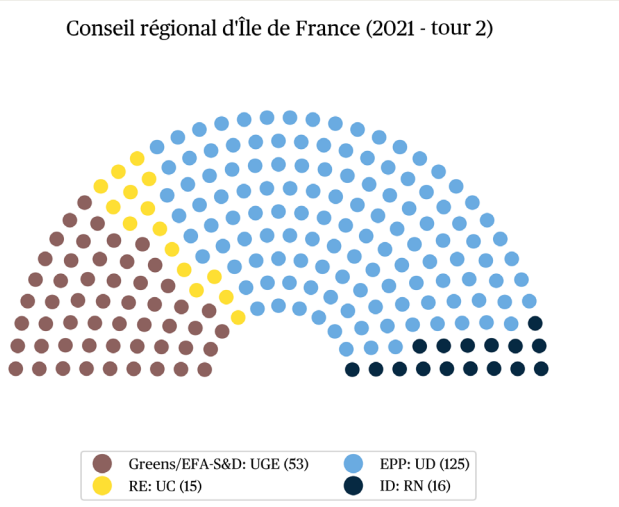
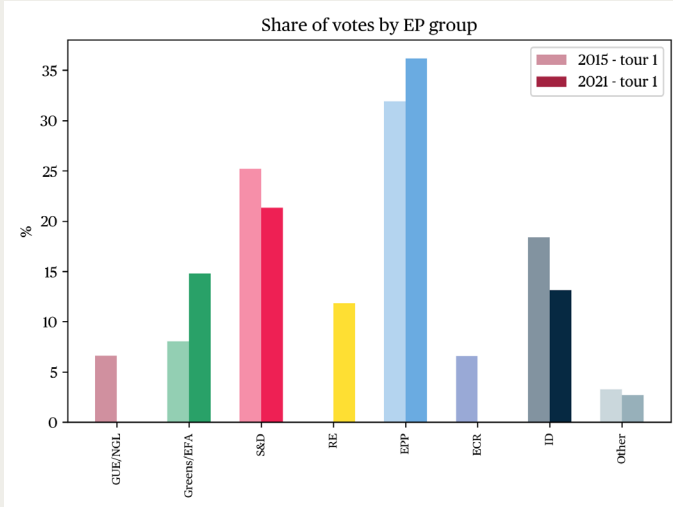
Le second axe (figure a, à droite), qui regroupe 39 % de la variance (soit 95 % de la variance totale sur deux axes) rend compte de la polarisation entre la droite et le

RN. Cette différence ne s'exprime pas le long d'un gradient centre/périphérie mais d'un gradient est/ouest. A l'ouest de Paris, on trouve les espaces qui sont marqués par un fort vote de droite (Pécresse), alors que les confins nord et sud de la région rejoignent l'est (représenté par le département de la Seine-et-Marne) et sont marqués par une nette surreprésentation du vote FN. Ce ne sont pas ces périphéries qui se distinguent du reste du pays, mais la métropole parisienne qui se distingue nettement de la structure sociale et politique nationale. On constate également que le modèle de la distance spatiale au centre urbain n'est qu'une approximation fragile des structures plus complexes qui demandent à être orientée.

La région Ile-de-France se distingue *in fine* par son caractère atypique : faible présence de l'extrême droite, haut niveau de diplôme, fortes ségrégations sociales qui caractérise un vote dominant pour les partis au centre du jeu électoral.



Indicateurs européens





Dominique Andolfatto • Université de Bourgogne-Franche-Comté

Élections régionales en Bourgogne-Franche-Comté, 20-27 juin 2021

Les 20 et 27 juin 2021 ont eu lieu les septièmes élections régionales depuis les lois de décentralisation de 1982 et 1985 qui ont fait des régions – issus de regroupements successifs de départements opérés au fil des XX^e et XXI^e siècles – des collectivités territoriales administrés par des conseils régionaux élus au suffrage universel direct¹.

Dernière en date, la loi « Notre » de 1985 (« loi portant nouvelle organisation territoriale de la république ») a redécoupé la France continentale en 12 régions, fusionnant notamment les anciennes régions de Bourgogne et de Franche-Comté².

Quelle analyse faire de ces élections dans cette région du centre-est de la France, cadre dans lequel elles étaient organisées pour la deuxième fois ?

Trois points principaux – appuyés sur diverses données et cartes – sont abordés : l'offre et la campagne électorales ; la flambée de l'abstention ; les audiences électorales et leurs évolutions.

Listes en présence et campagne sans relief

Sept listes étaient en compétition pour ces élections en Bourgogne-Franche-Comté (BFC) contre dix en 2015. Les voici, succinctement présentées, de gauche à droite.

D'abord, deux listes d'extrême gauche. La première étiquetée LO (Lutte Ouvrière) est conduite par Claire Rocher, infirmière au CHU de Dijon, militante de ce parti de longue date, et déjà tête de la liste du même courant politique en 2015. La seconde est conduite par Bastien Faudot, conseiller municipal de Belfort. Elle associe différentes formations politiques dont LFI (La France in-

soumise) et GRS (Gauche républicaine et socialiste), micro-parti issu de l'aide gauche du PS (Parti socialiste) et de l'ex-MRC (Mouvement républicain et citoyen, qui fut fondé et longtemps animé par Jean-Pierre Chevènement, plusieurs fois ministre mais aussi figure régionale³) dont B. Faudot est issu (Tenoux 2021). Faute d'audience suffisante au premier tour (voir la figure a), ces deux listes n'ont pu se maintenir au second tour, ni même fusionner avec d'autres listes pour celui-ci⁴.

La troisième liste est emmenée par la présidente sortante du conseil régional, Marie-Guite Dufay (PS), cadre retraitée de Pôle emploi. Présidente de la région Franche Comté, où elle a succédé à Raymond Forni (PS) en 2008 (elle était aussi adjointe au maire de Besançon), Marie-Guite Dufay est devenue la première présidente de BFC en 2015. Elle se retrouve logiquement à la tête d'une liste classique d'union de la gauche en 2021 (socialistes, communistes, radicaux de gauche). Lors du second tour, cette liste a intégré des candidats issus d'Europe Écologie-Les Verts – quatrième liste à ces régionales – qui a dépassé les 10 % lors du premier tour et aurait pu se maintenir mais a donc préféré le choix tactique d'une fusion avec la gauche. Cette liste est conduite par Stéphanie Modde, ancienne élue régionale de Bourgogne (2004-2015) et municipale de Dijon (2008-2020). Mais, dans les deux cas, les listes écologistes autonomes que S. Modde avait animée – en 2015 (au plan régional) et 2020 (à Dijon) – n'avaient pas atteint les 5 % des suffrages exprimés, ce qui n'avait pas permis leur qualification pour les seconds tours, compte

1. L'auteur remercie Claude Patriat et Dominique Labbé pour les échanges qu'il a eus avec eux concernant l'analyse de ces élections et la relecture effectuée de cet article : il remercie également l'équipe de Blue Bulletin électoral de l'Union européenne pour les données mises à sa disposition.

2. Concernant le découpage territorial en Bourgogne-Franche-Comté, voir Chapuis (2019).

3. Natif de Belfort, il fut maire de la ville de 1983 à 1997 puis de 2001 à 2007. Il fut également à plusieurs reprises député puis sénateur du Territoire de Belfort (entre 1973 et 2014). Il fut enfin, assez brièvement et avant la décentralisation, président du conseil régional de Franche-Comté (1981-82).

4. On rappellera que deux tours de scrutin sont organisés aux élections régionales. Pour participer au second tour, les listes en compétition doivent avoir recueilli au moins 10 % des suffrages exprimés au premier tour. Elles peuvent aussi – et éventuellement – fusionner avec d'autres listes au second tour si, au premier, elles ont atteint au moins 5 % des suffrages exprimés.

a • Les listes en concurrence lors des élections régionales de 2021 et leur audience (en pourcentages des suffrages exprimés)

	1 ^{er} tour	2 ^{ème} tour
C. Rocher (LO)	2,7	–
B. Faudot (DVG)	4,5	–
M.-G. Dufay (PS, PRG, PCF)	26,5	42,2
D. Thuriot (LREM)	11,7	9,8
S. Modde (EELV)	10,3	–
G. Platret (LR, DVD)	21,0	24,2
J. Odoul (RN)	23,2	23,8

tenu des règles électorales en vigueur. Cela explique aussi que la région ne comptait donc pas de conseillers écologistes sortants. Ce double échec se trouve donc surmonté en 2021.

La cinquième liste est celle de La république en marche (LREM), ou « majorité présidentielle ». Elle est conduite par Denis Thuriot, avocat, ancien adhérent du PS et maire de Nevers (33 000 habitants) depuis 2014. Mais il a gagné cette mairie contre l'équipe socialiste sortante et avec l'appui de la droite et du centre. Il s'est rapproché d'Emmanuel Macron et de LREM dès 2016. Ayant engrangé 11,7 % des suffrages exprimés au premier tour, cette liste s'est maintenue pour le second.

La sixième liste est celle de Gilles Platret, maire de Chalon-sur-Saône (45 000 habitants) depuis 2014. Ancien du RPR, il est membre des Républicains (LR), composante principale de la liste qu'il anime pour les régionales de 2021, également soutenue par l'UDI (Union des démocrates et indépendants) et DLF (Debout la France), parti qui avait présenté sa propre liste en 2015.

La septième – et dernière liste – est celle du Rassemblement national (ex-Front national). Elle est animée par Julien Odoul qui, après avoir milité au PS, au Nouveau Centre puis à l'UDI, a rejoint le FN en 2015. Il est élu conseiller régional de Bourgogne-Franche-Comté cette même année, la liste régionale du FN étant alors animée par Sophie Montel qui rompra avec le FN en 2017 pour rejoindre brièvement « Les Patriotes » de Florian Philippot. En 2021, c'est donc Julien Odoul qui reprend le leadership du RN pour les élections régionales. Il deviendra également l'un des porte-parole (national) du RN aux lendemains des élections régionales.

Dans un contexte dominé par l'épidémie de Covid-19, la campagne pour les élections régionales, avec ses enjeux spécifiques, n'a guère suscité l'intérêt des électeurs : un sondage de l'Ifop – de juin 2021 – indique que ce scrutin n'a intéressé que 24 % des électeurs (contre 41 % lors des municipales de 2020 ou 72 % lors de la présidentielle de 2017) (Coulange et Manternach, 2021). Il est vrai que les attentes à la fin du printemps 2021 étaient ailleurs après des mois de crise sanitaire et de restrictions des libertés publiques, partiellement levées à compter de mai 2021 (Patriat, 2021).

Au fond, il a toujours existé des difficultés à faire exis-

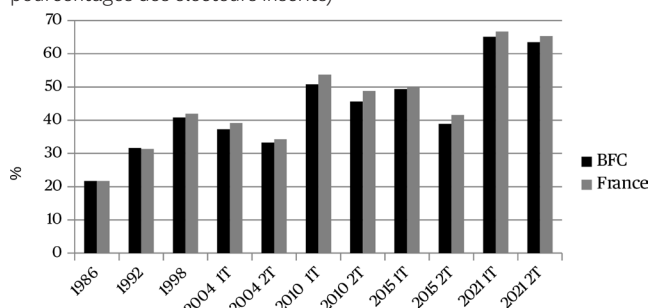
ter les régions politiquement... d'autant plus que l'élection est organisée au niveau des départements. Une étude relative à la Lorraine le montrait par exemple en 2010, ce qui n'exclut pas certains déterminants territoriaux du vote même si ceux-ci sont dominés par la nationalisation des comportements électoraux (Andolfatto 2011). Cela s'explique parce que les identités des régions – dont la carte a été redessinée en 2015 – tout comme leur rôle institutionnel demeure faibles. Ainsi, la scène politique régionale n'a guère d'existence et les élus – bourguignons et francs-comtois en l'occurrence (l'absence de qualificatif est en soi révélateur) – n'ont pas vraiment cherché à la faire exister depuis 2015. Bien au contraire, les nouvelles « grandes régions » ont plutôt réveillé une sorte de « patriotisme » de la part des régions qui ont été supprimées, alimentant des concurrences stériles, et parasitant l'affirmation des régions nouvelles. Cette situation a marqué tout particulièrement la région BFC, excitant notamment la concurrence entre Besançon et Dijon. Dès lors, la nouvelle « grande région » n'a pas vraiment trouvé de légitimité populaire. De façon plus structurelle, la place des régions dans l'organisation administrative française – comme leur part dans les dépenses publiques – reste limitée, même si celle-ci tend à s'accroître. En 2020, les régions – toutes confondues – ont représenté moins de 18 % des dépenses des collectivités territoriales (et moins de 9 % des dépenses de l'Etat).

Cela étant, au cours de la crise sanitaire, la présidente du conseil régional de BFC s'est illustrée – et sans doute fait connaître du grand public qui, pour beaucoup, l'ignorait – par des commandes de masques qui l'ont opposé au préfet de région et à l'Agence régionale de santé du Grand-Est, réquisitionnant ces commandes à leur arrivée à l'aéroport de Bâle-Mulhouse (de Lavergne 2020 ; Tenoux et Rof 2020). En un sens, cela témoigne de l'impréparation et de la confusion qui a régné au début de la crise sanitaire. Cela dévoile aussi des tensions qui ont existé – voire subsistent – entre l'administration d'Etat (et un modèle jacobin), d'une part, et les administrations territoriales et les élus locaux, d'autre part.

Quelques semaines avant les régionales, la présidente du conseil régional de BFC prenait également la parole dans différents médias nationaux sur la question de l'euthanasie, à la suite de la mort (par suicide assisté en Suisse) d'une ancienne personnalité politique de Franche-Comté, dont elle était proche, Paulette Guinchard-Kunster, qui fut députée du Doubs et secrétaire d'Etat dans le gouvernement Jospin. Marie-Guite Dufay appelait notamment à faire « évoluer la loi [qui] n'est pas suffisante pour honorer les volontés de celles et ceux, lucides, qui souffrent et se savent condamné » (Dufay 2021).

En dépit de ces prises de position ou de ces actes – pour importants ou symboliques qu'ils soient –, il semble bien difficile de parler de l'existence d'une scène politique régionale bourguignonne et franc-comtoise. La campagne a d'ailleurs plus été dominée par des spéculations en termes d'audience (du RN en particulier) et des tracta-

b • L'évolution de l'abstention aux élections régionales (1986-2021) (en pourcentages des électeurs inscrits)



tions réelles ou supposées entre organisations – les écologistes vont-ils rejoindre la liste Dufay au second tour ? La liste LREM va-t-elle se maintenir à ce même second tour ? – beaucoup plus que par des enjeux territoriaux ou de politiques publiques. Ce contexte contribue à expliquer finalement un nouveau record d'abstention.

Flambée de l'abstention

Un niveau historique d'abstention constitue la première caractéristique des élections régionales de 2021, tant au niveau national (66,7 % des inscrits au premier tour) qu'au niveau bourguignon et franc-comtois (65,1 %). Autrement dit, le scrutin n'a motivé qu'un électeur sur trois. Ce niveau d'abstention a progressé de façon discontinue depuis que les conseils régionaux sont élus au suffrage universel direct (voir le figure b). Il avait déjà atteint un record en 2010 avant de reculer légèrement en 2015. Il est vrai que les élections régionales de 2015 s'étaient inscrites – au moins partiellement – dans une logique de scrutin intermédiaire sanctionnant la coalition politique au pouvoir (et, en l'occurrence, la politique de François Hollande). Cela avait relancé la participation. Cependant, dans un contexte de grande confusion politique, après les attentats islamistes de 2015, c'est aussi la crainte que le Front national ne s'empare d'exécutifs régionaux – notamment en BFC où une victoire du FN était annoncée⁵ – qui avait plus sensiblement relancé la participation au second tour de 2015 (61,1 % en BFC, soit une abstention de 38,9 % des inscrits). Entre les scrutins de 2015 et 2021, l'abstention a donc fortement augmenté : + 26 points (en BFC), soit une augmentation de 67 % par rapport à son niveau de 2015. Des raisons de fond et plus conjoncturelles l'expliquent.

Les explications de l'abstention aux élections régionales que formulait Pierre Bréchon lors des mêmes élections dix ans plus tôt pourraient être intégralement reprises : « D'une part, la plupart des régions ne correspondent pas à des lieux fort d'identification pour leurs habitants, les élus régionaux ont des compétences encore assez limitée, dans une France encore très jacobine et leur action est mal connue (...). D'autre part, on observe une tendance à l'augmentation de l'abstention à presque tous les scrutins depuis la fin des années 1980 » (Bréchon, 2011, p. 44).

A ce manque de reconnaissance institutionnelle et à

5. BFC était l'une des quatre régions où le FN était arrivé en tête au premier tour (voir : Fourquet & Manternach 2016, p. 28-32).

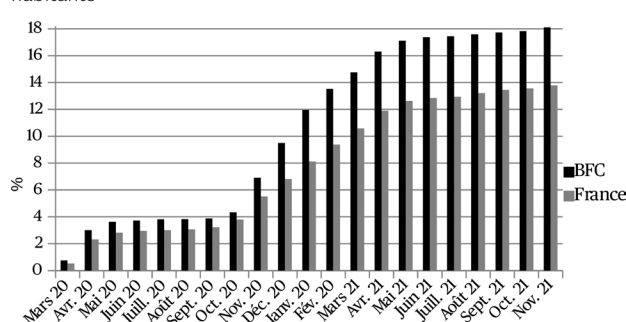
cette crise démocratique, il faut donc ajouter les effets plus conjoncturels de l'épidémie de Covid-19, les interrogations suscitées par la gestion de celle-ci sans oublier la peur engendrée par cette épidémie et étonnamment cultivée par les autorités. L'abstention avait déjà été très importante lors des municipales de 2020. En outre, en BFC la mortalité du fait de l'épidémie de covid-19 a été plus importante qu'en moyenne nationale (voir figure c). Pour autant l'abstention aux régionales en BFC a été légèrement inférieure à celle que traduisent les résultats nationaux du scrutin. Les variations de celles-ci sont même loin d'être négligeables selon les départements. La Haute-Saône et, secondairement, la Côte d'Or sont les départements les plus participationnistes. Mais difficile d'y voir un effet de la ruralité – et d'une sorte de contrôle social sur les comportements électoraux – car celle-ci caractérise aussi d'autres départements (et ces deux départements sont également très urbains). A l'inverse, la Saône-et-Loire et le Territoire-de-Belfort sont les plus abstentionnistes. L'explication de ces différences demeurent difficile : sans doute le sentiment d'appartenance des deux derniers départements à la grande région BFC est-il plus faible que dans le cas des deux premiers (Haute-Saône et Côte d'Or). Le Territoire-de-Belfort paraît également davantage tourné vers l'Alsace tandis qu'une large partie de Saône-et-Loire est – économiquement – liée à la région lyonnaise.

Ces données ne prennent pas en compte la mortalité du fait de l'épidémie de Covid-19 dans d'autres institutions que l'hôpital ou à domicile (faute de données régionales publiées). Au niveau national, ces décès hors hôpital augmentaient de 23 % le niveau de la mortalité du fait de l'épidémie de covid-19 au 30 novembre 2021.

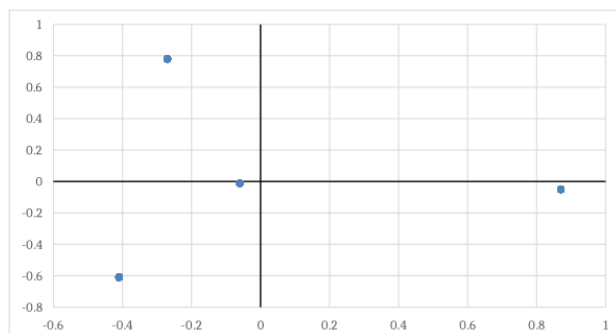
Analyse des résultats : trois pôles qui s'opposent

Le graphique 3 présente les résultats d'une analyse en composante principale (ACP) basée, pour chaque liste, sur les scores obtenus dans chaque commune. Les coordonnées des points sont les positions moyennes respectives de chaque liste sur les deux premiers axes de l'ACP. Ce graphique rend compte de plus des deux tiers de la variance du tableau complet de tous les scores (68%). Il résume donc bien les principales oppositions à l'œuvre durant ce scrutin.

c • Taux de mortalité hospitalier du fait du Covid-19 pour 10 000 habitants



d • Analyse en composante principale : les oppositions principales lors du vote du 1^{er} tour des élections régionales de 2021 en BFC (scores des listes par commune)



La première dimension (axe horizontal ; 37 % de la variance) oppose la liste LR à toutes les autres mais, plus particulièrement à la liste Dufay. La seconde dimension (axe vertical ; 31 % de la variance), presque aussi importante que la première, oppose la liste RN à toutes les autres mais spécialement à la liste Dufay. Autrement dit, on aurait trois électors principaux (extrême-droite, droite libérale, gauche), non pas alignés sur la classique échelle droite-gauche, mais disposés comme les trois sommets d'un triangle équilatéral, c'est-à-dire équidistants les uns des autres. Curieusement, les écologistes se trouvent à l'orthocentre de ce même triangle, c'est-à-dire quasiment à égale distance des trois autres électors⁶.

Pour comprendre cette disposition singulière, une enquête approfondie serait nécessaire, comme le faisait A. Siegfried (2010)⁷, en analysant les caractéristiques sociologiques et les traditions politiques de chacun des espaces dominés par ces quatre électors. Il importe aussi de mesurer les dynamiques respectives de ces électors.

Analyse des résultats : la chute des audiences

Compte tenu de la forte augmentation de l'abstention, toutes les audiences des diverses listes reculent – sinon s'effondrent – à l'exception de celles des écologistes, qui progressent (mais en 2015, les écologistes étaient divisés en deux listes) (voir le graphique e).

On précisera que ces évolutions sont mesurées par rapport aux électeurs inscrits qui traduisent les implantations effectives des diverses formations dans l'électorat. Le choix de cette mesure des audiences par rapport aux inscrits s'impose d'autant plus que l'abstention a été très forte aux deux tours de scrutin⁸. L'ignorer dans l'analyse des audiences (et s'en tenir aux seuls suffrages exprimés) serait trompeur car ces derniers pourcentages ne correspondent en réalité qu'au tiers du corps électoral.

6. Cependant, quand un point est proche du centre du graphique, on considère que l'ACP ne rend pas forcément compte correctement des données représentées par ce point.

7. Voir les références de la note 8.

8. Ce choix de données s'inscrit également dans la tradition de la sociologie électorale classique. Voir la nouvelle édition du Tableau politique de la France de l'Ouest sous la Troisième République d'André Siegfried (Editions de l'ULB, Bruxelles, 2010), avec une préface du géographe Christian Vandermotten. Voir également : Michel Bussi, Christophe Le Digol, Christophe Voilliot, dir., Le tableau politique de la France de l'Ouest d'André Siegfried – 100 ans après, héritages et postérités, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016.

Par rapport à 2015, la liste Dufay (PS et alliés) perd un cinquième de son audience régionale au premier tour (voir encart « les données »). Elle bénéficie malgré tout d'une « prime aux sortants » car ce recul est bien moindre que celui des deux autres courants principaux : la liste Platret (LR et alliés) perd 40 % de ses voix par rapport à la liste de la même couleur politique en 2015, conduite par François Sauvadet (alors président du conseil général de Côte d'Or et ancien ministre sous Nicolas Sarkozy). Plus encore, le RN perd la moitié de son audience et n'apparaît donc plus comme l'arbitre – voire le « faiseur » – du scrutin comme en 2015. Cela explique que la liste LREM se maintienne au second tour, la constitution d'un « front républicain » pour faire barrage au FN n'étant plus nécessaire.

Selon les départements, les différentes audiences se révèlent partiellement dépendantes des implantations des têtes de liste. Ainsi, Marie-Guite Dufay domine nettement dans les départements de sa région d'origine (l'ex-Franche-Comté), en l'occurrence en Haute-Saône, dans le Doubs et dans le Jura (mais pas dans le Territoire-de-Belfort). Denis Thuriot (LREM) fait plus que doubler son score régional dans la Nièvre où, manifestement, il a réussi à polariser un vote « majorité présidentielle » qui traduit probablement aussi un vote critique à l'égard du duopole Dijon et Besançon. Gilles Platret (LR) fait son meilleur résultat en Saône-et-Loire, Stéphanie Modde (EELV) en Côte d'Or, Bastien Faudot (LFI et alliés) dans le Territoire-de-Belfort. Seul Julien Odoul déroge à la règle. Son meilleur score départemental est réalisé en Haute-Saône et, au contraire de toutes les autres têtes listes qui font des résultats bien supérieurs à leur moyenne régionale dans la commune dont ils sont élus, son audience à Sens est légèrement moindre qu'au niveau régional⁹. Manifestement, les attaques personnelles dont il a été la cible, visant sa vie privée et son passé de mannequin, lui ont coûté quelques voix.

Comparé aux évolutions nationales, la gauche (y compris EELV et LFI) résiste mieux en BFC malgré la vague d'abstention. Celle-ci perd en effet un tiers de ses positions nationalement (11,2 % des inscrits en 2021 contre 17,2 % en 2015) quand, régionalement, elle en perd moins de 10 % (14,6 % des inscrits contre 15,9 %). Désormais la gauche fait donc mieux au plan régional qu'au plan national (ce qui n'était pas le cas en 2015). Elle aurait paradoxalement – compte tenu du niveau d'abstention – consolidé ses positions. Mais cette situation doit surtout à la passivité des électeurs et reste donc précaire.

Le FN, s'il s'effondre tant nationalement que régionalement, ne tirant donc aucun profit des contestations qui ont emmaillé le quinquennat d'Emmanuel Macron, fait tout de même un peu mieux en BFC que dans le reste de la France. Il perd la moitié de ses voix quand, nationalement, il recule de 55 %. De même, BFC conserve une

9. En revanche, Denis Thuriot et Gilles Platret font de bons scores relativement aux autres listes dans les deux villes dont ils sont les maires (Nevers et Chalon). Mais l'abstention dépasse les 70 % dans les deux cas !

e • La présidence des conseils régionaux de Bourgogne, Franche-Comté et BFC et les majorités présidentielles régionales successives (1986-2021)

Bourgogne	1986-89	Marcel Lucotte, UDF [droite]
	1989-92	Raymond Janot, UDR-UDF [droite]
	1992-93	Jean-Pierre Soisson, UDF [droite]
	1993-98	Jean-François Bazin, RPR [droite]
	1998-2004	Jean-Pierre Soisson, DL-UMP [droite]
	2004-15	François Patriat, PS [gauche]
Franche-Comté	1986-88	Edgar Faure, UDF [droite]
	1988-98	Pierre Chantelat, UDF [droite]
	1998-2004	Jean-François Humbert, UDF puis UMP [droite]
	2004-08	Raymond Forni, PS [gauche]
	2008-15	Marie-Guite Dufay, PS [gauche]
Bourgogne-Franche-Comté	2015-...	Marie-Guite Dufay, PS [gauche]

audience du FN/RN supérieure à la moyenne nationale : 7,7 % en BFC contre 6 % au plan national. Cela confirme que la région BFC demeure une zone de force du FN, caractérisée par un vote populaire important en faveur de ce dernier, à relier notamment à la désindustrialisation et aux déstructurations sociales que cela a provoqué (Le Bras & Todd 2013, p. 274 et 291).

C'est la droite classique qui essuie le revers le plus important. Elle perd la moitié de son audience régionale (contre 40 % au niveau national) et demeure moins bien implantée dans la région (avec 7,0 % des inscrits contre 9,4 % nationalement). Cela confirme une évolution sur le long terme qui avait vu les ex-régions Bourgogne et Franche-Comté basculer à gauche, l'une et l'autre en 2004 (voir la liste des présidents des conseils régionaux et des majorités régionales successives dans la figure e). Ce dernier scrutin avait été marqué par la logique des élections intermédiaires (censurant la coalition au pouvoir deux ans après la réélection de Jacques Chirac à l'élection présidentielle face à Jean-Marie Le Pen et l'élimination du candidat socialiste, Lionel Jospin).

Depuis lors, malgré les aléas de la vie politique, et compte tenu finalement de la prime aux sortants mais probablement aussi d'une affirmation des pouvoirs régionaux – même si ceux-ci restent encore faibles comme on l'a dit – cet ancrage à gauche des deux régions (Bourgogne et Franche-Comté) puis BFC a toujours été confirmé. Une étude avait également démontré que l'ancienne région Bourgogne avait échappé à une victoire de la droite classique en raison de sa fusion avec la Franche-Comté parce que le leader de la droite bourguignonne de 2015 – François Sauvadet – n'avait réussi à surmonter les réticences de la droite franc-comtoise à son égard (Fourquet & Manternach 2016, p. 32-34). En 2021, la candidature de Gilles Platret n'est pas parvenue à remettre en cause cette situation. Au contraire, compte tenu d'engagements qui paraissent plus tranchés, il a même été la cible de critiques de la droite – plus centriste – de Côte d'Or tandis que, dans la Nièvre, la candidature de Denis Thuriot, l'a privé des mêmes soutiens centristes auxquels il pouvait prétendre. Comme ailleurs, une partie de la droite régionale est également tiraillée par un rapprochement avec LREM, ce qui explique en particulier le mécompte

de G. Platret dans la Nièvre. Tous ces éléments n'ont pu qu'avantager la liste Dufay.

Au second tour de 2021, Marie-Guite Dufay l'emporte assez facilement, à la majorité relative (avec 42,2 % des suffrages exprimés), lors d'une quadrangulaire (voir figure f). Compte tenu d'une abstention qui demeure très forte, la liste Dufay perd tout de même plus du quart de son audience par rapport au second tour de 2015. Elle a été élue par un Bourguignon et Franc-Comtois sur 7 (contre un sur 5 en 2015). Pour leur part, les audiences de la droite classique et du RN s'effondrent dans les mêmes proportions : l'une et l'autre perdent plus de la moitié de leurs voix de 2015. Enfin, la liste Thuriot (LREM) maintient assez bien son audience au second tour.

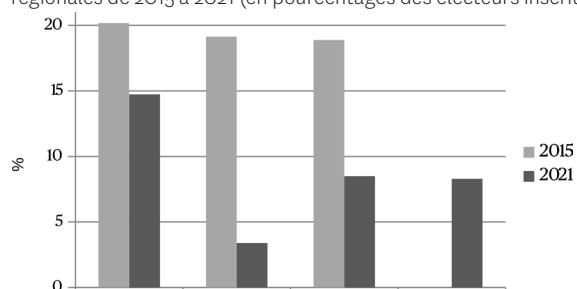
En pourcentages des suffrages exprimés (peu représentatifs toutefois, du point de vue de la sociologie électorale, vu l'importance de l'abstention et difficilement comparables aux résultats de 2015 compte tenu de l'envolée de cette même abstention), la droite classique comptabilise 24,2 % des voix, le RN 23,8 %, LREM 8,8 %. La hiérarchie est inchangée par rapport à 2015 (si ce n'est que LREM était alors absent du scrutin) mais la liste Dufay gagne près de 8 points quand ses deux principaux compétiteurs en perdent autant. Dans un contexte de très forte abstention, celle-ci sauve l'honneur, bénéficiant – comme déjà dit – d'une prime aux sortants ou d'une prime de notoriété et, donc, d'une plus forte mobilisation de ses électeurs, singulièrement dans l'ex-Franche Comté, mais aussi en Côte d'Or. La liste PS a pu compter sur le soutien des trois-quarts de ses électeurs de 2015... quand LR et le RN n'ont guère dépassé les 40 %.

C'est dans la Nièvre – lieu d'implantation de la tête de liste LREM – que la liste PS recule le plus. Mais, dans ce même département, la démobilisation de l'électorat LR est bien plus forte. Le PS perd en effet un tiers de ses soutiens de 2015 mais LR les trois-quarts. En revanche, le RN résiste le mieux dans les départements où LR recule le plus, en l'occurrence la Nièvre et la Côte d'Or. Cela confirme les oppositions – ou antinomies – de fond entre ces différents comportements électoraux.

Epilogue

Comme ailleurs en France, les élections régionales de 2021 ont donc reconduit, sans trop de difficultés finalement, l'équipe qui administre BFC depuis 2015 (et même

f • L'évolution des audiences électorales lors du 2^e tour aux élections régionales de 2015 à 2021 (en pourcentages des électeurs inscrits)



depuis 2004 si l'on tient compte des majorités politiques en Bourgogne et en Franche-Comté depuis cette dernière date). Cela n'exclut pas le paradoxe. On pourrait parler en effet d'une victoire en trompe-l'œil compte tenu de la très forte abstention, qui a conduit près des deux tiers des électeurs à bouter les urnes et, donc, d'une perte d'audience importante en nombre de voix. Mais le contexte était également bien peu favorable à la gauche, le PS ayant quasi-disparu de la scène nationale. Paradoxalement, cela n'aurait-il pas favorisé la liste Dufay qui ne pouvait guère compter que sur son bilan et ses implantations locales ? Mais celle-ci pouvait compter aussi sur des ancrages à gauche bien réels dans la Nièvre ou dans l'ex-Franche-Comté.

Conséquence de ces résultats : la liste Dufay gagne une nette majorité des sièges du conseil régional (alors que cette majorité était juste à la suite du scrutin de 2015). La liste Dufay engrange en effet 57 sièges en 2021 (sur les 100 que compte le conseil régional) contre 51 en 2015. C'est là l'effet de la prime majoritaire dont bénéficie la liste arrivée en tête à ce type de scrutin (avec 42,2% des voix, la liste Dufay obtient 57 % des sièges). Cependant, autre paradoxe, la majorité régionale est désormais éclatée en 3 groupes politiques : PS et alliés ; communistes ; écologistes. Cela n'est pas sans soulever de contraintes dans la « gestion » de la majorité régionale (alors qu'elle ne composait un groupe politique unique après les élections de 2015). Naturellement, les gains en sièges de la liste Dufay ont pour contrepartie des pertes non négligeables des autres formations.

Bien entendu, cette nouvelle répartition des sièges n'a réduit en rien la crise démocratique. Au contraire, avec une hausse sensible de l'abstention, celle-ci s'est aggravée tandis que les repères – et comportements politiques – tendent de plus en plus à se brouiller.

Références

Andolfatto D. (dir.) (2011). *L'adieu aux régionales ? Crise du vote et réforme territoriale*. Civitas Europa, 27. Bruxelles : Bruylant (voir notamment les contributions de Bernard Dolez et Annie Laurent, « A la recherche du local dans les élections régionales » pp. 13-27 ; Dominique Andolfatto et Jean-Nicolas Birck, « La campagne électorale et ses enjeux en Lorraine », pp. 45-61, Etienne Criqui, « Peut-on parler d'un paysage électoral lorrain ? », pp. 63-73).

Bréchon, P. (2011). Pourquoi un tel record d'abstention ? In Andolfatto, D. (dir.), *op. cit.*, pp. 29-44.

Chapuis, R. (2019). Chronique d'une disparition ? La géohistoire de la « frontière » Bourgogne / Franche Comté (1790-2016). In Castets Fontaine, B., Kaci, M., Loiseau, J. & Moine, A. (dir.), *Deux frontières aux destins croisés ? Etude interdisciplinaire et comparative des délimitations territoriales entre la France et la Suisse, entre la Bourgogne et la Franche-Comté (XVIe-XXIe siècle)*. Besançon : Presses universitaires de Franche Comté, pp. 103-117.

Dufay, M.-G. (2021, 8 mars). Fin de vie : « Paulette Guinchard-Kunstler souhaitait que son geste soit connu ». *Libération*.

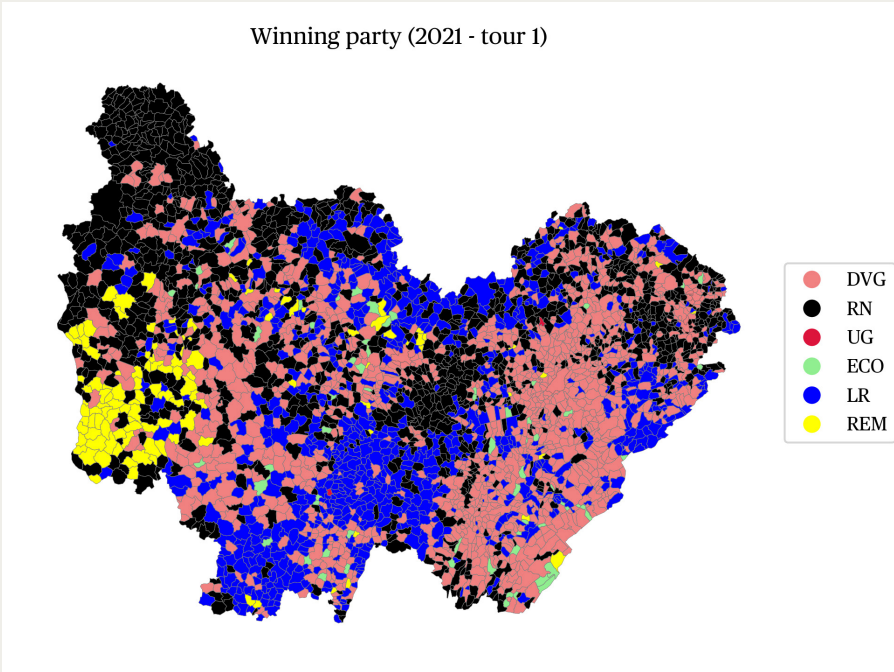
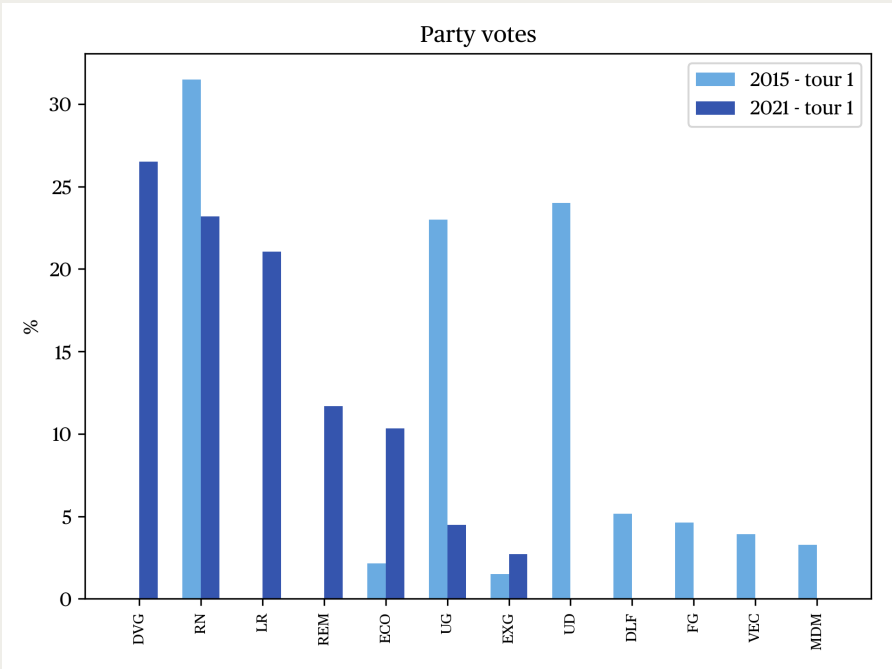
de Lavergne, B. (2020, 10 avril). Covid-19 : il n'y a pas de guerre des masques entre l'Etat et la Bourgogne-Franche-Comté mais une méthode inopportune. *France 3 Bourgogne-Franche-Comté*. En ligne.

Le Bras, H. & Todd, E. (2013). *Le mystère français*, Paris : Seuil.

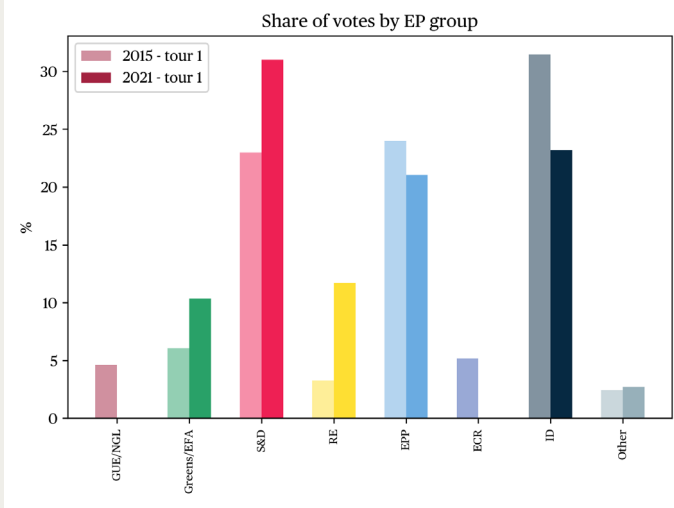
Patriat, C. (2021, 17 juin). Elections régionales et départementales : un drôle de scrutin à l'épreuve de l'abstention. *The Conversation*. En ligne.

Tenoux, J.-P. (2021, 11 avril). Régionales 2021 : Bastien Faudot, tête de liste de gauche Le temps des cerises. *L'Est Républicain*. En ligne.

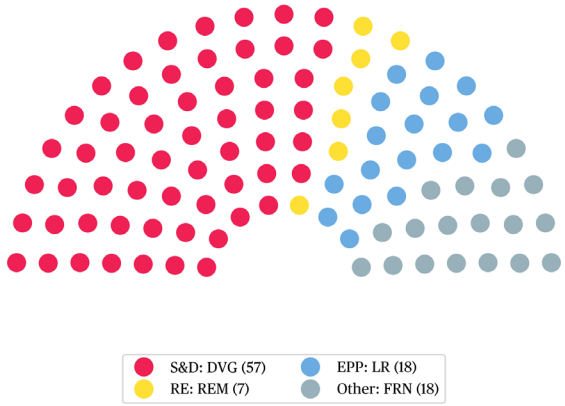
Tenoux, J.-P. & Rof, G. (2020, 10 avril). Coronavirus : une « guerre des masques » sur les tarmacs entre l'Etat et les collectivités locales. *Le Monde*. En ligne.

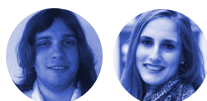


Indicateurs européens



Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté (2021 - tour 2)





Tristan Haute • Université de Lille

Marie Neihouser • Université Toulouse III – Paul Sabatier

Élections régionales en Hauts-de-France, 20-27 juin 2021

42

Les 20 et 27 juin 2021, les citoyens des Hauts-de-France ont été, comme partout en France, appelés aux urnes pour les élections régionales¹. Ces élections ont été marquées par une très faible participation dans la région : 32,84 % au premier tour et 33,18 % au second tour contre respectivement 54,81 % et 61,24 % lors du précédent scrutin, en décembre 2015.

Alors que le scrutin s'est tenu en pleine crise liée à la Covid-19, cette démobilisation électorale, observée dans le reste du pays, mais encore plus importante dans les Hauts-de-France, n'a néanmoins pas été directement liée au risque sanitaire. Il n'y a ainsi pas eu, en juin 2021, de démobilisation plus importante des personnes âgées les plus à risque par rapport aux autres électeurs (Haute 2021), – contrairement à ce qui avait été observé lors des élections municipales de 2020 (Haute *et al.*, 2021) –, ou encore des personnes non vaccinées ou hostiles à la vaccination. Si l'adhésion vaccinale est allée de pair avec une participation plus importante (Jaffré 2021), ce résultat se vérifiait déjà pour de précédents scrutins (Ward *et al.* 2020). La participation électorale lors de ces régionales a été en réalité dépendante des mêmes logiques sociales et politiques que lors du précédent scrutin de 2015 (Gougou 2017a : 52-53), avec une démobilisation bien plus massive des jeunes, des classes populaires et des électeurs les moins intéressés par la politique (Haute 2021 ; Jaffré 2021), trois catégories traditionnellement peu participatives.

Un paysage politique marqué par le déclin de la gauche et par la percée de l'extrême-droite

La région des Hauts-de-France (6 millions d'habitants),

résultat de la fusion en 2015 des ex-régions Nord-Pas-de-Calais (4 millions d'habitants) et Picardie (2 millions), est une région historiquement ancrée à gauche, en particulier le Nord et le Pas-de-Calais. Toutefois, le Parti Socialiste (PS, S&D) et le Parti Communiste Français (PCF, GUE/NGL), qui disposaient de nombreux bastions dans la région, ont vu leurs résultats électoraux décliner fortement ces dernières décennies. En 2015, la gauche perd ainsi le contrôle de la région et de 4 des 5 départements, ne conservant qu'une courte majorité dans le Pas-de-Calais. Parallèlement, le Front national (FN), devenu Rassemblement national (RN, ID), enregistre, dès les années 1980, des résultats supérieurs à sa moyenne nationale dans la région. À partir de la fin des années 2000, le FN développe son implantation locale dans l'ancien bassin minier mais aussi dans des territoires plus ruraux de l'est de la région. Entre 2014 et 2020, le FN conquiert dans la région 3 communes, 13 cantons et 5 circonscriptions législatives. Au premier tour de l'élection présidentielle de 2017, Marine Le Pen, candidate et présidente du FN, obtient dans la région un résultat supérieur de près de 10 points à sa moyenne nationale (31 % contre 21,30 % des suffrages exprimés).

En 2015, alors que la nouvelle région n'était que faiblement identifiée et ne disposait pas encore de nom, l'enjeu principal du scrutin régional était la possible victoire de la liste Le Pen (FN), ce qui avait donné lieu à une campagne fortement nationalisée (Lefebvre 2016) et suscité une mobilisation électorale plus importante qu'au niveau national. Arrivée en tête du premier tour (40,64 %) (voir figure a), celle-ci avait toutefois échoué au second tour (42,23 %) face à l'union de la droite et du centre conduite par Xavier Bertrand (57,77 %) (voir encart « les données »). Ce dernier, profitant, dans une logique « d'élections intermédiaires » (Parodi 1983), d'une démobilisation des électeurs favorables à la gauche, et notamment de ceux issus des classes populaires (Gougou 2017a : 50-51), était arrivé

1. Cet article n'aborde pas les élections départementales qui se sont également tenues les 20 et 27 juin 2021. Pour une analyse de ces élections dans le Nord et le Pas-de-Calais, les deux principaux départements des Hauts-de-France (4 des 6 millions d'habitants), voir Eliazord et Haute (2021).

a • Résultats des élections régionales de 2021 dans les Hauts-de-France

Tête de liste	Listes	Premier tour		Second tour		Sièges (/170)	+/-
		Voix	%	Voix	%		
Xavier Bertrand	LR-UDI-MoDem diss. - LC-LMR-MR	551068	41,42 %	708518	52,37 %	110	-6
Sébastien Chenu	RN-LDP-PL-CNIP-LAF	324260	24,37 %	346918	25,64 %	32	-22
Karima Delli	EELV-LFI-PS-PCF-G-s-GE-PP-PRG-LRDG	252404	18,97 %	297395	21,98 %	28	+28
Laurent Pietraszewski	LREM-MoDem-EC-TdP-Agir-MEI	121466	9,13 %			O	Nv.
Eric Pecqueur	LO	47325	3,56 %			O	=
José Evrard	DLF	27205	2,04 %			O	=
Audric Alexandre	PACE-AE-NC-Volt	6700	0,50 %			O	Nv.
Suffrages exprimés		1330428	95,85 %	1352831	96,45		
Votes blancs		34895	2,51 %	27904	1,99 %		
Votes nuls		22770	1,64 %	21948	1,56 %		
Total		1388093	100	1402683	100	170	=
Abstentions		2838834	67,16	2824849	66,82		
Inscrits/Participation		4226927	32,84	4227532	33,18		

second du premier tour avec 24,97 % des voix. La gauche, divisée en trois listes, avait alors été contrainte de se retirer du second tour au profit de Xavier Bertrand pour faire barrage à l’extrême-droite (Dolez & Laurent 2016).

En 2021, la situation n’avait que peu évolué. Le RN, conduit par le député Sébastien Chenu, comptait bien conquérir la région, d’autant que les sondages antérieurs au premier tour le donnaient au coude-à-coude avec Bertrand, le Président sortant (32 % contre 33 % le 16 juin 2021) (OpinionWay 2021). Ce dernier, faisant de sa réélection aux régionales un préalable à ses ambitions présidentielles pour 2022, était parvenu à renouveler une liste d’union de la droite et du centre alors même qu’il avait quitté Les Républicains (LR, PPE). La majorité présidentielle, autour de La République en Marche (LREM, Renew) présentait une liste conduite par le Secrétaire d’État Laurent Pietraszewski, en charge de l’impopulaire réforme des retraites, et sur laquelle figurait 4 autres membres du gouvernement. Enfin, la gauche, ayant tiré les conclusions de sa défaite de 2015, présentait, dès le premier tour, une liste conduite par l’eurodéputée écologiste Karima Delli et associant Europe-Écologie-les-Verts (EELV, Verts/ALE), la France Insoumise (LFI, GUE/NGL), le PCF et le PS.

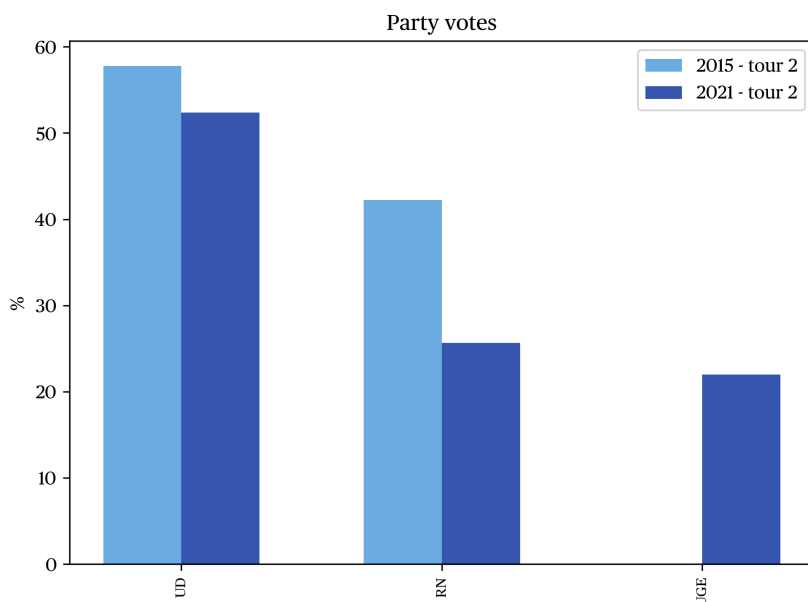
La campagne a été de très faible intensité en raison du contexte sanitaire. Le principal enjeu abordé a été l’insécurité, alors même que les compétences de la région sont réduites en la matière. Un deuxième enjeu, plus local certes mais ne relevant pas uniquement de la région, a été l’implantation fortement critiquée par l’extrême-droite et par la droite de parcs éoliens dans certains territoires ruraux des Hauts-de-France (Patinaux 2022). L’ambition présidentielle affichée de Bertrand et la présence massive

de ministres sur la liste LREM, dont le Ministre de la Justice Éric Dupont-Moretti ou le Ministre de l’Intérieur Gérald Darmanin, ont par ailleurs contribué à nationaliser la campagne. Toutefois, contrairement à 2015, le risque d’une conquête de la région par le RN est apparu bien moindre (OpinionWay, 2021), ce qui n’a pas contribuer à mobiliser les électeurs.

Des résultats inattendus

Au soir du premier tour de 2021, Bertrand (LR) arrive largement en tête (41,42 %), devançant très nettement Chenu (RN, 24,37 %), Delli (union de la gauche et des écologistes, 18,97 %) et Pietraszewski (LREM, 9,13 %) (voir encart « les données »). Au second tour, Bertrand est très largement réélu avec 52,37 % des suffrages exprimés alors que le RN et la gauche ne progressent que très marginalement avec respectivement 25,64 % et 21,98 % (voir figure b).

La liste de la majorité présidentielle, éliminée du second tour comme dans de très nombreuses régions, a été victime de l’impopularité du gouvernement. En outre, la concurrence, au sein de sa base électorale, de Bertrand a été importante. En effet, ce dernier jouissait d’une forte notoriété et cultivait un certain localisme malgré ses ambitions présidentielles. En témoigne sa capacité à rassembler sur sa liste les différents courants de la droite et du centre ainsi que des représentants de la « société civile », issus notamment du monde patronal. À gauche, si le résultat de la liste d’union lui permet certes d’atteindre le second tour et de retrouver des sièges dans l’assemblée régionale (voir encart « les données »), il est cependant bien inférieur au total des voix des trois listes de gauche



l'un des rares traits distinctifs des électeurs du PS par rapport à ceux des autres partis de gauche est leur âge plus élevé (Gougou 2017b : 58), une différence importante à l'heure où les urnes sont de plus en plus grisonnantes (Haute & Tiberj 2022).

Des contrastes électoraux persistants

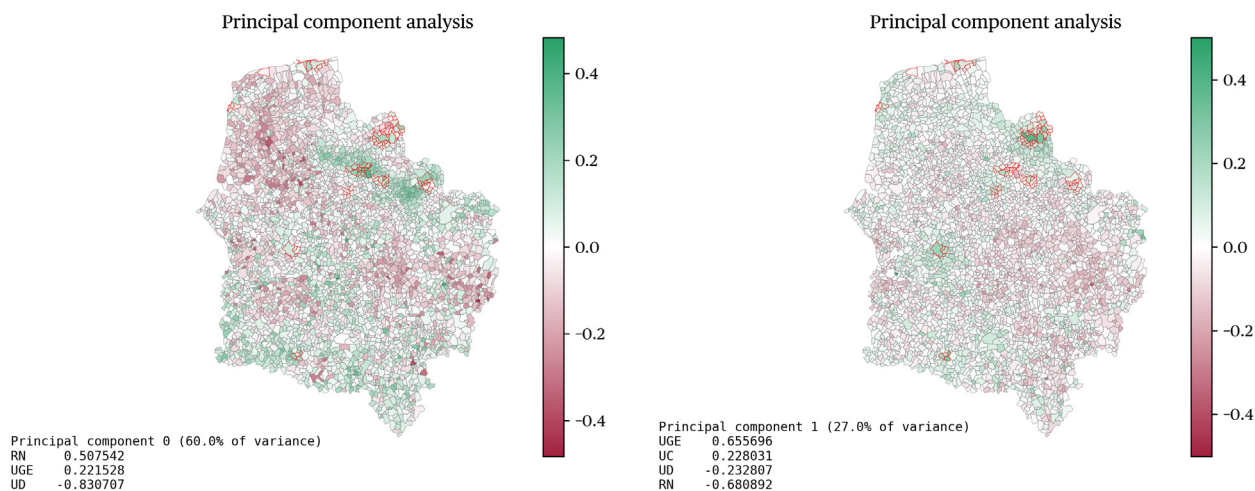
La région des Hauts-de-France est marquée par des contrastes électoraux qui traduisent non seulement des effets de notabilité, – comme en témoignent l'implantation du RN dans le bassin minier ou encore celle, plus ancienne, du PCF dans le valenciennois –, mais surtout des inéga-

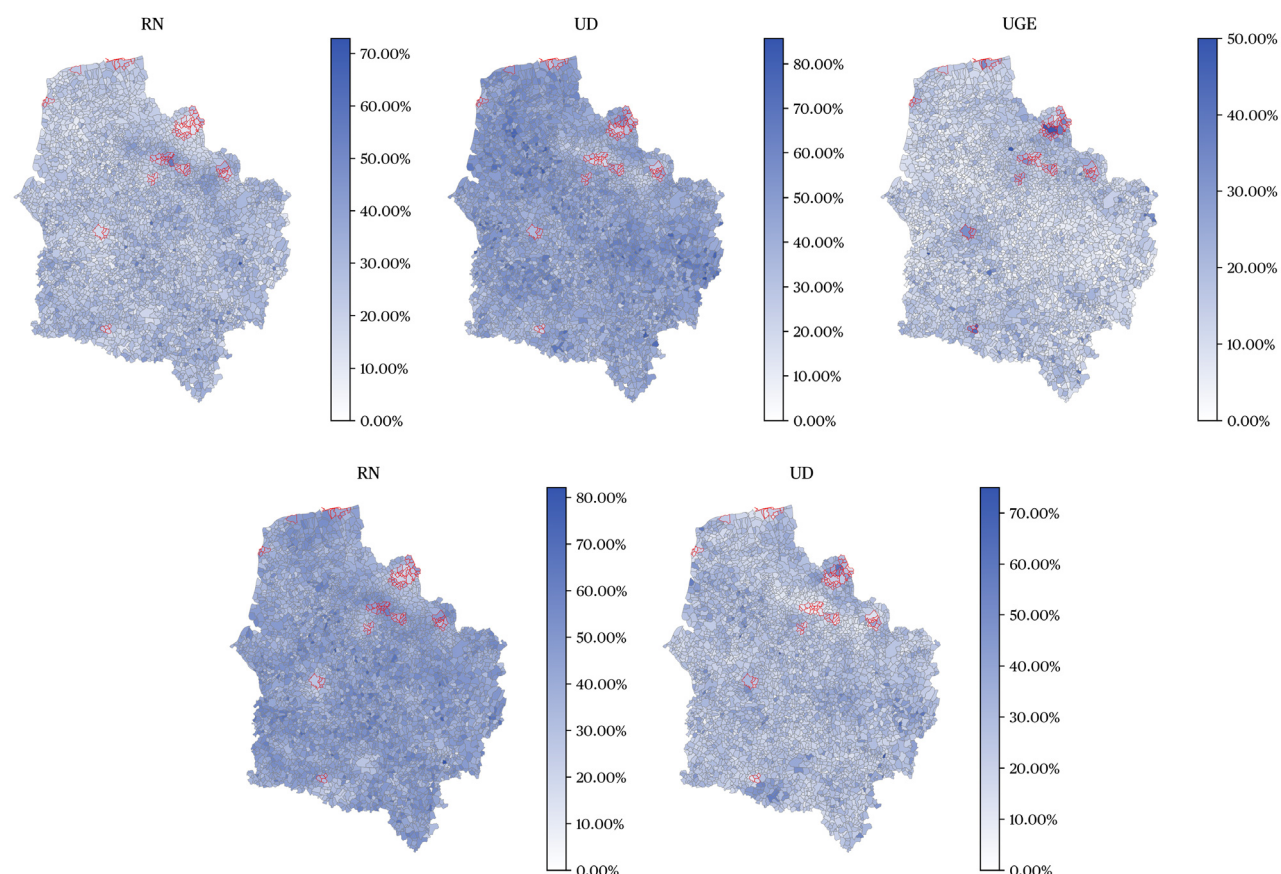
en 2015 (-9,30 points), ce qui témoigne de l'incapacité de l'union de la gauche et des écologistes à enrayer la démobilisation des groupes sociaux qui lui sont favorables (Gougou 2017a). Parallèlement, le RN a lui aussi été victime, comme dans toutes les autres régions, de la démobilisation électorale massive, ce qui est inhabituel (Gougou 2017a). En effet, les électeurs issus des classes populaires et confrontés à la précarité qui s'étaient tournés vers le FN en 2015 (Mayer 2017), se sont, en 2021, mis en retrait des urnes. À l'inverse, Bertrand a pu bénéficier à la fois d'une bien meilleure notoriété que ses autres concurrents et d'une base électorale plus prédisposée à se mobiliser : les électeurs de droite sont en nombre parmi les plus âgés, les plus diplômés ou les revenus les plus élevés (Sauger, 2017, p. 64-65), autant de groupes sociaux parmi les plus participants en juin 2021. Cette combinaison entre forte notoriété et moindre démobilisation de leurs bases électorales explique d'ailleurs que, au niveau national, l'ensemble des présidents sortants, de droite comme socialistes, ont été largement réélus. Rappelons en effet que

lités démographiques, économiques et sociales (Rivière *et al.* 2012). En effet, si la région concentre une population plus jeune, plus populaire et moins diplômée qu'à l'échelle nationale, elle n'en reste pas moins très hétérogène.

Ainsi, en 2021, deux dynamiques sociospatiales apparaissent structurantes des choix de vote. La première révèle une opposition entre, d'une part, les communes de l'ancien bassin minier – victimes de la désindustrialisation et du chômage de masse – où le RN et la gauche obtiennent des résultats supérieurs à leur moyennes régionales (Wadlow 2021) ; et, d'autre part, la majorité des communes rurales de la région, où la population, plus âgée, est moins confrontée à la précarité de l'emploi et où la droite obtient des résultats supérieurs à sa moyenne régionale (voir figure c, à gauche). La seconde, quant à elle, souligne l'opposition entre, d'une part, des espaces urbains – autour de Lille et d'Amiens notamment – qui, quoique très hétérogènes (Rivière *et al.* 2012), concentrent une population plus diplômée votant davantage au centre

c • Analyse en composantes principales des résultats du premier tour de 2021





ou à gauche ; et, d'autre part, des territoires périphériques de relégation des classes populaires – notamment dans l'est de la région –, où les résultats de la droite et du RN sont supérieurs à leurs moyennes régionales (voir figure c, à droite).

Malgré l'évolution des scores des différents partis entre 2015 et 2021, la géographie de leurs résultats n'a été que peu modifiée, preuve que celle-ci dépend moins de la présence de tel ou tel candidat sur une liste que de logiques sociales et politiques de long terme. C'est le cas du vote en faveur de Bertrand (figure e, au centre). Pour le RN néanmoins, si les deux cartes sont très proches (figure e, à gauche), il parvient à limiter son recul dans les deux communes du bassin minier qu'il contrôle (Hénin-Beaumont depuis 2014 et Bruay-la-Bussière depuis 2020) (Wadlow 2021), mais pas dans les autres circonscriptions ou cantons conquis en 2015 et en 2017, preuve que l'impact électoral de son implantation locale dans ces territoires, s'il n'est pas négligeable, demeure très circonscrit. Enfin, pour l'union de la gauche et des écologistes (figure e, droite), ses résultats sont, en 2021, supérieurs à sa moyenne régionale à Lille (où elle obtient 52,4 % des voix) et dans sa périphérie, dans les quelques autres grandes villes de la région (Amiens, Dunkerque, Boulogne-sur-Mer...) ainsi que dans le bassin minier. Or, si ces tendances étaient déjà visibles en 2015 pour les listes du PS et d'EELV, elles ne l'étaient pas pour le PCF qui, en 2015, avait surtout suscité de la mobilisation dans ses bastions populaires du valenciennois et du bassin minier, des territoires dans lesquels le survote en faveur de la gauche

n'est pas toujours observé en 2021. La liste d'union de la gauche et des écologistes semble dès lors avoir eu de grandes difficultés à mobiliser et à attirer vers elle les électeurs du PCF de 2015.

Conclusion et perspectives

Alors que certains partis et candidats envisageaient les élections régionales dans les Hauts-de-France comme une rampe de lancement en vue de l'élection présidentielle de 2022, force est de constater que les résultats du scrutin se sont révélés en deçà de leurs attentes. Ainsi, l'incapacité de la liste d'union de la gauche et des écologistes à impulser une dynamique de mobilisation n'a fait que confirmer la division de la gauche en vue de la présidentielle. De même, l'échec du RN, incapable de conquérir la région et surtout de remobiliser les électeurs qui s'étaient tournés vers lui en 2015, a participé à affaiblir la candidature de Le Pen, désormais concurrencée par Éric Zemmour (Reconquête). Enfin, si Bertrand a largement remporté le scrutin, sa victoire n'a pas enclenché de dynamique nationale permettant de dépasser la base électorale potentielle de la droite, socialement et politiquement rétrécie depuis 2017 (Desplaces *et al.* 2021). Ces perspectives contrariées sont à mettre en lien avec la très faible participation enregistrée lors de ce scrutin, celle-ci traduisant à nouveau la difficulté des partis et candidats à susciter de la mobilisation parmi les citoyens les plus à distance de la politique – du moins partisane –. Ce scrutin souligne aussi les « déséquilibres » politiques qu'engendre une démobilisation

électorale massive, avantageant les partis et candidats (ici Bertrand) dont les électeurs potentiels sont les plus prédisposés à participer.

Références

Desplaces, P., Dorlencourt, J., Haute, T. & Neihouser, M. (2021, 26 décembre). Ce que l'analyse des sondages nous dit de la candidature avortée de Xavier Bertrand. *The Conversation*. En ligne.

Dolez, B. & Laurent, A. (2016). Nord-Picardie, tournant historique : victoire de Bertrand. *Revue politique et parlementaire*, 1078, pp. 119-138.

Eliazord, G. & Haute, T. (2021, 5 juillet). Départementales dans le Nord et le Pas-de-Calais : sous l'abstention, la stabilité ? *DailyNord*. En ligne.

Gougou, F. (2017a). Les dynamiques de la participation. In Gougou, F. & Tiberj, V., *La déconnexion électorale*, Paris : Fondation Jean Jaurès, pp. 47-54.

Gougou, F. (2017b). Les électeurs de gauche. In Gougou, F. & Tiberj, V., *La déconnexion électorale*, Paris : Fondation Jean Jaurès, pp. 55-60.

Haute, T. & Tiberj, V. (2022). *Extinction de vote ?* Paris, Presses universitaires de France.

Haute, T. (2021, 23 juin). Abstention : au-delà de la crise sanitaire, les vraies raisons de la démobilisation. *The Conversation*. En ligne.

Haute, T., Kelbel, C., Briatte, F. & Sandri, G. (2021). Down with Covid: Patterns of Electoral Turnout in the 2020 French Local Elections. *Journal of Elections, Public Opinion and Parties*, 31 (1), pp. 69-81.

Jaffré, J. (2021, juin). Participation régionale, adhésion vaccinale : même orientation. Note du Baromètre de la confiance politique, Sciences Po / CEVIPOF, vague 12bis.

Lefebvre, R. (2016). Les élections régionales en Nord-Pas-de-Calais-Picardie. Une non-campagne ? *Annuaire des Collectivités Locales*, 36, pp. 93-109.

Mayer, N. (2017). Les électeurs du Front National, 2012-2015. In Gougou, F., Tiberj, V. (éd.), *La déconnexion électorale*. Paris : Fondation Jean Jaurès, pp. 68-77.

OpinionWay (2021). Sondage OpinionWay pour CNEWS sur les intentions de vote pour l'élection régionale dans les Hauts-de-France - Vague 3. En ligne.

Parodi, J.-L. (1983). Dans la logique des élections intermédiaires. *Revue politique et parlementaire*, 903, pp. 42-71.

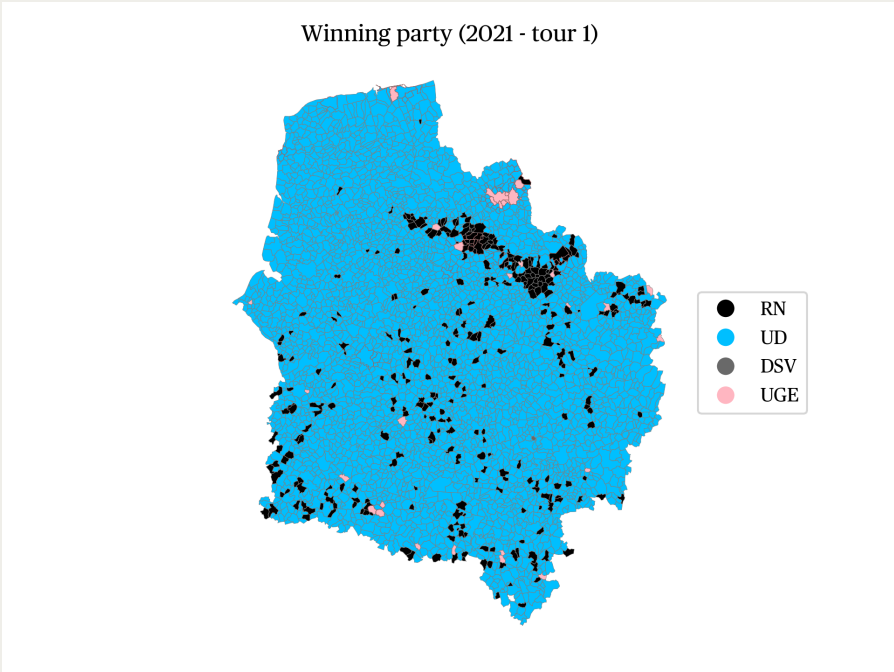
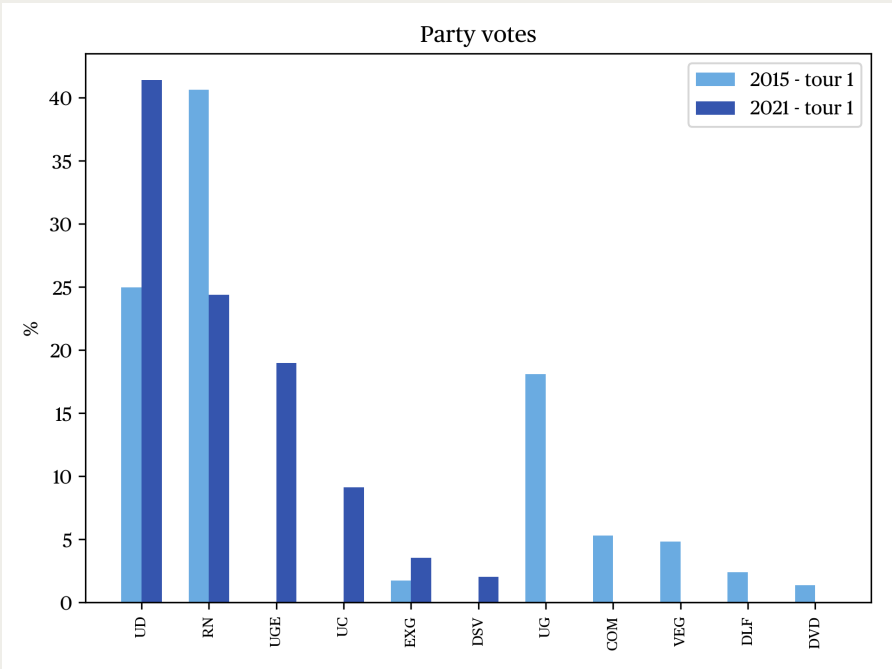
Patinaux, L. (2022, 27 janvier). Éoliennes, la transition sans débat. *Métropolitiques*.

Rivière, J., Colange, C., Bussi, M., Cautrès, B., Freire-Diaz, S., Jadot, A. (2012). Des contrastes électoraux intra-régionaux aux clivages intra-urbains. Éléments sur le scrutin régional de 2010 dans le Nord-Pas de Calais. *Territoire en mouvement*, 16, pp. 3-17.

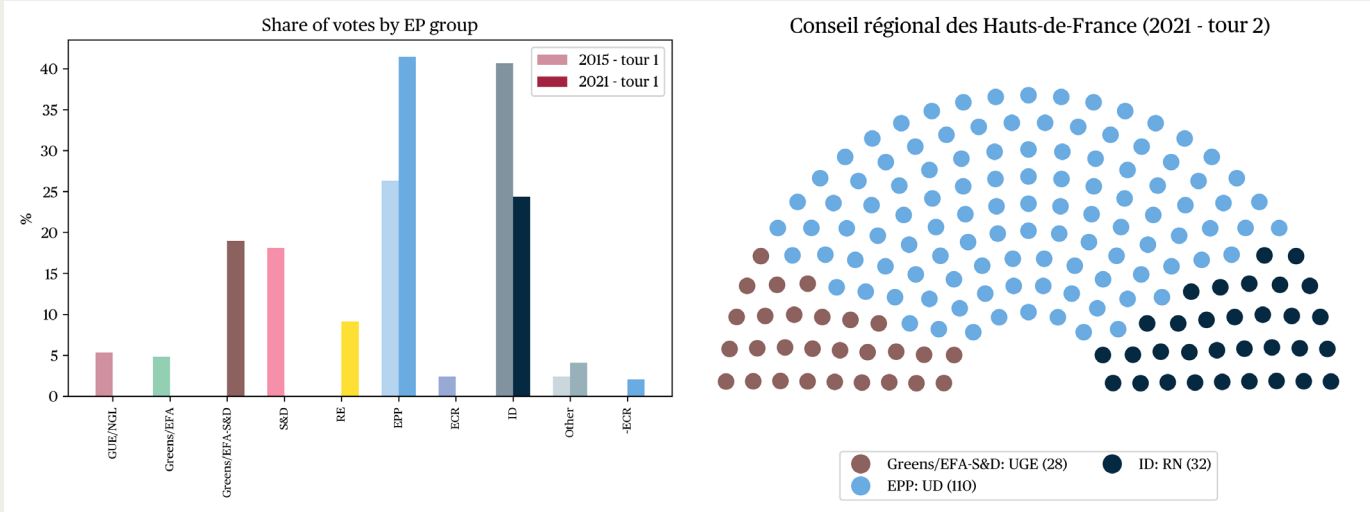
Sauger, N. (2017). Les électeurs de droite. In Gougou, F., Tiberj, V. (éd.), *La déconnexion électorale*. Paris : Fondation Jean Jaurès, pp. 60-67.

Wadlow, P. (2021, 7 novembre). Des terrils « bleu Marine » : quelle place pour le Rassemblement national dans le bassin minier ? *The Conversation*.

Ward, J. K., Alleaume, C. & Peretti-Watel, P. (2020). The French public's attitudes to a future COVID-19 vaccine: The politicization of a public health issue. *Social Science & Medicine*, 265.



Indicateurs européens





Christophe Batardy • Université de Nantes

Élections régionales en Pays-de-la-Loire, 20-27 juin 2021

48

Les dernières élections régionales ont eu lieu les 20 et 27 juin 2021. Elles devaient se tenir au mois de mars mais furent reportées en raison de la crise sanitaire. Comme pour les scrutins précédents, cette élection pour la désignation des conseillers régionaux a lieu le même jour pour toutes les régions (contrairement à ce qui se passe en Allemagne par exemple). Les électeurs et les électrices des départements de la Loire Atlantique, du Maine-et-Loire, de la Sarthe, de la Vendée, et de la Mayenne sont appelés à cette occasion à élire le même nombre de conseillers régionaux qu'en 2015, soit 93. Comme depuis 2004 ces élections ont lieu dans le cadre d'un scrutin proportionnel de liste à deux tours avec une prime accordée à la liste majoritaire.

Il faut souligner la nouveauté de ce scrutin. Les élections régionales se déroulent en même temps que les élections départementales ce qui n'avait pas été le cas en 2015 (élections départementales en mars et régionales en décembre). Durant la campagne électorale, la place médiatique prise par le scrutin régional éclipsa les enjeux du scrutin départemental alors que les compétences des départements en matière sociale (RSA) et éducatives (les collèges) sont essentielles. Le jour de l'élection, dans les lieux de vote, les assesseurs sont contraints d'informer les électrices et les électeurs qu'ils doivent passer dans le bureau de vote d'à côté pour l'élection des conseillers territoriaux après avoir voté pour le scrutin régional. Les résultats des élections départementales sont à peine commentés le soir de l'élection.

Une forte abstention

Ces élections ont lieu dans un contexte social particulier qui est celui de la deuxième année de la crise sanitaire. Le premier tour du scrutin est surtout marqué, comme partout en France, par une très forte abstention de près de 70 %. Le second tour ne connaîtra pas de re-

gain de mobilisation importante avec une abstention qui baisse seulement à 68 %. Aucune des listes présentes au second tour ne profite particulièrement de ce léger regain de la participation (aucune corrélation statistique à l'échelle communale).

L'abstention observée est largement supérieure à celle de 2015 (50 %). Elle est même plus importante encore si elle est comparée avec celle de 2004 – 38 % – année qui avait vu la victoire de la gauche pour la première fois dans la région avec la victoire du socialiste Jacques Auxiette.

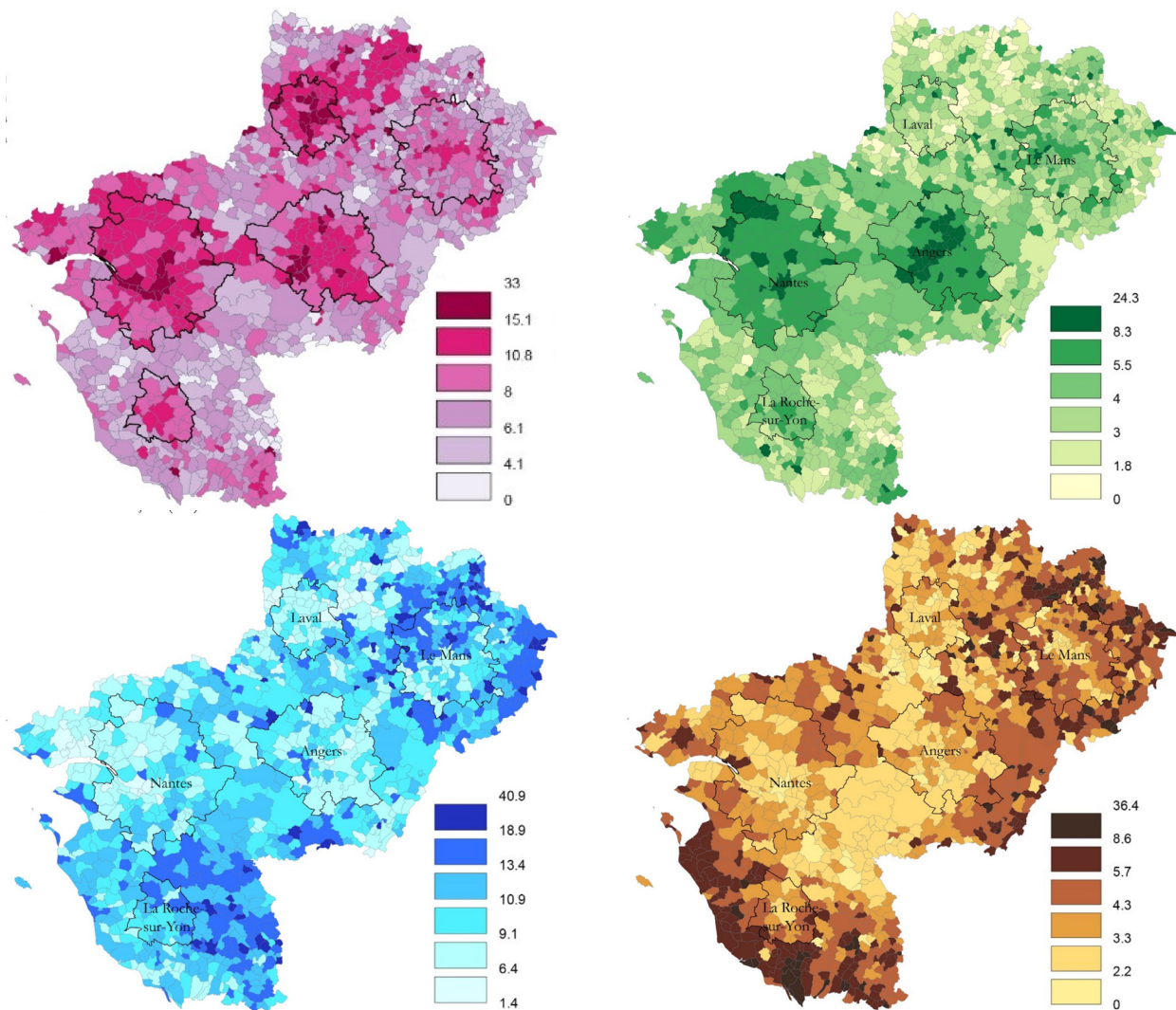
Phénomène par ailleurs marquant, alors que l'ouest de la France était depuis plusieurs années plutôt épargné par les fortes abstentions comparativement à d'autres territoires, en 2021, la région des Pays de la Loire connaît pour cette élection une abstention supérieure à la moyenne nationale (65 % en moyenne au second tour en France contre 68 % en Pays de la Loire).

Les résultats par liste

Pour ce premier tour, en Pays de la Loire, les électeurs avaient à choisir entre 8 listes. La géographie électorale des résultats à l'échelle communale montre des oppositions assez marquées entre des territoires et (ou) des départements. La mise en perspective, via la cartographie, des résultats dans les aires urbaines ou en dehors a vocation à localiser des résultats mais n'a pas pour objectif d'expliquer les différences en essentialisant le territoire comme variable explicative. C'est en effet, d'une part à l'échelle des bureaux de vote, et d'autre part via une mise en relation avec des variables socio-économiques (sexe, âge, classe sociale, etc.) que l'on pourrait commencer à tenter d'expliquer les résultats.

C'est la liste « Liste de la majorité régionale, union de la droite, du centre et de la société civile » menée par la Présidente de région sortante – Christelle Morançais (LR) – qui arrive en tête avec 34 % des exprimés (10 %

a • Scores des quatre principales listes au premier tour en pourcentage des inscrits : « Le printemps des Pays de la Loire » (Guillaume Garrot, PS), « L'Écologie ensemble, solidaire et citoyenne » (Mathieu Orphelin, EELV), « Liste de la majorité régionale, union de la droite, du centre et de la société civile » (Christelle Morançais, LR), « Rassemblement National » (Hervé Juvin, RN) (cartographie : Christophe Batardy)



des inscrits). Christelle Morançais et ses colistier.e.s axent leur campagne sur le thème de la sécurité alors même que ce n’est pas une prérogative de la Région. Dans le programme de la liste est annoncée la volonté de s’opposer aux autres candidats qui soutiennent « l’occupation illégale de sites par des zadistes ultra-violent »¹. Si l’écologie est un thème qui est fortement mis en avant il est précisé que cela ne sera pas une « écologie punitive et décroissante »¹.

Les plus hauts scores de la liste sont obtenus à l’est de la Vendée et dans le département de la Sarthe. Les électrices et les électeurs des communes des aires urbaines votent moins que dans les autres communes en faveur de cette liste, exception faite pour l’aire urbaine de la Roche-sur-Yon.

La liste menée par l’écologiste Mathieu Orphelin (EELV), « L’Écologie ensemble, solidaire & citoyenne » réunie EELV (Europe Écologie les Verts) et la France Insoumise (FI). Cette alliance est l’une des seules où elle se produit en France. Parmi les engagements pris par les candidats de la liste l’écologie est un thème central en s’engageant par exemple pour 50 % d’alimentation bio dans les lycées. Si la sécurité est un des engagements pris,

celle-ci passe par exemple par une plus grande présence humaine dans les lycées alors que la liste de Christelle Morançais prône plutôt le développement de lycées « sécurisés » via des caméras, et des portails de sécurité.

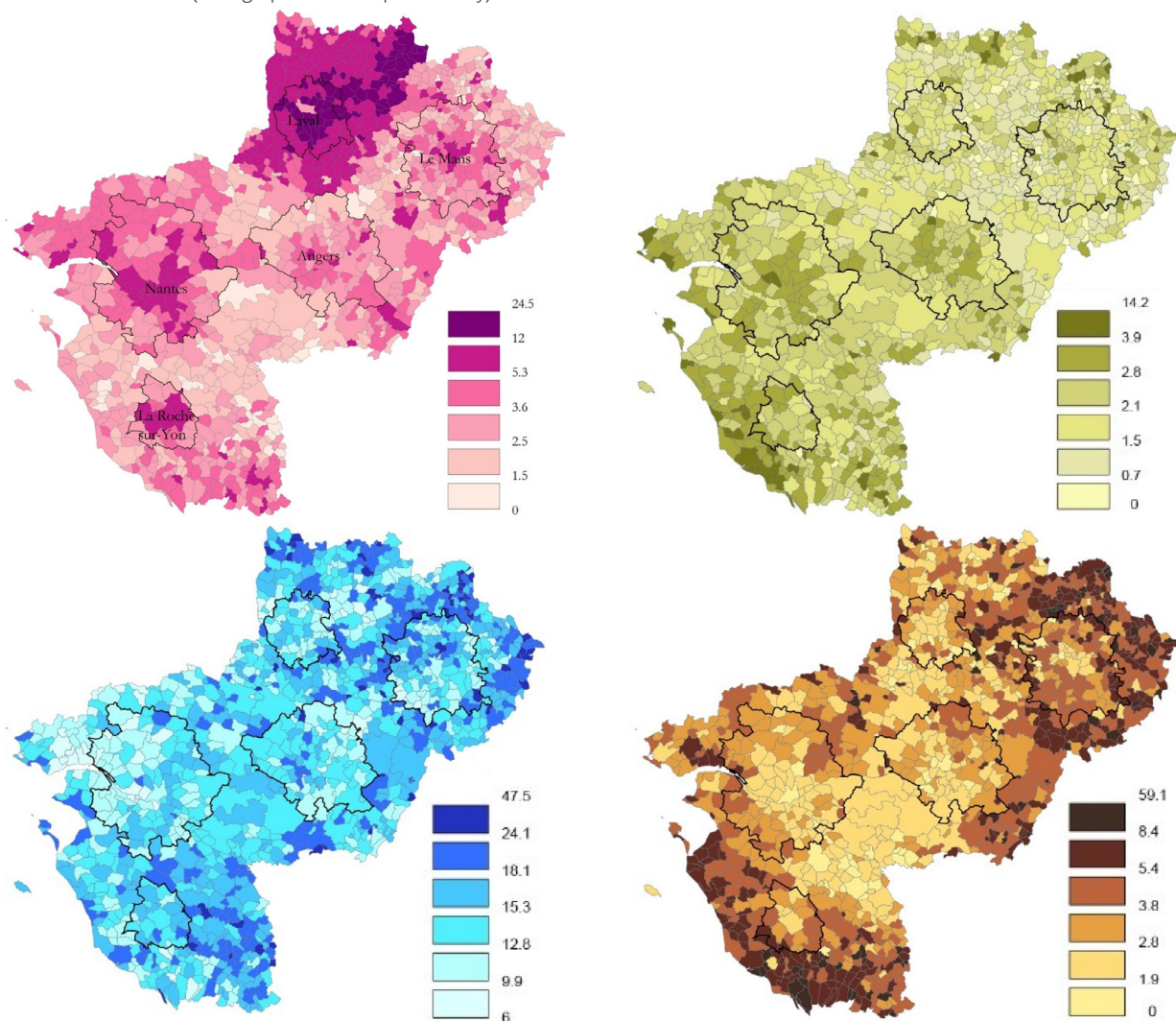
La liste arrive en seconde position avec 18,7 des exprimés (5,7 % des inscrits). Elle obtient ses meilleurs scores en Loire Atlantique et dans le Maine et Loire, dans les communes de l’aire urbaine de Nantes et d’Angers.

La liste de gauche « Le Printemps des Pays de la Loire », menée par le socialiste Guillaume Garrot soutenu par le PS et le PCF arrive en troisième position avec 16 % des exprimés (4,8 % des inscrits). Durant la campagne celui-ci ne met pas en avant le thème de la sécurité. Parmi les douze premières mesures qu’il prendrait s’il était élu figurent en bonne place la question des transports et des décrocheurs scolaires dans les lycées (Bertholom 2021). Guillaume Garrot est maire de Laval et député de la première circonscription de Mayenne. C’est dans ce département que les électeurs se prononcent le plus en faveur de cette liste.

La liste d’extrême droite du « Rassemblement National » menée par Hervé Juvin, député européen, arrive en quatrième position avec 3,7 % des inscrits (12,5 % des exprimés). Le candidat annonce soutenir les associations

1. Voir le programme de la liste menée par Christelle Morançais.

b • Scores des quatre principales listes au second tour : Union de la gauche et des écologistes, Union du centre, Union du centre et de la droite, Rassemblement national (cartographie : Christophe Batardy)



qui s'opposent au développement de l'éolien et se propose, même si cela ne fait pas partie des prérogatives de la Région, d'aider les collectivités dans la lutte contre l'insécurité. Le résultat à l'issue du premier tour est bien plus faible que celui obtenu en 2015 avec 21,3 % des exprimés. La cartographie à l'échelle communale montre que le RN obtient ses meilleurs scores en Sarthe - dans les mêmes communes que la liste du Centre et de la Droite- au Sud-Ouest du Maine-et-Loire et dans les communes du littoral de Vendée. A l'inverse les électeurs des aires urbaines accordent peu leur suffrage à cette liste.

Second tour

C'est la liste menée par Christelle Morançais qui arrive en tête au second tour avec 46 % des voix (exprimés). La Présidente de Région sortante, obtient un score en % des exprimés supérieur à celui obtenu par Bruno Retailleau qui menait alors la liste de droite. Même si la liste n'obtient pas la majorité des exprimés, la prime accordée à la liste arrivée en tête assure à la Droite et au Centre avec 57 sièges, une majorité confortable.

Entre les deux tours la liste menée par le socialiste Guillaume Garot fusionne avec celle de Matthieu Orphelin. Le PS et le PCF se rallient ainsi à EELV et FI. Avec

un score de 34 % des exprimés cette liste d'Union de la gauche et des écologistes obtient le score cumulé des deux listes du premier tour. Cette fusion ne parvient pas à provoquer une dynamique électorale en sa faveur. C'est donc un résultat décevant si l'on prend en considération les spectre politique représenté sur la liste.

La liste de François de Rugy « Liste de la majorité présidentielle » soutenue par la République en marche » se maintient au second tour. Le score obtenu au premier tour avec 12 % des exprimés était déjà une déception. Avec seulement 8 % au second tour le résultat sonne comme un échec cuisant. Le député LREM, ne parvient pas à ancrer le parti de la majorité parlementaire dans l'espace électoral régional. L'ancien Ministre de l'Ecologie est relégué au rôle d'opposant. La République en Marche n'est pas parvenue à proposer une voie médiane, une alternative centriste en Pays de la Loire.

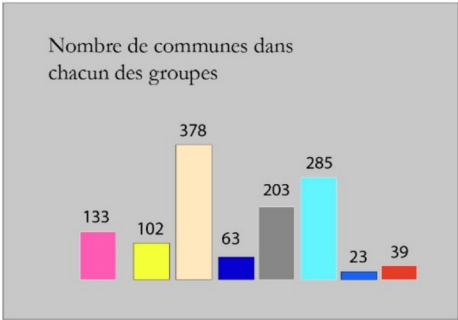
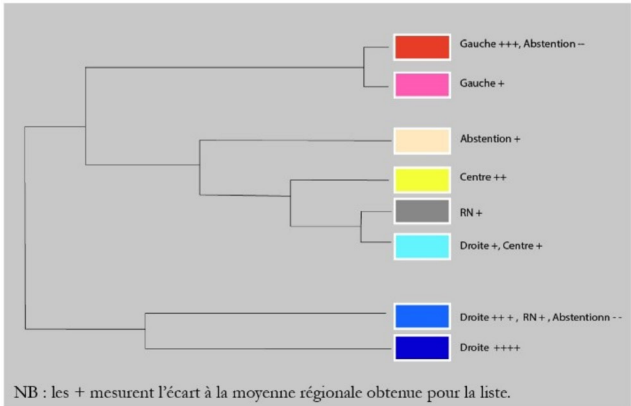
A l'échelle communale, l'opposition entre d'une part l'Union du centre et de la Droite et le RN et d'autre part la Gauche et les Ecologistes structure le paysage électoral². La cartographie des résultats de la « Liste de la majorité

2. Voir le site de campagne de la liste. Cela se retrouve à travers dans les résultats d'une analyse en composante principale :

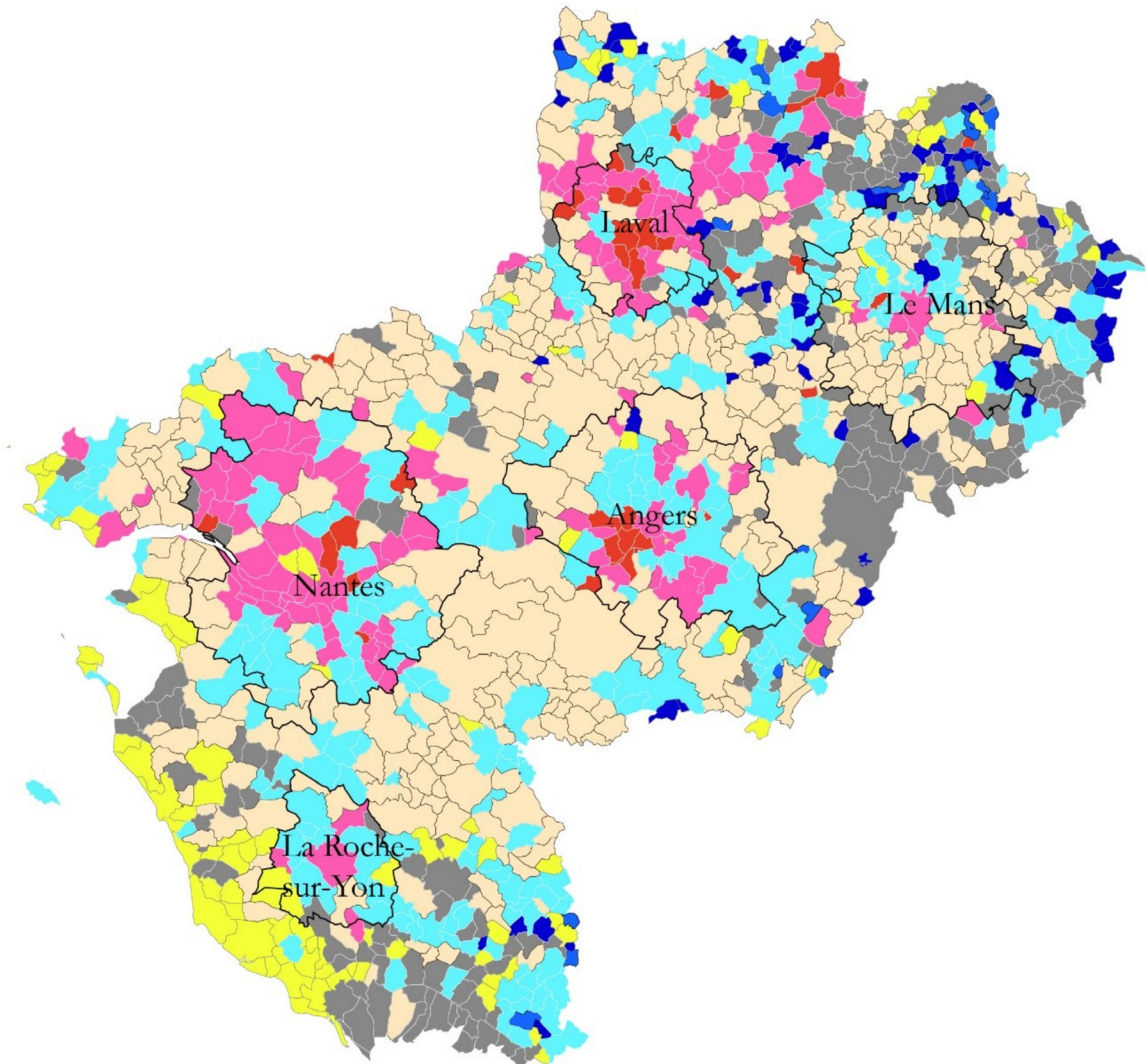
1^{er} axe (34 % de la variance) : opposition droite RN vs gauche.

2^e axe : (25 % de la variance) : union du centre vs autres listes.

Profils -Types électoraux des communes des Pays-de-la-Loire
au second tour des élections régionales (juin 2021)



L'analyse réalisée est une Classification ascendante hiérarchique (CAH)
Elle prend en compte l'abstention et les voix obtenus par les 4 listes au second tour (en % des inscrits)
Cette classification en 8 groupes «résume» 60 % des disparités entre communes.



Source : Ministère de l'Intérieur

Cartographie : Christophe Batardy, janvier 2022

régionale, union de la droite, du centre et de la société civile » et celle pour le RN, montrent des similitudes en terme de force et faiblesse³. A contrario la liste de Gauche obtient ses meilleurs scores dans les aires urbaines. Au risque de se répéter, si cette opposition structure la géographie électorale cela vrai à cette à cette échelle d'analyse ? D'autres oppositions auraient pu être mises à jour si l'analyse avait été effectuée à l'échelle des bureaux de vote. Si Nantes apparait comme une commune de gauche, des oppositions importantes pourraient être mises en évidence entre bureaux de vote comme en 2017 à l'occasion de l'élection Présidentielle (Batardy 2018).

Conclusion

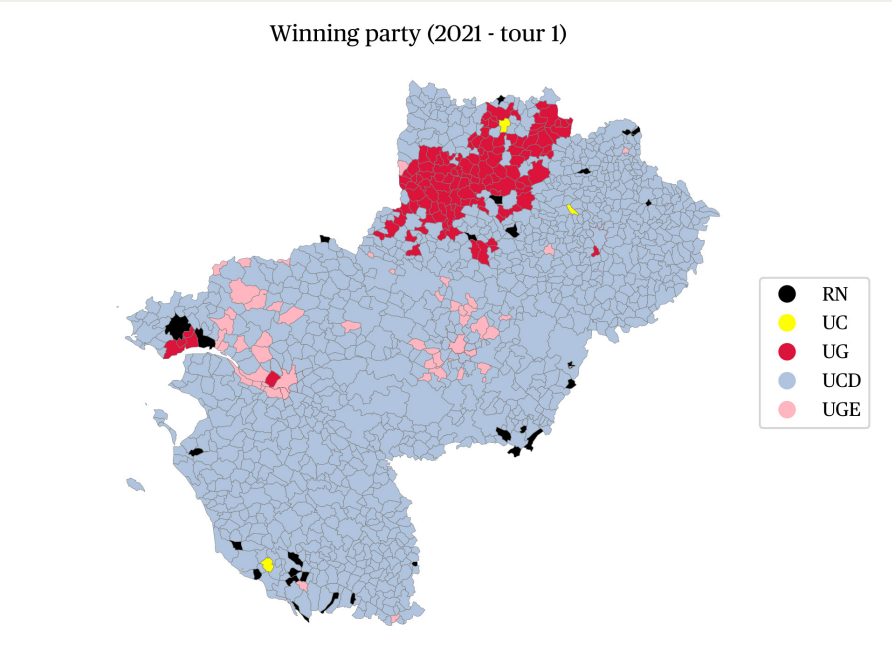
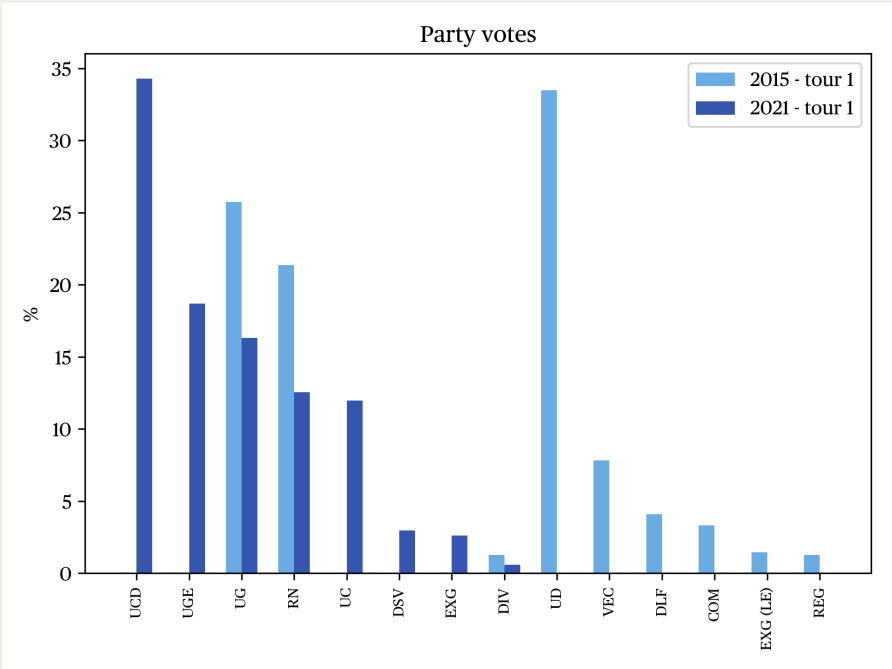
La Droite est reconduite à la tête de la Région. L'échec de la République en marche, pour son premier scrutin régional, et celui du Rassemblement national sont un désaveu pour ces deux organisations politiques. Ce scrutin est aussi une déception pour les écologistes qui espéraient

gagner la région. La dualité droite vs gauche et écologistes reste l'opposition majeure qui structure le paysage électoral ligérien à l'échelle communale. Mais à gauche de l'échiquier politique, le PS n'est plus hégémonique. Au-delà de ces quelques remarques, il reste à revenir sur l'abstention massive en Pays-de-la-Loire comme dans toutes les autres régions. Ce refus de voter des inscrit.e.s auquel il faudrait ajouter la non inscription sur les listes électorales est le phénomène politique majeur. Le retour aux urnes des citoyens est un défi à relever par l'ensemble de la société sous peine de mettre en péril nos institutions.

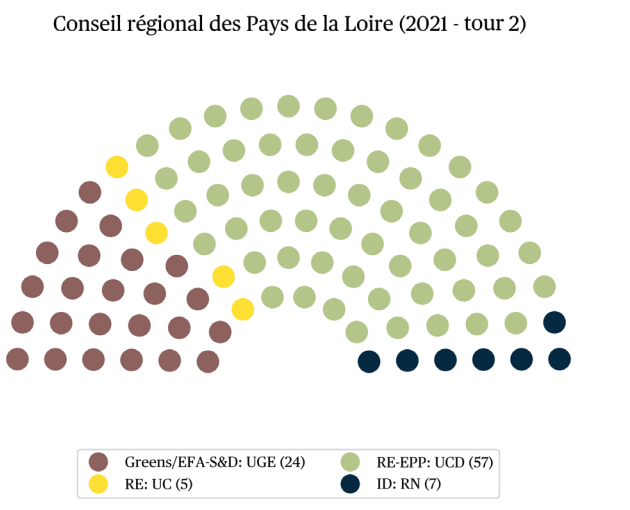
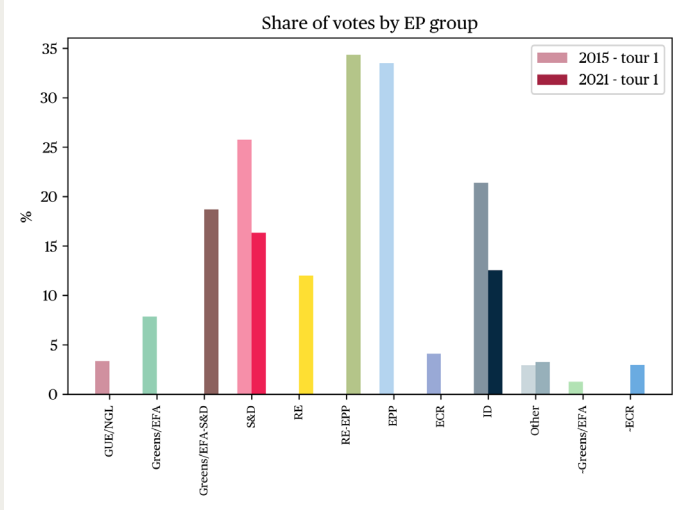
Références

Batardy, C. (2018). Analyse du premier tour de l'élection présidentielle de 2017 en Loire-Atlantique. *Cahiers Nantais*, 1-2, 2018. En ligne.

Bertholom, R. (2021, 15 juin). Régionales. Les douze premières mesures de Guillaume Garot s'il est élu président. *Ouest-France*.



Indicateurs européens



Élections régionales en Occitanie, 20-27 juin 2021

54

Les élections régionales des 20 et 27 juin 2021 sont les premières depuis la fusion des anciennes régions françaises intervenue en 2015. La région Occitanie, née de la fusion des anciennes régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées en 2015, représente désormais 13% du territoire métropolitain français, avec ses six millions d'habitants répartis sur 13 départements, 4454 communes, et 162 intercommunalités, dont les deux métropoles de Toulouse et Montpellier.

Sur fond de contexte pandémique, le taux d'abstention atteint des niveaux records (66,7 % au premier tour, 65,3 % au second). Ces élections sont également marquées par un *statu quo* des équilibres politiques : aucune région de France métropolitaine ne bascule d'un camp vers l'autre. Les élections de juin 2021 consacrent ainsi l'hégémonie territoriale deux grands partis de gouvernement traditionnels, le Parti Socialiste (PS) et Les Républicains (LR), dont la position dominante aux niveaux national et municipal a été largement remise en question depuis plusieurs années par l'émergence de nouvelles forces – La République En Marche (LREM) – ou l'affirmation de forces d'opposition – La France Insoumise (LFI), Europe Écologie Les Verts (EELV) et le Rassemblement National (RN).

Le déroulement du scrutin en Occitanie n'a pas fait figure d'exception. L'abstention y a été très conséquente – 62,8 % pour le premier tour, 62,2 % au second – en très forte hausse par rapport aux scrutins précédents, en 2015 (+15 points et +17,7 points). Dans ce contexte, la prime aux sortants a été, plus que jamais, d'actualité. La liste PS menée par la Présidente de région sortante, Carole Delga, arrive très largement en tête au premier tour des régionales avec 39,6 % des suffrages exprimés, devant la liste RN, qui finit loin des scores que lui promettaient les sondages pré-électoraux (22,6 %), et la liste LR (12,2 %). Les listes EELV (8,8 %), LREM (8,8 %) et LFI (5,1 %) ne parviennent pas, quant à elles, à franchir le seuil des 10 % nécessaire

pour se maintenir au second tour. À l'issue de ce dernier, la liste PS l'emporte avec une large majorité (57,8 %) face à la liste RN dont le score ne progresse pas (24 %) et la liste LR (18,2 %).

La majorité de gauche détient désormais 109 sièges, contre 87 lors de la dernière législature. Au sein de cette majorité, les élus membres du groupe socialiste voient leur position renforcée, avec 69 sièges contre 50 auparavant. EELV, dont la liste n'a cette fois pas fusionné avec la liste PS au second tour, perd les 8 sièges acquis en 2015 au profit des élus communistes, qui passent de 6 à 14 sièges. Au sein de l'opposition, si les élus LR et apparentés parviennent à conserver leurs positions, le RN apparaît comme le grand perdant du scrutin régional. Les élus LREM et leur alliés (3 sièges en 2015) et les élus de la minorité d'extrême gauche (6 sièges en 2015) disparaissent quant à eux du paysage de l'assemblée de Toulouse.

Le PS, parti à l'hégémonie renforcée

Malgré une position somme toute confortable, avec une solide majorité régionale acquise en 2015¹, le contrôle de tous les exécutifs départementaux de l'Occitanie à l'exception de l'Aveyron et du Tarn-et-Garonne et le retour dans le giron socialiste de Montpellier², la gauche de gouvernement pouvait nourrir quelques inquiétudes quant à l'issue de ces nouvelles élections locales pour au moins deux raisons.

La première est liée à son incapacité à se situer vis-à-vis des formes de protestation contemporaines, qu'elles soient socio-territoriales, avec les Gilets Jaunes, ou socio-environnementales, avec les mobilisations sur le thème du changement climatique. Ce qui fut longtemps

1. Pour une analyse des scrutins départementaux et régionaux de 2015 en Occitanie, voir Négrier, Volle & Coursière (2016).

2. Pour une analyse des élections municipales de 2020, voir Négrier (2021).

l'essence de la gauche et, en particulier dans une des régions les plus pauvres de France, la marque de son hégémonie territoriale, semblait lui échapper. La seconde raison est liée à ses propres problématiques internes : fin 2017, l'union construite entre les deux tours de décembre 2015 entre le PS et ses alliés et le groupe « Un monde nouveau en commun » issu lui-même d'une alliance entre écologistes, LFI, Parti Communiste Français (PCF) et régionalistes, éclatait avec la séparation entre LFI et les autres composantes, celles-ci restant alliées à la majorité socialiste dirigée par Carole Delga. La liste PS abordait les élections régionales de 2021 en étant donc concurrencée, à sa gauche, par LFI et par EELV, fort de ses récents succès aux élections européennes de 2019 et municipales de 2020.

Le résultat du scrutin régional des 20 et 27 juin 2021 peut à ce titre apparaître surprenant. La première raison à cela tient sans doute aux divisions propres aux adversaires de gauche du PS. Une partie des forces écologistes appelèrent ainsi à voter pour Carle Delga, en particulier à Montpellier. La seconde raison tient à l'abstention massive de l'électorat occitan. Si l'on retrouve, derrière cette large démobilisation, les écarts de participation traditionnellement constatés entre catégories et milieux sociaux (Braconnier, Coulmont & Dormagen, 2017), on constate que celle-ci est très largement structurée par un clivage urbain/rural (Tarrow, 1971).

On note ainsi des écarts significatifs au premier tour des régionales entre la Haute-Garonne (36,7 %) ou l'Hérault (33,3 %), les deux départements les plus peuplés de la région, et la Lozère (48,4 %), le département le moins peuplé, ou encore d'autres départements ruraux comme le Gers (44,7 %) et le Lot (43,8 %). Plus mobilisés, les départements ruraux sont aussi ceux où l'abstention progresse le moins par rapport au premier tour de 2015. On observe de même une relation inverse entre la taille des communes et le taux de participation au premier tour de ces régionales : 51,8 % pour les communes de moins de 500 habitants, 43,6 % pour les communes de 500 à 1000 habitants, 38,9 % pour les communes de 1000 à 5000 habitants, 35 % pour les communes de 5000 à 40 000 habitants et 30,2 % pour les 13 communes de plus de 40 000 habitants de la région.

Les forces politiques de gauche telles LFI ou EELV ne pouvaient que constater l'échec de leurs entreprises solitaires, et la faiblesse de leur enracinement territorial d'autant plus rédhitoire dans ce contexte de faible mobilisation des milieux urbains. À l'opposé, c'est bien sur son enracinement que la majorité sortante a pu compter pour très nettement amplifier toutes les prévisions sondagières. Le vote Delga est relativement homogène sur l'ensemble du territoire, avec de nouvelles zones de force, assez inhabituelles, jadis bastions incontestés de la droite (Lozère). Seul un espace spécifique et très peu mobilisé, le vaste littoral languedocien, reste l'une de ses principales zones de faiblesse.

À droite, le RN, une hégémonie de perdant

Conforté dans sa position dominante à droite lors des dernières élections européennes, le RN nourrissait à minima l'espoir de récidiver lors de ces régionales, dans une région où, avec ses alliés, il avait réussi, lors des municipales de 2020, à conserver les villes de Beaucaire et Béziers acquises en 2014 et avaient su remporter, en plus de Moissac, sa première commune française de plus de 100 000 habitants avec Perpignan. Sans qu'il ne soit possible de parler d'un véritable ancrage, le parti pouvait donc s'appuyer sur ces victoires, ainsi que sur un contingent de 36 élus régionaux répartis dans l'ensemble des départements.

Les élections régionales en Occitanie ont permis, comme ailleurs, de souligner les faiblesses structurelles du RN. En recul par rapport à 2015 dans tous les départements, ses zones de forces sont d'autant plus concentrées sur le littoral méditerranéen, où la chute de ses scores est plus contenue qu'ailleurs. La situation du RN lors de ces régionales remet une fois de plus en question la vieille idée d'un lien positif entre les scores du parti d'extrême droite et l'abstention. Il n'est pas absurde de penser que le RN pâtit, dans un contexte de très faible mobilisation, des caractéristiques de son électorat – urbain et périurbain, issu des classes populaires et de la petite classe moyenne. Ainsi, à de rares exceptions près, les scores du RN au premier tour sont systématiquement en recul par rapport à 2015 dans les communes de plus de 1000 habitants. S'il conserve une position hégémonique à droite où il devance la liste LR partout sauf dans trois départements (Aveyron, Lot et Lozère), elle ne lui assure même pas de maintenir les positions acquises en 2015 : le RN voit ainsi le nombre de ses élus régionaux chuter à 28.

Le faible nombre d'élus RN au sein des exécutifs communaux et départementaux peut également expliquer l'incapacité du parti à mobiliser une part plus importante de sa base électorale. À l'inverse, l'ancrage de la liste LR lui garantit dans un premier temps de se maintenir au second tour de l'élection puis de réaliser un score assez proche de celui de 2015, ce qui lui permet de conserver 21 sièges à l'assemblée régionale.

Alliés au Mouvement Démocrate (MoDem) lors de l'élection de 2015, LR n'avaient pu obtenir mieux que 21,3 % des voix au second tour, loin derrière les 33,9 % du Front National (FN), désormais première force à droite dans la région. Avant l'élection de 2021, l'alliance entre la droite et le centre avait tout de même permis de gagner Toulouse lors des municipales de 2014, puis de la conserver en 2020. Pour autant, contrairement à 2015, la droite et le centre gouvernementaux faisaient cette fois listes à part, LR s'alliant à l'Union des Démocrates et Indépendants (UDI) et LREM au MoDem.

Si la liste LR accuse un déclin significatif en 2021 par rapport au premier tour de 2015 dans l'ensemble des départements de la région, et en particulier dans les départements où le vote de gauche est le mieux implanté

(Ariège, Haute-Garonne, Hautes-Pyrénées et Tarn), elle progresse très nettement dans le Lot, où son score de 2021 (34,8 %) augmente de 58 % par rapport à 2015 (22%), sans doute au grès d'un « effet d'amitié locale » (Audemard & Gouard 2020) bénéfique à la tête de liste régionale Aurélien Pradié, « l'enfant du pays ». Sans surprise, l'absence d'alliance s'est avérée être un échec le parti présidentiel qui ne bénéficie pas d'un tel ancrage. La liste menée par Vincent Terrail-Novès ne peut ainsi se maintenir au second.

Partis et territoires : une consécration en trompe-l'œil

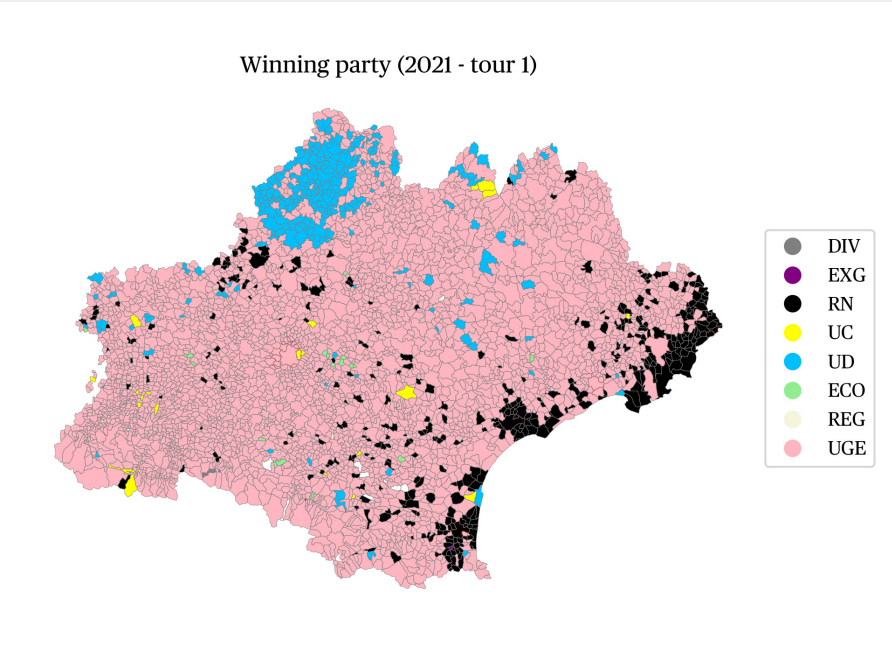
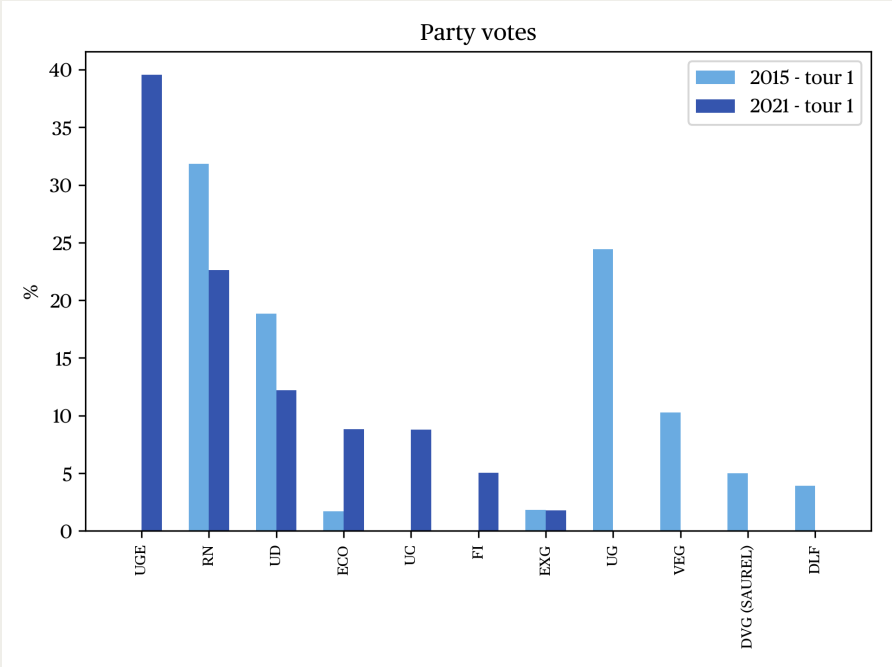
Présentés comme des formes modernes d'organisation en passe de supplanter les partis traditionnels et leur structuration rigide et territorialisée, les mouvements ont d'autant plus mal vécu cette séquence électorale que l'implantation territoriale a été, elle, réhabilitée. Comme Europe Écologie Les Verts, La République En Marche n'a compté ni directement (élimination dès le premier tour) ni indirectement (absence d'alliance) à l'échelle régionale. Quant à la France Insoumise, elle essuie également une déroute qui tient à une sous-estimation, de sa part, des contraintes inter-partisanes du jeu politique. Dans son cas cependant, une autre contrainte, sociologique celle-ci, l'a atteint au même titre que le Rassemblement National : la démobilisation de son électorat populaire. En lieu et place de cette résistible ascension des mouvements contre les territoires, ce sont bien ces derniers qui ont fortement joué.

Il serait pourtant inapproprié de voir dans ces résultats

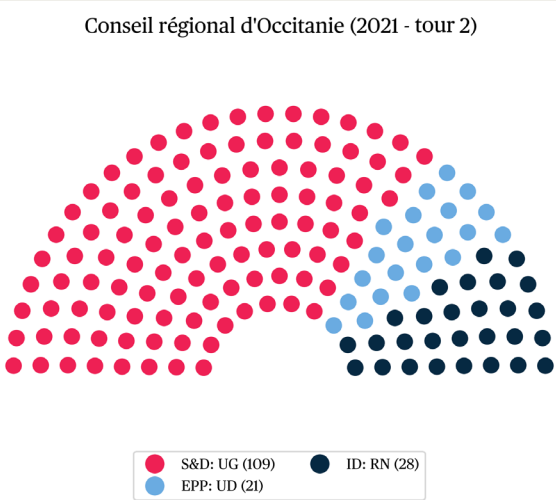
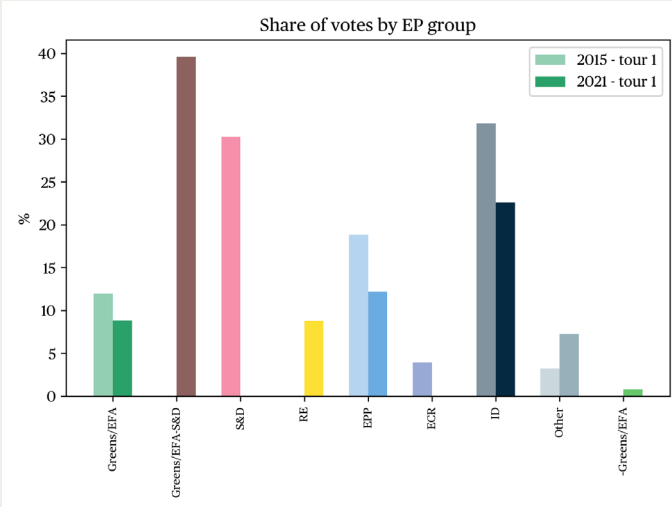
une consécration. La désaffection d'une grande majorité de l'électorat pour les urnes s'est à nouveau confirmée. L'impasse démocratique devant laquelle se trouvent les partis demeure – plus que jamais – inscrite à leur agenda programmatique et stratégique. Leur est d'avoir été, avec la maîtrise des exécutifs sortants, les moins affaiblis par le mouvement d'abstention massive, accentué par le contexte pandémique, auquel ces élections locales n'auront pas échappé.

Références

- Audemard, J. & Gouard, D. (2020). Friends, neighbors, and sponsors in the 2016 French primary election. Revisiting a classical hypothesis from aggregated-level data. *Political Geography*, 83.
- Braconnier, C., Coulmont, B. & Dormagen, J-Y. (2017). Toujours pas de chrysanthèmes pour les variables lourdes de la participation électorale : chute de la participation et augmentation des inégalités électorales au printemps 2017. *Revue française de science politique*, 67(6), pp. 1023-1040.
- Négrier, E. (2021). L'analyse électorale à l'épreuve de la recomposition politique. Le cas des élections municipales en Occitanie et à Montpellier. *Pôle Sud*, 54, pp. 13-30.
- Négrier, E., Volle, J-P. & Coursière, S. (2016). Nouveaux territoires et héritages politiques. Les élections départementales et régionales de 2015 en Languedoc-Roussillon/Midi-Pyrénées. *Pôle Sud*, 44, pp. 111-132.
- Tarrow, S. (1971). The Urban-Rural Cleavage in Political Involvement: The Case of France. *The American Political Science Review*, 65(2), pp. 341-357



Indicateurs européens





Élections régionales en Auvergne-Rhône-Alpes, 20-27 juin 2021

58

Les élections régionales de juin 2021 en Auvergne-Rhône-Alpes (Aura) portaient sur le renouvellement des 204 sièges de l'assemblée de la nouvelle région¹. Elles correspondaient au terme normal du mandat des conseillers régionaux de toutes les régions de France², mais aussi au terme du mandat de l'ensemble des conseillers départementaux³. De la sorte, pour la première fois depuis 2004, les élections régionales avaient lieu le même jour qu'un autre scrutin⁴. Cet élément du calendrier électoral n'avait rien d'anodin, compte tenu des potentiels effets d'entraînement d'un scrutin sur l'autre (Martin 2004).

Ce calendrier avait constitué un enjeu important dans la préparation des élections, l'opposition accusant le gouvernement de vouloir s'éviter une déconvenue en se réfugiant derrière le contexte de la pandémie de Covid-19. De fait, les élections avaient été reportées au mois de juin avec l'espoir d'un ralentissement des contagions, alors qu'elles étaient initialement prévues en mars. En revanche, rien n'avait changé du côté de la resynchronisation des élections régionales et des départementales : elle avait été prévue par le pouvoir socialiste en 2015 et ne résultait donc pas d'un calcul stratégique de la part du gouvernement.

Pour autant, la resynchronisation pouvait avoir deux conséquences sur les rapports de force électoraux : (1) contrer la tendance au recul de la participation en minimi-

sant les effets de fatigue du corps électoral ; (2) amoindrir l'impact des élections intermédiaires sur la dynamique du pouvoir national en limitant le nombre de moments susceptibles de donner lieu à un vote-sanction contre le gouvernement. Ce second effet n'était pas négligeable dans la mesure où les deux précédents quinquennats avaient été rythmés par une succession de lourdes défaites électorales locales sanctionnant des exécutifs très impopulaires⁵. Pour les chercheurs, les élections de 2021 permettaient également de repenser la question du lien entre les scrutins locaux : le découplage avait initialement été décidé par la droite sous la présidence Sarkozy pour limiter les effets de contagion d'un vote-sanction aux régionales vers les cantonales, ces dernières étant réputées moins sujettes aux forces nationales.

En Aura, plus de 5 millions d'électeurs étaient simultanément appelés à élire leurs conseillers régionaux et leurs conseillers départementaux dans les 13 départements constituant la grande région⁶, selon deux modes de scrutin différents. Pour les élections régionales, il s'agissait d'un mode de scrutin mixte à deux tours⁷, alliant une représentation proportionnelle pour 75 % des sièges et une prime majoritaire de 25 % des sièges pour la liste

1. Un redécoupage des régions a eu lieu en 2014 dans le cadre de l'acte III de la décentralisation. Portée par le Président François Hollande (PS), la nouvelle organisation territoriale de la République a réduit le nombre de régions de 22 à 13. Auvergne-Rhône-Alpes est née du regroupement de l'Auvergne et de Rhône-Alpes.

2. Les précédentes régionales avaient eu lieu les 6 et 13 décembre 2015, pour des mandats de 5 ans et demi.

3. Les précédentes départementales avaient eu lieu les 22 et 29 mars 2015, pour des mandats de 6 ans. Il s'agissait de la première édition des élections départementales, en lieu et place des élections cantonales.

4. Les régionales ont été synchronisées les législatives en 1986, puis avec les cantonales de 1992 à 2004.

5. Lors de la présidence Sarkozy (2007-2012), la droite UMP-UDI a été sanctionnée aux municipales de 2008, régionales de 2010 et cantonales de 2011. Lors de la présidence de François Hollande (2012-2014), le PS a été sanctionné aux municipales de 2014, départementales de mars 2015 et régionales de décembre 2015.

6. Les habitants des communes de la métropole de Lyon n'étaient concernés que par les élections régionales. Sur son territoire, la métropole de Lyon exerce les compétences d'un département depuis l'adoption de la loi Maptam et les élections métropolitaines de Lyon ont eu lieu simultanément aux municipales en 2020.

7. Au premier tour, une liste remporte l'élection si elle obtient plus de 50 % des suffrages exprimés ; si aucune liste n'atteint ce seuil, un second tour est organisé où la majorité relative suffit. En cas de second tour, les listes ayant atteint 10 % des exprimés au premier tour peuvent décider ou non de se maintenir. Des fusions de listes sont possibles entre les deux tours pour toutes les listes ayant atteint 5 % au premier tour, mais la fusion n'est possible que si au moins une des listes impliquées a dépassé 10 % au premier tour.

	Premier tour		Deuxième tour		Sièges	
	Suffrages	%	Suffrages	%	Total	Évolution
Inscrits	5 403 344		5 405 165			
Votants	1 761 218	32,6	1 802 507	33,3		
Exprimés	1 713 647	31,7	1 740 613	32,2		
C. Gomez (LO)	26 742	1,6				
C. Cukierman (PCF-FI)	95 434	5,6	(Grébert)			
N. Valaud-Belkacem (PS-PRG)	195 727	11,4	(Grébert)			
F. Grébert (EELV-G.s)	248 017	14,5	585 039	33,6	51	- 6
B. Bonnell (LREM-MoDem)	168 292	9,8				
S. Gill (Divers)	11 198	0,7				
F. Omeir (UDMF)	5 684	0,3				
L. Wauquiez (LR-UDI)	751 375	43,8	960 785	55,2	136	+ 23
A. Kotarac (RN)	211 178	12,3	194 789	11,2	17	- 17

NB. Les résultats sont en pourcentage des inscrits pour les votants et les exprimés, en pourcentage des exprimés pour les résultats des listes.

arrivant en tête du tour décisif. Pour les élections départementales, il s’agissait d’un mode de scrutin binominal (paritaire) majoritaire à deux tours⁸.

Le contexte national et régional

Comme ailleurs en Europe au même moment, ces élections ont été marquées par la pandémie du Covid-19. Deux dimensions ont été particulièrement affectées par le contexte épidémique : les thèmes jugés prioritaires par les électeurs d’une part, les conditions matérielles de la campagne d’autre part.

Du côté des thèmes prioritaires, l’enquête réalisée par l’Ifop au début du mois de juin 2021⁹ révèle que 77 % des personnes interrogées estimaient que le thème de la santé serait tout à fait prioritaire en Aura dans les mois qui viennent, 63 % jugeant de même pour le thème de la lutte contre l’épidémie de Covid-19. Parmi les autres thèmes au sommet de l’agenda figuraient la lutte contre la délinquance, considérée comme tout à fait prioritaire par 71 % des personnes interrogées, l’éducation par 68 % et la lutte contre le terrorisme par 66 %. Ces proportions étaient similaires dans les autres régions, indiquant que l’agenda était dominé par les questions de santé et par les grands enjeux régaliens plutôt que par les thèmes liés aux compétences régionales. Plutôt également que par les préoccupations sociales et sociétales, la lutte contre la précarité étant jugée tout à fait prioritaire en Aura par 57 % des personnes interrogées, et la protection de l’environnement par 52 %.

8. Au premier tour, un binôme remporte l’élection s’il rassemble plus de 50 % des suffrages exprimés et 25 % des inscrits ; si aucun binôme n’atteint ces seuils, un second tour est organisé où la majorité relative suffit. En cas de second tour, les deux binômes arrivés en tête du premier tour et tous les binômes ayant atteint 12,5 % des inscrits peuvent se maintenir.

9. Cette enquête a été auto-administrée en ligne du 31 mai au 4 juin auprès d’un échantillon de 992 personnes inscrites sur les listes électorales. Cet échantillon est lui-même issu d’un échantillon de 1100 personnes représentatives de la population de plus de 18 ans habitant en Aura (selon la méthode des quotas sur l’âge, le sexe et la profession de la personne interrogée).

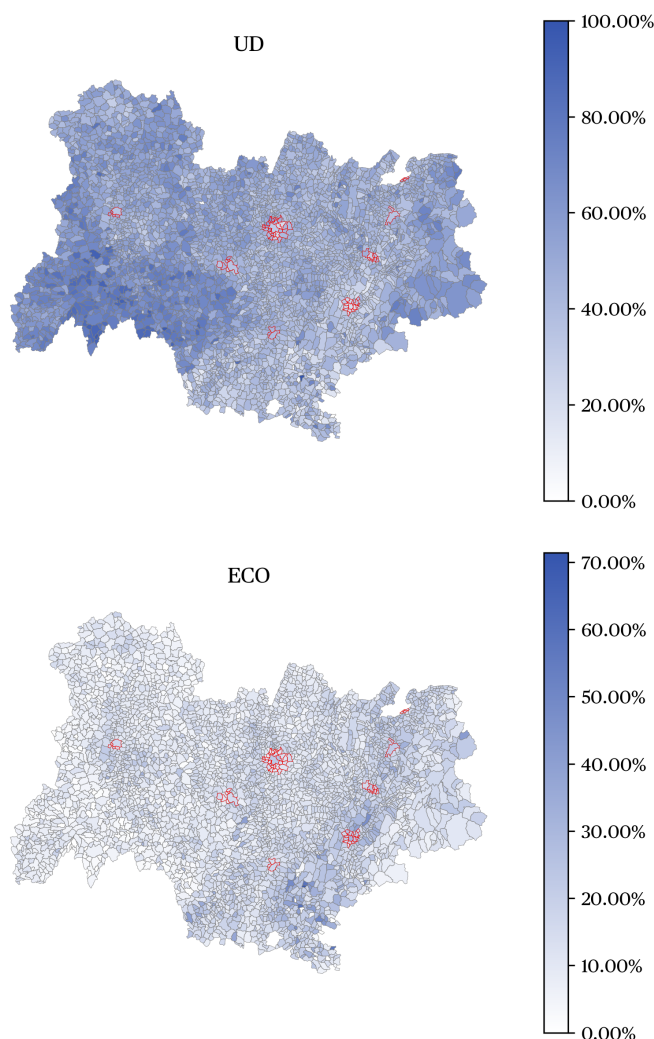
Du côté des conditions matérielles de la campagne, les restrictions liées à l’organisation de très grands rassemblements et les craintes de la population ont largement contraint les moyens de communication traditionnels des candidats, notamment les réunions publiques. Ces éléments étaient très favorables au Président de région sortant, Laurent Wauquiez (LR, PPE), qui avait fait de la sécurité son principal thème de campagne et pouvait tirer parti de la notoriété liée à sa position. À l’issue de son premier mandat, le moment le plus favorable dans son cycle électoral personnel, et appartenant à un parti dans l’opposition au niveau national, rien ne semblait le menacer.

L’offre électorale

Comme lors des élections régionales de 2015, 9 listes étaient présentes au premier tour, un total quasi identique à la moyenne nationale (8,8 listes par région). La stabilité du nombre de listes résultait d’une forme de continuité dans la structuration de l’offre électorale régionale, en dépit des reconfigurations du paysage politique national à l’œuvre depuis la présidentielle et les législatives de 2017, en particulier l’effondrement des deux anciennes structures d’ordre, le PS et LR, et l’émergence d’un nouveau parti de gouvernement dans une position centrale autour d’Emmanuel Macron (Gougou, Persico, 2017).

À gauche, on retrouvait les 4 mêmes listes qu’en 2015 : une liste pour Lutte Ouvrière (LO) conduite par Chantal Gomez, une liste pour le Parti communiste (PCF) conduite par Cécile Cukierman, une liste pour le Parti socialiste (PS) conduite par Najat Vallaud-Belkacem et une liste Europe Écologie Les Verts (EELV) conduite par Fabienne Grébert. Le seul changement venait de l’alliance choisie par les partisans de Jean-Luc Mélenchon : le Parti de Gauche (PG) était allié avec EELV en 2015, alors que la France insoumise (FI) avait rejoint le PCF en 2021¹⁰. Une

10. L’ensemble de la fédération PCF de l’Allier a cependant refusé de soutenir la liste Cukierman et s’est ralliée à la liste Vallaud-Belkacem sur fond d’un



verainiste étaient présentes en 2015. Deux listes inclassables, conduites par Shella Gill (Union essentielle, proche des Gilets Jaunes) et Farid Omeir (Union des Démocrates Musulmans Français), complétaient le casting de 2021.

Les résultats du premier tour

Comme dans toutes les autres régions, les résultats du premier tour sont marqués par un effondrement de la participation (figure c) : avec seulement 32,6 % de votants, le taux de participation recule de plus de 16 points par rapport à 2015, établissant un record de faiblesse pour des régionales.

Le caractère brutal de cette chute de la participation a poussé les observateurs à insister sur les facteurs conjoncturels, et notamment sur le poids du contexte épidémique. Ce modèle explicatif paraît toutefois insuffisant une fois les évolutions de la participation remises en perspective historique. Depuis le début des années 1980, la France connaît une tendance de long terme au recul de la participation à toutes les élections, à l'exception de la présidentielle. La succession des taux de participation au premier tour des régionales en témoigne : 77,9 % en 1986 ; 68,6 % en 1992 ; 57,7 % en 1998 ; 60,8 % en 2004 ; 46,3 % en 2010, 49,9 % en 2015. Trois éléments de court terme ont pu temporairement freiner cette tendance lourde : un pouvoir très impopulaire (2004, 2015), le fait d'être le premier scrutin

partie de la préparation de la campagne avait été animée par le projet d'une liste unique de gauche, mais l'union avait achoppé sur la question de la composition de la liste, EELV souhaitant se baser sur les résultats des européennes de 2019, le PS sur les régionales de 2015¹¹.

Au centre, on retrouvait la liste de la majorité présidentielle conduite par Bruno Bonnell, qui bénéficiait de l'investiture de l'ensemble des forces gouvernementales, à commencer par La République en Marche (LREM) et le Mouvement démocrate (MoDem). Le MoDem confirmait ainsi sa rupture d'alliance avec le Président sortant Laurent Wauquiez, intervenue en mars 2019. Cette liste de la majorité présidentielle couvrait une partie de l'espace qui avait été occupé en 2015 par la liste divers droite conduite par Éric Lafond, un ancien du MoDem.

Au final, les principales variations venaient de la droite du spectre partisan, où l'offre se réduisait à la liste de la majorité sortante de Laurent Wauquiez et à la liste du Rassemblement national (RN) conduite par Andréa Kotarac, un ancien élu de la FI, alors que deux listes de droite sou-

intermédiaire dans le cycle électoral national (2004), une conjoncture politique dramatique (2015, après les attentats à Paris). Aucun de ces facteurs n'était présent lors des régionales de 2021. À l'inverse, les précédentes régionales en 2015 avaient combiné deux de ces facteurs, de sorte que le retour en force de la dynamique de long terme au recul de la participation a eu un effet boomerang particulièrement impressionnant.

Cette chute de la participation ne frappe pas tous les départements de la région de la même façon : elle atteint son maximum dans la Loire (-19,2) et son minimum dans le Cantal (-8,6)¹². Derrière ces évolutions différenciées entre départements se dessine une opposition entre les milieux ruraux, majoritairement composés de personnes âgées dont le sens du devoir civique reste fort, et les milieux urbains, composés majoritairement de générations plus jeunes, plus individualisées et plus détachées des institutions de la vie sociale. Cette opposition se retrouve dans les niveaux absolus de la participation : 41,9 % de votants dans le Cantal et 40,5 % en Haute-Loire, contre 30 % dans la Loire et 30,5 % dans le Rhône.

accord local PS-PCF aux départementales et d'une hostilité à la FI.

11. La situation était très différente aux élections départementales, où les principaux partis de gauche étaient parvenus à construire une offre d'union dans plus de la moitié des départements (Ain, Allier, Drôme, Isère, Loire, Puy-de-Dôme, Rhône).

12. Cette opposition rural/urbain entre les départements se retrouve également au sein des départements. En Isère par exemple, la participation recule de 18,9 points dans le canton de Bourgoin-Jallieu et de 17,7 points dans le canton d'Echirolles, contre « seulement » de 9,5 points dans le canton de Mathey-Trièves.

	P2012		E2014	R2015		P2017		E2019	R2021	
Votants	82,6	82,3	43,6	48,9	57,7	79,3	76,5	51,8	32,6	33,3
Exprimés	81,0	77,4	41,9	47,2	55,7	77,3	67,5	49,7	31,7	32,2
EXG	1,6		1,1	1,3		1,6		0,7	1,6	
PG/FI	11,5		PCF	EELV		19,2		5,8	PCF	
PCF	PG		6,1	5,4	PS	FI		2,5	5,6	EELV
PS	26,5	49,7	13,7	23,9	36,8	6,1		6,0	11,4	EELV
EELV	2,7		10,1	6,9	PS	PS		15,0	14,5	33,6
DVG			3,7					3,1		
Écologistes			2,4					3,9		
Autres	0,3		0,6			1,5		1,0	1,0	
LREM						24,5	67,1	22,7	9,8	
MoDem	10,0		UDI	LR		LREM		LREM	LREM	
UDI	LR		9,9	LR		LR		2,6	LR	
UMP/LR	27,4	50,3	21,8	31,7	40,6	20,2		10,4	43,8	55,2
DVD			6,7	5,3		6,1		4,7		
FN/RN	18,1		23,8	25,5	22,5	20,7	32,9	21,0	12,3	11,2
EXD								0,7		
Gauche	42,3	49,7	34,7	37,5	36,8	27,0		33,0	33,0	33,6
Droite	47,5	50,3	62,3	62,5	63,2	47,1	32,9	39,4	56,2	66,4
Autres	10,2		3,0			26,0	67,1	27,6	10,8	

Dans ce contexte, la liste de la majorité sortante arrive largement en tête du premier tour. Avec 43,8 % des exprimés (+12,1 points par rapport à 2015) et une avance de plus de 29 points sur la liste Grébert, qui arrive seconde, la liste de Laurent Wauquiez réalise une performance exceptionnelle : dans l’histoire des régionales en France, le plus grand écart entre les deux premières listes était jusque-là de 22 points pour la liste PS de Martin Malvy en Midi-Pyrénées en 2004.

La géographie des résultats de la liste LR-UDI révèle des différences non-négligeables entre l’ancienne Auvergne à l’ouest, et l’ancienne Rhône-Alpes à l’est (figure b, en haut). Dans la partie occidentale de la nouvelle région, la liste Wauquiez enregistre ses meilleurs résultats départementaux (Haute-Loire 67,7 % ; Cantal 66,1 %) et ses plus fortes progressions (Cantal +21,8 ; Allier +21,1 ; Puy-de-Dôme +17), en tirant profit de l’implantation personnelle du Président de région¹³. À l’inverse, dans la partie orientale de la nouvelle région, elle réalise ses moins bons scores (Isère 34,9 % ; Drôme 38,6 %) et ses plus faibles progressions (Isère +8,7 ; Haute-Savoie +9,3).

Comparée aux résultats dans les autres régions françaises, cette dynamique de la liste Wauquiez s’inscrit dans un mouvement plus général qui favorise tous les Présidents sortants de droite : dans les 7 régions concernées, les listes des majorités sortantes de droite arrivent en tête avec des résultats supérieurs à 30 % et de fortes progres-

sions sur 2015, bénéficiant à la fois du soutien d’une partie de l’électorat de la majorité présidentielle, de la plus faible présence de listes divers droite et d’un très net recul du RN. Ces mouvements sont particulièrement nets par rapport aux européennes de 2019 (figure c). Du côté de la droite radicale, la liste Kotarac perd la moitié de sa surface aux régionales de 2015 (de 25,5 à 12,3 %), et presque de même par rapport à la liste RN en 2019 (21,2 %), même si elle parvient à dépasser la barre des 10 % et à accéder au second tour. Du côté de la majorité présidentielle, la liste Bonnell échoue à se qualifier pour le second tour (9,8 %), loin du niveau de la liste LREM-UDI de 2019 (22,7 %).

Dans ce contexte de faiblesse des oppositions, la liste Grébert (EELV) est la seule à avoir quelques motifs de satisfaction. Avec 14,5 % des exprimés (+7,6 points par rapport à 2015), elle sort en tête de la gauche, devançant la liste Vallaud-Belkacem (11,4 %, en recul de 12,5 points sur la liste PS de 2015) et la liste Cukierman (5,6 %, +0,2 sur 2015). Cette forte dynamique écologiste s’inscrit dans le prolongement des résultats des européennes de 2019, où la liste Jadot (EELV) avait obtenu 15 % en Aura. Elle se retrouve également ailleurs en France, dans des configurations équivalentes : partout où la droite est sortante, les primaires à gauche au premier tour tournent en faveur d’EELV (Ile-de-France, Pays-de-la-Loire). Les zones de force des Verts sont essentiellement dans l’ancienne région Rhône-Alpes (figure b, en bas), avec des scores de 18,3 % en Haute-Savoie ou 17,7 % en Isère contre 7 % dans le Cantal ou 8,1 % dans l’Allier.

13. Laurent Wauquiez a été député de la Haute-Loire et maire du Puy-en-Velay, la préfecture du département, avant d’accéder à la présidence de la région.

Les résultats du second tour

La campagne de l'entre-deux-tours a été brève et essentiellement rythmée par la fusion entre les trois listes de gauche derrière Françoise Grébert. Éliminé à l'issue du premier tour, Bruno Bonnell a refusé de donner des consignes de vote pour le compte de la majorité présidentielle. Dans une triangulaire face à la liste d'union de la gauche et au RN, la victoire de Laurent Wauquiez paraissait acquise.

De ce fait, en dépit des appels à un réveil citoyen lancés dans toutes les régions, la participation ne s'est pas redressée : 33,3 % de votants, soit 24 points de moins qu'en 2015. En France, deux configurations sont propices à une progression de la participation entre les deux tours d'une élection : (1) la peur d'une victoire du RN ; (2) une compétition qui s'annonce serrée. Aucun de ces deux facteurs ne s'est retrouvé aux régionales de 2021 en Aura. Dans une seule région, on retrouvait la peur du RN : c'était en Provence-Alpes-Côte-d'Azur et la participation a progressé de 3 points entre les deux tours.

La victoire de Laurent Wauquiez a été très nette avec 55,2 % des suffrages (+14,6 par rapport au second tour de 2015). Par rapport au premier tour (+11,4 points), il a bénéficié de l'élimination de la liste Bonnell mais aussi d'un nouveau reflux du RN, la liste Kotarac passant de 12,3 à 11,2 %. Cette victoire se traduit par une large majorité pour Laurent Wauquiez dans le nouveau conseil régional : 136 sièges, soit 23 de plus qu'en 2015. L'essentiel de cette progression se réalise aux dépens du RN, qui subit une saignée dans son vivier d'élus locaux : il n'a plus que 17 sièges, deux fois moins qu'en 2015. Pour le parti de Marine Le Pen, c'est un recul dans sa stratégie d'implantation locale.

La locomotive Wauquiez a également tiré la droite aux élections départementales. À la veille du scrutin, la droite LR-UDI détenait 9 des 11 présidences départementales dans la région ; à l'issue du scrutin, elle est parvenue à faire basculer l'Ardèche et le Puy-de-Dôme, de sorte qu'elle contrôle désormais tous les exécutifs départementaux. C'est en Auvergne-Rhône-Alpes que l'impact des élections régionales sur les élections départementales a été le plus visible, confirmant l'ampleur de la dynamique Wauquiez.

Perspectives théoriques

Depuis trois décennies, le modèle des élections de second ordre (Reif & Schmitt 1980 ; Parodi 2004) est le principal modèle d'analyse des scrutins régionaux en France (Escalona *et al.* 2013) comme en Europe (Schakel & Jeffery 2013). Ce modèle suggère que les résultats des élections régionales sont caractérisés par trois dynamiques par

rapport aux élections nationales de référence : (1) un recul de la participation ; (2) un recul des grands partis au profit des partis périphériques ; (3) un recul des partis au gouvernement au niveau national. Ce modèle ne rend pas compte des principales dynamiques des régionales de 2021 en Aura, et notamment de la poussée de la liste LR du Président sortant Laurent Wauquiez (tableau 1).

De ce point de vue, le modèle de la politique centrée sur les candidats (Wattenberg 1991) semble avoir une plus grande capacité explicative. Ce modèle développé aux États-Unis repose sur la combinaison de cinq éléments principaux : (1) un déclin de l'influence de la proximité partisane sur le vote ; (2) un déclin de la participation ; (3) une hausse du *split-ticket voting* ; (4) un niveau élevé de réélection des sortants ; (5) un haut niveau de gouvernement divisé. Aucun élément empirique apporté dans cet article ne met ce modèle en défaut. Il reste cependant à mener des recherches systématiques pour évaluer sa capacité explicative des grandes évolutions électorales récentes en France.

Références

Escalona F., Labouret S. & Vieira M. (2013). France: Regional Elections as 'Third-Order' Elections?. In Dandoy R. & Schakel A. (dir.), *Regional and National Elections in Western Europe*, Palgrave MacMillan, pp. 88-105.

Gougou F. & Persico S. (2017). A New Party System in the Making? The 2017 French Presidential Election. *French Politics*, 15 (3), p. 303-321

Martin P. (2004). Des cantonales à l'image des régionales. *Revue française de science politique*, 54 (4), pp. 681-695.

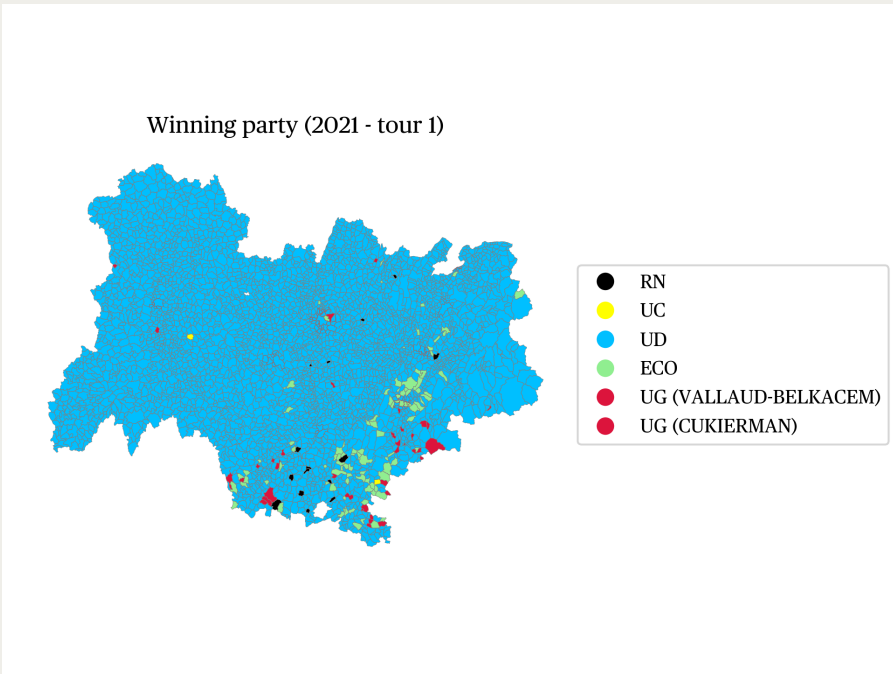
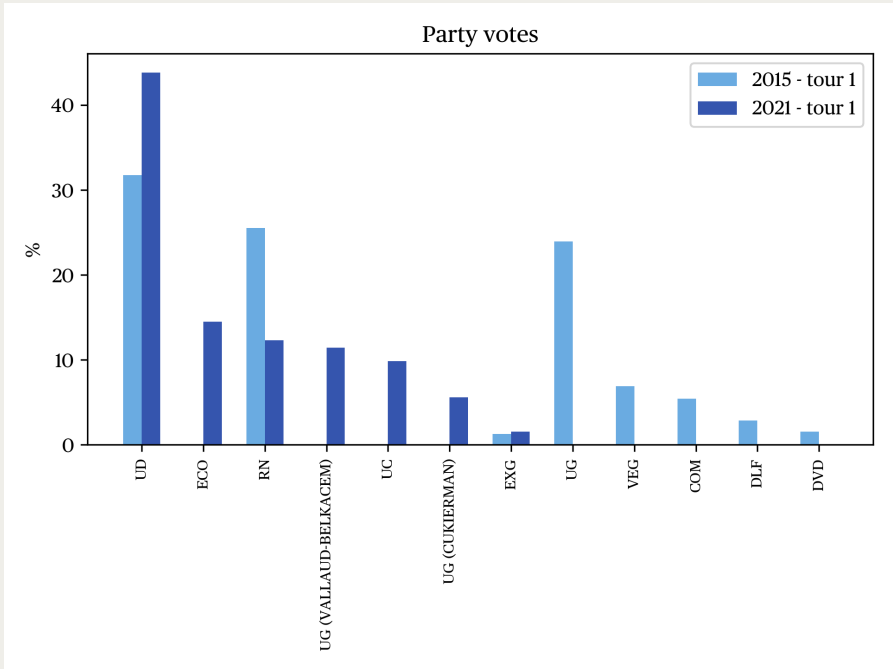
Parodi J. (2004). Les élections 'intermédiaires' du printemps 2004 : entre structure et événement. *Revue française de science politique*, 54 (4), pp. 533-543

Schakel A. & Jeffery C. (2013). Are Regional Elections really 'Second-Order' Elections?. *Regional Studies*, 47 (3), pp. 323-341.

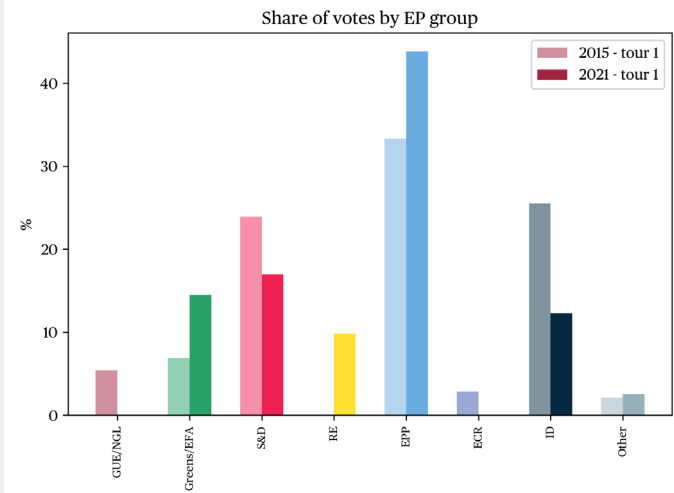
Wattenberg M. (1991). *The Rise of Candidate-Centered Politics: Presidential Elections of the 1980s*, Harvard University Press.

Remerciements

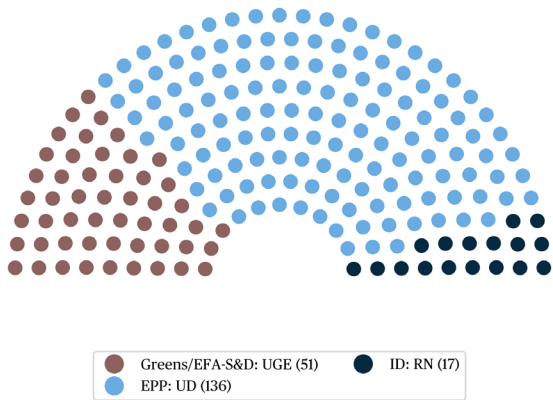
Je remercie sincèrement l'évaluateur anonyme et mon collègue Pierre Martin pour leurs commentaires et leurs suggestions sur la première version de ce texte. Ils m'ont permis de préciser certains passages et de renforcer l'argumentation théorique. Les interprétations et les erreurs subsistant dans ce papier restent de mon entière responsabilité.



Indicateurs européens



Conseil régional d'Auvergne-Rhône-Alpes (2021 - tour 2)





Christine Pina • Université de Nice

Gilles Ivaldi • CEVIPOF

Élections régionales en Provence-Alpes-Côte d'Azur, 20-27 juin 2021

64

Loin de se solder par un bouleversement des équilibres politiques moult fois annoncé, les élections régionales de 2021 en région Sud-PACA ont toutefois nuancé quelques tendances observables depuis les années 1990-2000.

Des élections régionales en région Sud sous haute surveillance

En région Sud, les élections régionales auraient pu passer inaperçues tant elles semblaient soldées avant même d'avoir eu lieu. Quelques semaines avant l'échéance de juin 2021, se dessine en effet un duel RN-LR probable au 2nd tour construit par les sondages pré-électoraux. Les huit sondages publiés en juin avant le premier tour donnent la liste Thierry Mariani (RN, ex UMP) à 42 % en moyenne des voix, contre 33 % pour la liste du président sortant, Renaud Muselier, et à peine 15,5 % pour la liste d'union de la gauche emmenée par l'écologiste Jean-Laurent Félizia (EELV).

Ce cadrage, amplement relayé par les médias, donne à ces élections locales un arrière-goût de déjà-vu. Outre qu'il fait la part belle aux commentaires sur une région PACA promise au Front national-RN, il traduit aussi l'implantation politique de l'extrême droite dans le sud-est depuis les années 1990, que ce soit dans les instances municipales, départementales et régionales, quand bien même les législatives de 2017 avaient acté d'un recul du mouvement lepéniste en région Sud.

Des différences de taille viennent toutefois donner à ces élections de 2021 un petit air de nouveauté : tout d'abord, le président sortant, Renaud Muselier, dirige la région depuis le retrait du Président élu Christian Estrosi en 2017. C'est donc la première fois qu'il mène campagne comme tête de liste. Ensuite, ces élections ont un goût de revanche pour la gauche, qui, privée de représentation régionale depuis sa défaite en 2015, assure ne pas vouloir se retirer en cas de second tour à l'avantage de l'extrême

droite. Les appels à l'unité et à la mobilisation des électeurs viennent témoigner du double enjeu de ces élections régionales : éviter une victoire RN et peser à nouveau dans les assemblées, alors même qu'à Marseille par exemple, les élections municipales ont donné quelques espoirs aux militants et aux élus de gauche. Enfin, et la différence est de taille, alors qu'en 2015, les sondages d'intention de vote donnaient l'avantage à la droite républicaine, en 2021, c'est bien la liste Thierry Mariani (RN, ex UMP) qui, dès début mai 2021, apparaît comme la probable vainqueur du scrutin.

Loin de la répétition annoncée de 2015, ces élections de 2021 ont mis en évidence des changements qui ne sont pas anecdotiques. Retenons d'abord que ces élections régionales ne se sont pas déroulées dans le silence partisan. En annonçant le 2 mai dans le JDD le retrait de la liste LREM au bénéfice de la liste Muselier, Jean Castex, premier Ministre, démontrait combien ces élections régionales constituaient un enjeu de taille pour le parti macroniste dans la perspective de la présidentielle à venir, laissant entrevoir le positionnement droitier de LREM. Christian Estrosi, maire de Nice, et Hubert Falco, maire de Toulon, favorables à cette « recomposition politique » (selon les termes du premier Ministre) en profitaient pour quitter les Républicains, en dénonçant au passage les jeux d'appareils parisiens et la surdité du parti face au risque d'une victoire d'extrême droite.

De son côté, le parti Les Républicains se déchirait entre deux camps : celui des favorables à des négociations au cas par cas avec le parti présidentiel ; celui des élus et militants considérant toute alliance avec LREM comme une ruse, voire une trahison et représentés par Éric Ciotti (député des Alpes-Maritimes) et Bruno Retailleau.

Autre changement de taille : la recomposition de la gauche dans la région. En 2015, Christophe Castaner (PS) menait la liste régionale de la gauche tandis qu'EELV faisait cavalier seul derrière Sophie Camard. En 2021, c'est

a • Résultats de la région au 1^{er} tour

Liste conduite par	Tendance dominante	% Insc.	% Exp.	Diff. 2015
M. Thierry MARIANI	RN	11,75	36,4	-4,1
M. Renaud MUSELIER	LR	10,3	31,9	+5,45
M. Jean-Laurent FELIZIA	EELV-PS	5,45	16,9	-6,2
M. J.-Marc GOVERNATORI	Cap Écologie	1,7	5,3	+1,25
Mme Isabelle BONNET	Lutte Ouvrière	0,9	2,7	+1,2
M. Noël CHUISANO	Debout La France !	0,9	2,7	+0,75
M. Hervé GUERRERA	Régionaliste	0,7	2,2	
Mme Valérie LAUPIES	Zou ! (extrême-droite)	0,5	1,7	
M. Mikael VINCENZI	Fédération citoyenne	0,1	0,2	

b • Résultats de la région au 2^{ème} tour

Liste conduite par	% Exprimés	Diff. 2015	Nombre de sièges	Diff. 2015
Renaud Muselier	57,3	+2,5	84	+3
Thierry Mariani	42,7	-2,5	39	-3

c • Résultats des élections régionales de 2021 en PACA par départements

	1 ^{er} tour				2 nd tour		
	Félicia	Governatori	Mariani	Muselier	Mariani	Diff.	Muselier Diff.
Alpes-de-Haute-Provence	21,83	5,62	28,18	31,73	38,23	10,1	61,77 30,0
Hautes-Alpes	22,34	5,57	24,19	37,78	32,65	8,5	67,35 29,6
Alpes-Maritimes	12,54	5,92	37,88	34,86	42,65	4,8	57,35 22,5
Bouches-du-Rhône	20,69	5,04	34,13	30,48	40,65	6,5	59,35 28,9
Var	12,28	4,84	40,26	33,51	46,02	5,8	53,98 20,5
Vaucluse	17,96	5,45	40,47	26,12	47,44	7,0	52,56 26,4

l'écologiste Jean-Laurent Félicia (EELV) qui incarne cette famille politique en réussissant à rallier le PS, le PC et Génération.s sur une même liste. Au-delà de la poussée écologiste dans les urnes depuis les années 2010 en région Sud, cette nouveauté illustre bien la fragilité d'une gauche partisane (PS et PC) bousculée dans les scrutins locaux par EELV, en quête de leader après les conversions à LREM en 2017 et contrainte de jouer les forces d'appui pour ne pas disparaître des assemblées.

Au final, 9 listes s'affrontent en région Sud au 1^{er} tour : aux trois citées précédemment, il faut ajouter entre autres, la liste conduite par Jean-Marc Governatori (Cap Écologie) nouvel élu au conseil municipal de Nice et la liste conduite par Isabelle Bonnet pour Lutte Ouvrière.

Une participation et un RN en baisse, la gauche à l'étiage

Les taux de participation, comme dans de nombreuses régions françaises, chutent très fortement par rapport à 2015 : sur l'ensemble de la région, le taux d'abstention progresse de 18,2 points, pour atteindre 66,3 %. Si en 2015, l'abstention était majoritaire dans les seules Bouches-du-Rhône, en 2021, elle l'est dans tous les départements.

L'abstention paraît avoir affecté de manière inégale les différentes forces politiques. En pourcentages des électeurs inscrits, les deux forces qui reculent le plus sont le Rassemblement national et la gauche. Le RN semble d'une manière générale avoir moins mobilisé que la droite classique au sein de son pool électoral potentiel : Renaud Muselier perd trois points par rapport au score de Christian Estrosi en 2015 ; pour le Rassemblement national, c'est presque neuf points, et pour la gauche plus de six.

Au deuxième tour, la tendance abstentionniste se

confirme, même si la participation frémît. Cette tendance abstentionniste est tout sauf nouvelle : outre qu'elle fait suite à des records déjà observés lors des municipales de 2020, elle témoigne du faible engouement des électeurs pour ce type de consultation. Dans un contexte encore marqué par les incertitudes de la crise sanitaire, les électeurs, en PACA comme ailleurs, se sont tournés vers les partis en place au niveau régional.

Au soir du premier tour, 3 listes peuvent prétendre se maintenir : la liste de Thierry Mariani, arrivée en tête avec 36,4% des suffrages, la liste de Renaud Muselier qui la talonne avec 32% et la liste d'union de la gauche (cf. figure a). Les résultats soulignent l'extrême faiblesse de cette dernière : avec 17 % des voix, la gauche marque un recul sensible par rapport à 2015 (24 %) face au duopole droite-RN. La liste conduite par Jean-Laurent Félicia doit, comme en 2015, choisir entre deux options : se retirer pour ne pas obérer une victoire de la droite ou se maintenir pour espérer siéger à nouveau. Finalement, après 24 heures de tractations et de consultations, le chef de fil du « Rassemblement écologique et social » annonce le retrait de sa liste, laissant une nouvelle fois la droite et l'extrême droite s'affronter seules au second tour.

Si la liste de Renaud Muselier l'emporte finalement le 27 juin avec 57,3 % des suffrages, l'explication ne tient pas seulement au renoncement de la gauche. Elle tient à la fois dans les revirements de position au sein des Républicains (Éric Ciotti finit par apporter son soutien à la liste Muselier) mais aussi dans les résultats en baisse du Rassemblement national dans la région. En effet, que ce soit au 1^{er} ou au 2nd tour, le parti perd des suffrages (sauf dans les Alpes-Maritimes où il progresse), en particulier

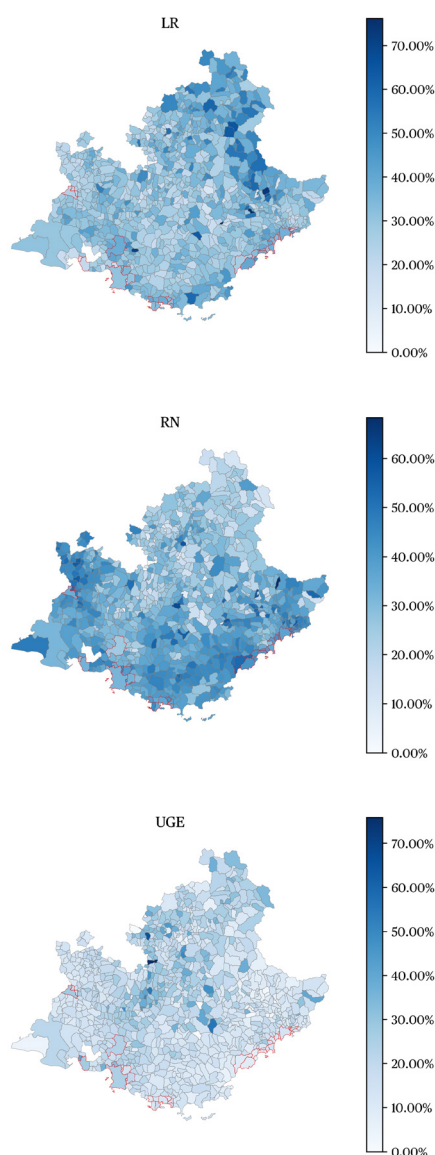
1. Pour la comparaison avec 2015, nous avons additionné les scores des listes conduites par Ch. Castaner (PS) et S. Camard (EELV).

dans les Bouches-du-Rhône mais aussi dans le Vaucluse où la liste de Marion Maréchal-Le Pen était majoritaire au second tour des régionales de 2015.

En 2021, si la liste de Thierry Mariani arrive en tête dans 4 des 6 départements de la région au soir du 1^{er} tour (exceptions faites des Alpes-de-Haute-Provence et des Hautes-Alpes) (cf. figure c), le 2^e tour scelle les effets d'un front républicain construit dans l'urgence mais pas sans regrets (cf. figure b). Au final, les résultats attestent de l'échec relatif de la stratégie de « dédiabolisation » du RN au travers du choix de confier la tête de liste à l'ex-UMP Thierry Mariani qui échoue à ravir la région.

Avec 84 sièges, la liste de Renaud Muselier solidifie sa domination au sein du Conseil régional et doit composer, à nouveau, avec une opposition constituée uniquement d'élus du RN.

d • Résultats des trois principales listes au premier tour par communes



Dynamiques spatiales : une région plurielle

On observe dans les départements qui composent la région des dynamiques assez différentes liées à des identités politiques spécifiques (cf. figure a et figure c). La liste Félizia obtient ses meilleurs scores dans les deux départements alpins – Hautes-Alpes et les Alpes-de-Haute-Provence – marqués de longue date par l'influence de la gauche et du syndicalisme, ainsi que dans les Bouches-du-Rhône traditionnellement plus orientées à gauche.

La liste Mariani arrive en tête dans quatre des six départements – à l'exception des Alpes-de-Haute-Provence et des Hautes-Alpes – et réussit ses meilleures performances dans le Var et le Vaucluse, deux bastions traditionnels de l'extrême-droite dans la région.

Dans les Alpes-Maritimes, les résultats du premier tour confirment le rééquilibrage à droite qui s'est opéré dans le département au profit du parti de Marine Le Pen depuis les précédentes régionales de 2015 (Ivaldi & Pina 2016). Contrairement aux autres départements côtiers, les résultats de la liste Muselier en 2021 sont plus faibles que ceux de la liste Estrosi six ans auparavant, dans un contexte marqué par les profondes dissensions au sein de LR entre partisans d'une alliance avec LREM, tel Christian Estrosi, le maire de Nice, et ceux, comme Eric Ciotti, qui s'y sont farouchement opposés.

Au second tour, la liste Muselier arrive en tête dans tous les départements de la région, bénéficiant partout, en partie au moins, du front républicain soutenu, en particulier, par MM. Félizia et Governatori.

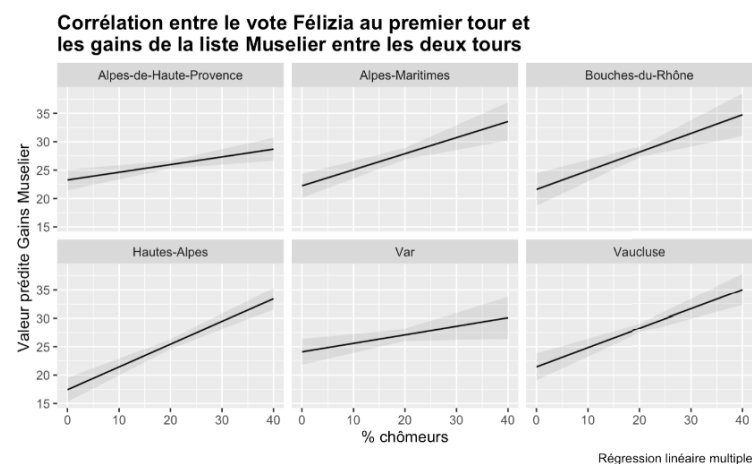
Le président sortant du conseil régional fait ses meilleurs scores notamment dans les trois départements où la gauche a obtenu ses meilleurs résultats au premier tour, à savoir les deux départements alpins et les Bouches-du-Rhône. C'est également là qu'il enregistre ses plus fortes progressions entre les deux tours, témoignant d'une mobilisation plus forte de l'électorat modéré dans ces deux zones. La liste RN réalise quant à elle ses meilleures performances dans ses bastions traditionnels du Var et du Vaucluse, ainsi que dans les Alpes-Maritimes.

L'analyse au niveau des communes des corrélations entre les gains de R. Muselier entre les deux tours et le niveau des différentes listes au premier tour confirme que la progression de la droite classique a été plus forte en moyenne là où les scores en faveur de la gauche et de la liste Governatori étaient plus élevés². En revanche, on n'observe aucune corrélation significative entre le niveau des deux finalistes, l'abstention ou le regain de participation au second tour.

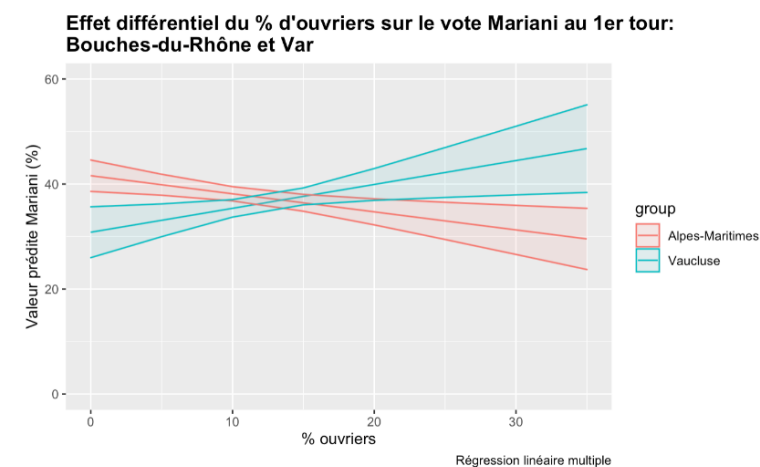
A gauche, les corrélations les plus fortes sont visibles dans les Hautes-Alpes, les Alpes-Maritimes, le Vaucluse et les Bouches-du-Rhône : les gains de la liste conduite par le président sortant du Conseil régional y sont d'autant plus élevés que la gauche était forte dans la commune au premier tour (cf. figure e). Dans le Var ou les Alpes-

2. Sans qu'il soit naturellement possible ici d'en inférer les comportements individuels des électeurs.

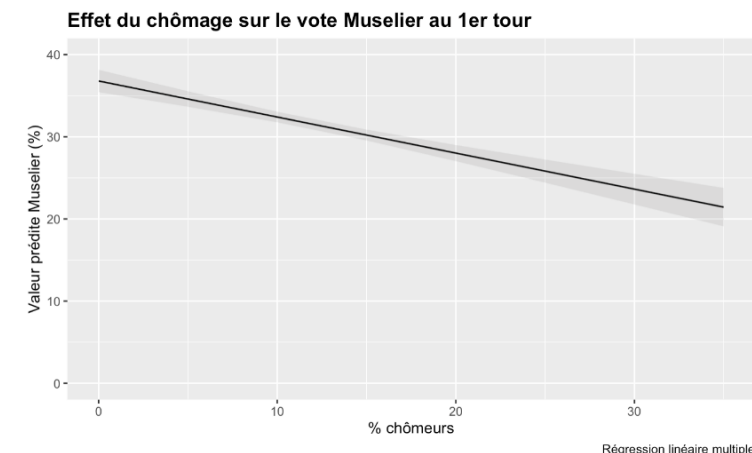
e • Corrélation entre le vote Félizia au premier tour et les gains enregistrés



f • Vote Mariani (RN) au premier tour et présence ouvrière



g • Vote Muselier au premier tour et taux de chômage dans la commune



de-Haute-Provence, en revanche, les corrélations apparaissent beaucoup plus faibles et les reports de la gauche vers la liste Muselier semblent y avoir été moins systématiques.

Logiques socio-démographiques : chômage et vote des communes populaires

Derrière les performances des principales listes se dessinent aussi les grandes lignes de clivages socio-démographiques qui structurent généralement le vote en PACA. Avec en premier lieu l'importance du vote RN dans les

grandes agglomérations de la région : au premier tour, la liste Mariani totalise 37,1 % des suffrages exprimés à Nice, 36,5 % à Toulon, 31,9 % à Marseille et 34 % en Avignon. Cette implantation plus urbaine de l'extrême-droite en PACA tranche avec sa faiblesse dans la plupart des grandes villes françaises : au premier tour, le parti de Marine Le Pen recueille à peine 7,9 % des voix à Paris, 10,1 % à Lyon ou 11,2 % à Toulouse, par exemple.

On retrouve également en PACA la dimension populaire du vote en faveur du RN avec, cependant, des effets différentiels selon les contextes. Ainsi que l'illustre la figure g, la présence ouvrière a un effet positif et significatif sur le vote Mariani dans les départements les plus pauvres de la région, en particulier le Vaucluse. Dans les zones plus riches, telles les Alpes-Maritimes, le vote RN est négativement corrélé avec le pourcentage d'ouvriers dans la population active³.

A l'inverse, le vote Muselier du premier tour apparaît plus concentré dans les communes plus riches. On observe une corrélation négative significative en fonction du taux de chômage dans les communes (cf. figure g) : le candidat de la droite et du centre obtient ses meilleurs résultats dans les communes où le chômage est faible ; ses scores sont beaucoup plus faibles en revanche là où le chômage est plus élevé et cet effet est relativement comparable dans l'ensemble des départements de la région.

S'agissant, pour terminer, du vote en faveur de la liste de gauche, on note une corrélation positive avec le taux de chômage dans la commune, avec, ici aussi, des effets différentiels selon les départements. L'impact du chômage sur le vote Félizia est particulièrement notable dans les Alpes-de-Haute-Provence où le candidat a semble-t-il mobilisé dans des zones plus rurales. A l'inverse, le vote en faveur de la gauche est beaucoup plus faible dans les communes du Vaucluse

où le taux de chômage est plus élevé et dont on a souligné qu'elles se sont tournées, pour l'essentiel, vers la liste RN conduite par Mariani (cf. figure g).

Ces clivages s'estompent au second tour sous l'effet de la logique du front républicain dressé face à la liste RN, quand bien même le vote en sa faveur demeure plus élevé en moyenne dans les communes plus populaires et les plus affectées par le chômage, à l'instar des communes du Vaucluse notamment.

3. Ces probabilités sont calculées dans une régression linéaire multiple au niveau des 946 communes de PACA, en contrôlant l'effet de la densité de population, du taux de chômage dans la commune et du pourcentage d'ouvriers qui y résident.

Conclusion

Les élections régionales de 2021 en région Sud-PACA ont au final livré un résultat assez proche des grandes tendances observées au niveau national : en dépit de sondages prometteurs, le RN a échoué une nouvelle fois à s'emparer d'une région qui lui semblait promise. Cet échec en PACA, auquel ont fait écho les déconvenues du RN dans plusieurs grandes autres régions que l'on pensait à sa portée, montre les limites de la stratégie de normalisation du parti voulue par Marine Le Pen et prive cette dernière du grand marchepied électoral qu'elle avait espéré dans la perspective de la présidentielle de 2022.

Comme en 2015, la gauche entame une nouvelle traversée du désert au niveau régional. Absente du conseil depuis six ans, son poids dans la région a encore baissé en 2021 pour se retrouver à l'étiage.

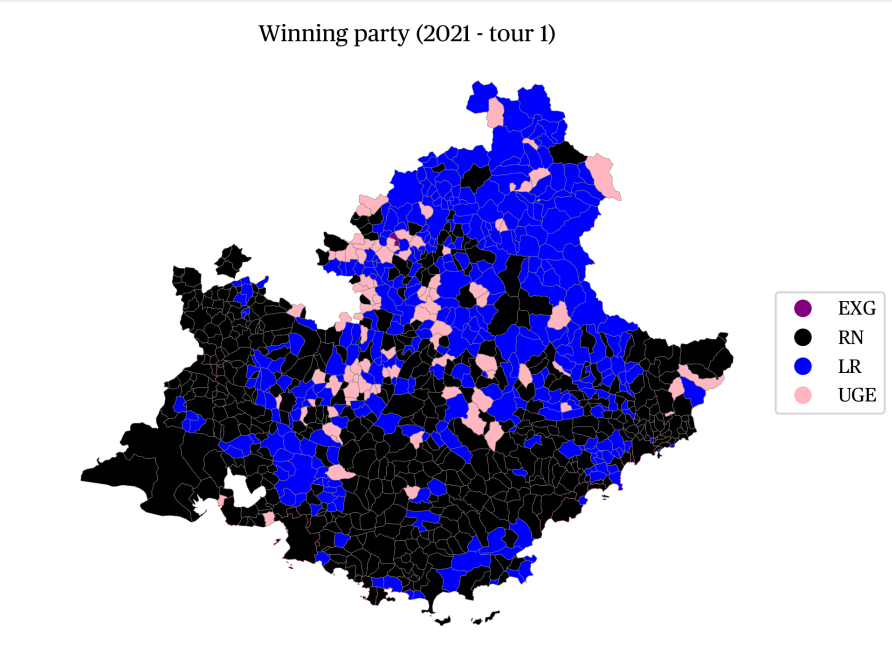
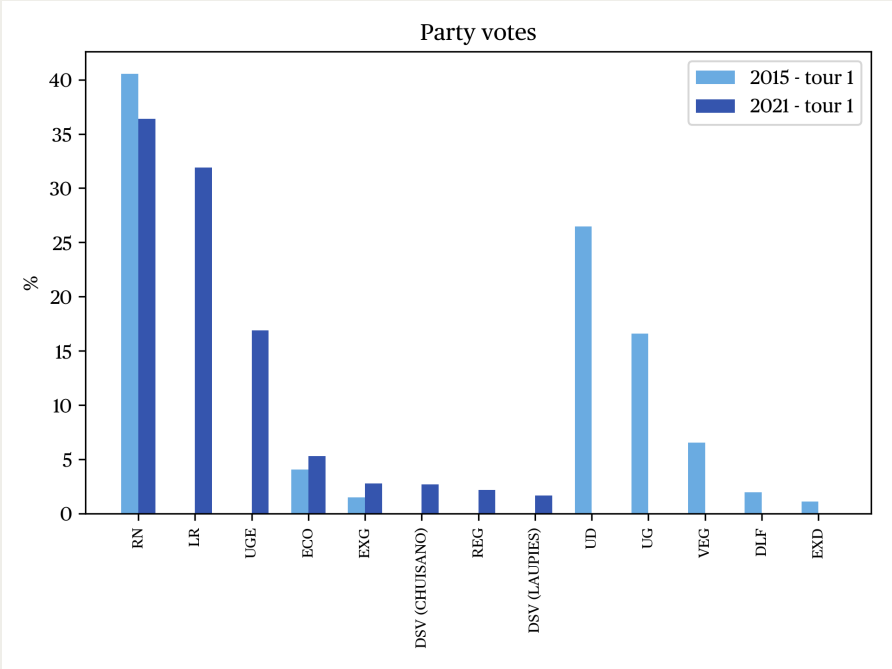
En PACA, comme dans nombre d'autres régions, le

scrutin régional a mis en évidence les faiblesses organisationnelles de LREM et l'absence d'implantation locale du parti présidentiel, contraint de forger alliance avec la droite classique, éléments essentiels d'une très probable candidature d'Emmanuel Macron à un second mandat.

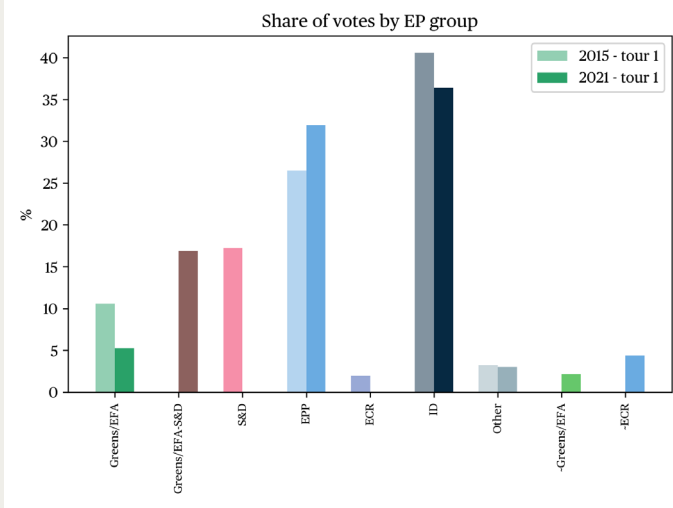
A droite, enfin, le psychodrame qui s'est joué autour de la constitution de la liste Muselier témoigne des difficultés de LR de se positionner aujourd'hui dans un espace politique entre LREM et le RN. La capacité des Républicains de résoudre cette équation stratégique sera, à n'en pas douter, une des clés de la présidentielle et, pour ce qui concerne PACA, des législatives.

Références

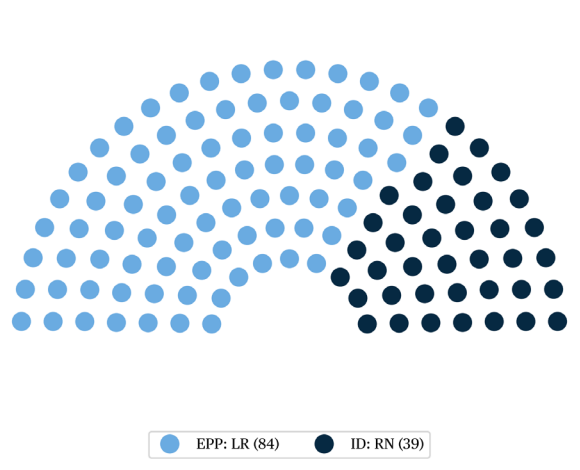
Ivaldi, G. & Pina, C. (2016, 16 janvier). PACA, une victoire à la Pyrrhus pour la droite ? *Revue politique et parlementaire*, numéro spécial « Élections régionales 2015 », n°1078.



Indicateurs européens



Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur (2021 - tour 2)





André Fazi • Università di Corsica

Élections territoriales en Corse, 20-27 juin 2021

70

En cumulant 67,98 % des voix au second tour des élections territoriales de 2021, le nationalisme corse a atteint un niveau de soutien unique en Europe pour un mouvement de ce type. Parmi les listes non nationalistes, ou unionistes, seule celle de la droite modérée est parvenue au second tour, tout en restant loin de ses ambitions de victoire. C'est donc un nouveau palier qui a été franchi dans la progression nationaliste et dans la territorialisation du système politique corse.

En 1982, la création d'une région à statut particulier a initié un processus de différenciation juridique et politique dans l'île. Ce processus a connu une nette accélération depuis 2015, avec l'accession au pouvoir régional des nationalistes, c'est-à-dire d'une mouvance politique qui remet fondamentalement en question la place de la Corse au sein de la République française, et dont une partie a longtemps utilisé ou soutenu la violence clandestine (Crettiez 1999).

Au demeurant, cette progression électorale n'a pas eu les effets escomptés puisque le gouvernement français a rejeté l'ensemble des demandes nationalistes, lesquelles impliquent généralement une révision de la Constitution (Fazi 2020). Cette résistance a d'ailleurs favorisé le développement des tensions entre nationalistes. En outre, la majorité nationaliste a été accusée de reproduire les atavismes des précédentes – comme le clientélisme –, qu'elle dénonçait pourtant avec véhémence, et d'être incapable de traiter efficacement les questions concrètes telles que la gestion des déchets. En somme, il s'agissait d'élections très importantes sur au moins quatre plans : l'appréciation du bilan de la majorité nationaliste, les rapports internes à la mouvance nationaliste, la capacité de rebond des acteurs unionistes et le futur des relations entre les institutions de la Corse et celles de la République. J'en traiterai en abordant successivement le renouvellement de l'offre politique, la victoire de Gilles Simeoni et de son parti, et la nouvelle donne politique issue de ce scrutin.

Une offre politique renouvelée

Depuis 1982, l'établissement d'une Assemblée de Corse élue au scrutin proportionnel s'est traduit par un incessant mouvement de fragmentation et de recomposition politiques, lequel a touché tous les camps. Les élections territoriales ont ainsi vu s'affronter jusqu'à 19 listes en 2004. Or, en 2017, alors que les électeurs corses devaient élire pour la première fois une assemblée aux pouvoirs considérablement élargis, fruits de la fusion entre l'autorité régionale et les deux conseils départementaux, l'offre politique avait été plus pauvre que jamais. On notait spécialement l'absence de la gauche non-communiste, d'autant que les radicaux de gauche dominaient la politique dans le nord de l'île depuis le second Après-guerre.

Avec dix listes présentes, les élections de 2021 sont dans la moyenne observée depuis 1982, mais les (dés)équilibres sont nouveaux. Parmi les partis nationaux, seul le Parti communiste français restait présent ; socialistes et radicaux ayant à nouveau déclaré forfait. Ceci a certainement poussé le premier soutien du Président Macron dans l'île, Jean-Charles Orsucci, ancien du Parti socialiste, à se positionner à gauche en excluant toute revendication d'appartenance au parti présidentiel. Toujours à gauche, ce scrutin voyait aussi le retour – pour la première fois depuis 1998 – d'une liste écologiste. Elle était conduite par Agnès Simonpietri, qui était en charge de l'environnement dans le premier conseil exécutif nationaliste (2015-2017).

À l'opposé du spectre, le Rassemblement national [RN] a trouvé un nouveau leader mais aussi un nouveau concurrent. La liste Corsica Fiera [Corse fière] était conduite par un ancien du RN, et conjugait les thèmes classiques de la droite radicale – opposition à l'immigration, à l'Union européenne et à la mondialisation libérale – avec un projet de large autonomie pour la Corse, qualifié de « souveraineté partagée ».

Toutefois, les points majeurs se situaient ailleurs. Chez

a • L'évolution des partis nationalistes lors des élections territoriales. 2015-2021

	2015 1 ^{er} tour	2015 2 nd tour	2017 1t	2017 2t	2021 1t	2021 2t
Inseme per a Corsica / FaC	17,62%	35,34%	45,36%	56,46%	29,19%	40,64%
PNC					13,22%	15,07%
CL					6,90%	
Rinnovu Naziunale / CIF	2,58%	-	6,69%	-	8,39%	12,26%

b • Les résultats des élections territoriales de 2021 en Corse

Liste (conduite par)	Sensibilité	Premier tour		Second tour		
		Voix	% Exprimés	Voix	% Exprimés	Sièges
Fà populu inseme (Gilles Simeoni)	Autonomiste	39 247	29,19	55548	40,64	32
Un soffiu novu (Laurent Marcangeli)	Divers droite	33 432	24,86	43769	32,02	17
Avanzemu (Jean-Christophe Angelini)	Autonomiste	17 772	13,22	20604	15,07	8
Core in fronte (Paul-Félix Benedetti)	Indépendantiste	11 282	8,39	16762	12,26	6
Corsica Libera (Jean-Guy Talamoni)	Indépendantiste	9 280	6,90			
Corse, terre de progrès (Jean-Charles Orsucci)	Divers gauche	7 957	5,92			
Les nôtres avant les autres (François Filoni)	Rassemblement national	5 378	4,00			
Ecologia sulidaria (Agnès Simonpietri)	Gauche écologiste	5 039	3,75			
Campà megliu in Corsica (Michel Stefani)	Communiste	4 279	3,18			
Corsica fiera (Jean-Antoine Giacomini)	Divers extrême-droite	791	0,59			

la droite modérée où, pour la première fois depuis 1982, une seule liste se présentait au premier tour, derrière le maire et président de la communauté d’agglomération d’Ajaccio, Laurent Marcangeli. Chez les nationalistes, où le parti du président du conseil exécutif sortant, Gilles Simeoni, devenu Femu a Corsica [nous faisons la Corse – FaC], a choisi de constituer une liste sans les deux partenaires avec qui il partageait le pouvoir depuis 2015. Le secrétaire général du parti indiqua que les tensions et critiques internes à la coalition avaient été un des facteurs-clés de la décision (Alta Frequenza 2021). Les conditions officiellement posées à une nouvelle alliance étaient assez générales pour en exclure concrètement toute possibilité.

Contrairement aux municipales de 2020, les deux partenaires minoritaires ont préféré se présenter séparément. Le Partitu di a Nazione Corsa [parti de la nation corse – PNC] adopta une stratégie similaire à celle de FaC : montrer sa capacité de rassemblement en intégrant quelques personnalités connues, venues de la gauche comme de la droite. Inversement, Corsica Libera [Corse libre – CL] a préféré réaffirmer son message indépendantiste. C’était d’autant plus prévisible que Core in Fronte [le cœur en avant – CiF], parti indépendantiste très critique sur la politique menée par la majorité sortante, paraissait en mesure d’atteindre pour la première fois le second tour.

Certes, depuis 1982, la division nationaliste n’est pas l’exception mais la règle. Cependant, la polémique rupture de l’alliance victorieuse de 2015 et 2017 était un événement de nature à accroître les incertitudes sur le résultat des urnes.

Le pari gagné de Gilles Simeoni

Alors qu’en 2017 la participation s’était écroulée – 52,10 et 52,55 % aux premier et second tours – la concurrence entre nationalistes et la présence d’un challenger plus représentatif à droite laissaient imaginer un regain en 2021. Tel fut le cas, avec 57,08 et 58,91 % de participation, alors que sur l’ensemble de la France seulement 33,28 et 34,69 % des citoyens se sont déplacés. Au demeurant, la mobilisation pour les élections territoriales a fortement décliné depuis 2010, où l’on comptait encore 69 % de participation au second tour.

Concernant les rapports de forces, avec près de 68 % des voix au second tour de 2021, les nationalistes ont apparemment accru leur domination. Néanmoins, ce nouveau triomphe présente une configuration très diverse. En 2015, c’est grâce à une coalition formée en vue du second tour qu’ils l’avaient emporté pour la première fois, et il ne s’agissait que d’une majorité relative de 24 conseillers sur 51. La coalition Per a Corsica [pour la Corse] unissait ce qui était alors l’alliance autonomiste Femu a Corsica – composée d’Inseme per a Corsica [ensemble pour la Corse] et du PNC – et le parti indépendantiste CL. Un autre parti indépendantiste – Rinnovu Naziunale [le renouveau national] – n’avait pu atteindre le second tour.

En 2017, le Rinnovu Naziunale devenu CiF a progressé, échouant près du seuil d’accession au second tour (7 %), mais surtout, la coalition Per a Corsica a été reconduite dès le premier tour et a écrasé la concurrence avec plus de 56 % des voix au second. Jamais, depuis 1982, une liste n’avait atteint de tels résultats. Cependant, les tensions entre partenaires ont crû au long de la mandature, marquée par le rejet gouvernemental de l’ensemble des re-

vendications nationalistes. Elles ont été concrétisées lors des élections municipales de 2020, où l'offre nationaliste montra une confondante hétérogénéité (Fazi 2021), puis à l'occasion de ces territoriales de 2021.

Pour autant, cette division ne s'est pas traduite par un affaiblissement global du nationalisme. Face à lui, seule l'opposition de droite parvient à se maintenir au sein de l'Assemblée de Corse. La gauche, ou du moins la gauche unioniste, en disparaît. Les écologistes n'ont pu réaliser la percée espérée. Enfin, la droite radicale est très loin de ce qu'elle représentait lors des présidentielles de 2017, lorsque Marine Le Pen avait rassemblé 48,52 % des voix au second tour (Fazi 2017).

Beaucoup d'observateurs notent la concomitance entre la montée du vote RN aux présidentielles et celle du vote nationaliste dans les scrutins régionaux. Mais s'il ne fait pas de doute que des électeurs corses votent nationaliste aux territoriales et RN aux présidentielles, rien ne démontre qu'il s'agisse d'un phénomène massif. Lors des scrutins précédents, l'analyse des résultats par commune montrait l'absence de corrélation entre le niveau des deux votes (Fazi 2017). Plus frappant : le vote Le Pen au second tour des présidentielles de 2017 a un effet négatif sensible

sur le niveau du vote Simeoni lors du second tour des territoriales de 2021¹, alors qu'il n'y a pas de corrélation claire avec le vote pour les autres listes nationalistes.

En revanche, dès 2017, Gilles Simeoni avait rallié une part de l'ancien électorat de la gauche non-communiste, déstabilisée par la chute judiciaire de son leader, l'ex-président Paul Giacobbi. En 2021, il réalise aussi d'excellents résultats dans plusieurs communes traditionnellement très marquées à droite, avec parfois le soutien officiel des maires. De façon générale, il est sensiblement plus performant dans les petites communes, de moins de 300 inscrits, qui étaient auparavant les plus fidèles aux partis unionistes. Le fait de détenir désormais le pouvoir explique probablement certains ralliements parmi ces communes, particulièrement dépendantes des aides et subventions régionales.

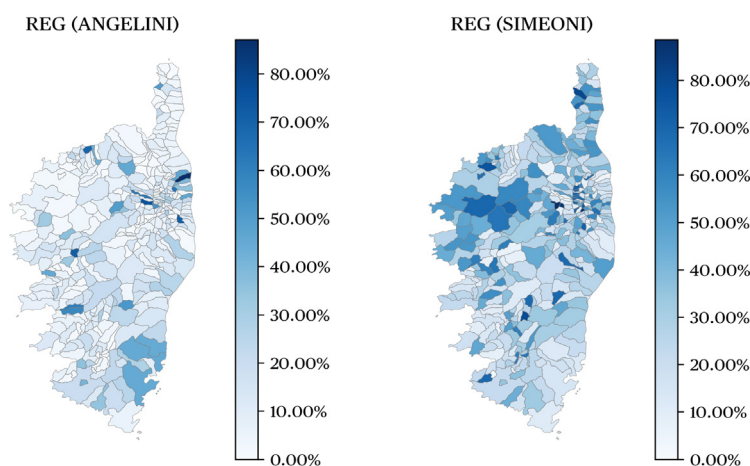
Toutefois, Gilles Simeoni est surtout parvenu, malgré l'épreuve du pouvoir, à préserver son excellente image, avec 71 % d'opinions positives selon l'unique sondage réalisé avant le scrutin (Teinturier 2021). Dans un système où les relations interpersonnelles et les intérêts locaux conservent un impact puissant sur les choix électoraux, ses résultats montrent une belle régularité. Gilles Simeoni

réussit à séduire des élus et électeurs d'horizons opposés, sans rompre avec sa base nationaliste. C'est lui qui bénéficie très majoritairement de l'héritage électoral de la coalition Per a Corsica. Inversement, on ne trouve aucune corrélation entre le vote pour l'autre liste autonomiste, celle du PNC, et les résultats de 2015 et de 2017.

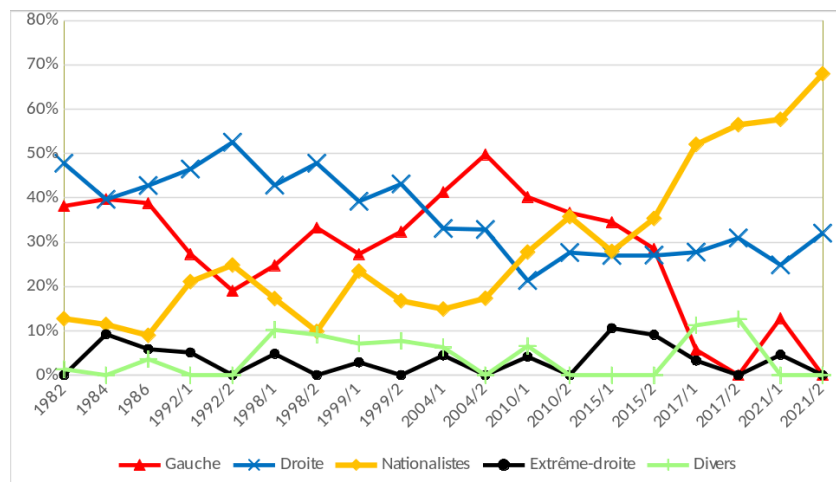
L'autre grand gagnant est CiF, qui est parvenu à incarner une alternative nationaliste à la majorité sortante, avec un discours beaucoup plus radical d'un point de vue tant social qu'environnemental, et un répertoire d'action contestataire qui est populaire parmi les sympathisants. Au contraire, à droite, l'union dès le premier tour n'a pas convaincu l'ensemble des acteurs. Le président de la fédération Les Républicains de Haute-Corse, absent de la liste, n'a d'ailleurs pas dissimulé ses critiques (Corse-Matin 2021). En définitive, la liste conduite par Laurent Marcangeli, unanimement considéré comme le meilleur candidat de sa famille politique, fait moins bien que l'addition des deux listes présentes en 2017 au premier tour, et à peine mieux au second.

1. Le coefficient est de -0,24 et la statistique *t* de -3,38.

c • Variation spatiale du vote FaC et PNC. Second tour des élections territoriales de 2021



d • Les élections régionales et territoriales en Corse : 1982-2021



Parmi les autres perdants, on trouve d'abord les anciens partenaires de Gilles Simeoni. La liste CL, menée par le président sortant de l'Assemblée de Corse, Jean-Guy Talamoni, n'a pas atteint le seuil d'accession au second tour pour une poignée de voix, et l'intégration de seulement quatre candidats CL – sans Jean-Guy Talamoni – sur la liste du PNC est loin d'avoir porté les fruits escomptés. La liste du PNC a gagné moins de 3000 voix entre les deux tours, alors qu'elle pouvait théoriquement en espérer plus de 9000. Enfin, si les échecs des écologistes, des communistes et de la droite radicale n'ont pas surpris, l'effondrement de Jean-Charles Orsucci – dont la liste dépassait 11% au premier tour de 2017 – est plus notable et vient probablement confirmer que le Président Macron est peu populaire en Corse, la région où il avait réalisé son plus mauvais résultat en 2017.

Nouvelle phase, nouvelles incertitudes

S'il ne faisait guère de doute que Gilles Simeoni serait en tête des nationalistes, la question essentielle était celle de sa stratégie d'alliances. Face à une opposition jugée plus dangereuse, l'union avec d'autres nationalistes, avant ou après le second tour, ne pouvait être écartée. Or, forte de son avance et de sa dynamique de campagne, la liste de Gilles Simeoni s'est présentée seule au second tour. Elle y a remporté pour très peu (moins de 300 voix) la majorité absolue en sièges, et a choisi sans surprise de diriger seule la collectivité de Corse.

Ainsi, le premier grand enseignement de ces élections territoriales est le renforcement de la personnification du système politique corse. D'un côté, la rupture de la coalition des années 2015-2021 a été interprétée, de façon probablement trop simpliste, comme le produit de discordes individuelles. D'un autre côté, les fortes variations enregistrées suivant les communes semblent signifier que les attachements personnels ont joué un rôle plus important dans les résultats des partis nationalistes, particulièrement pour le PNC.

Enfin, la stature personnelle de Gilles Simeoni est encore renforcée. Les données communales indiquent que depuis la première victoire de 2015, sa personnalité a été décisive dans la progression nationaliste, en séduisant des électeurs de tous horizons.

Le second grand enseignement est donc la normalisation accrue, ou mainstreamisation, du vote nationaliste corse et spécialement du vote Simeoni. Dans les années 1980, le vote nationaliste était un vote antisystème. En 2021, le vote Simeoni est le vote de l'équilibre, entre des velléités indépendantistes souvent jugées insoutenables

et des partis unionistes dont l'influence et l'attractivité ne cessent de décroître, notamment à gauche. Cela pose avec acuité la question du pluralisme à l'Assemblée de Corse. Certes, les nationalistes corses n'ont pas tous la même sensibilité économique, sociale et environnementale. Cependant, l'absence de plusieurs familles politiques importantes représente a priori un élément défavorable pour la qualité du débat.

En termes de perspectives, la recomposition du champ nationaliste, à laquelle se conjugue la menace par les organisations clandestines d'une reprise des actions violentes (France 3 2021), ouvre une phase nouvelle. Gilles Simeoni, qui n'a désormais besoin de personne pour faire adopter ses délibérations et son budget, devra démontrer plus clairement la qualité de ses politiques. Toutefois, il devra aussi s'adresser aux autres nationalistes s'il veut enfin pouvoir traiter efficacement avec l'État. Sans un large consensus insulaire, il n'est guère imaginable que le pouvoir central révisé la Constitution et réponde favorablement – au moins en partie – aux revendications nationalistes. La tâche sera assurément compliquée.

Références

Alta Frequenza (2021, 25 avril). Territoriales : Femu a Corsica veut dépasser le contrat Pè a Corsica et propose un nouveau contrat à ceux qui souhaitent le rejoindre. *Alta Frequenza*. En ligne.

Corse-Matin (2021, 12 mai). Interview de François-Xavier Ceccoli. *Corse-Matin*.

Crettiez, X. (1999). *La question corse*. Bruxelles : Complexe.

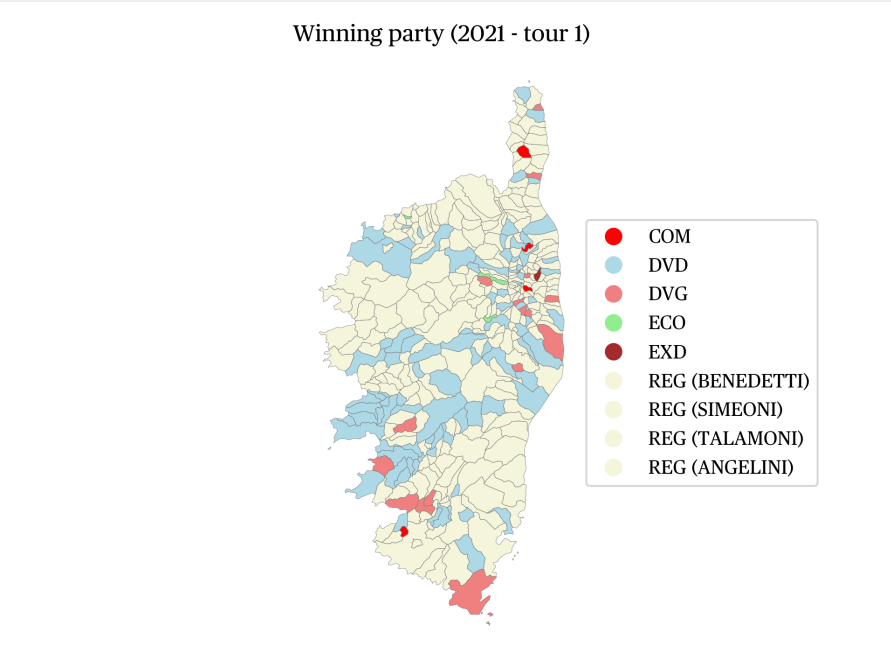
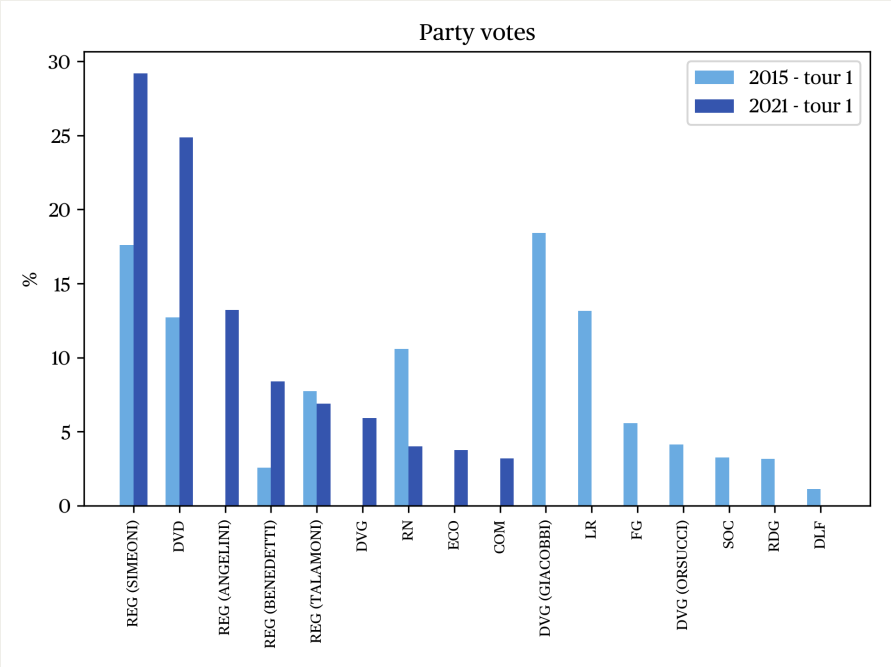
Fazi, A. (2020). La résistance de l'État unitaire, ou un nouveau défi pour le nationalisme corse. In Levrat, N. et al. (dir.), *L'Union européenne et les nationalismes régionaux*, Genève : Publications du Centre de compétences Dusan Sidjanski en études européennes, pp. 107-126.

Fazi, A. (2017). Les élections présidentielles et législatives de 2017 : une nouvelle phase de dénationalisation du politique en Corse ? In *Pôle Sud*, 47, pp. 163-178.

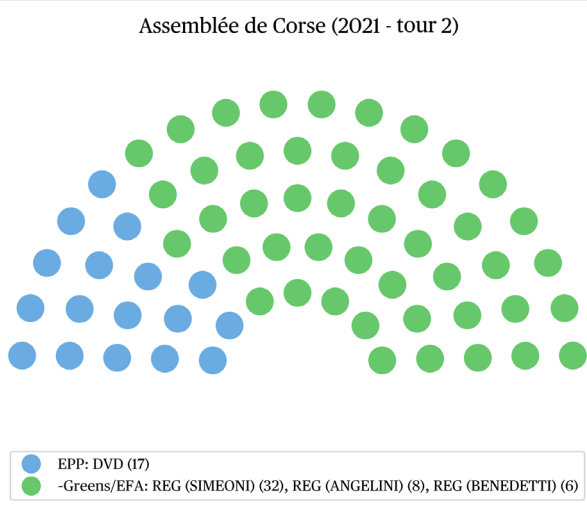
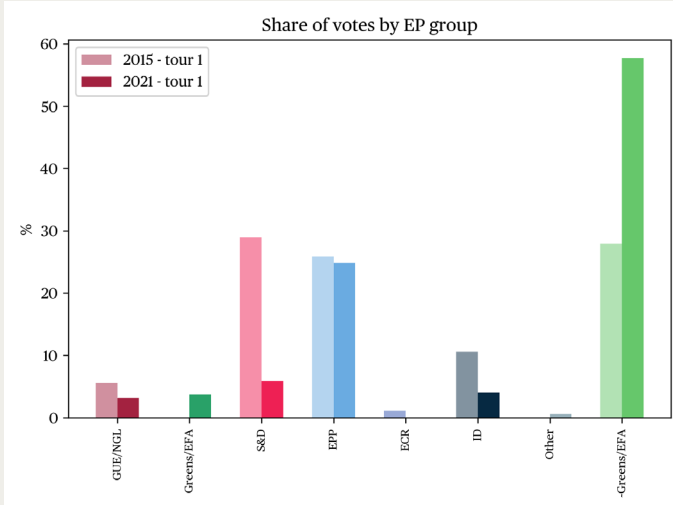
Fazi, A. (2021). Le nationalisme corse et les élections municipales : une conquête équivoque. In *Pôle Sud*, 54, pp. 51-68.

France 3 (2021, 2 septembre). Corse : le FLNC durcit le ton, et menace de reprendre les armes. *France 3 Corse Via Stella*. En ligne.

Teinturier, B. et al. (2021). Sondage d'intentions de vote pour les élections territoriales en Corse. Ipsos/Sopra Steria pour France 3. En ligne.



Indicateurs européens





Fred Reno • Université des Antilles

Élections régionales en Guadeloupe, 20-27 juin 2021

A la différence de la Martinique et de la Guyane, la Guadeloupe est à la fois un département et une région. Les deux collectivités se superposent et partagent le même territoire formant un DROM (département/région d'outre-mer) dont l'appellation n'a pas de correspondance juridique. Au regard de la loi et de la constitution, seuls le département et la région existent.

En 2021 les électeurs « dromotisés » étaient appelés, le même jour, à voter pour désigner séparément, mais dans les mêmes bureaux, des conseillers départementaux élus au scrutin majoritaire à deux tours dans des cantons et des conseillers régionaux désignés, eux, au scrutin de liste majoritaire à deux tours sur l'ensemble du territoire.

Cette complexité du jeu électoral n'a pas eu d'incidences majeures sur le déroulement des élections, ni sur les résultats attendus.

Mais, comparé à l'élection régionale de 2015, le scrutin de 2021 est marqué par des différences notables dont le premier est le quasi plébiscite du président sortant.

En effet, Ary Chalus de la liste « Continuons d'avancer » a été réélu au second tour avec un score très élevé.

En 2015, il avait été élu avec 57,49 % des votes, obtenant 28 des 41 sièges et éliminant Victorin Lurel (42,51 % et 13 sièges), ancien ministre et secrétaire général de la fédération socialiste locale.

En 2021, ratant de 600 voix sa réélection au premier tour, Chalus recueille 72,43 % des suffrages au second tour et 33 sièges. Il devance Josette Borel Lincertain de la fédération du parti socialiste à la tête de la liste « péyi-gwadeloup » et présidente sortante du conseil général. Courant deux lièvres à la fois, elle enregistre un double échec. Battue aux régionales (22,57 % et 8 sièges), elle l'est aussi dans son canton, ce qui lui ferme les portes du conseil départemental qu'elle présidait.

Autres différences, le taux élevé d'abstention et l'augmentation du nombre de listes en compétition.

En 2021, 12 listes s'affrontent âprement, mais le

nombre n'empêche pas une abstention record qui atteint 64 % des inscrits. En 2015, il y avait 10 listes et une abstention de 43 %. L'élection-plébiscite d'Ary Chalus s'accompagne donc d'une participation électorale peu élevée.

Comparé aux autres territoires français des Caraïbes, la Guadeloupe compte le plus fort taux d'abstention. En 2021, la Martinique enregistre un taux d'abstention de 56 % et la Guyane un taux de 54 %. Cette différence est d'autant plus surprenante que lors des dernières élections régionales de 2015, l'archipel guadeloupéen avait le taux de participation le plus élevé. Le taux d'abstention était de 42,68 % Guadeloupe, de 53,35 % en Guyane et de 47,66 % en Martinique.

Il est fort probable que l'augmentation du taux d'abstention en 2021 soit associée à la situation sanitaire et aux conséquences dramatiques de la diffusion du COVID 19 aux Antilles et singulièrement en Guadeloupe. Des électeurs dont la mobilisation est faible ou aléatoire en temps normal ont certainement évité de prendre des risques en allant voter.

Mais parallèlement à cette hypothèse, il faut prendre en compte une offre politique nouvelle et jeune notamment en Guadeloupe qui a vraisemblablement limité l'abstention en dépit de son score élevé.

Ce n'est pas en Guadeloupe que l'offre politique est la plus étoffée. Si il y a 4 listes en Guyane, en Martinique on en compte 14.

Les quatre listes guyanaises ont la caractéristique d'être des coalitions et de faire une place importante, à la société civile, ce qui a réduit la profusion de listes.

Les listes guyanaises tendent à regrouper plusieurs partis alors que les principales listes martiniquaises présentes à la dernière élection ont imposé, favorisant ainsi une multiplication de listes.

En Guadeloupe on assiste aussi à l'irruption de la « société civile » à travers plusieurs listes qui s'en réclament

sous l'appellation de « listes citoyennes ».

On y trouve notamment des personnalités qui expriment leur mécontentement sur les réseaux sociaux et qui ont utilisé l'élection régionale pour s'opposer à la vaccination, au passe sanitaire et qui ont fait la promotion d'une représentation individualiste de la liberté.

La conséquence quasi-inévitable de ces choix est un discours populiste mêlant refus des radars, arguments complotistes sur les nouveaux vaccins ou encore droit de disposer de son corps.

Les résultats électoraux de ces listes sont très faibles oscillant entre à 0,58 % et 2,88 %.

La plupart des commentateurs interprètent la participation de ces listes « citoyennes » comme un regain d'intérêt pour la politique. L'argument est objectivement vérifié même si les résultats sont faibles, mais il faut ajouter à l'explication la défiance et l'insatisfaction croissantes à l'égard d'une classe politique qui ne répondrait pas aux attentes de la population.

C'est vraisemblablement une des explications de la surprise « NOU » à cette élection régionale.

La liste NOU n'est pas « citoyenne », elle se proclame nationaliste. Elle est composée de jeunes candidats au profil sociologique inédit (plusieurs chefs d'entreprises figurent sur la liste), utilisant des méthodes de communication modernes et efficaces et démontrant une capacité de mobilisation étonnante. Elle n'obtient pas de sièges mais devient la troisième force politique du territoire avec 9,39% des suffrages au premier tour.

La dernière participation d'une organisation politique se réclamant du nationalisme date de 2004. Elle avait obtenu 3,94% des votes.

L'échec électoral de cette liste est perçu par son « capitaine » comme une victoire politique en raison de l'intérêt croissant de son discours et le nombre d'adhérents que le groupe enregistrerait depuis les régionales.

L'ampleur de la victoire d'Ary Chalus, associée à celle de son partenaire politique : Guadeloupe unie solidaire et responsable (GUSR) présidé par Guy Losbar, pourrait entraîner une recomposition du paysage politique. La première victime de cette recomposition en cours est la fédération locale du parti socialiste, fortement affaiblie au conseil régional et dépossédée de la présidence du conseil départemental. Le maire du Lamentin, un de ses principaux élus, participe à la fondation d'un nouveau mouvement dont le sigle est évocateur : Gwadeloup plurielle et solidaire (GPS).

Cette recomposition s'opère autour d'un mot d'ordre plus ou moins explicite, la domiciliation du pouvoir qui a été un des thèmes de la campagne des régionales. Chacun y adhère en le déclinant diversement.

Par delà les différences d'interprétation, le sentiment d'appartenance à un territoire, à une identité culturelle

fait son chemin. La langue créole est parlée sans complexe dans tous les espaces et par tous. Même l'ancien préfet de Guadeloupe, devenu directeur de cabinet du ministre des outre-mer n'hésitait pas à prononcer quelques mots en créole pour conclure des entretiens. Le drapeau du parti indépendantiste Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG) est devenu, pour ceux, de plus en plus nombreux qui le portent, un emblème « national » sans être associé à l'indépendance. Autant de signes d'une guadeloupéanité renouvelée qui gagne en affirmation identitaire tout en perdant en vitalité contestataire. Autrement dit l'affirmation identitaire ne signifie pas que les électeurs soient prêts à sortir d'une dépendance qui à leurs yeux est pourvoyeuse de ressources (Reno 2001 ; Reno 2021). Sur ce terrain peu de listes prennent le risque de proposer un aménagement de cette dépendance en posant ouvertement la question de l'autonomie. D'accord pour l'autonomie alimentaire, d'accord pour l'autonomie énergétique sans comprendre qu'il s'agit vraisemblablement des dimensions possibles d'une formulation crédible de l'autonomie politique. Le contexte mondial, le discours des représentants de l'Etat et les revendications locales plaident pourtant en faveur de cette autonomie.

Le contrat de gouvernance concertée, signé après les élections régionales et départementales entre Ary Chalus candidat à la présidence de la Région et Guy Losbar candidat à la présidence du département, est de ce point de vue intéressant.

L'objectif est de rapprocher les deux assemblées afin d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques publiques locales plus performantes.

Ce contrat serait le moyen d'éviter les enchevêtrements que génère le DROM et d'améliorer la prise de décision locale.

Dès le préambule du document cet objectif est précisé :

« Nous soussignés, candidats aux élections régionales et départementales des 20 et 27 juin 2021, affirmons par notre signature notre volonté de fonder un Contrat de Gouvernance Concertée au service de l'efficacité de nos politiques publiques et du développement de la GUADELOUPE.

Le sens du pays exige une concertation et une cohérence entre l'action régionale et l'action départementale. » (Contrat 2021 : 2)

On y voit même la préfiguration d'un changement statutaire.

La démarche est explicite : « C'est en ce sens qu'il faut Penser Guadeloupe et Agir Guadeloupe, pour garder le cap d'un aménagement profond de l'organisation de nos institutions, tout en gérant tout d'abord l'urgence d'un fonctionnement plus cohérent et efficace des actions départementale et régionale » peut-on lire dans ce document (Contrat 2021 : 2).

Toutes les hypothèses de gradation de l'autonomie sont ouvertes.

« Notre réflexion pourra donc utilement porter sur un réaménagement de l'organisation institutionnelle, une nouvelle répartition des compétences, voire un véritable pouvoir normatif local dans certains domaines de compétence » (Contrat 2013 : 3)

En réalité, ces perspectives ne sont pas garanties par le rapprochement des deux exécutifs.

La sacro-sainte théorie des blocs de compétences est invoquée ; ce qui peut signifier que l'architecture institutionnelle actuelle pourrait demeurer. Pourtant, il suffit de lire un des derniers rapports de l'Assemblée nationale sur le bilan de la décentralisation (Questel & Schellenberg 2019) pour comprendre qu'au niveau local, les politiques publiques sont nécessairement intersectorielles et donc loin d'être étanches comme pourrait laisser penser cette croyance dans la répartition du pouvoir en blocs de compétences. La conclusion de ce rapport est sans appel : la théorie des blocs de compétences est une impasse. Le contrat de gouvernance concertée né avant les élections locales pourrait lui aussi être une impasse s'il aboutit à conforter le DROM.

Au delà de ces nouveautés, deux listes sur les douze en compétition ont publiquement et pour la première fois, utilisé les notions d'ethnie pour l'une (Parti socialiste), d'indo-guadeloupéens et d'afro-guadeloupéens pour l'autre (Rassemblement national) pour signifier la représentativité de leur liste sur un territoire où ces notions sont rarement utilisées.

Dans ces deux cas, la finalité de la démarche n'est pas de protéger une communauté menacée mais de présenter la société comme un ensemble de communautés que l'on a rassemblé.

Les communautés que l'on n'identifie pas explicitement ou que l'on sélectionne sont unies par un logo multicolore et donc une liste multiculturelle à l'instar du « péyi Gwadeloup » représenté par une mosaïque.

Comme l'ont montré des anthropologues à propos des peuples autochtones d'Amérique, l'ethnicité peut être un outil pour transcender les identités locales et construire des solidarités plus larges, c'est peut-être l'objectif que s'assigne cette liste dont la caractéristique est de réunir

des ethnies inconnues dont les seules signes de reconnaissance seraient les phénotypes des personnes qui les composent.

Lors des régionales l'Europe est peu présente dans la campagne électorale.

Elle devient un enjeu politique lorsque se pose la question du changement politique du territoire. La question se résume généralement à l'intérêt ou pas du maintien de la collectivité dans l'espace communautaire et du statut européen souhaitable : RUP (Région ultrapériphérique) ou PTOM (Pays et territoire d'outre-mer) ? En 2003 et en 2010, lorsqu'il a fallu répondre sur le choix entre les régimes juridiques offerts par la constitution, le débat a été vif.

Les partisans de l'identité législative (article 73) étaient persuadés que c'était la seule option pour maintenir le statut de RUP. La nouvelle rédaction de la constitution après la révision de mars 2003 et le cas de Saint Martin montre que l'offre statutaire de l'Etat et le statut européen du territoire dépendent avant tout de la volonté politique des élus et du consentement de la population.

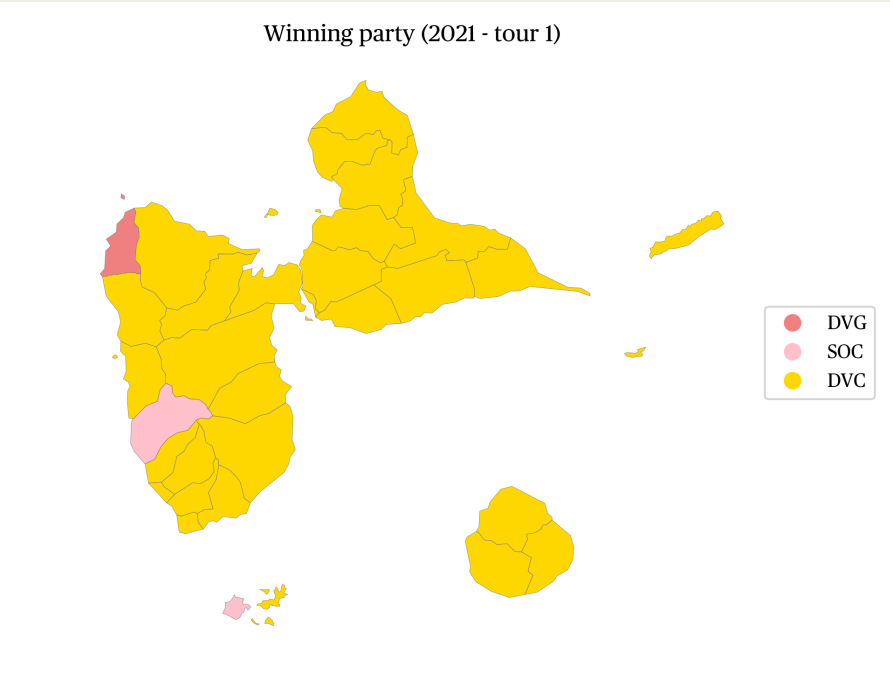
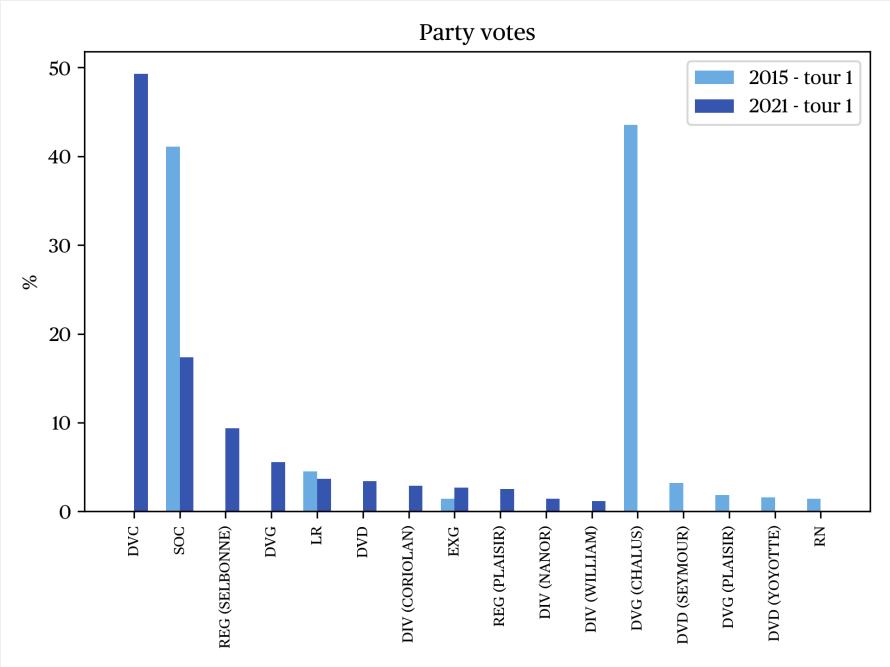
Références

Contrat (2021). *Le Contrat de Gouvernance Concertée : pour une région et un département en capacité de répondre ensemble aux besoins des guadeloupéens*. En ligne.

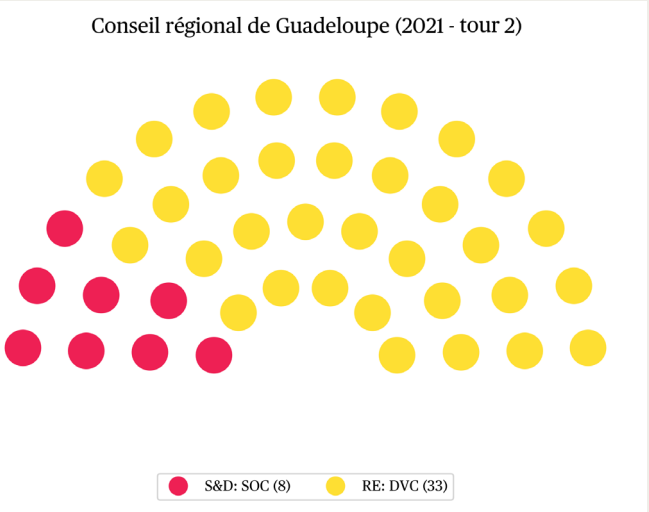
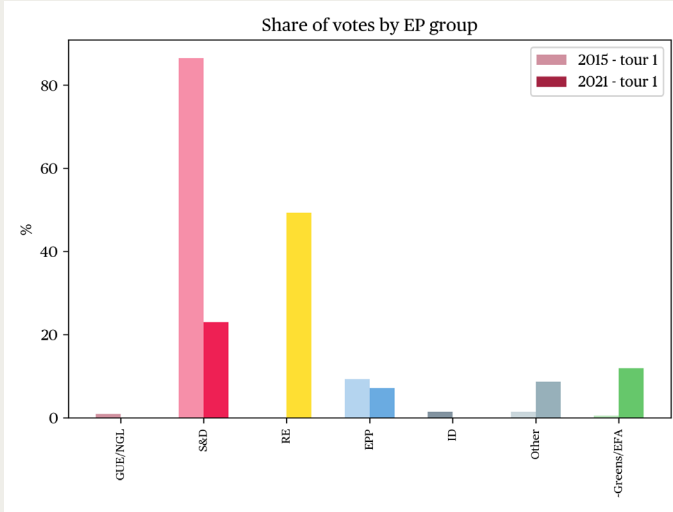
Questel, B. & Schellenberger, R. (2019, décembre). Rapport d'information sur l'évaluation de l'impact de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 relative à la nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe). Assemblée nationale, commission des lois constitutionnelles n° 2539.

Reno, F. (2001, janvier). Qui veut rompre avec la dépendance ? In *Autrement, La Guadeloupe, Temps incertains*, 123, pp. 236-249.

Reno, F. (2021). La départementalisation, la dépendance consentie : le paradoxe guadeloupéen. In Justin Daniel et Carine David (dir.), *75 ans de départementalisation*, L'Harmattan.



Indicateurs européens





Edenz Maurice • Institut d'études politiques de Paris

Élections territoriales en Guyane, 20-27 juin 2021

« Il n'y aura donc pas eu le coup de tonnerre redouté. Aucune région ne bascule dans le giron du Rassemblement national (RN) au soir du second tour des élections régionales, dimanche 27 juin, marqué par une forte abstention ». Tel fut le premier enseignement que Le Monde tira à 20h de ce scrutin (de Royer 2021). Le lendemain, l'ensemble des médias hexagonaux entonnait ce même refrain. « Les leaders de droite sont renforcés, la gauche conserve ses cinq régions et le RN est en repli », résumait par exemple Franceinfo (Franceinfo 2021). Toutefois, à mesure que l'on (re)découvrit que la consultation électorale s'étalait sur plusieurs fuseaux horaires, le constat établi se révélait erroné. En basculant à gauche, la Guyane, peuplée de près de 280 000 habitants au 1er janvier 2018, offrait une des issues ultramarines les plus inattendues.

Le premier renouvellement de la Collectivité territoriale de Guyane (CTG)

Les 20 et 27 juin, plus de 100 000 électeurs et électrices étaient appelés à renouveler pour la première fois l'assemblée de la jeune CTG, entrée en vigueur le 1er janvier 2016. En raison d'une croissance démographique vigoureuse – depuis 2013, la Guyane s'accroît chaque année de 6 400 habitants –, 55 sièges, et non plus 51, se trouvaient en jeu. Cinq des huit sections électorales tiraient profit de ce gain de quatre sièges tandis que la section des Savanes, centrée sur la ville spatiale de Kourou, en perdait un. La section du Haut-Maroni, qui regroupe des communes isolées de l'Ouest, bénéficiait ainsi de deux conseillers territoriaux supplémentaires. La section de Saint-Laurent-du-Maroni et celles de la Petite et de la Grande Couronne, en somme les agglomérations autour de Cayenne, la capitale de la CTG, gagnaient pour leur part chacune un siège.

Sûr de lui, invaincu depuis sa défaite aux législatives de 1993, le président sortant Rodolphe Alexandre se voyait

réélu au premier tour. Dix candidats soutenus par ou affiliés à son parti Guyane rassemblement (GR) avaient remporté les dernières municipales et nombre d'élus de proximité constituaient sa liste « Unis et engagés pour notre territoire », dite d'ouverture. Proche assumé d'Emmanuel Macron, Alexandre pouvait se targuer, par ailleurs, du soutien non officiel de La République en marche (LREM, Renew Europe) et, plus inattendu, de celui, public cette fois, de la fédération guyanaise du Parti socialiste (PS, PSE). La campagne de l'homme fort d'un jeu politique peu familier pour un observateur hexagonal mettait alors en avant le succès de l'installation de la CTG et invitait à faire « le choix de la compétence », car « diriger la CTG, présider aux destinées de la Guyane, cela ne s'improvise pas ! »¹.

Face à lui, trois listes, contre huit lors du scrutin de décembre 2015.

Faute d'être parvenu à diriger une union de la gauche, le député Gabriel Serville, rattaché à l'Assemblée nationale au groupe communiste Gauche démocrate et républicaine, prenait le pari de conduire sa propre liste. « Guyane Kontré pour avancer » intégrait des personnalités de son parti Peyi Guyane, du mouvement Génération.s et de Guyane insoumise, déclinaison locale de La France insoumise (LFI, Maintenant le peuple). Mais le coup d'éclat résidait dans le ralliement de figures majeures de l'intense mobilisation sociale de mars-avril 2017. Par-là, s'incarnait la volonté déclarée de donner la parole aux citoyens.

Seule la liste « Guyane » pouvait cependant se prévaloir de présenter aux suffrages des électeurs une version renouvelée de la gauche plurielle. Étiquetée liste d'union de la gauche et écologie (LUGE), elle rassemblait, en autres, le Parti socialiste guyanais (PSG), longtemps le parti dominant de la scène politique, les indépendantistes

1. Voir la profession de foi de Rodolphe Alexandre.

a • Répartition des sièges de conseillers territoriaux par section

8 Sections	22 Communes	Habitants au 1 ^{er} janvier 2018 (en milliers)	4 intercommunalités	Habitants au 1 ^{er} janvier 2018 (en milliers)	55 sièges à la CTG
Cayenne	Cayenne	63 652	Communauté d'agglomération du Centre littoral	144 501	12
Petite Couronne	Matoury et Rémire-Montjoly	59 086 (32 943 + 26 143)			11
Grande Couronne	Macouria, Montsinéry-Tonnégrande et Roura	21 764 (15 602 + 2 772 + 3 390)			4
Saint-Laurent-du-Maroni	Saint-Laurent-du-Maroni	45 576	Communauté des communes de l'Ouest guyanais	94 677	9
Haut-Maroni	Apatou, Grand-Santi, Maripasoula, Papaïchton et Saül	36 437 (9 381+ 8 698 + 11 994 + 6 212 + 152)			7
Basse-Mana	Awala-Yalimapo et Mana	12 664 (1 430 + 11 234)			3
Savanes	Iracoubo, Kourou, Saint-Elie et Sinnamary	29 843 (1 773 + 24 959 + 216 + 2 895)	Communauté des communes des Savanes	29 843	6
Oyapock	Camopi, Régina, Ouanary et Saint-Georges de l'Oyapock	7 107 (1 834 + 865 + 220 + 4 188)	Communauté des communes de l'Est guyanais	7 107	3

Source : Insee Flash.
Guyane-Antilles, n°131,
décembre 2020.

du Mouvement de décolonisation et d’émancipation sociale, les écologistes, et Walwari, la formation fondée en 1992 par Christiane Taubira, ancienne garde des Sceaux sous la présidence de François Hollande. À quoi s’ajoutaient des personnalités de la société civile connues pour leurs positions contraires sur le projet de la « Montagne d’Or » ou l’exploitation minière dans l’ouest guyanais d’une concession aurifère, au cœur du débat public en 2018. Maire d’Awala-Yalimapo, capitale symbolique du mouvement autochtone amérindien, Jean-Paul Ferreira fut appelé à la tête de cette liste qui mettait l’accent sur l’autonomie de la Guyane, *leitmotiv* fondateur de la gauche guyanaise.

Sans étiquette, Jessi Américain, un jeune marron² issu d’un quartier populaire de Saint-Laurent-du-Maroni et diplômé de Sciences Po, animait enfin la liste « Changer d’air », dont le nom s’inspirait d’un poème de Léon-Gontran Damas, l’un des trois chantres de la négritude³. Élu en mars 2020 dans l’opposition au conseil municipal de sa ville natale, ce nouveau venu entendait, suivant son slogan de campagne, « tuer le *game* », c’est-à-dire faire souffler le vent du dégagisme. Indice de ce positionnement, seule sa liste plaçait en tête de section autant de femmes que d’hommes.

2. Descendants d’esclaves évadés des plantations du Suriname qui, à compter du XVIII^e siècle, ont construit des sociétés libres très hiérarchisées et contractualisé leurs rapports avec les autorités françaises.

3. « Grand comme un besoin de changer d’air », publié dans Léon-Gontran Damas, *Névrologies*, Paris, Présence africaine, 1964.

Au premier tour, une continuité en trompe-l’œil

Passée la consternation d’une abstention massive (65, 21%), la continuité semblait l’emporter au soir du premier du tour.

Comme en 2015, Alexandre virait largement en tête avec 43,7% des suffrages exprimés. Sa liste dominait sept des huit sections et rassemblait la majorité des voix dans quatre d’entre elles. La palme revenait à la section de l’Oyapock. Le président sortant y atteignait 77,76% et distançait Ferreira de plus de 1 000 voix. À Camopi, par exemple, les Amérindiens teko et wayāpi votaient même à 80% en sa faveur. Il en allait de même des Marrons, majoritairement rassemblés dans le Haut-Maroni.

À y regarder de près, Alexandre obtenait cependant ses meilleurs résultats dans les espaces ruraux isolés, aux faibles densités de populations, ceux, de surcroît, où les électeurs s’étaient le plus mobilisés. Par exemple, l’abstention dans l’Oyapock ne s’élevait qu’à, si l’on peut dire, 53,03 %. Autre motif d’inquiétude, si Saint-Laurent-du-Maroni renouvelait sans équivoque sa confiance au sortant (54,4 %), la deuxième ville de l’armature urbaine guyanaise enregistrait le plus faible taux de participation des huit sections (26,68 %). En outre, dans la Communauté d’agglomération du Centre littoral (CACL), la plus peuplée des intercommunalités guyanaises, celle-là même qu’Alexandre avait présidée de 2001 à 2014 et qui pèse près de la moitié des sièges à pourvoir, les résultats se révélaient décevants. À Cayenne, devancé de plus de

deux points par Serville, Alexandre ne totalisait que 34,3 %. Le député se trouvait aussi en tête à Macouria. À Rémire-Montjoly, banlieue huppée de la capitale, à Matoury, troisième ville en nombre d'habitants, ou encore à Kourou, il déjouait également les pronostics en talonnant de près la liste d'Alexandre. Enfin, en réunissant sur son nom 15 020 voix, soit quasiment le nombre de suffrages recueillis lors du premier tour de 2015 (15 298), Alexandre avait mobilisé son électorat.

L'arithmétique du second tour apparaissait plus favorable pour Serville qui, avec 27,68 % contre 23,34 % pour Ferreira, avait remporté le match à gauche. Les deux listes de gauche concurrentes cumulaient 17 530 voix. Ferreira offrait des réserves de poids dans les trois sections de l'ouest où le député signalait ses plus mauvais résultats. De même, dans la section de Basse-Mana, LUGE engrangeait 31,84 % des suffrages. Avec un score de 5,27 % l'autorisant à fusionner, Jessi Américain renforçait les espoirs d'une victoire imprévisible. C'était en effet à Saint-Laurent-du-Maroni et dans les communes marronnes du Haut Maroni que se comptait le plus grand nombre de ses électeurs.

Le raz de marée de la gauche

Avec pour mot d'ordre « tous contre Alexandre », Serville concluait sur son nom l'union de la gauche dans la nuit du 21 au 22 juin. Il ralliait également Jessi Américain pour constituer sa liste du second tour, renommée « Guyane Kontré pour avancer sans limites ». Toutefois, le PSG tardait à annoncer son soutien. Christiane Taubira se refusait quant à elle à donner une consigne de vote, son parti Walwari ayant fait les frais de la dite union.

La stratégie se révéla néanmoins payante. Avec 54,83 % des suffrages, soit 25 432 voix, Serville devançait de près de dix points la liste inchangée d'Alexandre. « C'est un raz de marée en faveur du changement, en faveur de Gabriel Serville », rapportait incrédule et réjouï Jean-Luc Le West, ancien vice-président de la fédération guyanaise du Mouvement des entreprises de France (MEDEF) élu à Cayenne (Guitteau 2021). De fait, à l'exception de Saint-Laurent-du-Maroni, Serville conquerrait tous les pôles urbains du territoire. À Cayenne, il réalisait 64,4 % plaçant Alexandre à près de trente points. La Petite et la Grande Couronne lui offrait vingt points d'avance.

« On perd dans la CACL, que j'ai mise en place », réagissait, sonné, le candidat défait. « On gagne partout ailleurs, du Haut-Maroni à la Basse-Mana, de l'Oyapock à Régina, jusqu'à Cacao. Là-bas, les gens ont confiance en moi. Ils savent ce que j'ai fait grâce au FEADER (Fonds européen agricole pour le développement rural) », ajoutait Alexandre (Guitteau 2021). Il vrai que son électorat s'était de nouveau mobilisé pour lui permettre de conserver nettement quatre sections (Basse Mana, Haut Maroni, Oyapock et Saint-Laurent-du-Maroni).

Reste que la participation connaissait un gain supérieur à dix points partout en Guyane. Entre les deux tours, celle-ci passait de 34,79 % à 46,78 %. Ce fut dans la

section des Savanes que l'abstention reculait le plus fortement : 68,36 % au premier tour ; 44,7 % au second. Cette participation accrue renversait Alexandre, pourtant en tête une semaine plus tôt (43,6 %). Serville arrachait ainsi Sinnamary qui avait voté le dimanche précédent à 64 % pour son adversaire. Le député raflait aussi Kourou avec vingt points d'avance. Au total, les Savanes lui donnaient la victoire avec 57 %. En définitive, les villes signifiaient majoritairement leur désir de tourner la page Alexandre.

Un territoire en bonne santé démocratique

À contre-courant de l'Hexagone, le sursaut de civisme du second tour n'est ni inédit, ni propre à la Guyane. « Depuis 2004, la participation au second tour dans les Outre-mer est systématiquement plus élevée que dans le reste du pays », rappelle Martial Foucault, titulaire de la chaire Outre-mer instituée récemment à Sciences Po. Il faut y voir, d'après lui, le signe d'un intérêt constant pour le « rôle du politique » (Foucault 2021).

Ce scrutin met aussi au jour la vigueur de la gauche aux Outre-mer. À la victoire de Serville s'ajoutent en effet celles d'Huguette Bello, présidente du parti d'obédience communiste Pour La Réunion, et de Serge Letchimy, leader du Parti progressiste martiniquais fondé en 1958 par Aimé Césaire. Leur arrivée au pouvoir a d'ailleurs permis l'élection pour la première fois d'une femme socialiste, Carole Delga, présidente PS de la région Occitanie, à la tête de l'association d'élus, Régions de France, pendant les trois premières années de la mandature.

À Cayenne, la vitalité de la gauche est d'autant plus manifeste que ni LR, en reconstruction, ni le RN, empêtré dans les affaires, ne s'étaient engagés dans la campagne. Autonomiste, défiante à l'égard de l'État et attachée à la politique de cohésion socio-territoriale de l'Union européenne, cette gauche guyanaise ne se structure pas autour des formations politiques nationales. Quasiment tous les acteurs de premier plan de ces élections ont ainsi fait leur classe au PSG, né en 1956 au nom de « [l'] incompatibilité à défendre les intérêts guyanais dans un parti d'essence française⁴ » et principal initiateur d'une bipolarisation de la vie politique locale sur le modèle national (Maurice 2014). Toutefois, la gauche guyanaise se compose désormais de petites structures politiques au programme idéologique flou, en ce qu'elles visent avant tout à assurer l'élection de la personnalité politique la plus en vue.

Par ailleurs, Alexandre a vu dans sa défaite une volonté de le « déchouquer », réappropriation douteuse du « déchoukage » haïtien, ou l'ivresse meurtrière qui gagne la population à la suite de la chute du régime dictatorial de Jean-Claude Duvalier (1986). Au vrai, la déroute est à mettre sur le compte de l'usure au pouvoir d'un homme à la tête de l'exécutif régional depuis onze ans, d'un élu discrédité lors de la révolte sociale de mars-avril 2017. Le désir d'alternance politique qui s'est manifesté dans les

4. Voir Debout Guyane, 13 octobre 1962.

urnes illustre, somme toute, la bonne santé démocratique d'un espace guyanais situé dans un environnement sud-américain souvent tenté par la solution autoritaire.

La désignation d'un Amérindien, le kali'na J.-P. Ferreira, pour briguer la plus importante fonction politique locale est un dernier motif de satisfaction à relever. Elle fait suite au succès aux législatives de 2017 de Lénéïck Adam (LREM), le premier Marron élu député de la Guyane. L'une et l'autre témoignent du poids démographique et symbolique nouveau de sociétés autochtones longtemps enfermées dans la catégorie des populations primitives. Elles consolident le récit historique très prisé des trois « races » fondatrices de la Guyane (Amérindien, Créole et Marron), réappropriation locale du mythe de la démocratie raciale brésilienne forgé dans les années 1930 par le sociologue Gilberto Freyre afin de créer un sentiment d'unité nationale.

La pression migratoire qui s'exerce sur la Guyane, un tiers des habitants sont de nationalité étrangère, donne cependant à voir de plus en plus de manifestations à caractère xénophobe et, à l'image de l'Hexagone, des prises

de position musclées contre l'immigration, accusée de favoriser l'insécurité et de menacer la cohésion de la société.

Voici-là bien des arguments qui incitent à ne faire l'économie ni de ce territoire ni des Outre-mer.

Références

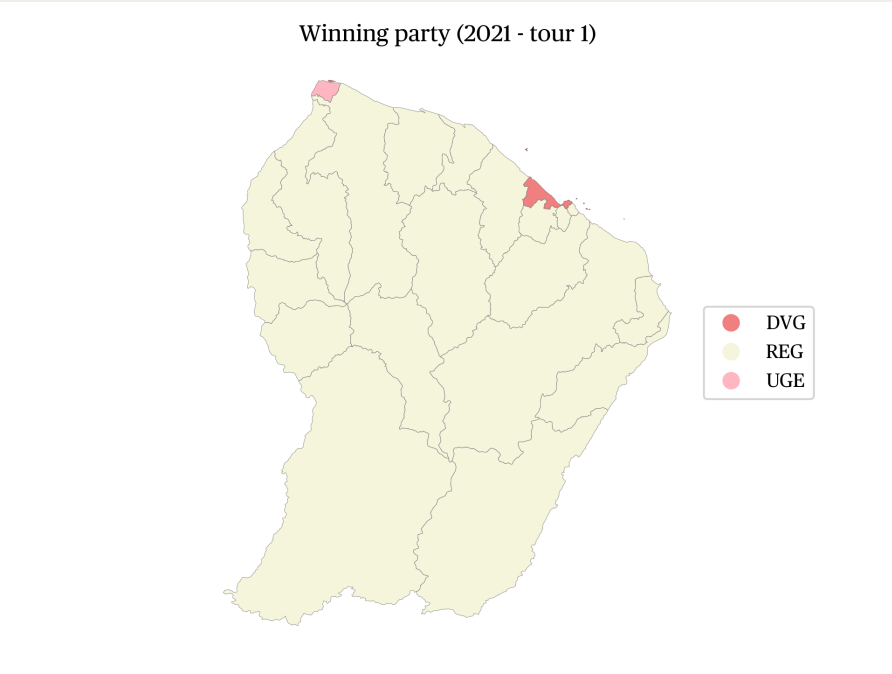
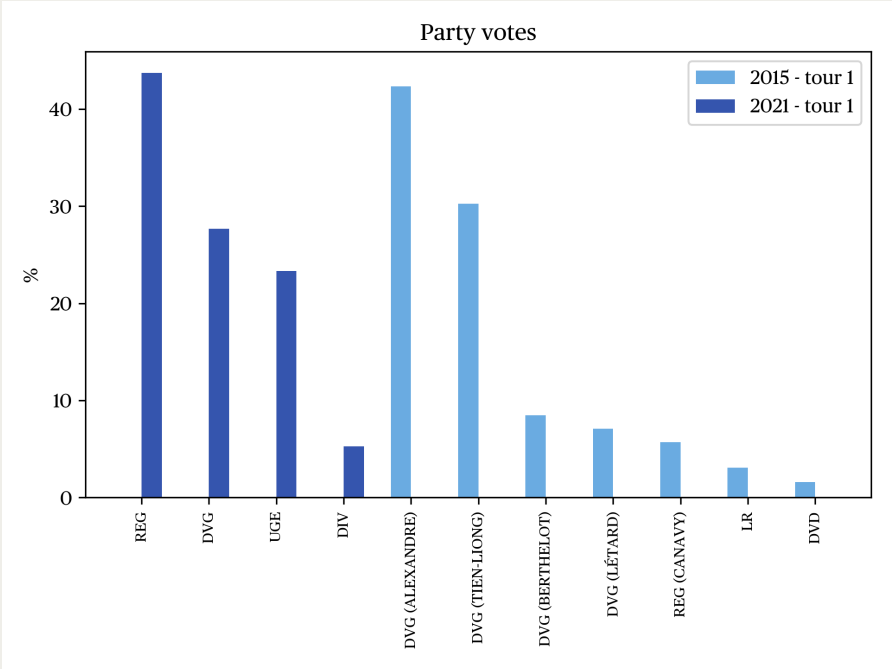
Foucault, M. (2021, juillet 2021). Évolution du vote régional outre-mer 2015-2021. *FOROM. Notes de recherche Outre-Mer*. En ligne.

Franceinfo (2021, 28 juin). Résultats des élections régionales 2021. *Franceinfo*. En ligne.

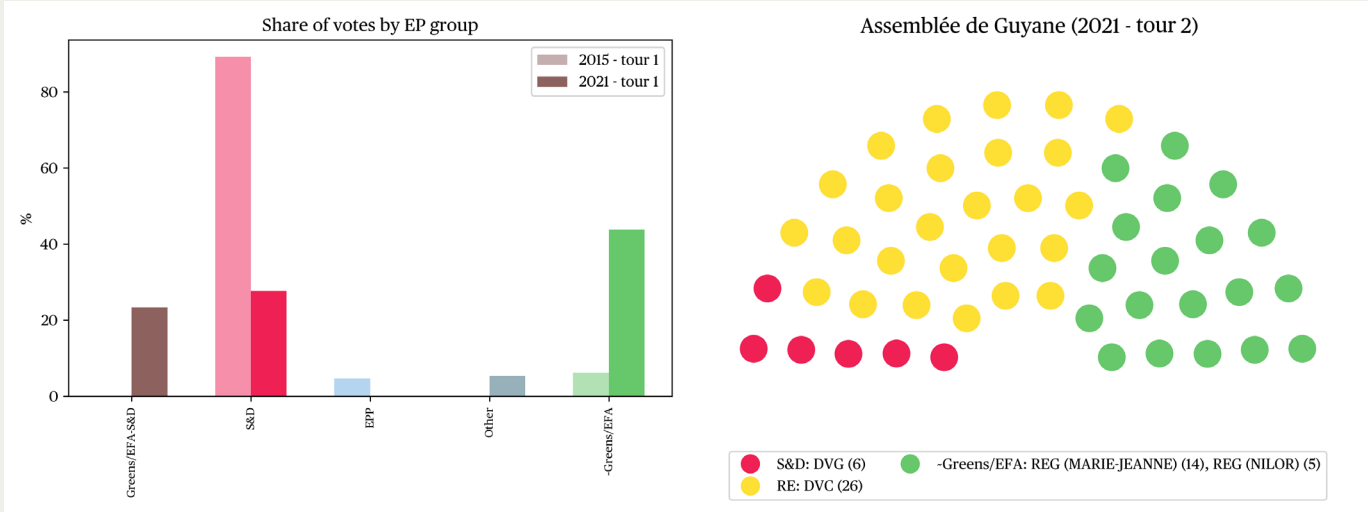
Guitteau, G. (2021, 28 juin). Les Guyanais choisissent l'alternance. *Guyaweb*. En ligne.

Maurice, E. (2014). *Les enseignants et la politisation de la Guyane (1946-1970). L'émergence de la gauche guyanaise*, Matoury : Ibis rouge éditions.

de Royer, S. & Gatinois, C. (2021, 27 juin). Résultats des élections régionales 2021 : les vainqueurs, région par région. *Le Monde*.



Indicateurs européens





Christiane Rafidinarivo • CEVIPOF, Paris

Élections régionales à La Réunion, 20-27 juin 2021

84

L'île de La Réunion dans l'océan Indien est un DROM, un Département et une Région d'Outre Mer, ainsi qu'une RUP, Région Ultra-Périphérique de l'Union Européenne. Dans les élections régionales françaises, un des enjeux majeurs pour l'électorat est que la Région Réunion est considérée à la jonction des ressources publiques de l'Etat et de l'Union Européenne ainsi que des ressources locales pour La Réunion. D'une part, la Région Réunion est vue comme détentrice de leviers pour le pouvoir d'achat et l'économie locale. Elle est aussi perçue comme le principal acteur de l'aménagement du territoire et donc des infrastructures comme les routes, hôpitaux et lycées.

D'autre part, en tant que Région ultra-périphérique européenne, elle bénéficie des fonds FEDER (Fonds européen pour le développement), FSE (Fonds social européen) pour l'emploi et la cohésion sociale, et INTER-REG pour la coopération régionale. La Politique agricole commune est également un enjeu important comme ressource de la filière canne, premier employeur de La Réunion.

La majeure partie des partis politiques réunionnais sont pro-européens. La différenciation dans la compétition électorale est dans l'affectation des fonds. Elle recoupe un clivage droite/gauche caractérisé par les interactions réunionnaises entre l'échelle nationale et territoriale de recomposition électorale.

A cela s'ajoute le fait que la Région a fait l'objet plus récemment de demandes démocratiques qui se sont exprimées dans le contexte du débat électoral de 2021, et avec virulence pendant le mouvement des Gilets Jaunes en 2018. Il s'agit de l'évaluation des politiques régionales, de la transparence ou de la participation citoyenne.

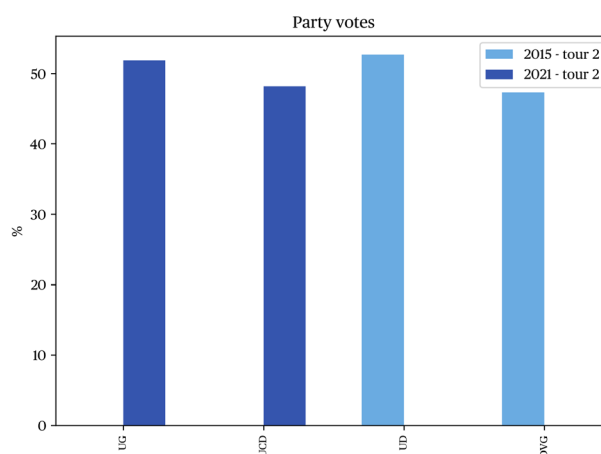
La différenciation de l'offre politique pour répondre à ces principaux enjeux donne un sens politique à la compétition électorale. Elle est favorable à la mobilisation des électeurs, en particulier au deuxième tour des régionales. Qu'est-ce que cette mobilisation révèle de l'interaction des

dynamiques territoriales et nationales de recomposition électorale ?

Le rôle clé de la mobilisation entre les deux tours

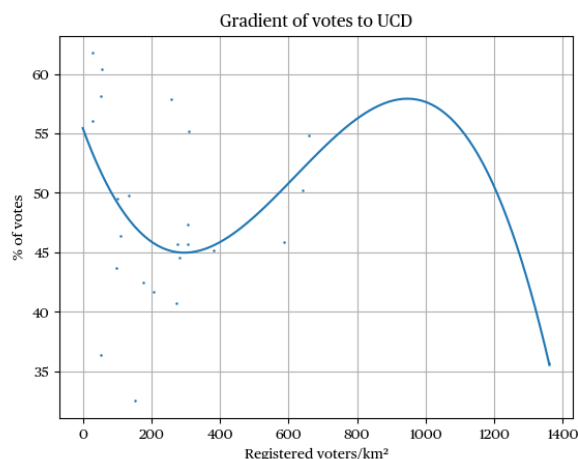
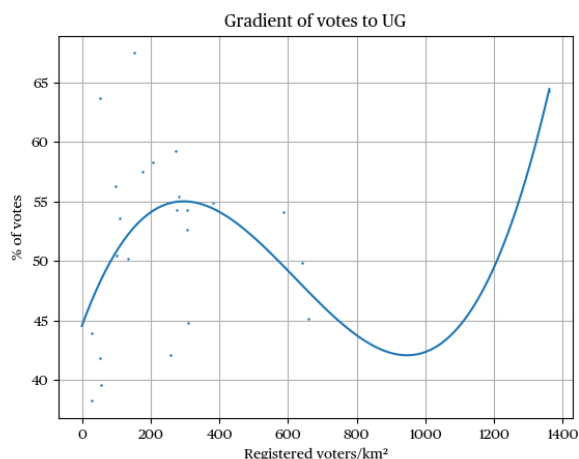
Huguette Bello, à la tête d'une liste d'Union des Gauches et ancien membre du Parti Communiste Réunionnais (PCR), a remporté la présidence de la Région Réunion aux élections régionales de 2021. Elle a gagné avec 51,85% des voix face à Didier Robert (Union du centre et de la droite), 48,15 %, qui était en tête du premier tour (figure a). Celui-ci a perdu la prime au sortant après deux mandats. Il avait gagné la Région Réunion en 2010 contre Paul Vergès (PCR) après avoir été le vainqueur de celui-ci aux législatives de 2007. La courbe s'est inversée au deuxième tour par la forte mobilisation de l'électorat.

L'abstention est de 63,40 % au premier tour et de 53,50 % au deuxième tour. Cette diminution de 10 points de pourcentage traduit une mobilisation significative de l'électorat au deuxième tour. Martial Foucault (Foucault 2021) évoque l'hypothèse de l'« *election closeness* » pour l'expliquer : plus un résultat est serré au premier tour,



a • Scores des listes au second tour, 2015 et 2021

b • Scores de l'Union de la gauche (UG) et de l'Union du centre et de la droite (UCD) en fonction de la densité de population au second tour de l'élection de 2021, par commune



plus la participation est forte au second tour. Une autre hypothèse peut s’y ajouter. Cette participation de l’électorat réunionnais au deuxième tour se rapproche de l’intérêt porté aux municipales de 2020, où l’abstention était de 49,68 %. Cela s’explique à La Réunion par l’impact des politiques régionales sur la vie des Réunionnais. L’enjeu de participation au scrutin des régionales en est plus fort au second tour que dans d’autres régions de France. Le taux de participation en France entière au second tour des régionales 2021 est de 34,69 %. Il est de 40,76 % à La Réunion.

La dynamique serrée de la compétition électorale

De plus, la rude compétition électorale des régionales 2021 s’est caractérisée par une dynamique serrée dont le résultat était incertain. D’un côté, Didier Robert s’appuie sur trois éléments qui lui font gagner le premier tour. Il a réalisé le rassemblement des droites implorées par des rivalités internes et la recomposition politique nationale depuis 2017. Les deux principaux partis en sont Les Républicains (LR) de droite et l’Union des démocrates et indépendants (UDI) de centre droit. Il a réussi à se constituer un électorat à Saint-Denis en 2020 où il s’était présenté aux élections municipales dans le fief d’Ericka Bareigts (Parti Socialiste) ancienne ministre de l’Outre-mer. Son argumentaire électoral aux régionales 2021 valorise le bilan de deux mandats. Ils sont revendiqués contre le projet phare de tram-train de la mandature communiste et de la candidate Huguette Bello pour résoudre l’épineuse question de la mobilité à La Réunion. Il présente celle-ci comme d’extrême-gauche. Mais d’un autre côté, il est fragilisé par l’inachèvement de son chantier phare de la Nouvelle route du littoral sans agenda ni budgets consolidés. De plus, il a écopé d’une condamnation judiciaire sur une rémunération perçue d’un musée régional public dont l’appel est en cours au moment des élections¹. A cela s’ajoute une volatilité de l’électorat. Malgré son arrivée en tête au premier tour et en particulier à Saint-Denis,

il ne dispose pas d’une marge de soutien suffisante pour assurer le deuxième tour.

Huguette Bello s’est affirmée en tête des gauches au premier tour. Elle en fait une union qui s’est réalisée autour d’elle. Elle siégeait au Conseil régional dans l’opposition depuis 2010. Elle a renoncé en 2020 à son mandat de députée, dont la reconnaissance par les Réunionnais dépasse largement son parti, pour se consacrer à La Réunion. Elle venait de reconquérir Saint-Paul, la plus grande municipalité de l’île. Elle s’appuie sur son micro-parti, Pour les Réunionnais, créé depuis qu’elle a quitté le PCR en 2014 qui lui refusait l’investiture pour les élections municipales. Pour gagner la Région en 2021, l’alliance lui est absolument nécessaire. Sa liste fusionne avec celle d’Ericka Bareigts (maire Parti socialiste de Saint-Denis) alliée avec le Parti communiste réunionnais et de Patrick Lebreton (maire de Saint-Joseph) avec le soutien d’Olivier Hoareau (maire écologiste du Port). La France Insoumise lui apporte son soutien. Huguette Bello avait apporté le sien à la candidature de Jean-Luc Mélenchon à l’élection présidentielle de 2017. Les clivages des gauches sont dépassés. Elle obtient une large majorité de 29 sièges sur 45 qui permet une gouvernance majoritaire.

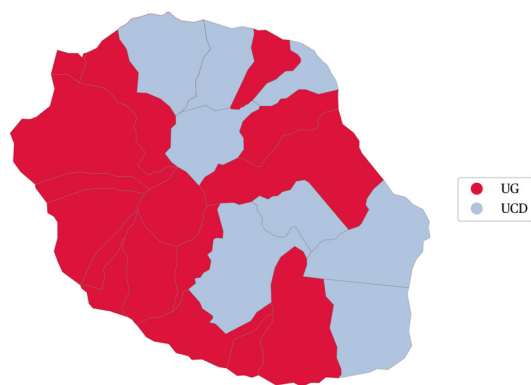
Cependant, les voix de gauche ne se reportent pas toutes sur cette union. Vanessa Miranville (maire écologiste de La Possession), dont la liste se présente pour la première fois, ne donne pas de consigne de vote entre les deux tours. Elle fait valoir la différenciation de son offre politique qu’elle qualifie de « citoyenne » ainsi que de son électorat. Elle initialise un rôle souhaité d’arbitre, sinon de faiseur de majorité régionale, avec 9,91 % des suffrages.

Le vote est structuré par un clivage gauche-droite dynamique

La Région est une institutionnalisation bien appropriée par les partis politiques réunionnais depuis sa création en 1986. La Réunion n’a pas de mouvement indépendantiste. La revendication autonomiste était historiquement portée par le PCR. Ce projet n’est plus mis en avant depuis la présidence de Paul Vergès à la Région Réunion (1998-

1. Didier Robert a déclaré le 26 octobre 2021 se retirer de la vie politique. Son avocat a annoncé le 17 décembre 2021 son renoncement à faire appel à sa condamnation du 21 mai 2021 à quinze mois de prison avec sursis et trois ans d’inéligibilité.

Winning party (2021 - tour 2)



2010). Le PCR était devenu un parti de gouvernance régionale. Le clivage gauche-droite est surtout caractérisé entre familles de pensée libérale et sociale qui correspondent à des familles de gouvernance. La première tend à rester proche du gouvernement pour obtenir ses demandes. La deuxième cherche à s'affirmer vis-à-vis de l'Etat pour obtenir des compétences particulières. Mais la droite comme la gauche sont historiquement clivées à La Réunion et caractérisées par de fortes rivalités internes. De plus, l'implosion des partis traditionnels en 2017 a favorisé la multiplication des micro-partis. Tout cela ne doit pas masquer les efforts importants fournis par les partis pour reformer des unions électorales locales dans le contexte de cette recomposition politique à l'échelle nationale.

Le clivage gauche-droite qui apparaît dans les résultats de ce scrutin régional cependant, est territorialisé. Les enjeux sectoriels y sont importants. Le rôle des sociétés civiles organisées dans la mobilisation de l'électorat peut s'avérer significatif comme dans le transport, le bâtiment, l'environnement ou encore les associations d'usagers par exemple. La gauche a gagné dans les communes les plus peuplées du littoral de l'île. Elle a fait une percée significative dans la deuxième ville de l'île, à Saint-Pierre, fief de la droite Les Républicains, divisés. Certes, il s'agit des zones les plus urbanisées qui concentrent les activités économiques et où la question de la mobilité est un enjeu crucial au quotidien (Rafidinarivo 2020). Mais ce sont aussi les villes rurales de ces communes, comme le souligne Huguette Bello elle-même. La droite l'emporte à Saint-Denis, la capitale, pourtant fief du PS. La stratégie de candidature de Didier Robert aux municipales a donc dynamisé un électorat, nouveau ou fidélisé, d'une élection locale à l'autre. Mais il échoue à le transformer en victoire aux régionales. Toutefois, il met ainsi en brèche la stratégie de bastion. Il confirme une implantation électorale sur laquelle sa famille politique, si ce n'est sa personne, pourra s'appuyer aux échéances électorales nationales de 2022 : présidentielle et législatives.

La dynamique d'échelle territoriale

Les électorats se sont aussi recomposés depuis 2017. Deux catégories d'élections se distinguent dans le ter-

ritoire : les élections à portée nationale et les élections locales. Au premier tour de l'élection présidentielle, Jean-Luc Mélenchon (La France Insoumise) arrive en tête à La Réunion à 24,53 % avec une mobilisation du jeune électorat. Au deuxième tour, les Réunionnais votent très majoritairement pour Emmanuel Macron (En Marche !) à 60,25 %. Aux Européennes de 2019, la liste Prenez le pouvoir soutenue par Marine Le Pen (Rassemblement national) arrive en tête dans toutes les communes de La Réunion à 31,24 % de façon inattendue. Le point commun est qu'aucun de ces trois partis ne se sont véritablement implantés à La Réunion jusqu'à ce jour. Il existe donc des dynamiques fortes de l'électorat qui ne sont pas forcément celles des dynamiques d'implantation partisane locale. De plus, elles dépendent clairement de la mobilisation par type d'électorats. Elle a été forte contre l'extrême-droite à la présidentielle de 2017. Elle a fait gagner celle-ci aux Européennes de 2019 alors que 69,31 % de l'électorat s'abstenait.

Ce taux d'abstention très élevé a-t-il été la conséquence de la forte mobilisation des Gilets Jaunes à La Réunion en 2018 ? Elle avait été très virulente contre les élus de tous bords et particulièrement de la Région. Le lien entre ce rejet et cette défiance avec le vote aux élections européennes est difficile à établir. Cependant, il est aussi à mettre en perspective avec la percée du Front national en Outre-mer à l'élection présidentielle de 2017 où il arrive en tête de l'ensemble des votes ultramarins (Rafidinarivo 2017). Peut-on relier celle-ci à la tendance observée depuis plusieurs mandatures à l'échelle nationale du basculement d'une partie du vote de gauche vers le Front national (Perrineau 2017) ? Une enquête approfondie sur le vote réunionnais serait nécessaire pour y répondre. Toujours est-il que c'est aux municipales de 2020 que chaque leader politique local s'efforce à la survie politique en s'appuyant sur la proximité, les micro-partis et leur financement. Didier Robert, président de région en exercice, est élu conseiller municipal à Saint-Denis avec une campagne de terrain plus sociale que le thème du grand projet de la Nouvelle route du littoral. La gauche fait une percée aux municipales, Huguette Bello est à nouveau élue maire de Saint-Paul. Les élections aux intercommunales ont permis d'identifier les rapports de force et les compatibilités en termes de gouvernance, surtout sur les questions d'aménagement du territoire et de justice sociale. Le rôle des maires dans la campagne électorale de chaque famille politique est renforcé. Mais les rivalités sont fortes dans chacune d'elle. Les régionales de 2021 ont donc nécessité l'effort d'unions qui ont abouti à l'Union du centre et de la droite avant le scrutin d'une part et d'autre part, plus tardivement entre les deux tours, à l'Union des gauches et la mobilisation de l'électorat qui a remporté la victoire.

Quelles mises à l'échelle nationale ?

« Cette victoire a incontestablement un retentissement

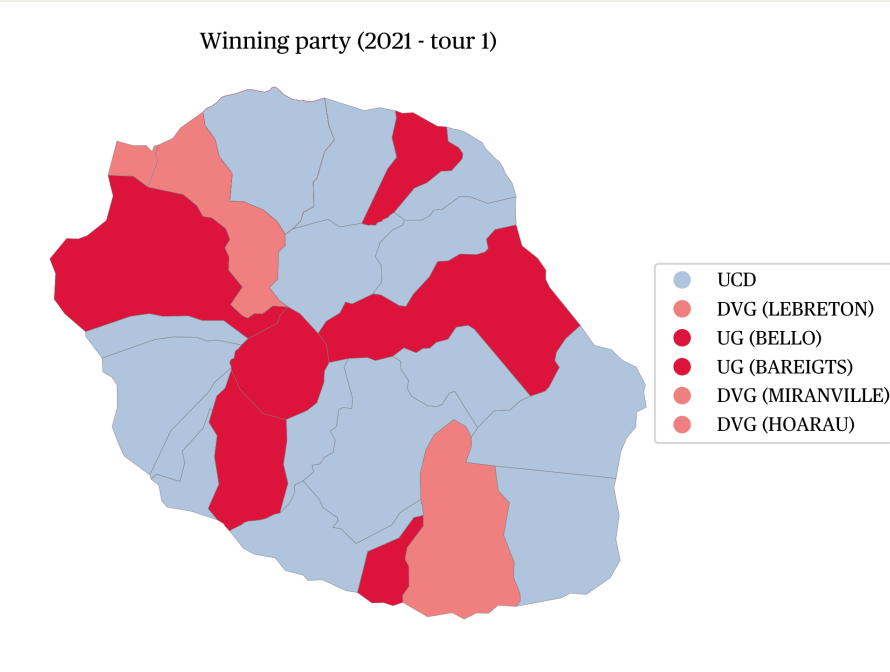
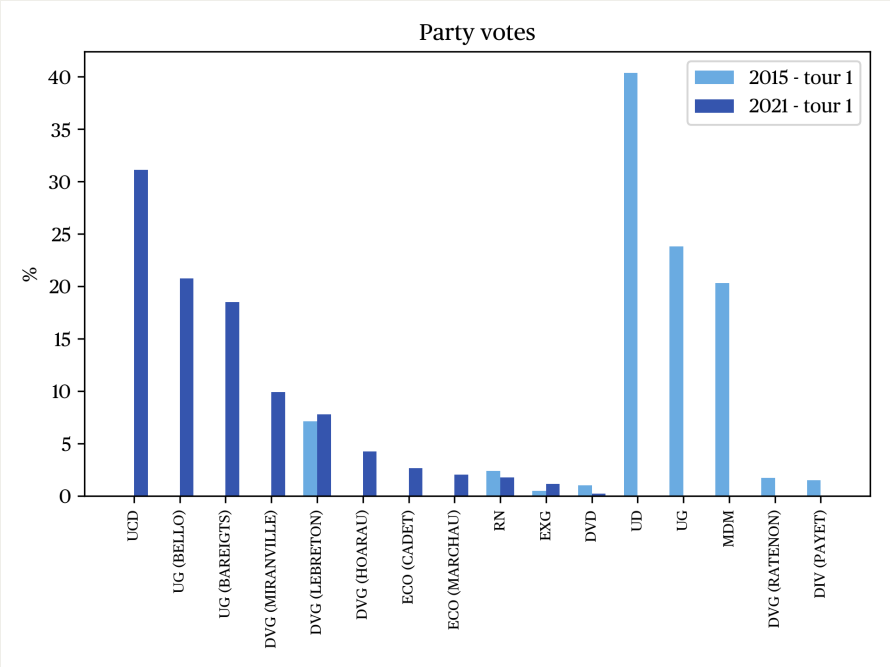
national » affirme Huguette Bello dans son discours à l'issue des résultats du vote aux Régionales de juin 2021. Elle n'envisage pas sa candidature à l'élection présidentielle comme Valérie Pécresse réélue Présidente de Région en Ile de France ou Xavier Bertrand dans les Hauts-de-France. Le succès électoral de sa démarche d'Union des gauches serait, un signe du changement, de la possibilité de victoire, même tardive, d'une union électorale par les partis et par les électors. Elle serait un test ou une preuve de victoire par la mise en œuvre d'une volonté d'alliance, de fusion ou de coalition pour le deuxième tour. A vrai dire, c'est aussi ce que l'Union des droites a fait à La Réunion. Il s'agit ainsi de la transformation des stratégies perdantes en gagnantes. Mais au final, ce n'est pas tant le candidat que l'électorat le plus motivé qui a gagné.

La présidente de la Région Réunion, Huguette Bello, soutient la candidature de Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle. Elle présente cela comme un soutien entre progressistes qu'elle argumente longuement en choix et valeurs politiques aux Amphis de la France Insoumise. Le Président du département de La Réunion, Cyrille Melchior du parti Les Républicains réélu aux départementales 2021, a annoncé le sien à Emmanuel Macron. Il avait soutenu Valérie Pécresse au Congrès d'investiture de la candidate LR à la présidentielle. Il argumente son soutien à Emmanuel Macron en « reconnaissance » pour la prise en charge du paiement du RSA par l'Etat central depuis 2021. Cette recentralisation augmente ainsi de façon significative les moyens d'action du département. L'élection présidentielle apparaît aussi comme la construction d'un

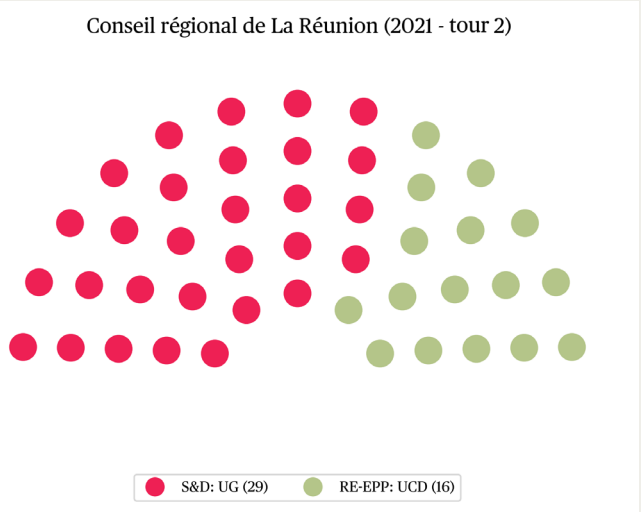
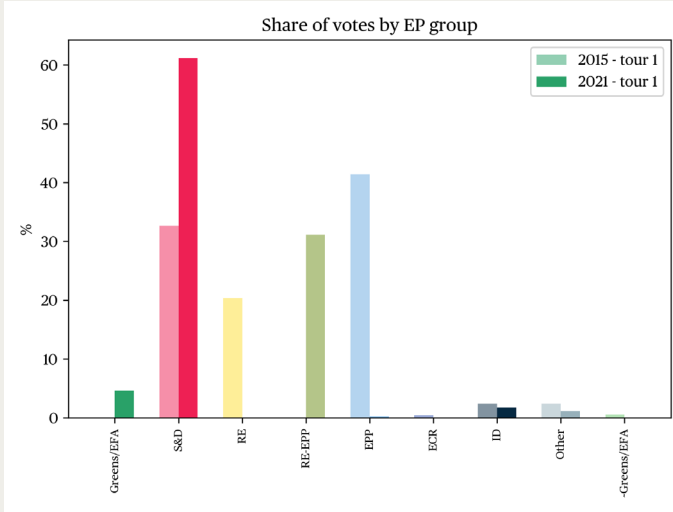
rapport de forces territorial par les acteurs politiques locaux, *leaders* d'opinion et en l'occurrence, entre les collectivités territoriales. A l'échelle nationale, le contexte de la recomposition électorale est marqué par la fracture de l'extrême droite entre la candidature de Marine Le Pen et celle d'Eric Zemmour. A l'heure où la liste officielle des candidats est arrêtée, les candidats de gauche n'ont pas organisé d'union électorale. La compétition semble très serrée pour accéder au deuxième tour sauf pour Emmanuel Macron. Celui-ci a annoncé sa candidature par une « Lettre aux Français », le 3 mars en ligne et le 4 mars dans toute la presse régionale française. Depuis le contexte du début de la guerre en Ukraine, tous les sondages l'annoncent largement gagnant de l'élection présidentielle d'avril 2022. La France assure jusqu'en juin 2022 la présidence de l'Union européenne.

Références

- Foucault, M. (2021, juillet). Evolution du vote régional outre-mer 2015-2021. FOROM n°1.
- Perrineau, P. (2017). *Cette France de gauche qui vote FN*. Paris : Seuil.
- Rafidinarivo, C. (2017, juin). Dynamique de la recomposition politique : la fin du bipartisme d'alternance. Analyse comparée des votes Outre-mer et France entière de la présidentielle 2017. Note ENEF 41 (Enquête Electorale Française), Sciences Po CEVIPOF.
- Rafidinarivo, C. (2020, avril). Note de recherche Forum Vies Mobiles La Réunion, Paris : Forum Vies Mobiles.



Indicateurs européens



Élections régionales françaises : analyses brèves

Centre-Val de Loire

En 2015, les élections au Conseil régional de Centre-Val de Loire avaient vu le Front national (FN, ID) remporter le premier tour avec 30,49 % des voix, loin devant la liste commune du centre et de la droite (26,25 %) et celle menée par le Parti socialiste (PS, S&D ; 24,31 %). Le second tour avait cependant rebattu les cartes : avec une hausse de participation de près de dix points, la liste d'union de la gauche et des écologistes menée par François Bonneau (PS, S&D) avait finalement dépassé à la fois la liste de centre-droit (34,58 %) et le FN (30,00 %), qui avait perdu 0,5 points de pourcentage malgré un gain absolu de plus de 45 000 voix. Grâce à la prime majoritaire de 25 % accordée à la liste arrivée en tête, la liste de François Bonneau avait finalement obtenu une majorité des sièges ainsi que la direction de l'exécutif régional.

En 2021, la faiblesse croissante de la gauche, annoncée autour de 20 % dans les sondages préélectoraux, mais aussi la perspective d'une forte abstention, avaient pu raviver les craintes d'une victoire du Rassemblement national (RN, ex-FN). Dans les sondages préélectoraux, celui-ci était en effet donné à 28 % au second tour et à 30 % au second. À cela s'ajoutait la perspective du maintien au second tour de quatre listes : en plus de celles d'union de la gauche, d'union du centre et de la droite, et du RN, la liste commune MoDem/LREM (RE) pouvait espérer une qualification aisée. Cette présence de quatre partis au second tour pouvait favoriser la dispersion des voix au centre, et ainsi faciliter une victoire de l'extrême droite.

Les résultats électoraux ont cependant dérompé ces attentes. La liste d'union de la gauche du président sortant François Bonneau l'a emporté au premier tour avec 24,81 % (-0,5 pp), suivi par celles du RN (22,24 %, -7,8 pp), de la droite et du centre (18,82 %, -7,4 pp), du MoDem/LREM (16,65 %, nv.) et d'Europe Écologie les Verts (EÉLV, Verts/ALE ; 10,85 %, +4,3 pp). Une seconde liste écologiste (4,07 %, nv.) et celle des trotskistes de Lutte Ouvrière (LO, 2,56 %, +0,9 pp) n'ont pas dépassé le seuil nécessaire pour se maintenir au second tour. La très faible participation (32,74 %, -16,8 pp) semble, comme dans la plupart des régions françaises, avoir profité aux présidents sortants. Comme en 2015, les listes de la gauche et des écologistes ont fusionné à l'entre-deux-tours. Contrairement à 2015, cependant, la liste de la gauche et des écologistes a remporté ce second tour avec une très large avance, réunissant 39,15 % des voix et 42 sièges sur 77, contre 22,61 % et 13 sièges à la liste de la droite et du centre, 22,24 % et 13 sièges à la liste RN et 16,00 % et 9 sièges à la liste MoDem/LREM. Sorti vainqueur du scrutin, François Bonnaud a été réélu à la tête de la région.

François Hublet

Normandie

Les Normands étaient appelés à voter les 20 et 27 juin 2021, comme dans toutes les autres régions françaises, pour renouveler les 102 sièges du conseil régional. Après sa victoire à 5 000 voix près en décembre 2015 face au sortant Nicolas Mayer-Rossignol (PS, S&D), Hervé Morin, à l'époque tête de liste pour l'UDI (RE) est reparti en campagne pour sa réélection au poste de président de la région Normandie. Sept listes étaient en liste au premier tour : la liste de la majorité sortante (centre-droit à droite) conduite par Hervé Morin (Les Centristes, EPP), une liste Rassemblement National (RN, ID) menée par Nicolas Bay, une liste Terre de progrès/LREM (majorité présidentielle, RE) portée par Laurent Bonnaterre, une liste dissidente LREM portée par Stéphanie Kerbarh, une liste de rassemblement PS/EELV portée par Mélanie Boulanger, une liste PCF/LFI (GUE/NGL) et une liste d'extrême gauche soutenue par Lutte Ouvrière.

Le premier tour a mis en tête le parti Les Centristes, issu d'une scission de l'UDI de Hervé Morin au premier tour avec 36,85 % des voix, devant le Rassemblement National et la candidate socialiste Mélanie Boulanger (S&D) qui a obtenu 18,37 % des voix. Le second tour s'est déroulé sans embûche pour le président sortant qui l'emporte avec 44,26 % des voix contre 26,18 pour la candidate socialiste. Le Rassemblement National finit troisième avec 19,52 % des voix et perd 3 000 électeurs entre les deux tours. À l'exception de la liste portée par la PCF et LFI, tous les partis sortants maintiennent une représentation au conseil régional. La participation au premier tour était de 32,99 %, en baisse de 17 points par rapport à 2015 et le second tour a mobilisé moins d'électeurs que le premier avec seulement 32,91 % de participation, en chute de 26,2 points de pourcentage.

Trois faits principaux sont à retenir de cette élection. Le premier, c'est que la Normandie n'a pas échappé à la chute massive du taux de participation. Les listes de toutes couleurs politiques ont perdu des électeurs entre 2015 et 2021. Ni la majorité sortante, ni les socialistes, ni l'extrême droite n'ont réussi à renforcer leurs positions au soir du premier tour. Le deuxième, c'est la perte de 3 000 voix pour le candidat d'extrême droite Nicolas Bay entre les deux tours, qui peut témoigner d'un certain relâchement de son électorat, peu mobilisé lors de ces élections, et ce, dans toutes les régions. Le troisième et dernier fait à retenir est la confirmation du manque d'implantation locale de la majorité présidentielle. Avec seulement 10,04 % des voix au second tour et une perte de près de 10 000 électeurs entre le premier et le second tour, le candidat Terre de progrès Laurent Bonnaterre n'a pas su s'imposer dans cette campagne mais remporte tout de même 7 sièges.

Jean-Toussaint Battestini

Grand Est

Les électeurs du Grand Est – région qui regroupe environ 5,5 millions d’habitants et 10 départements – étaient appelés à voter les 20 et 27 juin derniers. En 2015, à la suite d’un second tour à trois face au candidat du Rassemblement national (RN, ID) Florian Philippot (36,08 %) et au candidat socialiste (S&D) Jean-Pierre Masseret (15,51 %), la liste de Philippe Richert (LR, PPE) avait remporté le scrutin avec 48,4 % des suffrages ; les sondages de l’élection de 2021 plaçaient la liste de Jean Rottner (LR), président de la région depuis la démission de Philippe Richert en 2017, en léger recul au profit de l’extrême droite, qui jugeait de son côté la région « gagnable ».

Au premier tour, le 20 juin 2017, la liste « Plus fort ensemble » menée par Rottner est arrivée en tête avec 31,15 % des voix, suivie de la liste du candidat RN Laurent Jacobelli qui a obtenu 21,12 % des suffrages. La liste de la République en Marche menée par Brigitte Klinkert, ministre déléguée à l’Insertion auprès de la ministre du Travail, de l’Emploi et de l’Insertion obtient 12,17 % des suffrages et se place en 4^e position, derrière la liste d’union des gauches – regroupant EELV (Verts/ALE), le PS et le PCF (GUE/NGL) – qui récolte 14,60 %. La liste « L’Appel inédit pour le Grand Est » menée par Aurélie Filippetti, membre de Génération-s (S&D), obtient quant à elle 8,64 % des suffrages, un peu moins de deux points de plus que celle de Florian Philippot, ancien vice-président du RN, qui termine en sixième position avec 6,95 %.

Au second tour, la tendance se confirme. Alors que les quatre listes arrivées en tête se maintiennent, Jean Rottner obtient 40,3 % des suffrages, soit 94 sièges sur 169 contre 26,3 % pour la liste du Rassemblement National, qui obtient 33 sièges. Les listes « Pour l’écologie et la justice sociale » (EELV, PS, PCF) et « La force de nos territoires » (LREM) récoltent, quant à elles, 27 et 15 sièges respectivement.

Dans le contexte de la crise sanitaire, la liste gagnante « Plus fort ensemble avec Jean Rottner » avait axé sa campagne sur trois piliers : la jeunesse, l’hôpital et la sécurité. Les propositions des Républicains mettaient notamment l’accent sur le renforcement de la police municipale, avec le déploiement de la vidéo-surveillance dans les communes qui le souhaitent, ainsi que sur l’investissement dans les groupements hospitaliers de la région (55 millions d’euros) et la formation de 2000 infirmiers, 2000 aides-soignants et 2000 auxiliaires de vie supplémentaires chaque année. Il est également important de noter que la région enregistre par ailleurs le niveau d’abstention le plus élevé de France. En forte hausse par rapport aux élections de 2015, l’abstention passe de 48,91 % en 2015 à 69,75 % en 2021 au second tour.

Lucie Coatleven

Bretagne

Les Bretons étaient appelés à voter au 20 et 27 juin 2021 pour élire leur nouveau Conseil régional. Après avoir été dirigée par l’actuel ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian, la région devait se choisir un nouveau président. Loin de la montée de l’extrême-droite observée dans d’autres régions, la Bretagne a vu se jouer lors de ces élections un match classique entre Loïg Chesnais-Girard (PS, S&D) et Isabelle Le Callenec (LR, PPE). Contrairement aux autres régions françaises où l’extrême droite se situait à la deuxième, voire la troisième place, la liste du Rassemblement National emmenée par Gilles Pennelle occupait seulement la cinquième place (14,2 % des voix au premier tour ; 13,2 % des voix au second tour).

On observe comme dans d’autres régions un effondrement général des votes pour les partis, qui, même lorsqu’ils sont en tête, perdent des sièges et des voix. À gauche, malgré la victoire, les Socialistes perdent ainsi treize sièges ; du côté de la droite, la chute est moins brutale, et Les Républicains perdent un seul siège. L’effondrement des voix est largement lié à l’absentéisme massif qui a sévi pendant l’élection, et qui s’est élevée jusqu’à 64 % au premier tour en Bretagne. L’avènement d’une liste du centre menée par Thierry Burlot (LREM-UDI) vient également prendre de précieuses voix aux Républicains au premier et au second tour.

Les estimations données par les instituts de sondages entre le 3 et le 7 juin ont été largement démenties le jour du scrutin. Ipsos donnait notamment Gilles Pennelle (RN) gagnant à 20 % des votants au premier tour, et Odoxa Thierry Burlot (LREM-UDI) à 18 %. Les listes du Parti Socialiste et des Républicains étaient sous-estimées par les deux instituts. Les estimations pour le second tour ont été tout aussi problématiques : le RN et la liste LREM-UDI ont pu être donnés gagnants avec jusqu’à 13 points de plus que leur score effectif, et le PS, vainqueur, a pu être surestimé de près de 10 points.

Le match annoncé avec l’extrême droite n’a donc pas eu lieu. Les électeurs bretons ont amené en première position la liste de Loïg Chesnais-Girard (PS) avec 21,0 % des voix (-14 pp), puis la liste d’Isabelle Le Callenec (LR) en deuxième position avec 16,3 % (-7,2 pp), suivie par celles de Claire Desmares-Poirrier (EELV, Verts/ALE) avec 14,8 % (+1,4 pp), Thierry Burlot avec 15,5 % (Nv.) et Gilles Pennelle (RN) avec 14,3 % (-3,9 pp). Les listes de Daniel Cueff (ÉCO) et de Pierre-Yves Cadalen (LFI, GUE/NGL) n’ont pas obtenu le score nécessaire pour se qualifier. Comme en 2015, le Parti Socialiste remporte – de manière moins triomphante certes – la région avec 29,84 % des voix (-22,09 pp) en perdant 13 sièges dans l’hémicycle. Il est suivi par Les Républicains qui perdent 4 sièges, EELV qui en gagne 12, la liste de LREM-UDI qui en prend 9, et le RN qui en perd 4. Loïg Chesnais-Girard sort vainqueur du scrutin et est élu à la tête du Conseil régional.

Mattéo Lanoë

Nouvelle-Aquitaine

Alors que la Nouvelle-Aquitaine avait vécu en 2015 un duel gauche-droite traditionnel entre Alain Rousset (PS, S&D) et Virginie Calmels (LR, PPE), la deuxième liste arrivée en tête aux élections de juin 2021 était cette fois issue de l'extrême-droite – en l'occurrence celle d'Edwige Diaz (RN, ID). Le score de la liste de LR s'est en effet effondré entre 2015 et 2021, passant d'un score relativement élevé (27,19 % des voix au premier tour, 34,6 % au second) à une troisième position presque *ex-aequo* avec les écologistes (12,48 % au premier tour, 14,19 % au second). Les Républicains perdent ainsi 377 000 voix au premier tour, et 583 280 au second par rapport à 2015.

Cet effondrement des votes particulièrement explicite à droite (28 sièges en moins) s'explique par plusieurs facteurs. Le premier est la concurrence d'une liste au centre menée par Geneviève Darrieussecq (MoDem-LREM-Agir-TdP-UDI-MR). Intégrés à la liste des Républicains en 2015, les centristes ont rassemblé environ 13 % des voix à chaque tour, privant la droite d'un appui précieux. Mais en réalité, l'effondrement du soutien électoral n'est pas spécifique à la droite, étant en partie causé par l'abstention de masse qui a sévi lors de l'élection (64,09 % en Nouvelle-Aquitaine), ainsi que par la dispersion des voix parmi les cinq listes qui se sont maintenues au second tour.

Le coude-à-coude annoncé par les instituts de sondages entre la liste d'Alain Rousset (PS-PCF) et celle d'Edwige Diaz (RN) n'a d'ailleurs pas eu lieu. Les enquêtes avaient toujours donné 1 à 2 points d'écart entre les deux listes entre le 1^{er} mai et le 7 juin, autour de 25 % des intentions de vote ; l'issue du vote apparaissait donc incertaine, même si, pour le second tour, les instituts ont la plupart du temps donné Alain Rousset gagnant.

L'issue du vote a été différente. On a en effet observé une large surestimation par les institutions de sondages du score de l'extrême-droite, donnée de 5 à 7 % de plus que son score effectif lors du premier tour (18,20 %). Même constat au second tour avec des estimations autour de 25 à 28 % pour terminer avec un score de 19,11 %. Cette surestimation s'inscrit dans un phénomène plus global de croyance en la « droitisation » de la France. Alain Rousset (PS-PCF) est arrivé largement en tête du premier tour avec 28,83 % (-1,56 pp), suivi par la liste du RN (18,20 %, -5,03 pp), du centre (13,71 %, Nv), de la droite (12,48 %, -14,71 pp) et des écologistes – en nette hausse (12,09 %, +6,49 pp). Les listes menées par Eddie Puyjalon (LMR-RES-MDC-UPF-RPF), Clémence Guetté (LFI-NPA-PCF), et Guillaume Perchet (LO) n'ont pas obtenu le score nécessaire pour être au second tour. Comme en 2015, la liste menée par Alain Rousset remporte très largement la victoire au second tour avec 39,51 % des voix (-4,76 pp) et gagne 101 sièges dans l'hémicycle. Il est suivi par le Rassemblement National et les Républicains qui perdent respectivement 3 et 28 sièges, les écologistes qui en gagnent 1, et le centre qui en gagne 18. Alain Rousset sort vainqueur du scrutin et est réélu à la tête du Conseil régional. **Mattéo Lanoë**

Martinique

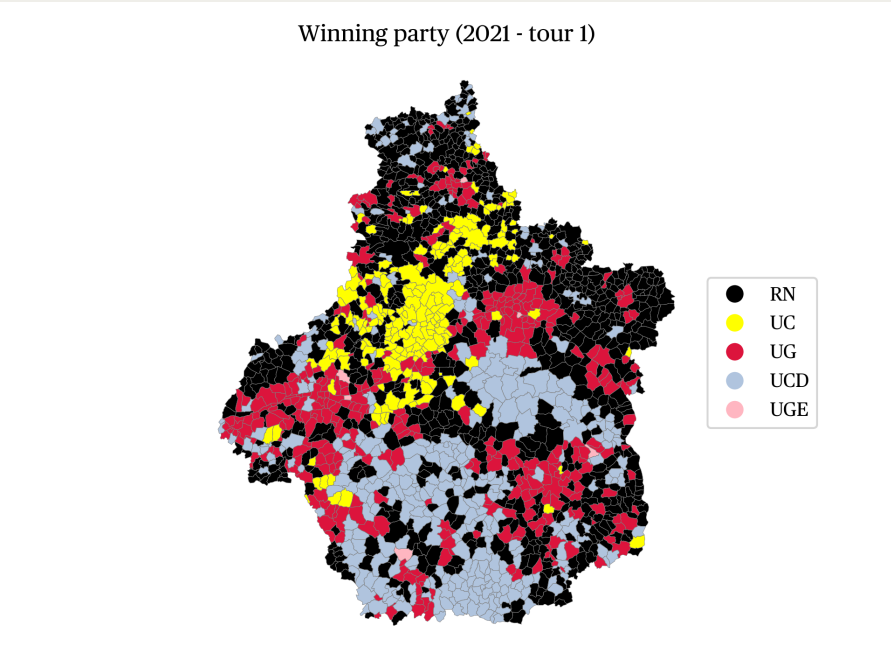
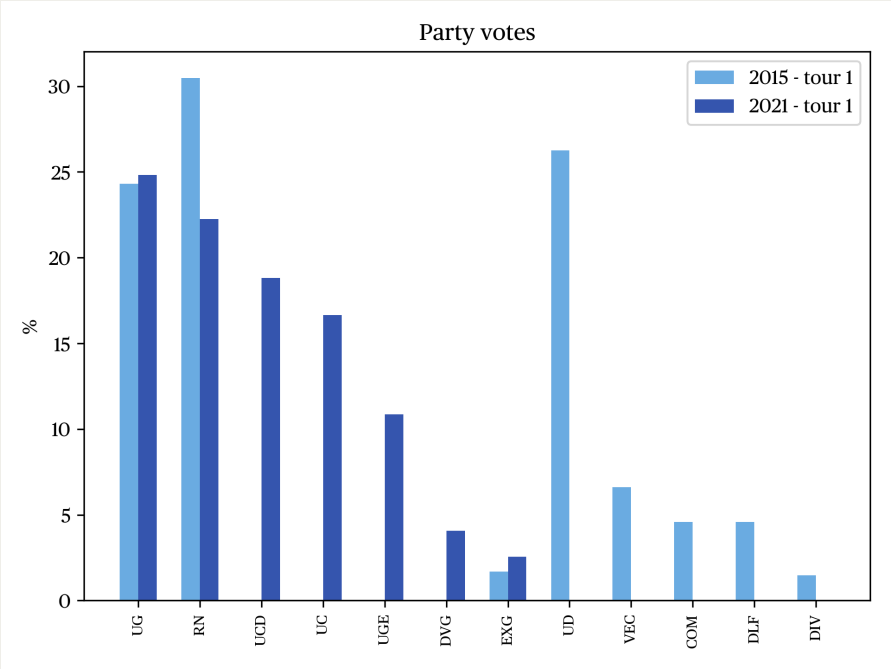
L'Assemblée de Martinique est le parlement unicaméral de la collectivité unique de la Martinique. Selon un modèle institutionnel similaire à celui en vigueur en Corse, l'Assemblée élit un Conseil exécutif (gouvernement régional) composé de 9 membres. Son président – et non celui de l'Assemblée – constitue la première figure de l'exécutif régional.

La Martinique présente une configuration politique unique parmi les outre-mers français, qui voit les deux mêmes têtes de liste s'affronter depuis 2010 : Serge Letchimy, menant la liste du Parti progressiste martiniquais (PPM, gauche autonomiste) et de ses alliés, faisait face pour la troisième fois au sortant Alfred Marie-Jeanne, président et fondateur du Mouvement indépendantiste martiniquais (MIM, gauche nationaliste). Ce dernier, né en 1936, a conduit la liste du MIM et de ses alliés sans interruption depuis 1983. Marie-Jeanne avait été élu président du Conseil régional puis du Conseil exécutif à trois reprises (1998, 2004, 2015), mandats interrompus par six ans d'alternance (2010-2015) au cours desquels Letchimy avait dirigé le Conseil régional.

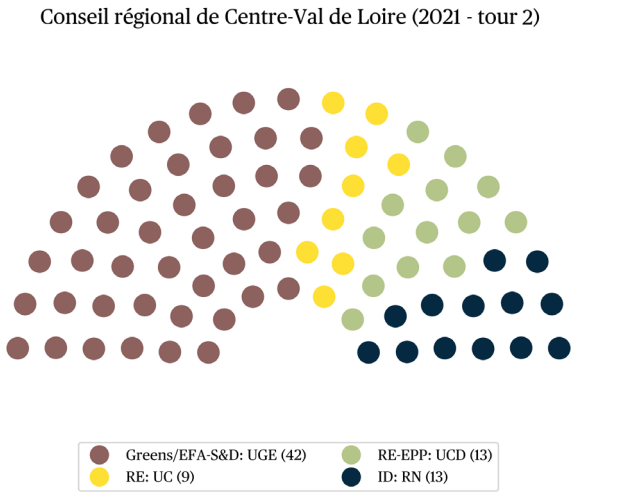
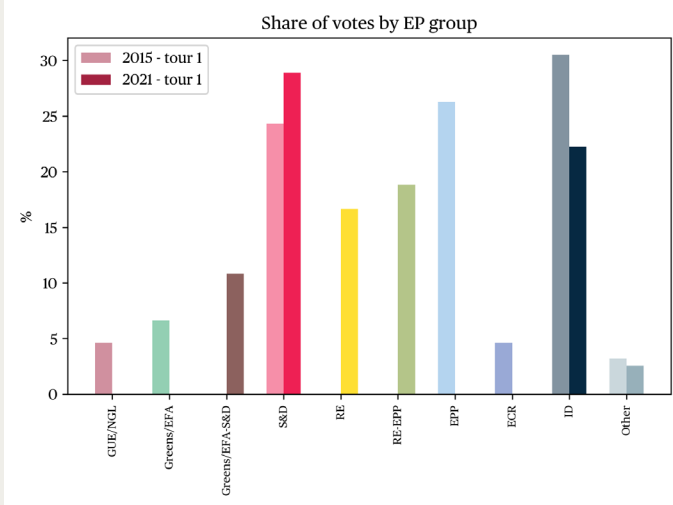
L'élection de 2015 avait vu le MIM et ses alliés de gauche et d'extrême-gauche indépendantiste (RDM, Palima, communistes) former une alliance stratégique à l'entre-deux-tours avec celle du centre-droit (Les Républicains, MoDem, FMP) pour battre avec succès la liste sortante du PPM et de ses alliés socialistes et autonomistes.

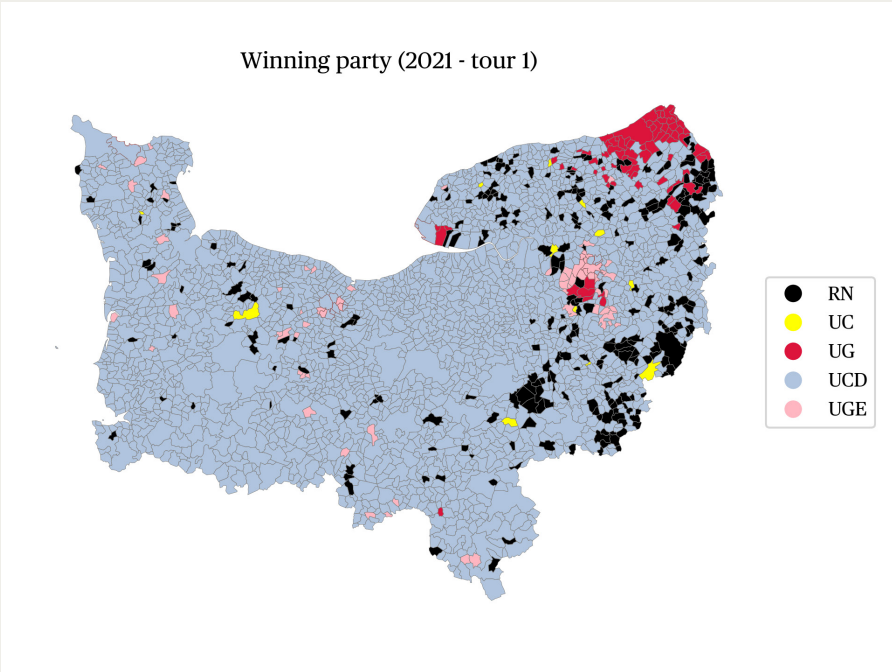
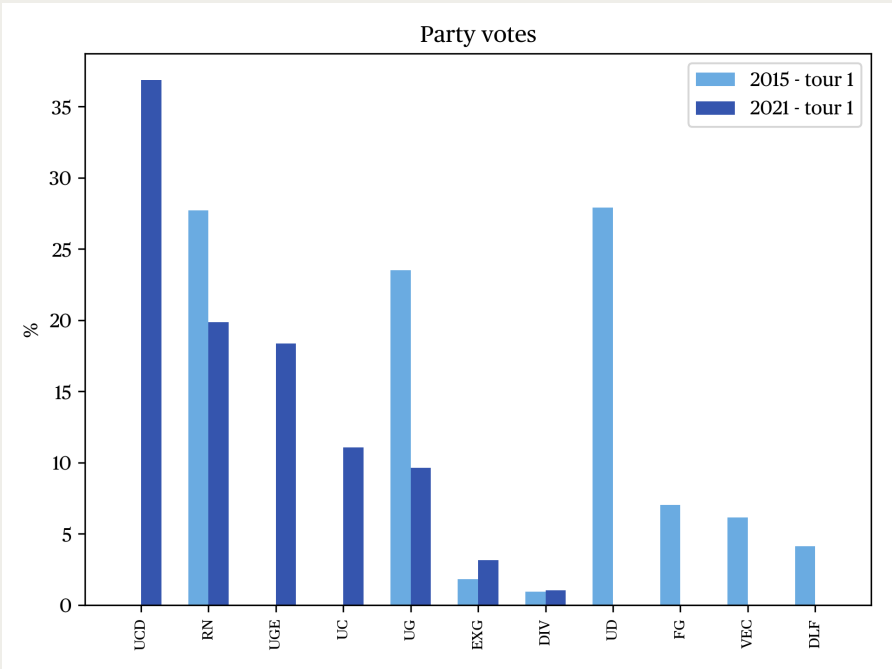
L'élection de 2021 consacre une nouvelle alternance, qui voit le retour au pouvoir exécutif de Serge Letchimy. La liste du PPM remporte largement le premier tour avec 31,66 %, contre 25,80 % au MIM, 10,63 % à la liste de la dissidente du PPM Catherine Conconne et 12,01 % à la liste menée par Jean-Philippe Nilor (Péyi-A, gauche indépendantiste), dont font partie des membres de l'ancienne majorité. Les Républicains (LR, PPE) et le MoDem (RE), membres de la précédente coalition gouvernementale, n'obtiennent que 4,68 % et 1,09 % des voix respectivement, tandis que sept autres listes se partagent le restant des suffrages. Le taux de participation est faible, à 32,45 % (-8,7 pp). Au second tour, la liste du PPM s'impose avec 37,72 %, devançant de justesse celle du MIM, qui, avec 35,27 %, enregistre un gain de près de 13 points correspondant à un quasi-doublement du nombre absolu de voix obtenues. Les listes Conconne et Nilor obtiennent respectivement 14,47 % et 12,54 % des voix. La participation est en nette hausse, s'établissant à 44,83 %.

Si la remobilisation de l'électorat entre les deux tours et le report des voix semblent bien avoir profité au président sortant, la Martinique connaît – comme la Réunion et la Guyane, mais au contraire des autres régions françaises – un changement de majorité, dans une période marquée par des tensions sociales très fortes dans les outre-mers français. Letchimy est élu à la présidence du Conseil exécutif, tandis que Lucien Saliber, proche du PPM, prend la tête de l'Assemblée. **François Hublet**

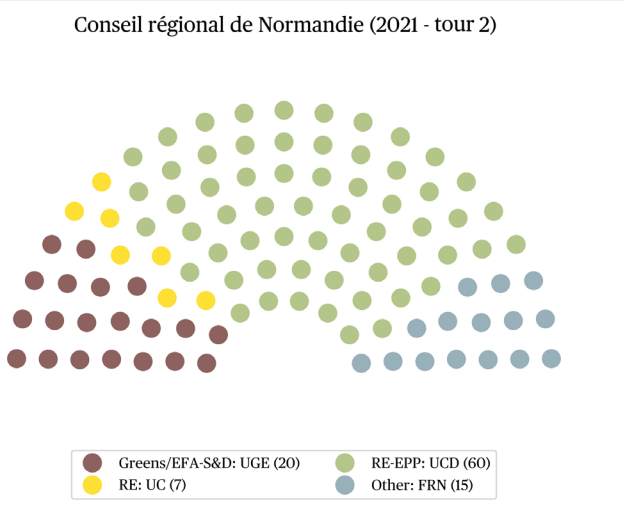
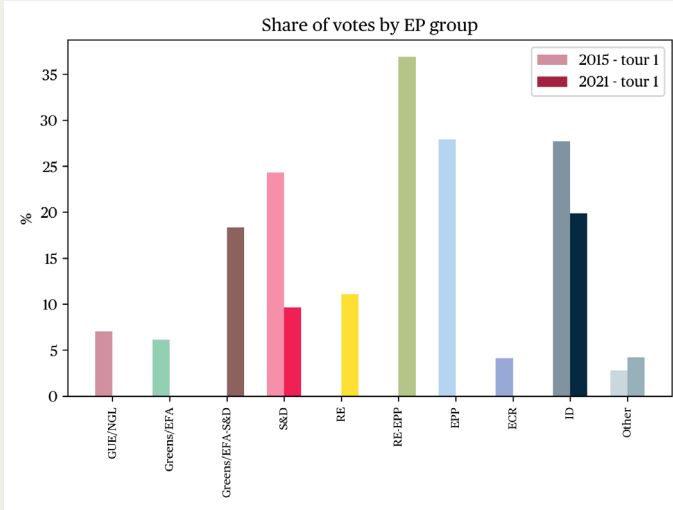


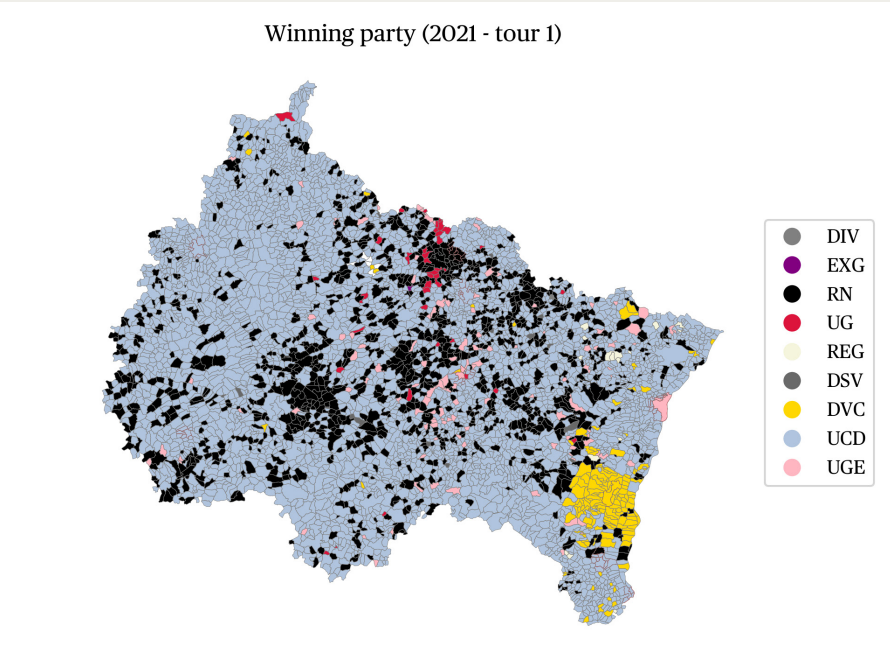
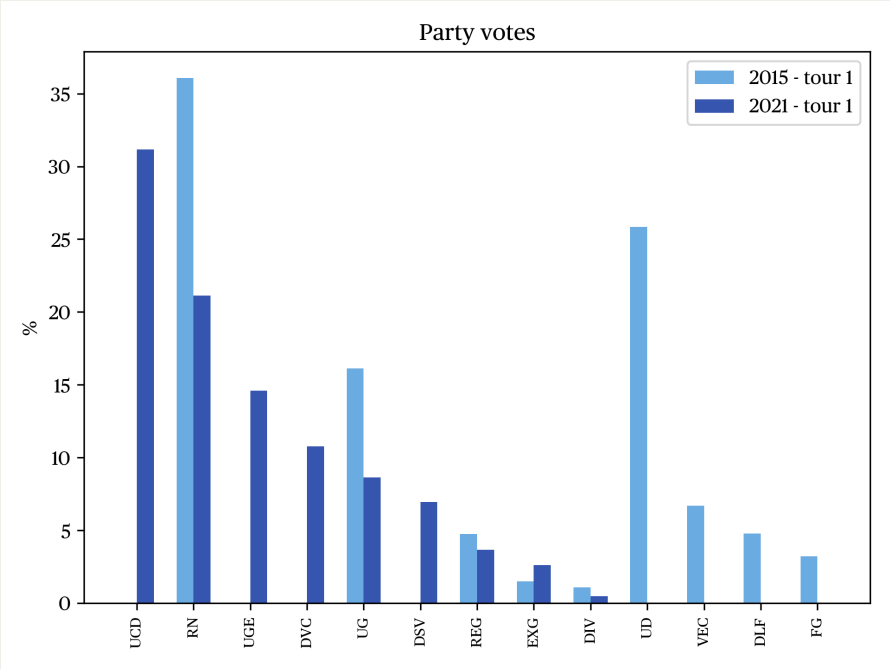
Indicateurs européens



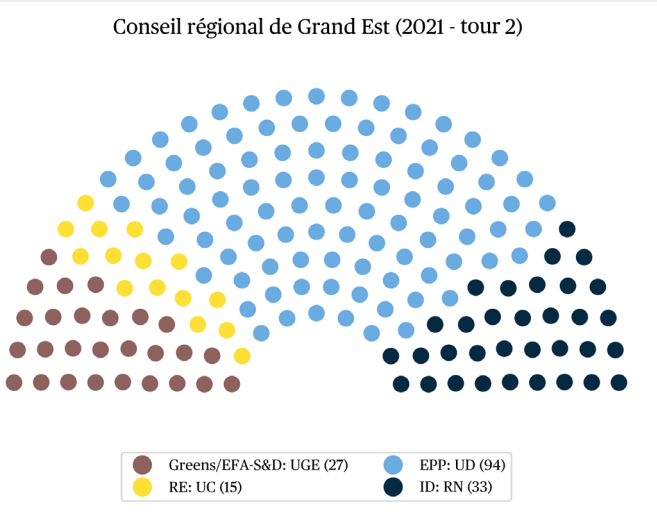
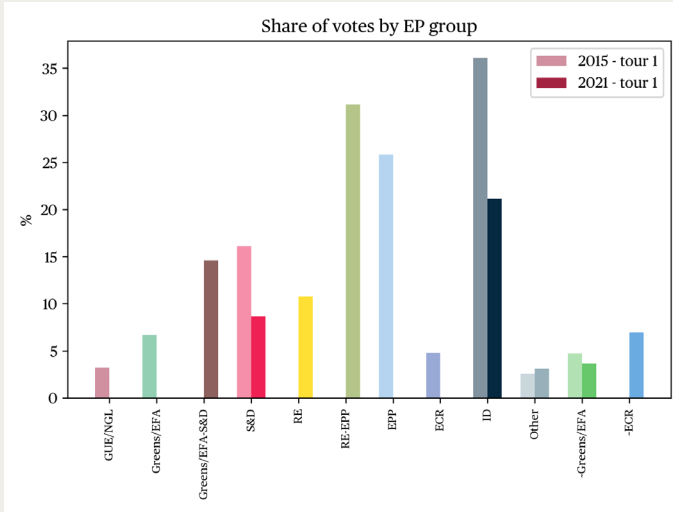


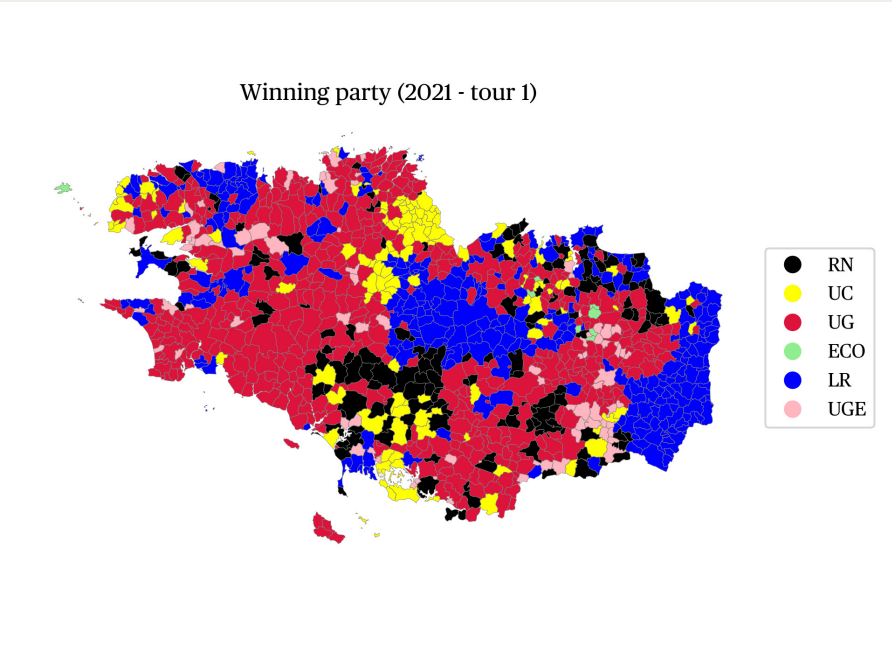
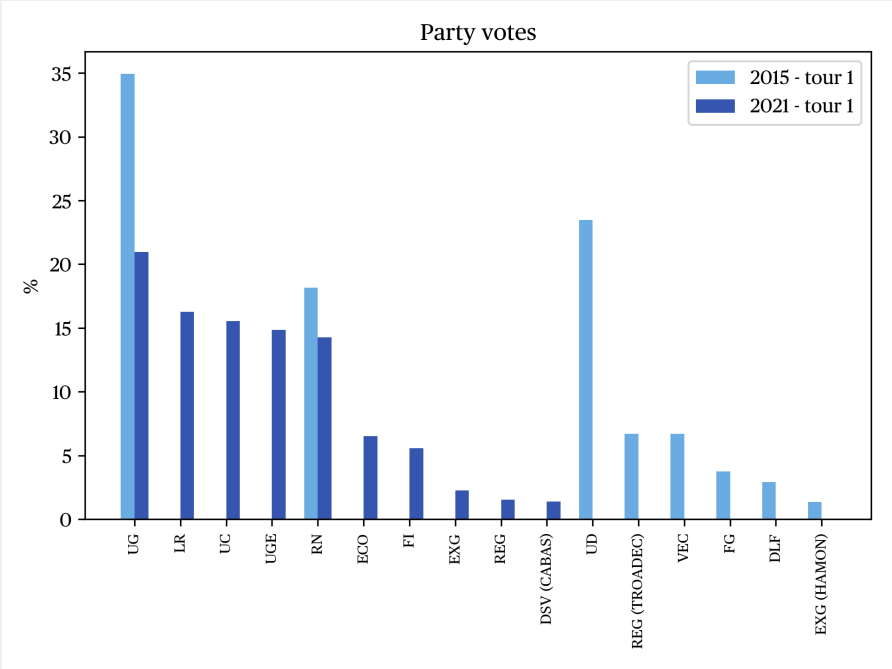
Indicateurs européens



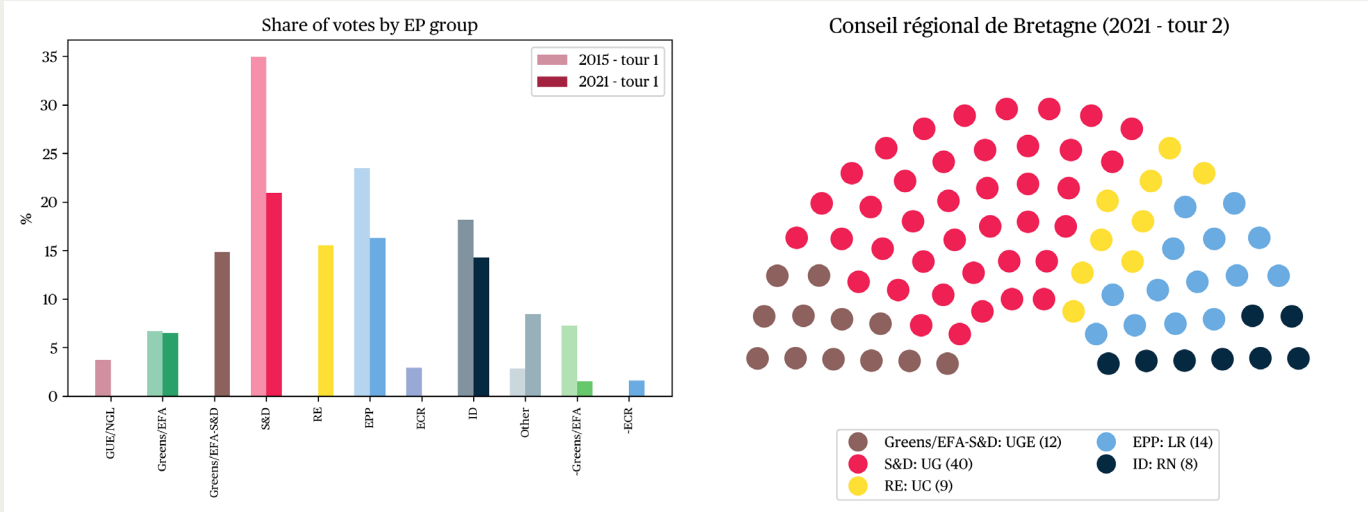


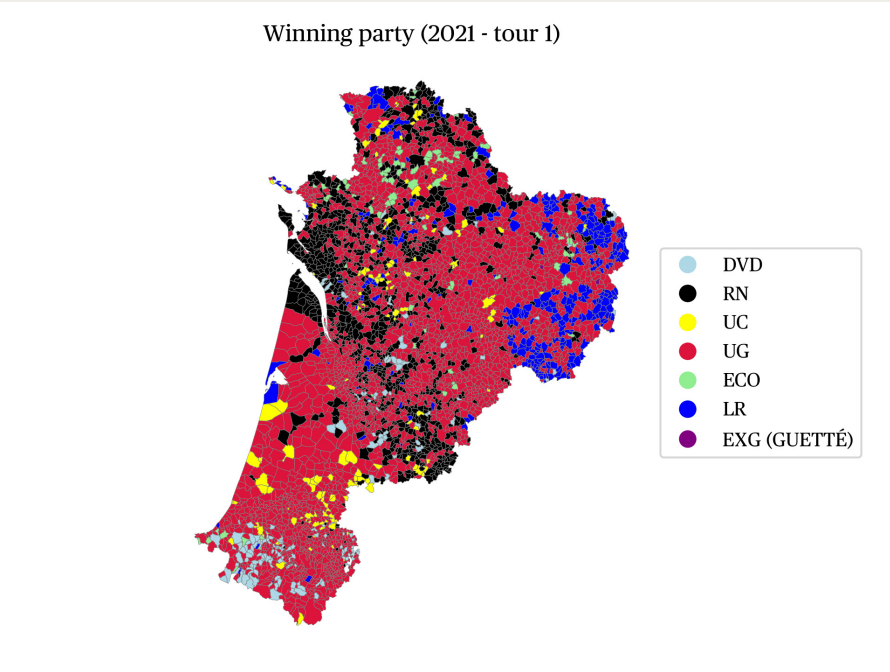
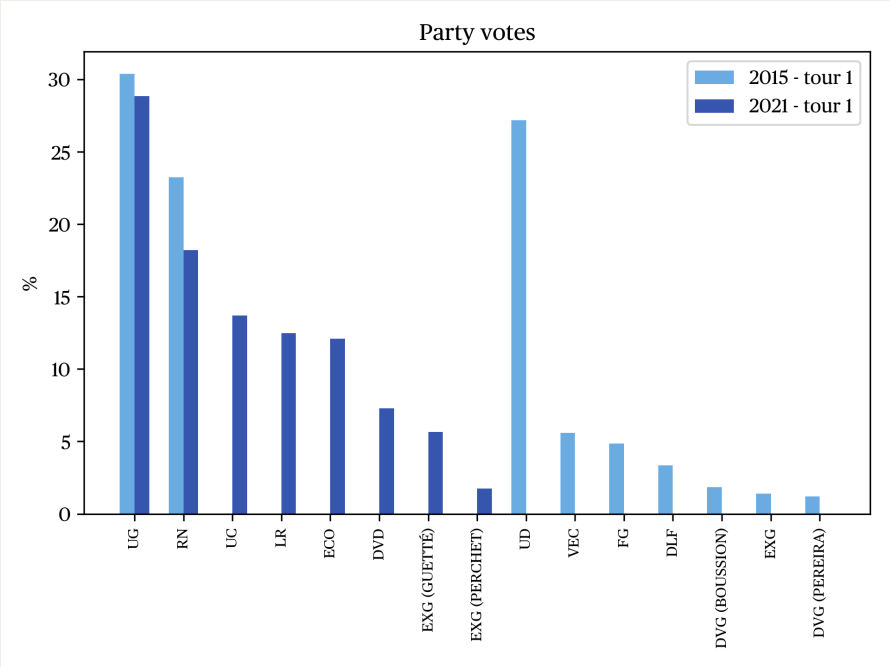
Indicateurs européens



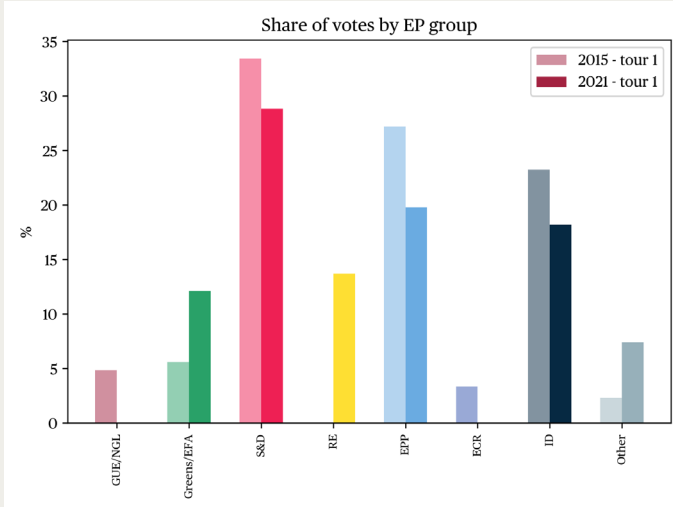


Indicateurs européens

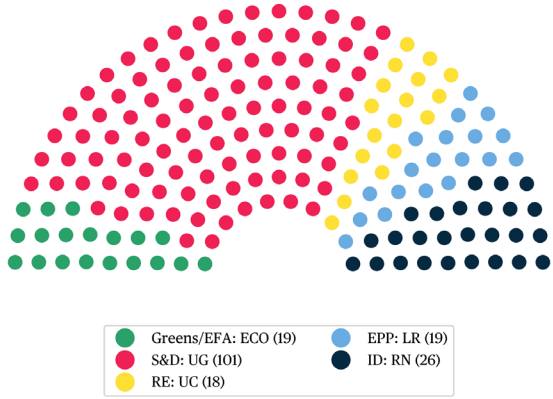


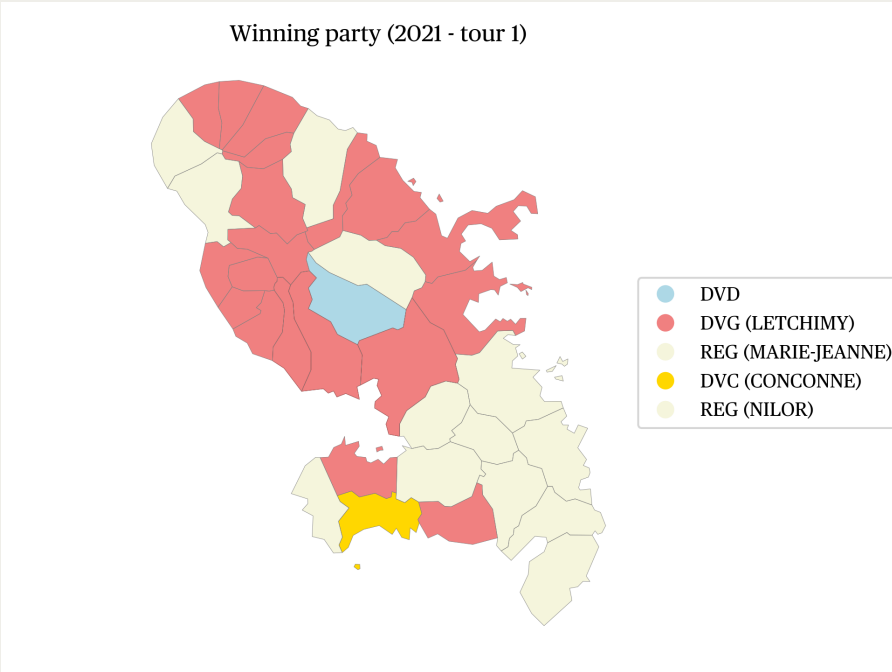
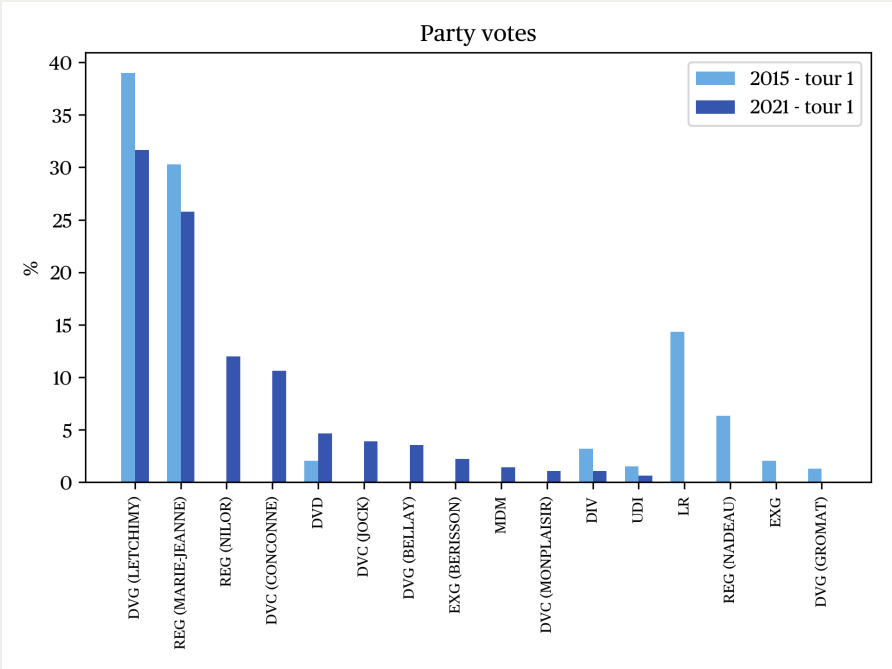


Indicateurs européens

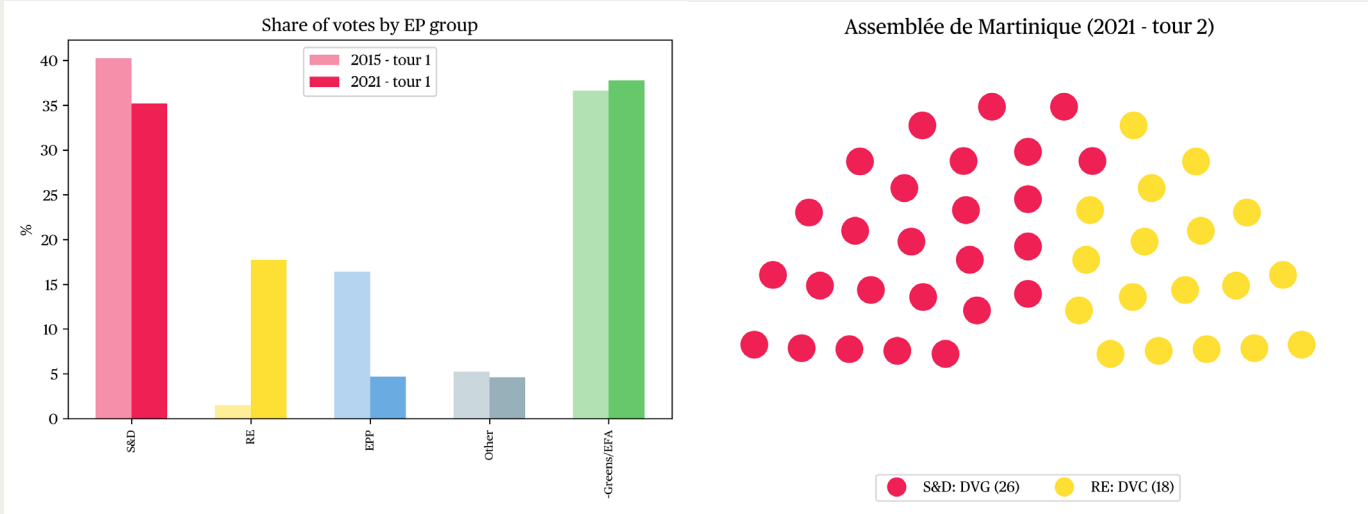


Conseil régional de Nouvelle Aquitaine (2021 - tour 2)





Indicateurs européens





Dragomir Stoyanov • Université de Sofia

Milen Lyubenov • Sofia University St. Kliment Ohridski

Élections parlementaires en Bulgarie, 11 juillet 2021

98

Les élections législatives anticipées du 11 juillet ont eu lieu après que la 45^e Assemblée nationale n'a pas réussi à élire un gouvernement régulier, causant la dissolution par le président Rumen Radev de l'Assemblée nationale et la nomination d'un cabinet intérimaire. Les raisons de l'échec de la formation gouvernementale étaient doubles : d'une part, le niveau de fragmentation politique du Parlement récemment élu était important (4 coalitions de partis et 2 partis individuels) ; d'autre part, le niveau de polarisation politique de l'institution était très élevé. La campagne électorale des « partis du changement » (*Il y a un tel peuple* – ITN, la coalition Démocratie Bulgarie – DB et la coalition *Debout ! Les voyous dehors !* – ISMV) était basée sur une critique sévère du parti au pouvoir GERB, confronté à de nombreux scandales de corruption durant ses périodes de gouvernement (2009-2013 et 2014-2021). En conséquence, malgré sa victoire aux élections d'avril 2021, le GERB s'est avéré être politiquement isolé et considéré comme un partenaire politique « toxique », voire inacceptable.

Un autre partenaire était jugé inacceptable par les « partis du changement » : il s'agit du parti de la minorité turque en Bulgarie, le Mouvement pour les droits et les libertés (DPS). Bien que n'étant pas officiellement au pouvoir, les responsables du parti DPS ont largement profité de la période de gouvernement du GERB. Le parti a été perçu par les autres formations comme un partenaire de coalition inofficiel du GERB, et les nouveaux venus au Parlement ont exclu toute coopération avec lui. Ainsi, le Parti socialiste bulgare (BSP) s'est avéré être le seul parti ancien qui pouvait servir de partenaire de coalition ; mais l'ITN et le DB se sont opposés à la coalition avec l'ancien parti communiste. Finalement, les trois tentatives de formation d'un gouvernement au sein de la 45^e législature ont échoué, et des élections anticipées ont été programmées.

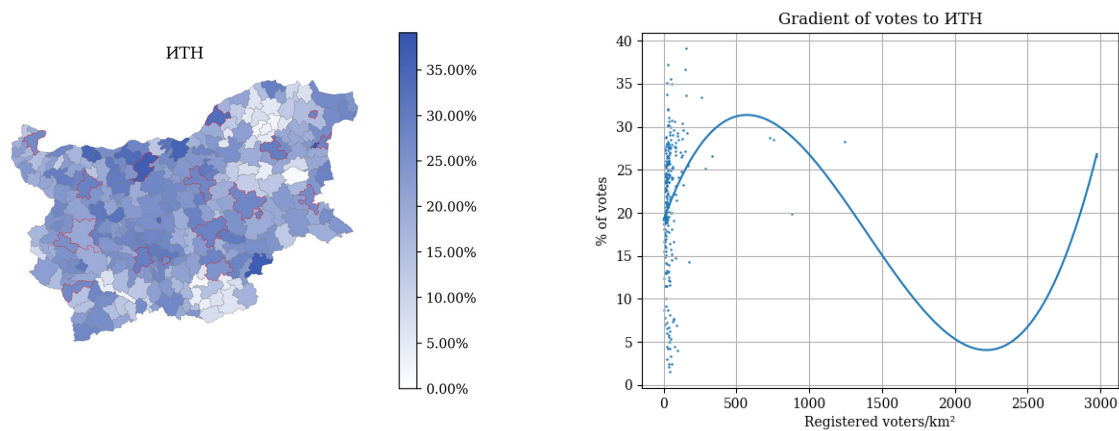
Le contexte des élections anticipées

Le gouvernement intérimaire nommé par le Président a engagé un processus de « révision » des 11 ans de gouvernement GERB, mettant en évidence de nombreuses irrégularités. Certaines de ces irrégularités impliquent des abus dans la gestion des marchés publics, menant à la distribution à des oligarques proches du gouvernement de crédits de centaines de millions de levs par la Banque de développement bulgare. Le 2 juin, le Département du Trésor américain a déclaré des sanctions contre des oligarques bulgares proches du GERB et du DPS en vertu de la loi Global Magnitski. Ces oligarques ont été accusés par le Département d'Etat de « corruption significative », une accusation qui a ajouté à l'image de corruption des deux partis. Au même moment, le ministre de l'intérieur du gouvernement intérimaire a divulgué des données sur les arrestations illégales de centaines de personnes pendant les manifestations de l'année passée – dont celles de politiciens de l'opposition, de journalistes et de représentants du secteur non gouvernemental. Ces révélations scandaleuses ont affecté la campagne électorale et, pour la première fois depuis sa création en 2006, le GERB a perdu les élections législatives.

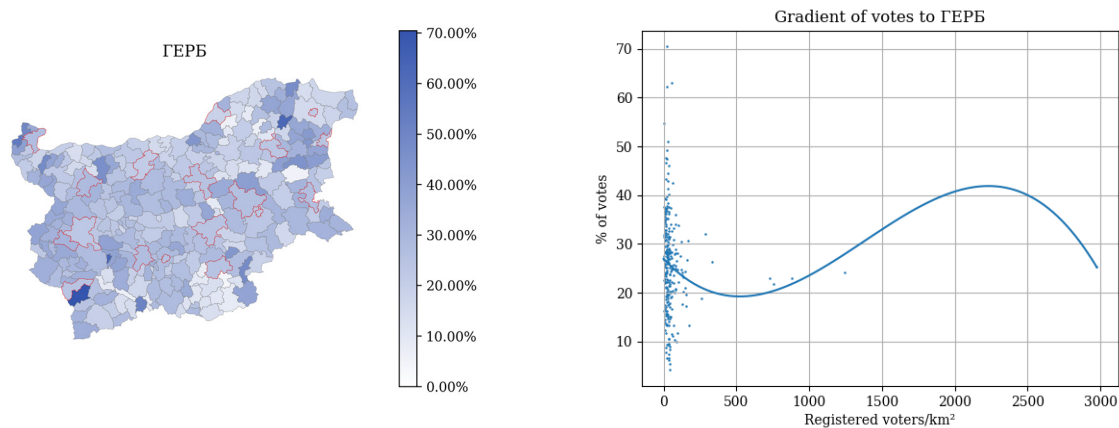
Taux de participation

Le taux de participation aux élections anticipées de juillet a été remarquablement bas, à 42,19 %. Plusieurs raisons peuvent expliquer ce faible taux de participation : tout d'abord, certains électeurs ont été déçus par le résultat des élections d'avril et ont décidé de ne pas participer à nouveau. La deuxième raison est liée aux efforts déployés par le gouvernement intérimaire lui-même pour mettre un frein à l'achat de voix, au vote collectif et à d'autres pratiques de vote illégales. Selon certains médias, ces efforts ont eu un certain effet sur l'activité électorale

a • Vote pour l'ITN et gradient par rapport à la densité de population en juillet 2021, par municipalité



b • Vote pour le GERB et gradient par rapport à la densité de population en juillet 2021, par municipalité



dans plusieurs districts du pays. Troisièmement, la date des élections en juillet a pu avoir un effet négatif sur la participation, de nombreuses personnes préférant partir en vacances au bord de la mer plutôt que de faire la queue devant les bureaux de vote. La dernière raison tient au mode de scrutin lui-même. Pour la première fois dans l'histoire électorale bulgare, des machines à voter ont été déployées dans la plupart des bureaux de vote. Malgré la campagne menée par le gouvernement et certains partis pour populariser cette méthode, de nombreux personnes âgées ou peu éduquées ont pu craindre que celle-ci ne soit trop compliquée pour eux. Le jour de l'élection, ces électeurs ont préféré ne pas voter. En définitive, la combinaison de la polarisation politique et du taux d'abstention record observé n'ont pas aidé à renforcer la légitimité du parlement nouvellement élu.

Résultats des partis

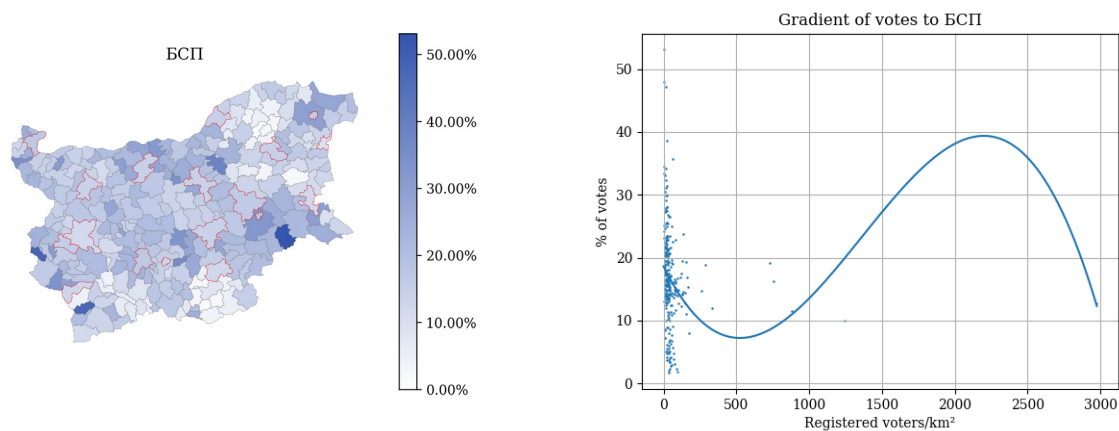
Les résultats des partis n'ont pas été surprenants, et les sondages réalisés en amont des élections en avaient, dans l'ensemble, correctement indiqué l'issue. Le GERB a perdu une élection nationale pour la première fois en 11 ans de gouvernement. Les résultats du GERB lors du vote à l'intérieur de la Bulgarie l'ont placé en tête, mais les Bulgares vivant à l'étranger ont massivement soutenu le parti populiste ITN, modifiant ainsi le résultat global. Le BSP

est arrivé en troisième position, comme aux précédentes élections, et son soutien électoral a encore diminué. Les autres partis et coalitions qui ont fait leur entrée au 46e Parlement sont DB, DPS et IMV.

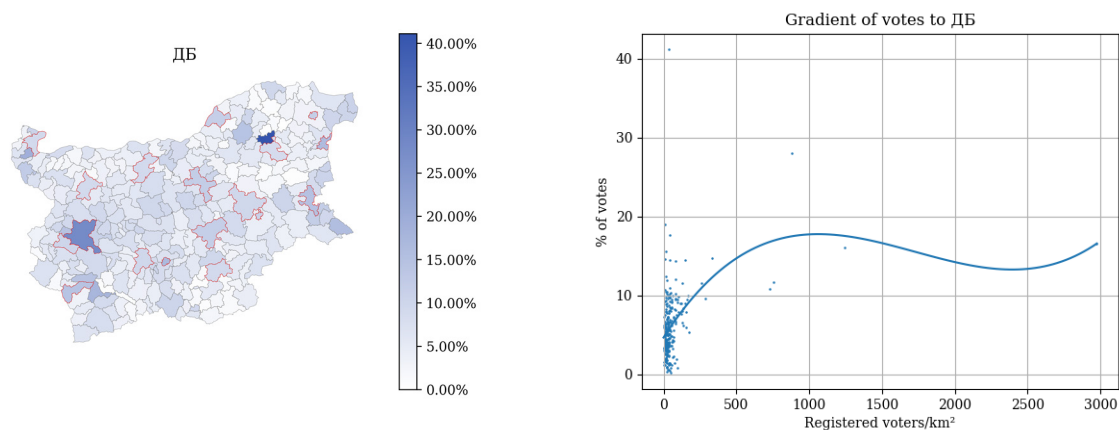
ITN

Le parti qui a réussi à interrompre le long record de victoires du GERB est ITN, fondé en 2019 par le *showman* populaire Slavi Trifonov. Avec son slogan « Il est temps pour quelque chose d'autre », le parti populiste ITN a obtenu 657 829 voix, soit 24,08 % des électeurs, une augmentation de près de 100 000 voix et d'environ 7 % par rapport aux élections régulières d'avril (Kanev 2021 : 61-65). Ce résultat a assuré à la formation la première place dans les sondages ainsi que 65 sièges sur les 240 que compte le parlement. Bien que remarquable, ce résultat est bien loin des 121 sièges nécessaires à la majorité parlementaire. En conséquence, l'ITN avait besoin du soutien des autres partis parlementaires pour former un cabinet. Cependant, obtenir ce soutien s'est révélé être une tâche très difficile pour le parti. Le parti a proposé deux formations ministérielles « à prendre ou à laisser » qui n'ont pas réussi à rallier le soutien des autres partis. Au cours de la campagne électorale, l'ITN s'est largement appuyé sur la popularité de son leader et a tenté d'attirer les citoyens qui ne s'intéressent pas aux questions poli-

c • Vote pour le BSP et gradient par rapport à la densité de population en juillet 2021, par municipalité



d • Vote pour la DB et gradient par rapport à la densité de population en juillet 2021, par municipalité



tiques ou ceux qui ont des opinions anti-establishment et anti-système. La campagne du parti s'est largement appuyée sur la chaîne « 7/8 » de Trifonov et sur différents réseaux sociaux. Les politiciens du parti ont également refusé de prendre part à des débats télévisés et leurs positions concernant le développement économique et social de la Bulgarie ne sont toujours pas claires. Le parti a reçu un soutien important non seulement dans le pays mais aussi à l'étranger ; ce sont précisément les votes des Bulgares vivant à l'étranger qui lui ont assuré la première place. Le soutien du parti provient principalement des jeunes (18-30 ans) ayant suivi un enseignement universitaire ou secondaire, y compris ceux qui travaillent ou sont au chômage. Le parti a réussi à accroître sa présence géographique et trouve un soutien dans les grandes villes ainsi que dans les villages (figure a).

GERB-SDS

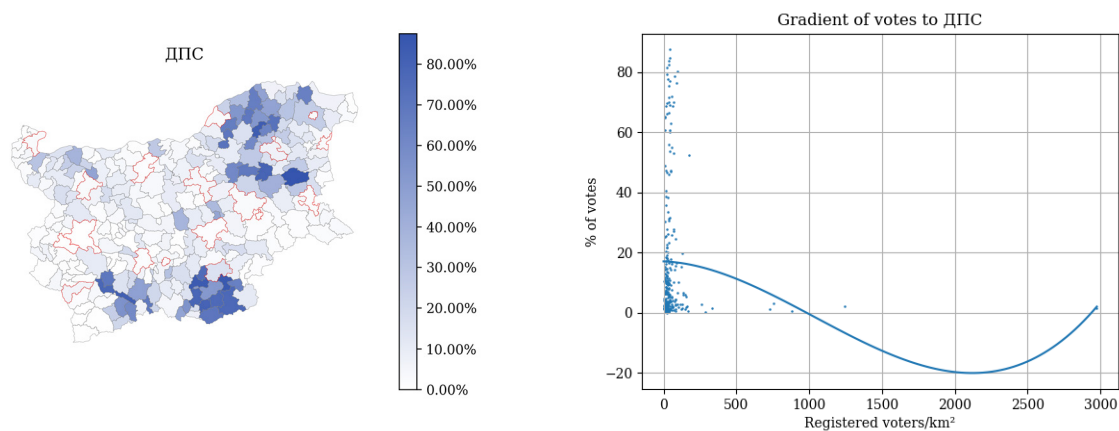
La coalition du GERB avec la plus confidentielle Union des forces démocratiques (SDS) est arrivée en deuxième position après l'ITN. 642 165 électeurs (presque 200 000 voix de moins par rapport à avril), soit 23,5 % des votants, ont voté pour l'ancien parti au pouvoir et son partenaire de coalition (voir panneau « données »). Le GERB-SDS a perdu de peu, et cela est dû aux votes des Bulgares de l'étranger, parmi lesquels ITN a remporté une large vic-

toire, alors que le GERB-SDS est resté en 4^e position avec seulement 9 % des voix. Ainsi, le GERB-SDS a obtenu 63 sièges au parlement.

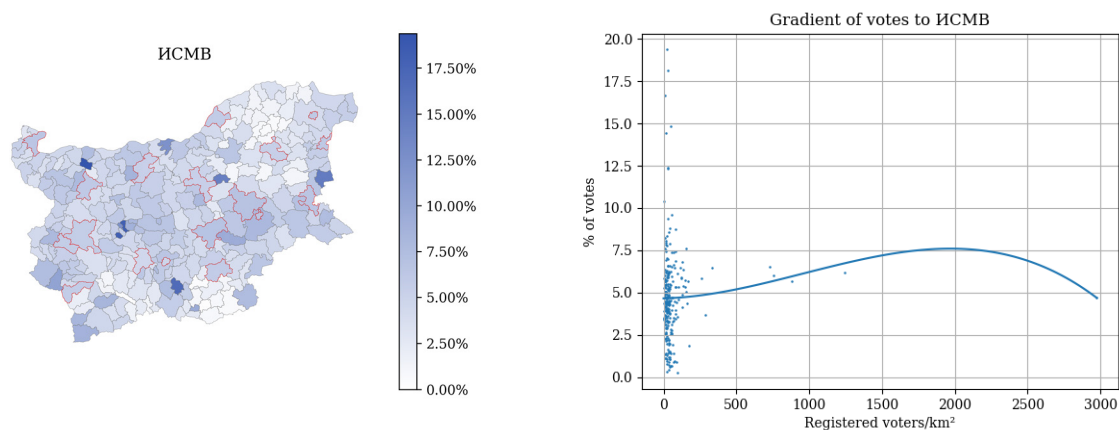
À la tête du pays, le parti GERB a développé certaines caractéristiques propres à un parti clientéliste et, de ce fait, a augmenté le nombre de ses membres. En 2019, le nombre d'adhérents a atteint plus de 90 000, faisant du GERB le plus grand parti du pays. C'est la principale raison pour laquelle le parti conserve sa position de *leader* après ces élections parlementaires, malgré les graves atteintes à sa réputation qu'il a subies au cours de son mandat, les manifestations citoyennes de 2020 et les sévères critiques exprimées par les autres partis politiques.

La configuration du vote pour le GERB n'a pas changé depuis le 4 avril. Cette structure est proche de la composition démographique du pays et la coalition a été soutenue à égalité par les hommes et les femmes, par ceux qui ont fait des études universitaires et primaires. Le principal noyau électoral du parti est constitué des employés du secteur public, de l'administration de l'État, ainsi que de la clientèle des entreprises proches du gouvernement. Le GERB s'appuie également sur sa forte influence et sa représentation dans les gouvernements locaux – notamment dans les plus grandes villes du pays (Sofia, Plovdiv, Varna, Burgas – voir figure b, à gauche). Le parti est également bien représenté dans les petites villes et les villages.

e • Vote pour le DPS et gradient par rapport à la densité de population en juillet 2021, par municipalité



f • Vote pour l'ISMV et gradient par rapport à la densité de population en juillet 2021, par municipalité



BSP

Lors de ces élections, le BSP et ses partenaires de coalition marginaux ont atteint un résultat historiquement bas avec 365 695 voix, soit 13,4 % des suffrages (voir le panneau « données »). Cela représente une baisse de près de 115 000 voix par rapport aux élections du 4 avril. Le parti a obtenu seulement 36 sièges à l'Assemblée nationale, obtenant pour la première fois moins de 40 députés sur les 240 que compte le Parlement. La principale raison de ce résultat est la poursuite des affrontements internes entre les différents courants internes au parti. La direction a quant à elle imputé ce mauvais résultat à l'utilisation de machines à voter, qui s'est avérée difficile pour les électeurs les plus âgés, noyau dur des partisans du BSP. Comme lors des élections précédentes, ce sont de fait surtout les personnes âgées, peu éduquées, et celles vivant dans les petites villes et les villages qui ont voté pour le BSP. Les efforts du parti pour mobiliser les jeunes électeurs ont échoué une fois de plus. Le BSP reste le parti qui attire le moins de jeunes électeurs âgés de 18 à 30 ans (Trend 2021), ce qui constitue un problème majeur pour son avenir. L'une des raisons de cette situation réside dans les messages contradictoires que le parti envoie depuis quatre ans sous la direction de Korneliya Ninova. Pendant la campagne électorale, le parti a paru désorienté, avec un manque de positions claires et bien articulées. Cela a

repoussé de nombreux électeurs modérés et centristes. Ainsi, les jeunes professionnels qui quittent les grandes villes sont principalement représentés par des partis situés à droite du spectre politique.

DB

Une coalition qui a, au contraire, considérablement amélioré son résultat électoral en juillet 2021 est DB. La formation a reçu les votes de 345 331 électeurs (contre 302 380 en avril), mais en raison du faible taux de participation, elle a gagné 12,64 % (9,45 % en avril). Cela a permis à cette coalition de partis libéraux (Oui, Bulgarie), verts (Mouvement vert) et conservateurs (Démocrates pour une Bulgarie forte) d'envoyer 34 députés (27 députés en avril) au Parlement et de jouer un rôle plus important lors des négociations gouvernementales. Comme lors des élections précédentes, la coalition a obtenu la plupart de ses voix à Sofia, et a ainsi confirmé le fait que le GERB n'est plus l'acteur politique le plus influent dans la capitale (voir le panneau « données »). En fait, DB a reçu un soutien important non seulement dans la plus grande ville du pays, mais aussi à Plovdiv et à Varna (figure d). Le profil démographique de la coalition montre en outre qu'elle est soutenue par des jeunes travailleurs (18-30 ans) et des personnes d'âge moyen (31-60 ans) ayant une formation universitaire. Le profil idéologique de la DB est

économiquement et socialement libéral. Le parti est un fervent défenseur de l'adhésion de la Bulgarie à l'Union Européenne et plaide pour une intégration plus profonde du pays dans les structures de l'UE. Conformément à son programme réformiste, la coalition a mené une campagne électorale fondée sur la lutte contre la corruption, critiquant agressivement les pratiques de corruption durant la période de gouvernement du GERB et insistant sur une réforme profonde du système judiciaire bulgare. Les priorités de la coalition reçoivent le soutien d'une partie socialement influente de la société bulgare, mais ne sont toujours pas reconnues comme des questions prioritaires par une grande portion de la population. Ainsi, si DB veut augmenter ses résultats électoraux, elle devra étendre la portée de son programme réformiste.

DPS

Un peu plus de 290 000 personnes, soit 10,7% des électeurs, ont voté pour le DPS. C'est 45 000 voix de moins que lors de l'élection précédente, trois mois plus tôt. Ainsi, le DPS a été représenté par 29 députés dans la 46ème Assemblée nationale. Le DPS, qui est soutenu par les Turcs ethniques en Bulgarie, a été le troisième plus grand parti du pays pendant de nombreuses années. Progressivement, le parti est ensuite devenu une organisation défendant les intérêts des plus grands oligarques du pays, exerçant une influence politique sur certaines institutions clés du système judiciaire. Malgré l'ouverture de 121 bureaux de vote en Turquie (après la suppression de la contrainte d'un maximum de 35 bureaux de vote dans les pays extracommunautaires), le DPS n'y a obtenu que 26 000 voix. Ce chiffre représente 4 000 voix de plus que lors de l'élection du 4 avril, où les sections n'étaient qu'au nombre de 35. Cependant, la tendance générale est à la diminution des votes pour le DPS en Turquie. La raison principale en est l'émergence en Turquie d'une deuxième génération de citoyens issus de l'émigration bulgare de la fin des années 1980, qui ne ressentent plus le besoin de se connecter avec la Bulgarie et avec le DPS. Le vote pour le DPS a également diminué sur le territoire de la Bulgarie après l'adhésion du pays à l'UE. Après cela, de nombreux citoyens bulgares sont partis travailler à l'étranger, notamment ceux issus des régions pauvres du nord-est et du sud-est, où vit l'essentiel de la minorité ethnique turque.

ISMV

Le résultat de la coalition ISMV a légèrement décliné, mais le groupement de partis de gauche et centristes a réussi, une fois de plus, à dépasser le seuil électoral de 4 %. ISMV a reçu le soutien de 136 885 (contre 150 940 en avril) électeurs et avec 5,01 % (4,72 % en avril) a envoyé 13 députés (14 députés en avril) à la nouvelle Assemblée. La configuration des électeurs de la coalition montre que la formation est soutenue principalement par des personnes ayant une formation universitaire et âgées de 31 à 60 ans,

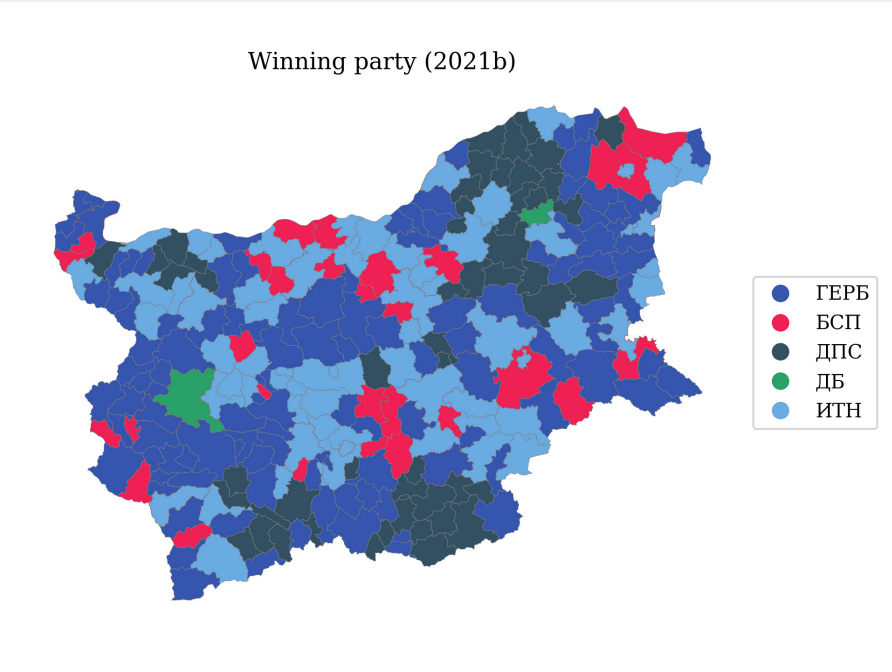
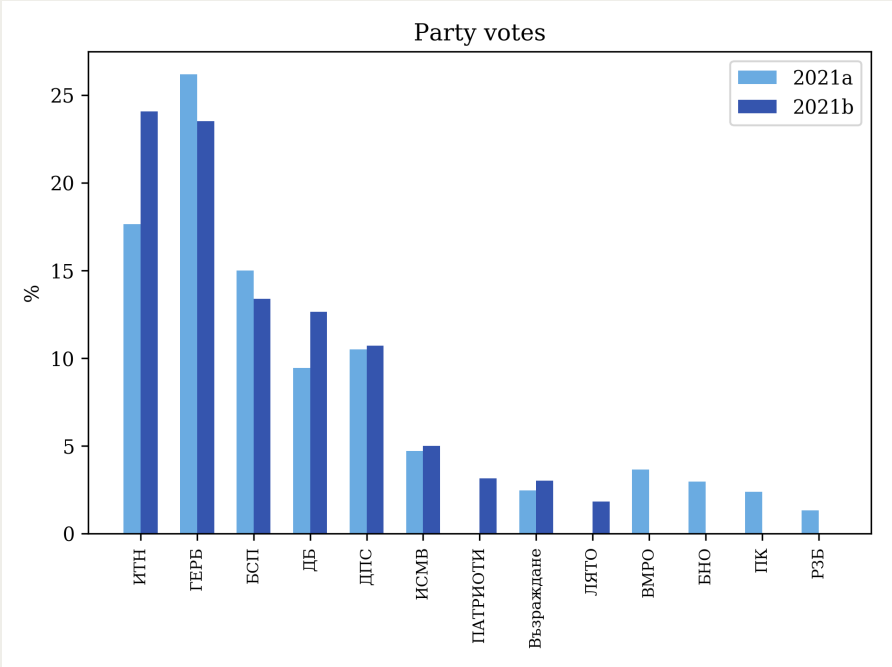
vivant à Sofia et dans d'autres grandes villes (figure f). Après son entrée au Parlement, cette coalition électorale a montré que son niveau de cohésion n'était pas très élevé, avec quelques conflits internes, ce qui est une source de préoccupation pour l'avenir de cette formation. Elle a en effet été très active lors des négociations gouvernementales mais n'a pas réussi à convaincre ITN et DB à former un gouvernement avec le soutien du BSP.

Conclusion : lignes rouges et nouvelles élections

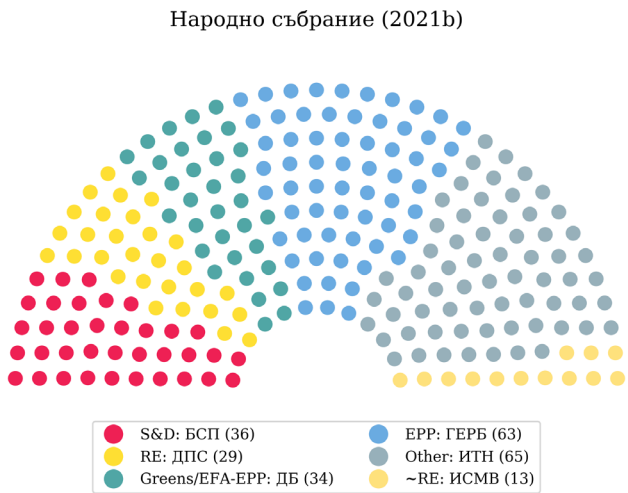
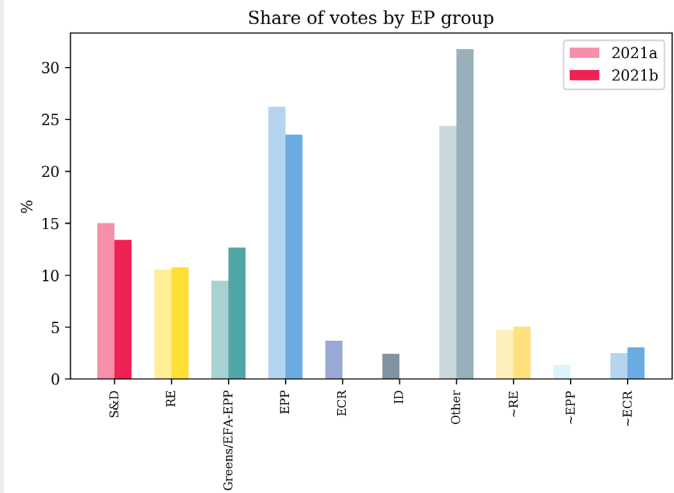
Les partis politiques élus après les élections du 11 juillet sont entrés dans le nouveau parlement en mettant en avant de nombreuses lignes rouges. Le GERB et le DPS étaient considérés par les autres partis comme des partenaires politiques inacceptables et se trouvaient isolés. BSP était une fois de plus prêt à accepter un compromis, mais DB et ITN étaient réticents à toute coopération avec lui. Les tentatives de l'ITN de former un gouvernement minoritaire sans le soutien des autres « partis du changement » ont provoqué des tensions importantes au sein du parlement et ont soulevé des doutes quant à la capacité du parti de diriger un gouvernement. Puis, le mandat du GERB-SDS pour former un cabinet a échoué après le refus de tous les autres partis de négocier avec eux. Enfin, la dernière tentative de formation d'un gouvernement par le BSP a également été un échec. Ainsi, pour la deuxième fois cette année, le parlement a été dissous et le président Rumen Radev a désigné un nouveau gouvernement intérimaire. De nouvelles élections parlementaires ont été prévues pour le 14 novembre, coïncidant avec les élections présidentielles bulgares déjà programmées à cette date. Ce double scrutin laisse présager une campagne électorale particulièrement intéressante, et on prévoit un taux de participation élevé. Si tel est le cas, le nouveau parlement y gagnera en légitimité, et certaines des lignes rouges pourraient s'estomper. Le grand défi de la politique bulgare se présentera dans les jours suivant l'élection : former une coalition viable pour gouverner le pays.

Références

- US Department of the Treasury (2021, 2 juin). Treasury sanctions Influential Bulgarian Individuals and their expansive networks for engaging in corruption. Communiqué de presse. En ligne.
- Central Electoral Commission of the Republic of Bulgaria (2021). Results of the Parliamentary Elections on July 11th 2021. En ligne.
- Gallup International (2021, avril). Sondages de sortie des urnes, avril 2021. *Nova.bg*. En ligne.
- Kanev, D. (2021, septembre). Parliamentary Election in Bulgaria, 4 April 2021. *BLUE/Electoral Bulletin of the European Union*, 1, pp. 61-65.
- Trend (2021, juillet). Sondages de sortie des urnes, juillet 2021. En ligne.



Indicateurs européens





Francesco Truglia • ISTAT

Élections régionales en Calabre, 3-4 octobre 2021

104

Introduction

Mete (2020), se référant aux élections régionales de janvier 2020 – mais les mêmes considérations peuvent probablement être étendues à celles d'octobre 2021 – évoquait « l'abandon politique et médiatique » de la Calabre, attribuant ce manque d'intérêt non seulement à la « marginalité économique, politique et démographique » de la région, mais aussi à la prévisibilité du résultat des élections qui, comme le souligne un autre spécialiste des faits calabrais, Roberto De Luca, « sont gagnées avant d'avoir eu lieu » (2021).

La prévisibilité des choix du peuple calabrais semble en effet répondre, au moins depuis les élections régionales de 2000, à une sorte de déterminisme électoral qui mène généralement à la défaite du président sortant.

Il est encore trop tôt pour dire si la reconfirmation du centre-droit à la tête de la région lors des élections d'octobre dernier constitue la fin de cette règle, étant donné la proximité temporelle des élections précédentes et les circonstances qui ont conduit à ces nouvelles élections.

Les mécanismes qui déclenchent cette alternance à la tête de la région ne sont pas tant à chercher dans la dialectique qui caractérise les systèmes de partis dans les sociétés démocratiques que, comme le prouve désormais une vaste littérature spécialisée, dans la capacité éprouvée des têtes de liste des différents partis de gagner à leur propre cause un petit nombre de « notables »¹ qui, d'une élection à l'autre, peuvent changer de camp en fonction de leurs intérêts particuliers (De Luca 2015, Emanuele et Marino 2016).

Cette alternance sans alternative dans la gestion des affaires publiques, certifiée par des indicateurs économiques, sociaux et culturels, bloque ou, au mieux, freine

le développement de la région et empêche la formation d'une classe dirigeante dotée d'une solide expérience politico-administrative. Les répercussions sur la population calabraise en termes de déception et de frustration sont également importantes, celle-ci voyant se dérober les engagements pris par ses propres administrateurs à chaque nouvelle échéance électorale (Mete 2020 : 30-31).

L'alternance à la tête de la région, l'instabilité et l'incertitude de l'action gouvernementale qui en découlent ne sont donc pas seulement imputables à la dialectique normale des partis, mais aussi à l'incapacité ou à la réticence de la classe dirigeante, tant calabraise que nationale, à soigner un système politico-électoral infecté par le virus du « *notabilato* ». Il s'agit d'un système de domination et de soumission des affaires publiques aux intérêts privés, répandu dans tout le sud de l'Italie, mais qui, en Calabre, semble particulièrement enraciné et efficace, et qui peut être rattaché au phénomène, largement étudié par la sociologie, du « *familismo amorale* » (Cartocci 1985).

D'un point de vue politique, la question calabraise semble s'inscrire pleinement parmi les cas de désinstitutionnalisation de la vie publique qui, dans cette région, n'est toutefois pas tant imputable à la naissance-mortalité des partis politiques (Sartori 1976, Casal Bértoa 2014) qu'au caractère temporaire de la position politique des « notables », dont le poids dans l'arène électorale est également accru par le mécanisme des préférences. Dans le cas de la Calabre, les conséquences de la désinstitutionnalisation sont donc également aggravées par les effets des mécanismes du « *candidate-based system* » (Fabrizio et Feltrin 2007).

Ces considérations et la littérature citée forment le cadre théorique et fournissent une clé interprétative pour les analyses présentées ci-dessous, qui s'insèrent dans une perspective de moyen-long terme (élections locales 2010-2021) et mettent en évidence les aspects géo-électoraux en utilisant certains outils de la statistique spatiale.

1. Selon Preziosa (2020), lors des élections de 2020, le mouvement de cinq « notables » du centre-gauche vers le centre-droit a fait gagner à Santelli plus de 26 000 voix.

a • **Voteants, votes valides et abstentions lors des quatre scrutins**

	Électeurs	Voteants	Valides	Abstention %
2010	1.887.078	1.118.429	1.029.265	40,7
2014	1.880.317	836.531	777.567	55,5
2020	1.895.990	840.563	778.602	55,7
2021	1.890.732	840.563	792.950	55,5

b • **Corrélation entre les taux d'abstention aux quatre scrutins**

	AST10	AST14	AST20	AST21
AST10	1,000			
AST14	0,749	1,000		
AST20	0,790	0,827	1,000	
AST21	0,604	0,647	0,768	1,000
CS10	-0,122			
CD10	0,102			
CS14		0,008		
CD14		0,035		
CS20			-0,026	
CD20			-0,089	
CS21				0,015
CD21				-0,109

c • **Corrélation entre les votes pour les coalitions et les partis aux quatre scrutins**

	CS10	CD10	Callipo 10	CS14	CD14	D'Ascola 14	M5S14	CS20	CD20	Tansi 20	CS21	CD21
CS10	1,000											
CD10	-0,901	1,000										
Callipo 10	-0,104	-0,338	1,000									
CS14	0,272	-0,237	-0,046	1,000								
CD14	-0,301	0,294	-0,022	-0,734	1,000							
D'Ascola 14	-0,046	0,027	0,038	-0,470	-0,172	1,000						
M5S14	0,042	-0,119	0,183	-0,047	-0,116	-0,109	1,000					
CS20	0,307	-0,403	0,256	0,208	-0,158	-0,163	0,178	1,000				
CD20	-0,347	0,449	-0,276	-0,240	0,221	0,189	-0,348	-0,830	1,000			
Tansi 20	0,118	-0,180	0,156	-0,012	-0,025	-0,083	0,365	-0,009	-0,321	1,000		
CS21	0,242	-0,235	0,013	0,208	-0,160	-0,146	0,131	0,483	-0,460	-0,061	1,000	
CD21	-0,342	0,400	-0,174	-0,187	0,247	0,081	-0,340	-0,524	0,609	-0,175	-0,678	1,000
De Magistris 21	0,166	-0,243	0,197	0,020	-0,160	0,060	0,312	0,088	-0,259	0,349	-0,265	-0,488

Démographie électorale et abstentionnisme

Les 3 et 4 octobre, après avoir été reportées d'un an en raison de la pandémie de Covid-19, des élections anticipées ont été organisées – suite au décès prématuré de la présidente Jole Santelli – pour le renouvellement du Conseil et le Président de la Région.

Depuis 2010, c'est la quatrième fois (un record que la Calabre partage avec le Latium) que les Calabrais se rendent aux urnes pour élire les plus hautes institutions politico-administratives de la région. Lors de trois des quatre élections, le président de la région élu était issu du centre-droit (CD ; Scopelliti en 2010, Santelli en 2019 et Occhiuto lors de la dernière) et seulement lors d'une seule, en 2014, du centre-gauche (CG ; Oliverio). Au moins au cours de cette dernière décennie, l'orientation des électeurs a favorisé le CD. Toutefois, pour évaluer la signification politique de ce résultat, il convient de tenir compte de certaines données sur l'abstentionnisme, qui est désormais un phénomène endémique en Calabre (Truglia 2011).

Lors des quatre élections considérées, le nombre de Calabrais ayant le droit de vote a fluctué autour de 1,88 million (figure a), dont, en 2010, environ 2 sur 5 ne se sont pas rendus aux urnes ; cette proportion a considérablement augmenté lors des élections suivantes jusqu'à dépasser la moitié des électeurs.

Par rapport à la taille démographique des communes, l'abstention est de loin la plus importante dans les communes de moins de 1 000 habitants. Cependant, depuis 2014, on constate une augmentation générale de ce comportement, avec des niveaux supérieurs à 55 % même dans les communes d'au moins 15 000 habitants, signe que l'abstention commence à s'enraciner même dans les

zones les plus urbanisées.

Ce phénomène peut être attribué à des facteurs tant démographiques que politico-électoraux. En ce qui concerne les aspects démographiques, deux aspects doivent être soulignés. D'abord, entre 2010 et 2021, la population calabraise a diminué de plus de 150 000 personnes (-7,5 %), mais la réduction la plus constante (-116 000) a été enregistrée à partir de 2014, et s'élève désormais à -5,9 %. L'importance de ces chiffres indique que le dépeuplement concerne aussi bien les petites que les grandes municipalités (Natale, Santacroce et Truglia 2016). En outre, il faut tenir compte du fait que ceux qui quittent la Calabre sont principalement des jeunes qui, par nécessité ou par choix, décident d'émigrer vers d'autres régions ou à l'étranger (ISTAT 2021 : 156-157) et ne reviennent donc souvent pas voter (Mete 2020 : 32). Le deuxième aspect, lié à ce qui vient d'être dit, concerne le vieillissement de la population, dont l'âge moyen en Calabre entre 2010 et 2021 passe de 42 à 45 ans, tandis que l'indice de vieillesse² passe de 130,2 à 169,5.

Il est clair, cependant, que lorsque le taux d'abstention dépasse les 40%, il n'est plus possible d'attribuer ce comportement à la seule « paresse » (Guelmini 2013, Tuorto 2006, Corbetta 1994), mais qu'il est également lié à des causes politico-culturelles. Parmi celles-ci, il y a en premier lieu l'incapacité de la classe politique à mettre sur la table une offre électorale adéquate et crédible. Dans ce cas, le choix de ne pas voter est davantage motivé par un choix politico-électoral précis que par la paresse (Truglia 2013). Lorsque, comme dans le cas de la Calabre, on observe également une persistance temporelle de ce comportement, il est possible d'y voir un phénomène

2. Formule : (population > 64 ans) / (population < 15 ans) * 100.

d • Répartition des municipalités par province et par résultat électoral

	CS 2010	CD 2010	CS 2014	CD 2014	CS2020	CD 2021	CS 2021	CD2020
Cosenza	66	84	149	1	18	137	13	132
Catanzaro	5	75	79	1	8	71	9	72
Regio Calabria	4	93	92	5	1	93	4	96
Crotone	3	24	26	1	13	26	1	14
Vibo Valentia	13	37	48	2	8	45	5	42
Région	91	313	394	10	48	372	32	356

e • Consensus électoral pour le CD et le CS dans les provinces de Calabre

	CS 2010	CD 2010	CS 2014	CD 2014	CS 2020	CD 2020	CS 2021	CD 2021
Cosenza	42,1	49,4	62,3	21,8	29,7	52,3	26,3	52,7
Catanzaro	32,9	60,4	58,1	26,1	30,9	55,2	32,7	54,4
Regio Calabria	27,5	67,0	63,0	23,4	24,4	66,6	24,6	60,8
Crotone	31,8	59,3	69,0	19,9	33,0	46,6	29,0	57,5
Vibo Valentia	35,8	52,6	55,7	28,4	36,0	56,3	28,2	54,3
Région	34,8	57,6	61,7	23,5	29,2	56,7	27,4	55,7

structurel (Truglia 2011), comme cela ressort également des résultats présentés ci-dessous.

L'indice de corrélation entre les taux d'abstention pour les quatre années électorales est toujours positif, avec des valeurs comprises entre 0,604 (années 2021/2010) et 0,827 (années 2020/2014). La persistance temporelle de ce phénomène semble donc confirmer qu'il ne s'agit pas seulement d'un désintérêt des Calabrais pour les urnes. Dans ce sens, si nous regardons les corrélations entre les taux d'abstentionnisme et le vote pour chacune des deux coalitions, nous pouvons voir comment les valeurs de cette statistique sont généralement très proches de zéro (l'indicateur n'est supérieur à 0,10 qu'en 2010 et pour le CD en 2021), signe que l'offre politique n'est pas en mesure de canaliser dans la compétition électorale une partie substantielle de l'électorat calabrais. Selon toute vraisemblance, c'est donc plutôt la méfiance envers la classe politique, jugée incapable de remédier à des problèmes anciens et qui transparaissent clairement dans les principaux indicateurs socio-économiques et culturels, qui est la cause du comportement abstentionniste. À cet égard, il est intéressant de noter qu'au cours de la décennie considérée, le PIB par habitant de la Calabre est resté presque stationnaire à environ 28 000€, le taux de chômage étant de 20,1 % (+8,2 % par rapport à 2010) et le taux de chômage féminin de 22,6 % (+8,7 % par rapport à 2010), tandis que le nombre de jeunes diplômés (30-34 ans) est de 20,7 %. Ce chiffre place la région en avant-dernière position devant les Pouilles (19,8 %) et la Sicile (18,6 %). Dans ces deux régions, le nombre des jeunes diplômés a augmenté respectivement de 4 % et 4,4 % par rapport à 2010, alors qu'en Calabre, ils n'a augmenté que de 1,6 %.

Coalitions, partis et dirigeants

Lors des dernières élections, 424 666 électeurs ont voté pour le CD, soit 55,7 % des votants. Par rapport à 2010 et 2020, années où cette coalition a remporté les élections régionales, le CD perd respectivement 1,8 et 1,4 points de pourcentage. Cependant, ces deux pourcentages très similaires recouvrent des pertes très différentes en termes absolus. Dans le premier cas, le CD perd environ 20 000 électeurs, alors qu'il en perd 167 000 dans le second(soit à peu près la population de la ville de Reggio

di Calabria).

Le CG en 2021 obtient 27,4 % des voix, soit un peu plus de 200 000 électeurs, en baisse de 1,8 points de pourcentage par rapport à l'année précédente et de 7,4 points par rapport à 2010. Comparé à la meilleure performance récente du CG, en 2014, le résultat de 2021 présente une baisse massive de 34,7 %, soit 273 808 électeurs.

Quant aux « troisièmes pôles » – à la seule exception du groupe dirigé par De Magistris, qui a dépassé 15 % des voix –, ils ne dépassent pas 9 % des voix. Ce pourcentage, s'il est considéré uniquement d'un point de vue arithmétique, ne peut pas combler la différence de voix entre la coalition gagnante et l'autre ; une différence qui est de 22 points en 2010, de 38 points en 2014 et de 27 points lors des deux dernières élections.

Cependant, la présence du « troisième pôle » a sans aucun doute une signification politique qui va au-delà de l'arithmétique. Elle peut être comprise à la fois comme un indicateur de la capacité de la classe dirigeante nationale et locale à servir de médiateur en conciliant les différents intérêts et demandes, et comme un signe de l'activisme de la société civile, qui continue à chercher des solutions plus conformes aux besoins régionaux que celles proposées par les forces politiques traditionnelles.

La figure c montre les valeurs de l'indice de corrélation pour les coalitions qui ont obtenu au moins 3% des voix ; les « troisièmes pôles » sont indiqués, à l'exception des M5S, avec les noms des candidats à la présidence de la région. Une première observation peut être faite sur la base de la comparaison entre les différentes années électorales pour le CD (en bleu clair) et le CG (en rose). La valeur de l'indice de corrélation sur les périodes 2010-2014, 2014-2020 et 2020-2021 est assez faible : pour le CG, il oscille entre 0,242 et 0,307 ; pour le CD, entre 0,294 et 0,449. Il semble cependant, à l'aune de ces données, que le CD soit mieux à même de fidéliser son électorat que le CG.

En 2021, la corrélation entre les votes pour De Magistris et ceux pour le CG et le CD est respectivement de -0,265 et -0,488, de sorte que dans les municipalités où De Magistris est plébiscité, le soutien au CG et, dans une plus large mesure, au CD diminue. Les valeurs de l'indice de corrélation d'intensité moyenne-haute indiquent une augmentation du niveau de compétition entre la coalition dirigée par De Magistris et les deux autres coalitions, et en

particulier avec l'électorat CG sur lequel il exerce très probablement une certaine attraction politico-idéologique. Enfin, il faut noter que la popularité de De Magistris dans l'électorat calabrais est attestée par son succès personnel – pour l'élection à la présidence de la région, il a obtenu 16,2 % des voix, soit 1 % de plus que le total des voix obtenues par les listes qui le soutenaient.

Parmi les divers éléments qui différencient les deux camps en termes d'évolution dans le temps, on peut certainement souligner le type de candidat présidentiel et le rôle joué par les partis nationaux au sein des deux coalitions.

En ce qui concerne le premier aspect, il semble que la stratégie de chacun des deux camps ait évolué par rapport à 2010 : lors des deux dernières élections, le CG a davantage misé sur la « personnalité » du candidat présidentiel, tandis que le CD est plus fort en termes de votes de liste. Cette considération est également confirmée par la « nature » différente des candidats à la présidence, qui pour le CD sont issus de la « politique » (Scopelliti de l'AN, Ferro, Santelli et Occhiuto du PdL ou de la FI). Pour le CS, seuls Loiero et Oliverio sont des « hommes de parti », alors que lors des deux dernières élections, Callipo et Bruni appartenaient à la « société civile ».

L'étude du poids électoral des principales forces politiques permet d'évaluer leur implantation régionale, et donc leur propension à prendre en charge des problèmes spécifiques et à trouver des ressources et des solutions qui ne concernent pas toujours la seule région.

Lors des élections de 2010 à 2021, le Parti démocratique (PD, S&D) a maintenu une position centrale au sein du CG. En revanche, la position du Peuple de la Liberté (PdL) et de son successeur Forza Italia (FI, PPE) au sein du CD semble moins stable ; elle est en tous cas menacée par les ambitions des dirigeants de la Ligue (ID) et des Frères d'Italie (FdI, CRE) de diriger le CD au niveau national. L'un des effets du dynamisme électoral de Salvini et Meloni est certainement le déplacement du centre de gravité de la coalition vers la droite.

Lors des dernières élections, le PD était à la tête d'une coalition de sept partis et a recueilli à lui seul plus de 13% des voix, soit une baisse de 2 points de pourcentage par rapport à 2020 et de 10,6 points par rapport à 2014. Cependant, malgré cette baisse, l'incidence du PD au sein du CG reste très importante, allant de 38,4 % en 2010 à 51,9 % en 2020.

En 2020, Santelli est à la tête d'une coalition composée de six partis, dont trois d'envergure nationale. Dans ces élections, FI est rejoint par la Ligue, qui après le virage « nationaliste » de Salvini n'est plus un parti du Nord (Passarelli et Tuorto 2018, Truglia 2018) ; celle-ci conquiert 12,3 % de l'électorat calabrais. Le troisième parti de la coalition sont les FdI, qui recueillent un peu plus de 10 % des voix.

Le succès de la Ligue et des FdI dans le sud a connu un coup d'arrêt lors des dernières élections, non seulement en raison du déclin du FdI (-2,1 %) et de la Ligue (-3,5 %) et

de la croissance simultanée de FI (+5 %), mais aussi parce que le nouveau président Occhiuto est issu des rangs de FI, un parti dont il était le chef de file à la Chambre des députés, réaffirmant ainsi sa centralité au sein du CD.

Territorialisation du consensus électoral

Lors des quatre échéances électorales, le nombre de municipalités remportées par la coalition gagnante a toujours dépassé 300. En 2014, le CG a obtenu la majorité des voix dans 394 des 404 municipalités qui composent le territoire calabrais (figure d). Cette dynamique semble être transversale tant par rapport aux provinces que par rapport à la taille démographique des communes. En particulier, les dynamiques électorales des 18 municipalités ayant une population d'au moins 15 000 habitants sont quasiment parallèles.

Ces larges victoires se traduisent également par des différences importantes entre les scores obtenus par les différentes forces politiques au niveau provincial. À l'exception des élections de 2010 pour la province de Cosenza, où la différence entre CD et CG est de 7,3 points, dans tous les autres tours électoraux cet écart est toujours supérieur à 10 points de pourcentage ; dans 20 cas, il dépasse 20 points de pourcentage, et dans le cas de la province de Cosenza en 2014 et de Reggio Calabria en 2020, il est même supérieur à 40 points de pourcentage (figure e).

Une analyse plus poussée permet d'identifier des groupes géo-électoraux composés de municipalités à la fois similaires en termes de comportement électoral et géographiquement contiguës. Cette approche analytique a été largement utilisée dans divers domaines disciplinaires, notamment dans des études pour lesquelles il est fondamental d'évaluer les effets de contamination ou de débordement entre les différentes unités d'analyse. Dans le domaine de l'analyse électorale, il faut mentionner, concernant l'Italie, les travaux d'Agnew, dont certains sont signalés dans la bibliographie.

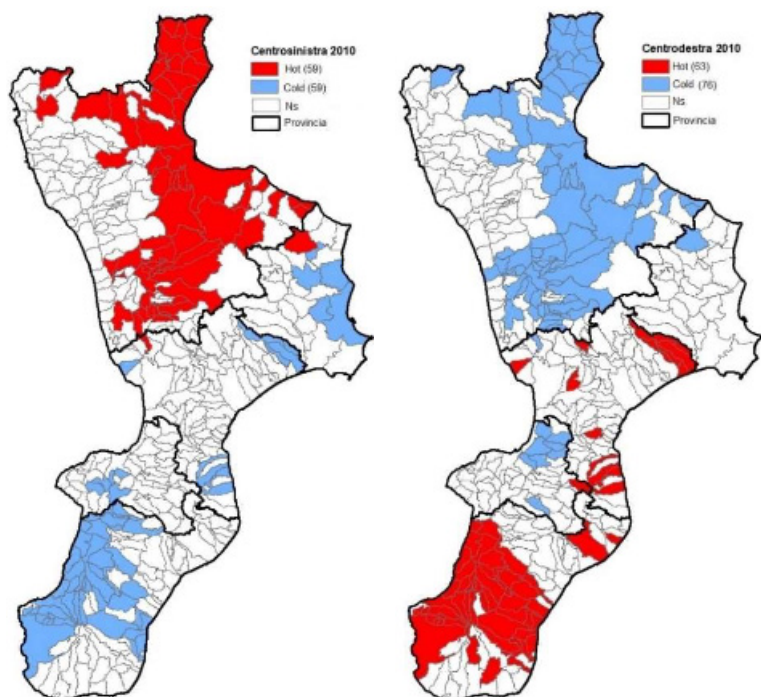
D'un point de vue statistique, les indices auxquels il est fait référence sont l'indice d'autocorrélation spatiale (Anselin, 1980, 1986) et la statistique G_i^* de Getis et Ord (1992). En restant dans le contexte des élections italiennes, cette statistique est également utilisée par Ignazi et Wellhofer dans leur étude sur le « vote catholique » (2017).

Avant de poursuivre l'illustration des résultats, il convient de donner quelques informations sur cette statistique, qui peut être formalisée comme suit :

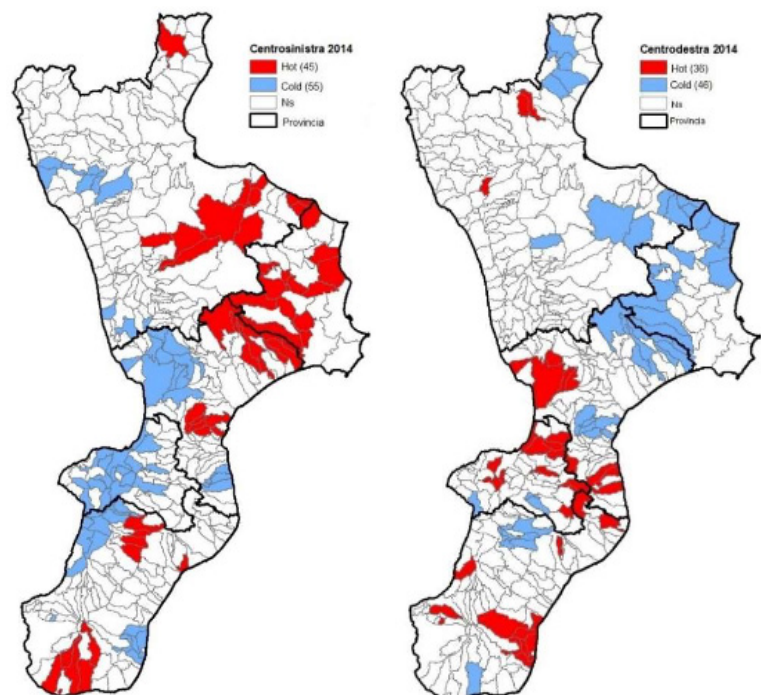
$$G_i^* = \frac{\sum_{j=1}^n (x_j - M_x) w_{ij}}{S_x \sqrt{\frac{n \sum_{j=1}^n w_{ij}^2 - (\sum_{j=1}^n w_{ij})^2}{n-1}}}; \forall i \neq j$$

où :

- x_j est le pourcentage de consensus d'une force politique dans la j -ème municipalité ;
- M_x et S_x sont respectivement la moyenne et l'écart-type de la variable x ;



g • Clusters électoraux Hot-Cold du CG et du CD, 2014



- w_{ij} sont les éléments d'une matrice de contiguïté W qui sont égaux à 1 ou 0 selon que deux municipalités partagent ou non une section frontalière³.

Les scores de cet indice, convenablement standardisés, permettent d'évaluer la significativité statistique (valeur $p < 0,05$) de la distance entre x_i et M_x et d'identifier des partitions géo-électorales spécifiques, qui sont étiquetées comme suit :

- Hot : municipalités à soutien électoral élevé, contiguës d'autres municipalités à soutien électo-

3. La contiguïté spatiale peut être opérationnalisée de différentes manières : distance entre barycentres, k plus proches voisins etc. Dans cet article, on considérera l'adjacence entre communes.

ral élevé ;

- Cold : municipalités à soutien électoral faibles, contiguës d'autres municipalités à soutien électoral faible ;
- Ns : municipalités des différences non significatives par rapport à la moyenne régionale.

La configuration territoriale de l'électorat calabrais aux élections locales de 2010, qui dans ce travail sert de référence géo-électorale, est caractérisée par la présence de deux grands clusters de soutien élevé qui sont situés, pour le CD, au sud et au centre, et pour le CG, dans la partie centre-nord de la région (figure f)

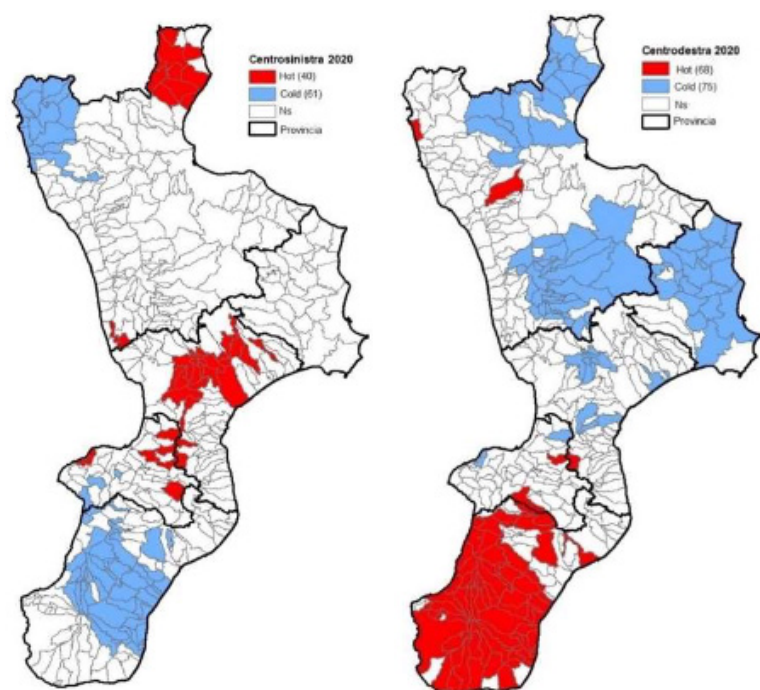
Le cluster de vote CD élevé est composé de 63 (16%) municipalités, la plupart dans la province de Reggio Calabria et, dans une moindre mesure, dans la province de Catanzaro. Plus étendu, mais avec un nombre inférieur de municipalités (53), le cluster de vote CG élevé s'étend le long de la partie centre-est de la province de Cosenza. Environ un quart du soutien pour le CD, et un peu moins pour le CG, provient des électeurs de ces deux groupes, qui comprennent également les villes de Reggio di Calabria (CD) et Cosenza (CG).

Le fait le plus évident dans la géographie électorale de 2014 est la forte réduction – plus importante pour le CD, qui est passé de 63 à 36 municipalités – des clusters de soutien des deux coalitions et la fragmentation territoriale conséquente de leurs bassins géo-électorales respectifs (figure g).

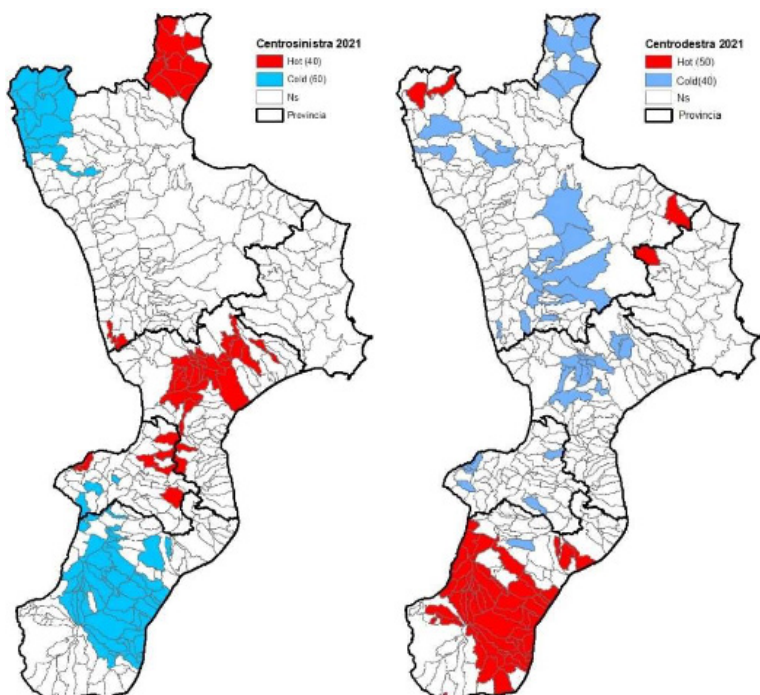
La reconquête du leadership de la région par le CD en 2020 a deux effets géo-électorales. Le premier est la formation d'un cluster de fort vote pour le CD composé de 68 municipalités, dont seulement 5 sont situées en dehors de la province de Reggio Calabria (figure h). Par rapport à 2010, le cluster présentant un faible taux de soutien au CD a considérablement changé, ne s'étendant plus

seulement aux municipalités de la province de Cosenza, mais englobant une grande partie de la région de Crotone (figure i). Le deuxième effet est le fort remaniement et le déplacement du cluster « CG Hot » de la province de Cosenza à celle de Catanzaro. En fait, la zone de haut soutien au CG dans la région de Cosenza se réduit à un groupe plus restreint de municipalités autour du Pollino. Au même moment, dans la province de Catanzaro, un nouveau pôle apparaît, comprenant le même chef-lieu et un groupe de communes s'étendant le long de l'arrière-pays de la Serre jusqu'à la frontière sud de Vibo Valentia.

La géographie électorale dessinée par les urnes en



i • Clusters électoraux Hot-Cold du CG et du CD, 2021



2021 confirme dans l'ensemble la configuration spatiale des zones de fort soutien des deux coalitions et, pour le CG, de ses zones de faible soutien (fig h, i).

Les changements les plus importants par rapport à 2020 sont : i) la sortie de la ville de Reggio di Calabria de la zone de fort soutien ; ii) la réduction de l'ampleur territoriale de ce groupe de 68 à 50 municipalités ; iii) la réduction significative du groupe à faible soutien.

Conclusion

Trois facteurs politiques et électoraux semblent avoir guidé le choix du peuple calabrais entre 2010 et 2021. La

première est sans doute la plus grande capacité du CD à présenter une candidature unifiée capable de rassembler les différentes tendances de cet espace politique. La seconde, qui est en quelque sorte liée à la première, concerne la personnalité du candidat à la présidence de la région, qui, dans le cas du CD, vient toujours de la « politique » et non de la « société civile » et est peut-être perçue, au moins par ceux qui se rendent aux urnes, comme plus « équipée » sous l'aspect politico-administratif pour diriger la Région et plus liée aux partis nationaux. Le troisième élément est le rôle du parti de Berlusconi (FI) qui, malgré la pression de Salvini et de Meloni, reste fondamental tant en termes de votes qu'en termes d'ancrage territorial. Ce rôle est confirmé par le fait que deux des trois présidents du CD sont issus des rangs de FI.

La géographie électorale des années considérées montre une stabilité spatiale et temporelle importante dans la distribution des votes, qui contraste avec la discontinuité des majorités qui se sont succédé à la tête de la région. Cette contradiction n'est qu'apparente car ces deux aspects sont les deux faces d'une même pièce. Le fait que ce sont les votes qui, dans des zones spécifiques de la région, migrent entre les deux pôles électoraux qui décident de la victoire ou de la défaite électorale confirme, d'une part, la capacité des « seigneurs des préférences » (les notables locaux, cf. Emanuele et Marini 2015) à déplacer le consensus et, d'autre part, confirme l'efficacité de leur contrôle du territoire.

Lors des quatre échanges électorales considérées, les électeurs ont voté massivement pour l'une ou l'autre coalition ; les Calabrais ne semblent donc pas connaître de « demi-mesures ». Ce comportement n'est certainement pas imputable à une particularité anthropologique de la population ; il s'agit plutôt d'une confirmation supplémentaire de

l'« égarement » politique des électeurs ; ces revirements sont une conséquence, importante mais non exclusive, de la fragmentation de l'offre électorale et de la faiblesse – plus culturelle que politique – de la société civile, qui tend à se réfugier dans l'abstentionnisme.

Si l'on considère la différence de soutien entre les deux coalitions et le nombre de municipalités qui sont passées de l'une à l'autre, on a l'impression que les élections régionales en Calabre ressemblent à un jeu à somme nulle où celui qui gagne prend tout et celui qui est battu perd tout. Ce résultat, cependant, ne semble pas être dû, comme on l'observe dans d'autres régions, ni à la présence d'une force politique fortement radicalisée qui réussit à faire

le vide autour d'elle, ni même à l'arrivée sur le terrain d'un candidat particulièrement charismatique. Dans le cas de la Calabre, ce jeu semble être largement alimenté par la faible fidélisation des électeurs, dont le vote va davantage à une personnalité qu'à un parti (Mete 2020). Dans de nombreux cas, ce faible sentiment d'appartenance est probablement aussi alimenté par le souvenir de programmes électoraux qui n'ont jamais été réalisés. Cela conduit les citoyens calabrais à croire que les deux coalitions sont interchangeables entre elles comme dans une sorte de processus auto-entretenu *de différences et de répétitions*, selon le mot de Deleuze. De ces deux termes, c'est cependant bien le second qui donne corps à la dynamique électorale – donnant naissance une stationnarité politico-institutionnelle qui permet, dans une large mesure, de connaître à l'avance tant le résultat électoral que l'avenir politique du gouvernement régional.

Références

- Agnew, J. (1991). *Luogo e politica: la mediazione della geografia tra stato e società*. Milano : Unicopli.
- Agnew, J. (1996). Mapping Politics: How Context Counts in Electoral Geography. *Political Geography*, 15, 2, pp. 129-46.
- Agnew, J. (2007). Remaking Italy? Place Configurations and Italian Electoral Politics under the "Second Republic". *Modern Italy*, 1, pp. 17-38.
- Agnew, J., Shin, M.E. (2008). *Berlusconi's Italy: Mapping Contemporary Italian Politics*. Philadelphia : Temple University Press.
- Anselin, L., (1980). Estimation Methods for Spatial Autoregressive Structures. *Regional Science Dissertation and Monograph*, 8.
- Anselin, L. (1986). Some Further Notes on Spatial models and Regional Science. *Journal of Regional Science*, 26, pp. 799-802.
- Arlacchi, P. (1985). Clientelismo, politica, mafia e lobbies politico-mafiose nel mezzogiorno contemporaneo. In Scarpinato, R., *Mafia, partiti e pubblica amministrazione*, Napoli : Jovene, pp. 9-33.
- Casal Bértoa, F. (2014). Party systems and cleavage structures revisited: a sociological explanation of party system institutionalization in East Central Europe. *Party Politics*, 20(1), pp. 16-36.
- Cartocci, R. (1985). Differenze territoriali e tipi di voto. Le consultazioni del Maggio - Giugno 1985. *Italian Political Science Review/Rivista Italiana di Scienza Politica*, 15(3), pp. 421-454
- Cartocci, R. (1996). L'Italia unita dal Populismo. *Rassegna Italiana di Sociologia*, 2, pp. 286-295.
- Corbetta, P. & Parisi A.M.L. (1994). Smobilitazione politica e astensionismo di massa. *Polis*, 3, pp. 423-443.
- De Luca, R. (2015). Le elezioni regionali del 2014 in Calabria, Osservatorio regionale. En ligne.
- De Luca, R. (2001). Il ritorno dei «campioni delle preferenze» nelle elezioni regionali. *Polis*, pp. 227-245.
- De Luca, R. (2021), L'analisi post elezioni, il prof. De Luca: Sono i candidati particolarmente competitivi a muovere il voto. En ligne.
- Durkheim, E. (1950). *Leçons de sociologie*, Paris : PU de France.
- Fantozzi, P. (1993). *Politica, clientela e regolazione sociale*, Soveria Mannelli : Rubbettino
- Emanuele, V. & Marino, B. (2016). Follow the Candidates, Not the Parties? Personal Vote. Regional De institutionalized Party System. *Regional & Federal Studies*, 26(4), pp. 531-554
- Emanuele, V. & Marino, B. (2015). I signori delle preferenze a Reggio Calabria. En ligne.
- Getis, A. & Ord, J.K. (1992). The Analysis of Spatial Association by Use of Distance Statistics. *Geographical Analysis*, 24(3), pp. 189-206.
- Gualmini, E. (2013, 13 juin). Da marginalisti a protagonisti. *La Repubblica*.
- Ignazi, P. (2018). *I partiti in Italia dal 1948 al 2018*. Bologna : Il Mulino.
- Igrazi, P. & Wellhofer, S. (2017). Territory, religion, and vote: nationalization of politics and the Catholic party in Italy. *Rivista Italiana di Scienze Politiche*, 47:1, Bologna : Il Mulino, pp. 21-43.
- ISTAT (2021). Gli aspetti territoriali dei percorsi studio-lavoro, Rapporto annuale 2021, La situazione del paese, Roma.
- Levine, N. (2015). CrimeStat IV. Crime Mapping & Analysis News, Summer. Police Foundation : Washington, DC.
- Passarelli G. & Tuorto D. (2018). La Lega di Salvini. Estrema destra di governo. Bologna : Il Mulino.
- Pelissero, M. (2010). Associazione di tipo mafioso e scambio elettorale politico-mafioso. In Pelissero, M. & Riverditi, M., *Reati contro la personalità dello Stato e contro l'ordine pubblico*, Torino : Giappichelli.
- Mete, V. (2020). La Calabria e gli elettori di nessuno. *Il Mulino* 1/2020, Bologna : Il Mulino, pp. 29-36.
- Mete, V. (2020, 29 janvier). La Calabria, una regione data per persa. *Il Mulino*. En ligne.
- Natale, L., Santacroce, A. & Truglia, F. G. Native immigration and pull factor evolution in Italy: a spatial approach. In *Proceedings of the 48th scientific meeting*, 8-10 juin 2016. Salerno: Università di Salerno.
- Plananica, A. (1999). *Storia della Calabria dall'antichità ai giorni nostri*. Roma : Donzelli.
- Rush, M. (2007). *Politica e società*. Bologna : Il Mulino.
- Sartori, G. (1976). *Parties and party systems: a framework for analysis*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Prezzia, S. (2020). Il ruolo dei Notabili nelle Elezioni Regionali 2020 in Calabria. CISE/LUISS.
- Torsvik, P. (dir.) (1981). *Mobilization, center-periphery structures and Nation-building*. Oslo : Universitetsforlaget.
- Truglia, F. G. (2011). L'autocorrelazione spaziale e spazio-temporale. Struttura spaziale dell'astensionismo in Calabria, elezioni 1992-2008. *Sociologia e ricerca sociale*, XXXII, 94, Roma : Franco Angeli, pp. 111-129.

Truglia, F. G. (2013). L'Italia incantata. Geo-statistica della diffusione dell'astensionismo, elezioni politiche 2008 e 2013. *Sociologia e Sociologia e ricerca sociale*, 101, Roma : Franco Angeli, pp. 61-90.

Truglia, F. G. (2015). Roma elettorale. Lo spazio geografico del consenso politico Elezioni CdD 2001, 2006, 2008, 2013. In Cipollini, R. & Truglia, F. G., *La metropoli Ineguale. Analisi sociologica del quadrante est di Roma*, Roma : Aracne.

Truglia, F. G. (2018). *Territorializzazione del consenso elettorale: determinati spaziali, socio-economiche e culturali*. Publication prochaine chez SISE.

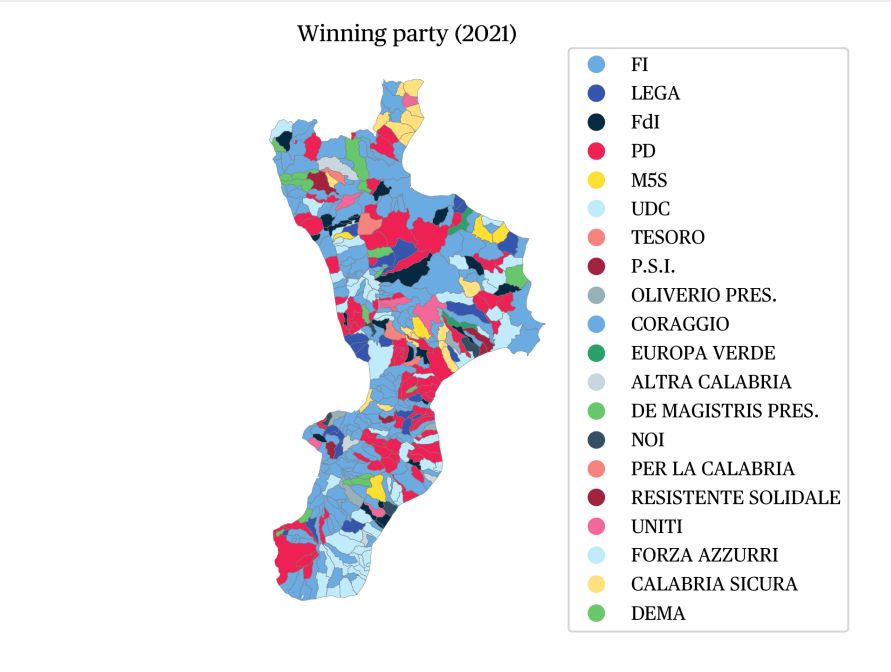
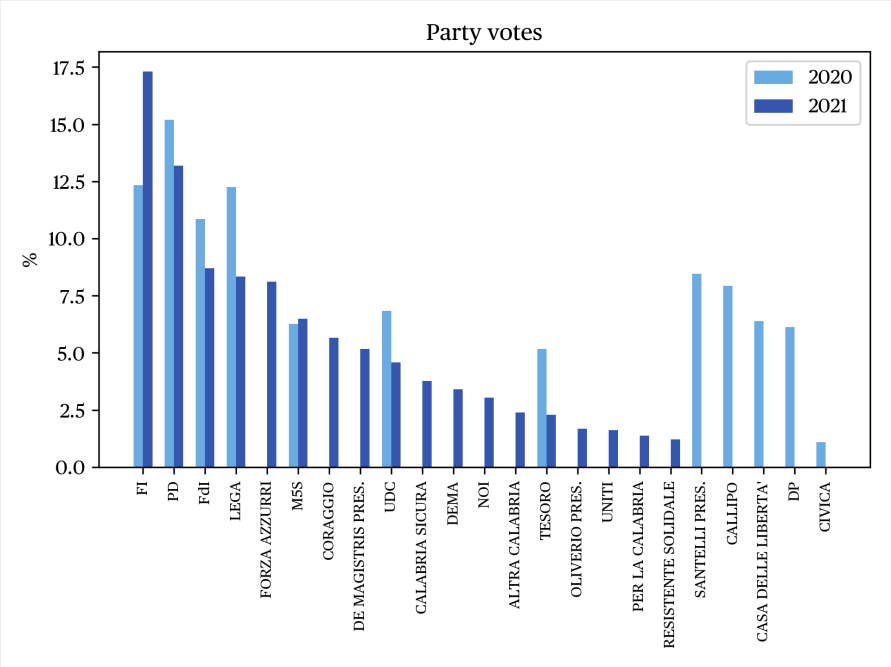
Truglia, F. G. (2019). L'Italia del valzer e del caffè. Ter-

ritorializzazione e nazionalizzazione del consenso politico nella Terza Repubblica. In Lombardo, C. *et al.*, *La Società nelle urne* (dir.), Milano : Franco Angeli, pp.72-91

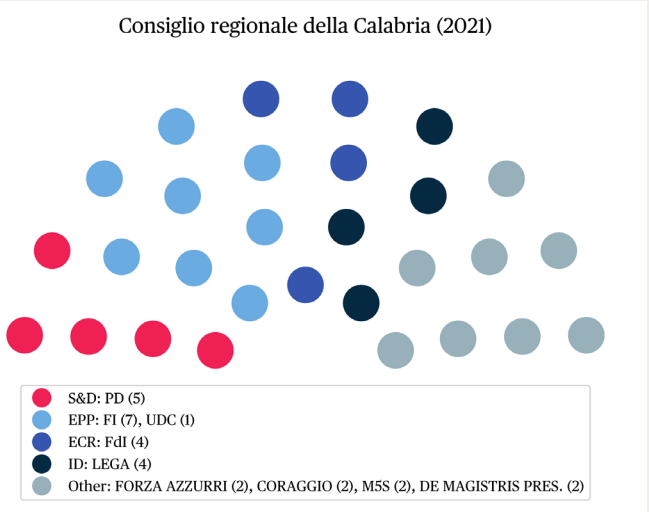
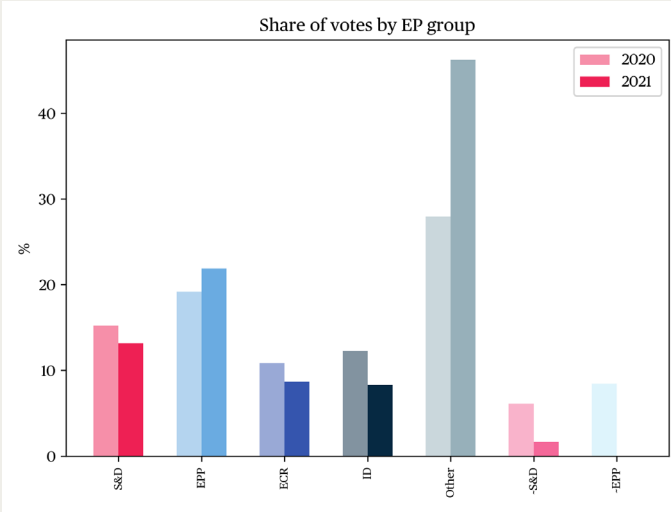
Truglia, F. G. & Zeli, A. (2019). From Chianti to the Apennines: The fall of the left-wing parties' predominance in Tuscany. *Regional Science Policy and Practice*.

Truglia, F. G. & Zeli A. (2019). Spatial analysis of economic and social determinants of vote: the case of the European Parliament and constitutional referendum votes in Italy. *Italian Political Science Review/Rivista Italiana di Scienza Politica*. Cambridge University Press.

Zinn, D. (2001). *La raccomandazione. Clientelismo vecchio e nuovo*. Roma : Donzelli.



Indicateurs européens





Erik Baltz • Universität Greifswald

Sophie Suda • Universität Greifswald

Maximilian Andorff-Woller • Universität Greifswald

Élections régionales en Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, 26 septembre 2021

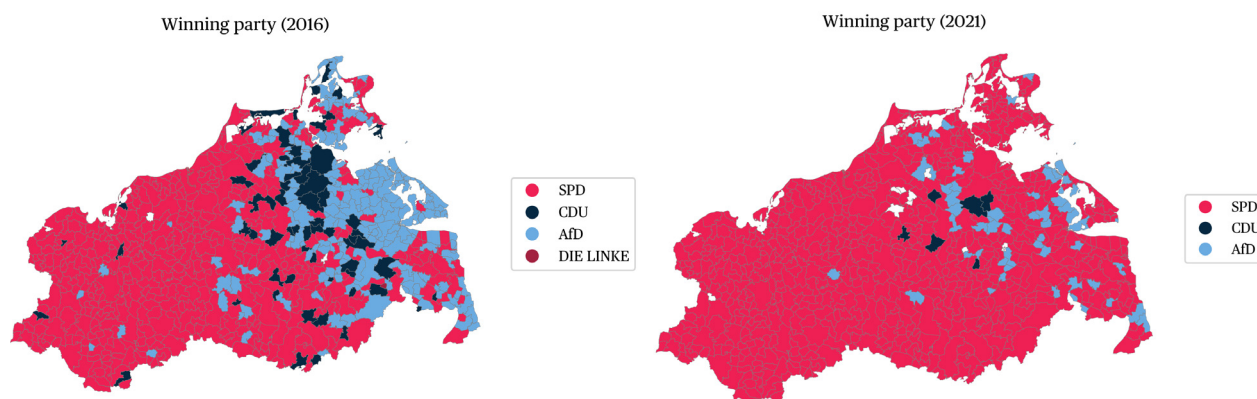
Contexte pré-électoral

Les élections au 8^e *Landtag* de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale ont eu lieu le 26 septembre 2021, en même temps que les élections du Bundestag et de la Chambre des députés à Berlin. Contrairement aux deux autres élections de l'année électorale 2021, cette élection du *Landtag* était placée sous des auspices clairs. La favorite pour le poste de ministre-président était dès le départ la sortante Manuela Schwesig (SPD, S&D). Cette dernière a été élue en 2017 après la démission pour raisons de santé de son prédécesseur Erwin Sellering (SPD). Schwesig étant entrée en fonction sans mandat propre, sa gestion du gouvernement a dû être légitimée par les électeurs. Son précédent gouvernement reposait sur une majorité rouge-noire au *Landtag*, composée du Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) et de l'Union chrétienne-démocrate d'Allemagne (CDU, EPP). Sur le plan du contenu, le partenaire de coalition n'a eu qu'une influence réduite, et le SPD – et Schwesig en particulier – a donc donné le ton au sein du cabinet. Cela s'est également reflété dans les sondages, dans lesquels la satisfaction des partisans du SPD à l'égard du gouvernement était supérieure de presque 20 points de pourcentage à celle des partisans de la CDU (Infratest dimap 2021). Néanmoins, le SPD s'est moins concentré sur le contenu de la campagne électorale que sur la candidate Schwesig – entre autre matériel de campagne, un « *Manu Magazin* » a ainsi été distribué dans les foyers. Les autres partis n'ont pas eu grand-chose à opposer à cette stratégie de personnalisation. La CDU, avec sa tête de liste Michael Sack (CDU), n'a guère convaincu. Sack avait pris la tête du parti en 2020 après que Philipp Amthor (CDU) – initialement pressenti à la présidence du parti – se fut disqualifié pour ce poste suite à des accusations de corruption. De plus, le SPD semblait peu attaquant sur le plan du contenu, la CDU ayant toujours soutenu l'action gouvernementale. Sur un plan plus per-

sonnel, enfin, Sack n'a pas su rivaliser avec les niveaux de sympathie de Schwesig (Forschungsgruppe Wahlen 2021). Le principal parti d'opposition, Alternative pour l'Allemagne (AfD, ID), n'a guère été visible pendant la campagne électorale, ce qui s'explique notamment par le fait que sa tête de liste, Nikolaus Kramer (AfD, ID), a dû passer de longues périodes à l'hôpital pour des raisons de santé (ibid.). De plus, la politique de Schwesig a été bien accueillie dans la région. L'abolition des contributions à l'aménagement des routes et des frais d'inscription dans les crèches a permis à Schwesig de gagner de nombreux électeurs, et son attitude de femme d'état rigoureuse pendant la pandémie de Covid-19 a également eu un effet positif sur sa cote de popularité. En assumant temporairement la présidence du SPD au niveau fédéral – avec Malu Dreyer (SPD, S&D) et Thorsten Schäfer-Gümbel (SPD, S&D) – elle a montré que le Mecklembourg-Poméranie-Occidentale était dirigé par une femme politique compétente et disposant d'un bon réseau politique au niveau fédéral. Dans le même temps, la remontée du SPD dans les sondages au niveau fédéral a donné un fort élan au SPD du *Land*, de sorte que les sondages régionaux prévoyaient une nette victoire des sociaux-démocrates.

La soirée électorale a vu la victoire attendue du SPD. Avec près de 40 % des deuxièmes voix, le SPD a augmenté sa part de voix de près d'un tiers, alors que tous les autres partis représentés au Parlement ont subi des pertes (voir encart « les données »). L'AfD, quoique confirmant sa place de deuxième force politique du *Land*, a perdu 4,1 points de pourcentage, tandis que le score de la CDU se contractait de 5,7 points. Sack a démissionné de la présidence de la CDU régionale, créant ainsi un vide de pouvoir au sein du parti. Il a ainsi manqué un interlocuteur de premier plan dans les entretiens exploratoires ultérieurs avec le SPD, ce qui peut être considéré comme un facteur déterminant de l'échec de la poursuite de l'alliance de coalition. La part électorale du quatrième parti repré-

a • Parti ayant recueilli le plus de (deuxièmes) voix par commune en 2016 (gauche) et en 2021 (droite)



senté au parlement, La Gauche (GUE/NGL), a également baissé de 3,3 points de pourcentage. Dans le même temps, les Verts (Verts/ALE) et le Parti démocratique libre (FDP, RE) ont réussi à entrer au Parlement – tous deux n’avaient pas pu franchir la barre des 5% en 2016. Le parlement nouvellement formé est ainsi plus diversifié en termes de programmes, et sa composition reflète celle qui s’est imposée de longue date au niveau fédéral ainsi que dans un certain nombre de parlements régionaux.

Le résultat des élections dans le Mecklenbourg-Poméranie occidentale reflète la tendance nationale avec des succès clairs pour le SPD, les Verts et le FDP et des pertes significatives pour la CDU, l’AfD et La Gauche. Le grand succès du SPD s’est également manifesté dans les résultats au niveau des circonscriptions électorales. Alors qu’en 2016, on pouvait encore observer un net clivage est-ouest dans le *Land*, selon lequel le SPD dominait clairement les parties occidentale et centrale du pays, mais devait céder de nombreuses circonscriptions à la CDU et à l’AfD à l’est, le SPD a dominé presque toutes les régions en 2021 (voir figure a). Certes, la CDU et l’AfD ont continué à remporter quelques circonscriptions, mais dans des proportions nettement moindres et de manière moins concentrée. Les circonscriptions remportées par l’AfD se trouvent presque exclusivement dans la partie orientale du *Land*. Les petits partis, quant à eux, n’ont pas créé la surprise. Le Parti de la protection des animaux a obtenu 1,7 % des voix, bien

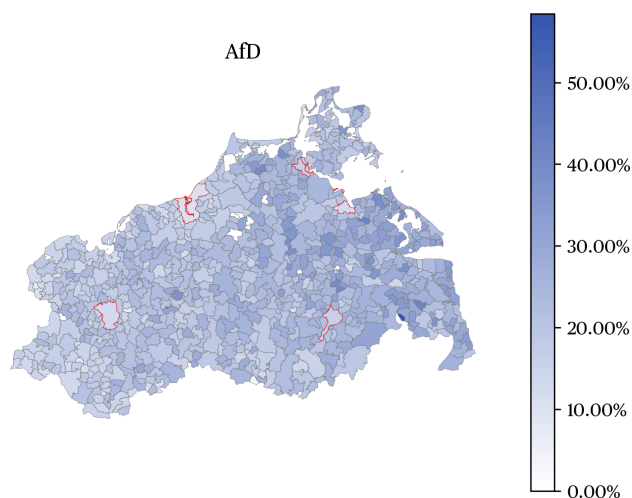
en-deçà de la limite des 5 % nécessaire pour entrer au Parlement. Le mouvement Querdenker, qui s’était présenté pendant la pandémie de Corona comme un contrepoids de la société civile à l’appareil étatique et s’était présenté aux élections sous le nom de Parti de la démocratie directe d’Allemagne (dieBasis), n’a également obtenu que 1,7 %. Le Parti national-démocrate d’Allemagne (NPD) poursuit lui aussi son déclin depuis les élections régionales de 2016 et n’obtient plus que 0,8% des voix.

La participation a augmenté de 9 points de pourcentage, passant de 61,7 % à 70,8 %, ce qui représente le troisième taux de participation le plus élevé de l’histoire du *Land*. Une raison importante de ce succès pourrait être la satisfaction de la population vis-à-vis du travail du gouvernement. Alors qu’en 2016, le mécontentement était particulièrement fort dans les régions orientales du *Land*, le gouvernement de 2021 a accordé une attention particulière à ces circonscriptions. Dans cette perspective, il n’est guère surprenant que la satisfaction du gouvernement évolue presque parallèlement au succès électoral du SPD. Malgré la satisfaction croissante à l’égard du gouvernement, la CDU, partenaire de la coalition sortante, n’a pas réussi à augmenter sa part de voix.

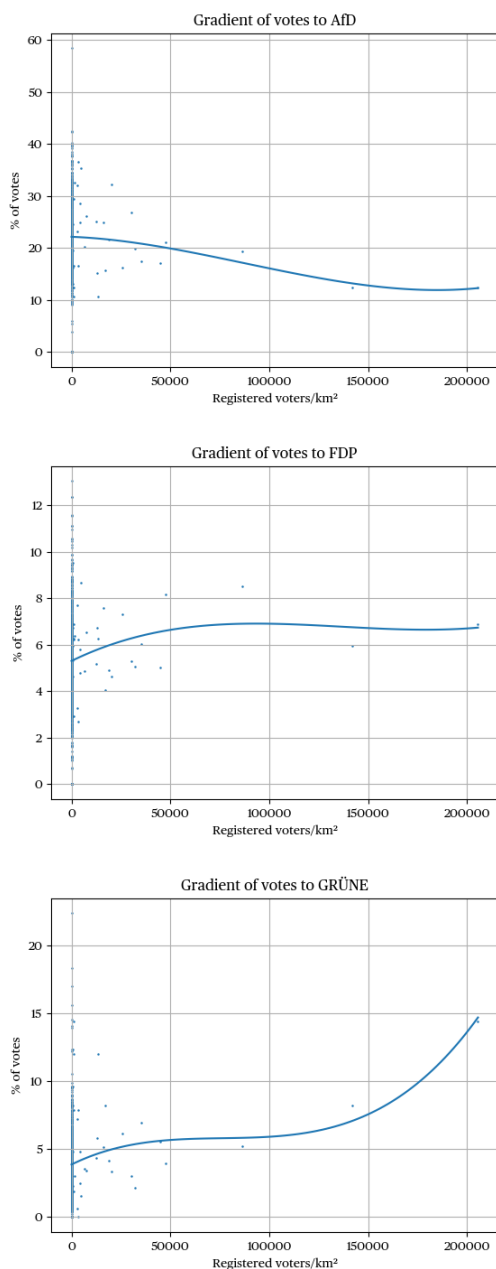
Tendances politiques transnationales

Le résultat des deuxièmes voix du SPD, de l’AfD et de La Gauche lors des élections régionales dans le Mecklenbourg-Poméranie-Occidentale a été nettement plus élevé que lors des élections fédérales qui ont eu lieu au même moment. Dans le cas de l’AfD et de La Gauche, cette différence peut notamment être attribuée aux différences entre les « nouveaux » *Länder* est-allemands et les « anciens » *Länder* ouest-allemands. Les partis considérés comme proches de l’ancienne République démocratique allemande (RDA) et de la Russie continuent à obtenir de meilleurs résultats dans les *Länder* est-allemands que dans les *Länder* ouest-allemands (Arzheimer 2021). En outre, l’AfD a pu gagner beaucoup de voix, en particulier dans les circonscriptions de l’est, proches de la frontière polonaise (voir figure b).

Le résultat supérieur à la moyenne du SPD du Mecklenbourg-Poméranie-Occidentale est également frappant, tant en comparaison avec d’autres élections ré-



b • Scores de l’AfD par commune



gionales qu’avec les élections au Parlement européen. Le pourcentage de deuxième voix obtenu par le SPD lors des élections régionales compte parmi les plus élevés des *Länder* allemands, et est nettement supérieur au pourcentage de voix obtenu par les S&D lors des élections au Parlement européen, mais aussi par le SPD lors des autres élections régionales allemandes. Il est difficile de dire si la bonne performance du SPD en Mecklembourg-Poméranie-Occidentale peut s’expliquer par la montée en puissance du SPD au niveau fédéral, ou si au contraire le succès au niveau fédéral a été favorisé par la force du SPD du *Land*. Dans l’esprit de la théorie des élections de second ordre, l’influence du niveau fédéral sur le niveau régional est plus forte que l’effet inverse (Müller & Debus 2012). Dans ce cas, cependant, d’éventuels effets de synergie dus à une plus grande intégration de la section mecklembourgeoise du SPD dans la politique fédérale – par exemple à travers la personne de Schwesig – semblent également

plausibles.

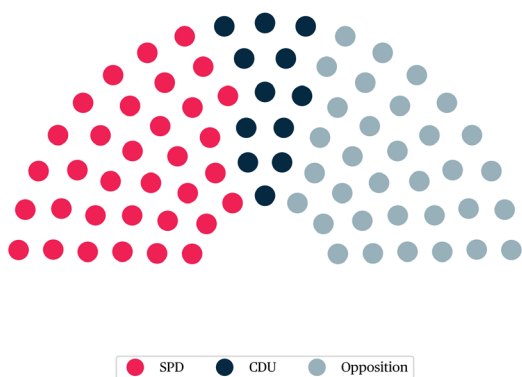
Tendances socio-démographiques

La population vieillissante du *Land* et la faible densité de population rendent l’implantation de certains partis plus difficile. Avec 69 habitants au kilomètre carré, le Mecklembourg-Poméranie occidentale est le *Land* le moins peuplé de la République fédérale. Il a perdu beaucoup de sa population depuis la réunification (rapport de données Destatis 2021). Même si la baisse des naissances observées dans les années 1990 et au début des années 2000 a été surmontée et que, depuis 2017, les chiffres de l’immigration sont supérieurs à ceux de l’émigration (Statistisches Amt MV), la population continue de diminuer en raison du vieillissement du *Land*, s’établissant actuellement à 1,6 million. En 2019, le Mecklembourg-Poméranie-Occidentale était en queue de peloton en termes de salaire brut moyen et en troisième et dernière position en termes de revenu disponible des ménages. Si, en septembre 2020, le taux de chômage n’était certes que de 6,9 %, on constate ici encore une disparité ouest-est dans le *Land*, l’ouest du *Land* se situant à 5 % et l’est à presque 10% (rapport de données Destatis 2021).

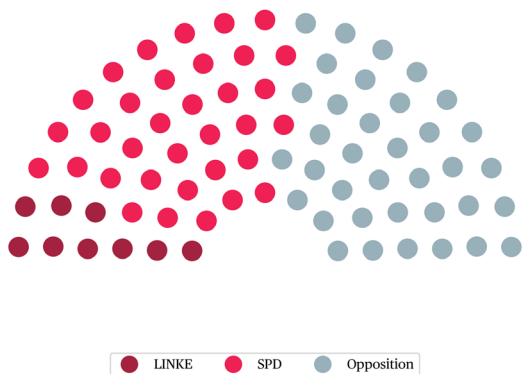
Ce sont surtout les Verts, et dans une moindre mesure le FDP, qui sont élus en premier lieu dans les grandes villes (voir figure c). Mais à cela s’ajoute surtout le fait que le noyau dur de l’électorat de ces deux partis n’est guère représenté dans le Mecklembourg-Poméranie-Occidentale. Les Verts, qui sont surtout élus par les citoyens des grandes villes aux revenus supérieurs à la moyenne, ont du mal à défendre leurs idées pour une politique écologique dans les régions rurales. Le FDP mise surtout sur les indépendants, que l’on ne trouve pas non plus en grand nombre dans le Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, le troisième *Land* avec le plus petit nombre d’entreprises (MV Statista Dossier 2021). Les Verts et le FDP représentent tous deux des tendances progressistes différentes et sont donc particulièrement soutenus par les jeunes. Cela conduit à une concurrence entre les deux partis pour un même électorat d’ampleur numérique déjà réduite, ce qui peut expliquer en partie leur mauvais résultat par rapport à la moyenne allemande. Les deux partis n’étaient pas représentés dans le Landtag précédent et, avec respectivement 6,3 et 5,8 %, ils formeront les deux plus petits groupes parlementaires de la prochaine législature avec seulement cinq sièges chacun.

Au contraire, l’AfD profite des tendances démographiques mecklembourgeoises. Le parti obtient généralement de bons résultats dans les régions peu peuplées, moins développées et où la moyenne d’âge est élevée (Franz et al. 2018). Cela ne signifie pas nécessairement que le groupe de population le plus âgé vote systématiquement pour ce parti ; le vote AfD peut être davantage relié au manque de perspectives ressenti par la population, ainsi qu’au sentiment d’être oublié et abandonné par les partis établis, de sorte que les personnes vivant dans

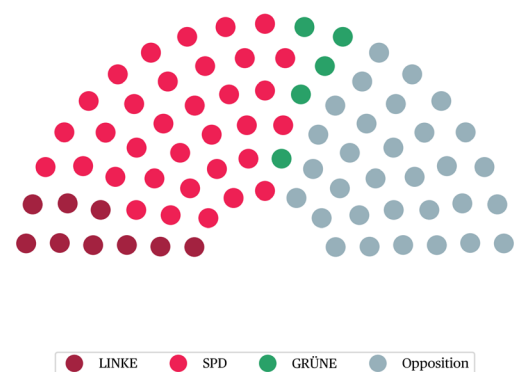
Landtag Mecklenburg-Vorpommern (2021): Große Koalition



Landtag Mecklenburg-Vorpommern (2021): Rot-rote Koalition



Landtag Mecklenburg-Vorpommern (2021): Rot-rot-grüne Koalition



de telles régions deviennent vulnérables aux opinions et aux partis populistes et nationalistes (Dellenbaugh-Losse et al. 2021). Comme on peut le voir dans l'illustration du haut, les principaux groupes d'électeurs de l'AfD se trouvent dans des zones peu peuplées, ce qui soutient cette théorie.

Il est également intéressant de constater que l'AfD obtient les meilleurs résultats dans le groupe des 30-45 ans, c'est-à-dire un groupe qui est certes né en RDA, mais qui ne l'a vécue que pendant quelques années. Si ce groupe n'a certes plus grandi sous la dictature, il a par contre été durement touché par l'exode rural et les problèmes sociaux et économiques des années 1990, ce qui le rend plus susceptible d'adopter des positions contraires aux politiques établies.

Contrastes et dynamiques géographiques

Lors des élections régionales de 2016, on avait constaté de nettes différences entre l'ouest du pays, dominé par le SPD, et l'est, où l'AfD est sortie victorieuse des élections. En 2021, les bastions de l'AfD se trouvent toujours à l'Est, mais leur nombre a fortement diminué et l'AfD a été concurrencée par le SPD. Comment en est-on arrivé là ?

Dans les domaines du développement économique, du revenu moyen, du taux de chômage et de l'infrastructure, on constate de fortes différences entre l'ouest et l'est du *Land*, l'est occupant toujours la position la plus faible. La frontière directe avec la Pologne à l'est peut également avoir une influence positive sur le résultat des votes de l'AfD : Jäckle et al. (2018) expliquent cela par le fait qu'en raison d'une situation de concurrence économique et de la présence d'une criminalité transfrontalière, les attitudes populistes de droite et xénophobes peuvent facilement s'enraciner dans ces zones-frontière, ce qui peut conduire à un renforcement général de l'AfD. Toutefois, une telle explication monocausale serait insuffisante. Parmi les autres raisons du recul de l'AfD, on peut citer sa dynamique négative au niveau fédéral, les querelles internes au parti régional ou le manque d'intérêt de la population pour le thème des réfugiés. Il ne faut cependant pas oublier que le gouvernement du *Land*, et en particulier le SPD, a activement tenté de regagner des électeurs dans l'est du pays et d'intégrer davantage la Poméranie occidentale dans la politique du *Land* après les mauvais résultats qu'il y a enregistré en 2016. Comme le suggèrent Franz et al. (2018), les régions structurellement faibles devraient faire l'objet d'une attention accrue. C'est ce qu'a fait le gouvernement du *Land*, notamment par le biais de la stratégie pour la Poméranie occidentale. Un secrétaire d'État parlementaire a notamment été chargé spécifiquement de la question de la Poméranie occidentale (Patrick Dahlemann, SPD), qui pouvait investir chaque année près de 3 millions d'euros dans des projets et des réalisations régionaux à partir d'un fonds de développement créé à cet effet. En outre, le nouveau poste devait donner aux habitants de la région le sentiment de pouvoir transporter leurs préoccupations plus directement et plus facilement dans la capitale du *Land*. La question de savoir si les investissements, le contact direct ou les tendances de la politique fédérale ont eu une influence directe significative restent ouvertes ; on peut en tout cas observer que l'AfD a subi des pertes considérables dans presque toutes les circonscriptions électorales et en particulier à l'Est.

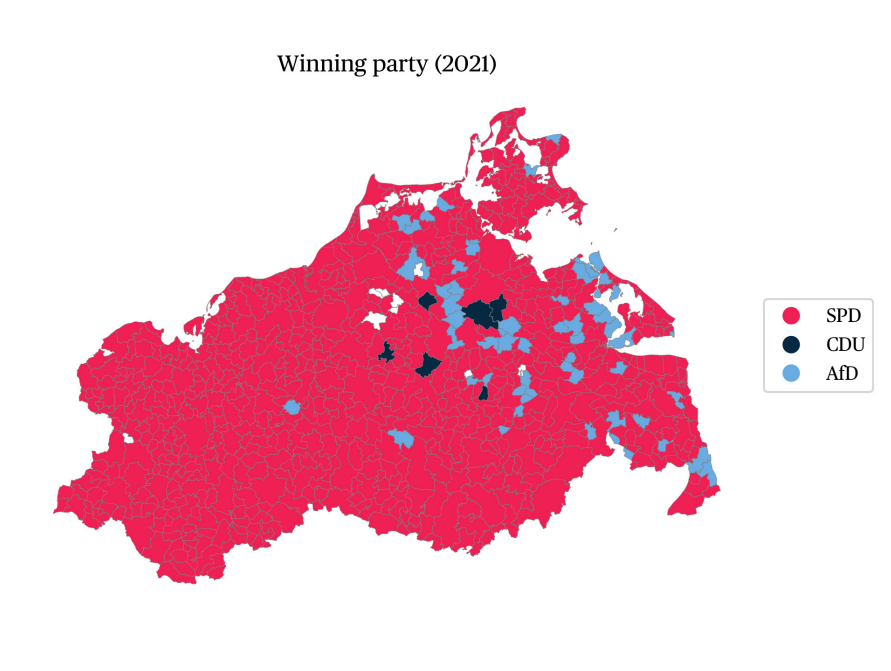
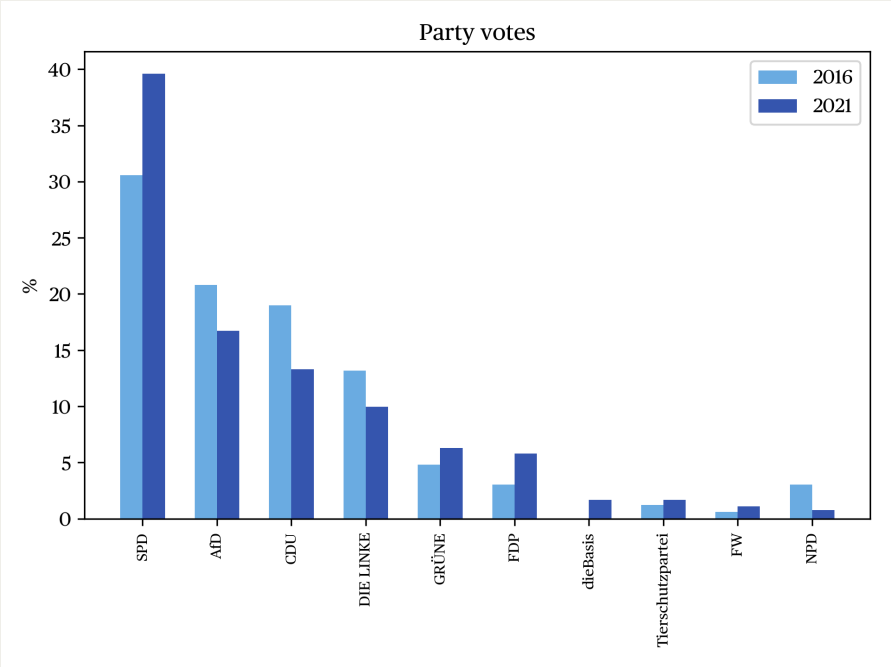
Coalitions

Après les élections régionales, le SPD et la gauche se sont mis d'accord pour entamer des négociations de coalition. Avant les élections, trois configurations de coalition étaient considérées comme mathématiquement possibles et politiquement réalisables : une poursuite de la « Grande coalition » entre le SPD et la CDU, une alliance

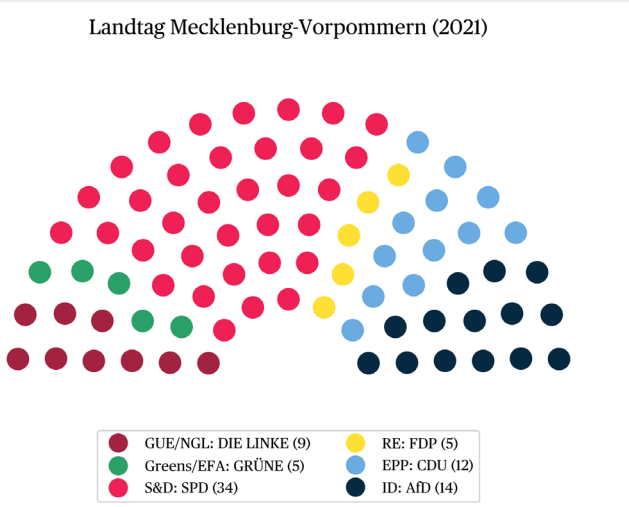
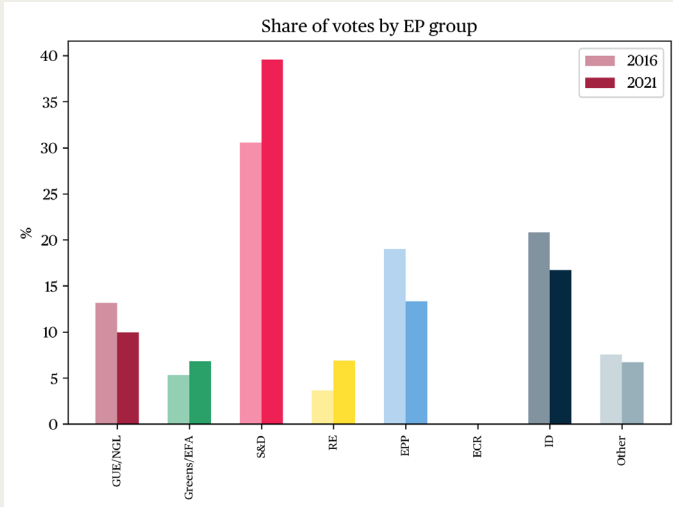
entre le SPD et La Gauche, et une coalition « en feux tricolores » du SPD (rouge), du FDP (jaune) et des Verts. Le SPD a mené des entretiens exploratoires avec tous les partis représentés au Landtag, à l'exception de l'AfD. Une alliance tripartite entre le SPD, le FDP et les Verts a toutefois été jugée improbable, car les deux partenaires juniors potentiels sont nouveaux au Landtag et les fédérations régionales ont peu d'expérience parlementaire et gouvernementale. Deux semaines après les élections, Manuela Schwesig a annoncé que le SPD allait négocier une coalition avec La Gauche. L'ouverture des discussions sur la coalition a été justifiée par la grande convergence programmatique entre les partis, par exemple sur la politique scolaire, le développement du Land et l'infrastructure sociale. Quelques points centraux des négociations de coalition sont la création de nouveaux postes d'enseignants, l'introduction d'une garderie gratuite, l'abaissement de l'âge de vote à 16 ans et la promotion d'une augmentation du salaire minimum à 12 euros. Pour la première fois depuis 2006, la CDU ne participe pas au gouvernement du Mecklembourg-Poméranie-Occidentale. À l'inverse, après 15 ans dans l'opposition, La Gauche est de nouveau en mesure de former une coalition avec le SPD. Entre 1998 et 2006, le Parti du socialisme démocratique (PDS), prédécesseur de La Gauche, s'était déjà allié avec les sociaux-démocrates. Cette coalition rouge-rouge, dirigée par le ministre-président Harald Ringstorff (SPD), était la première coalition nationale entre les deux partis au niveau régional. La nouvelle alliance entre les deux partis peut être interprétée comme un « virage à gauche » dans la politique du Land ; elle dispose d'une majorité confortable de 43 sièges au parlement qui compte 79 députés (voir figure d). Indépendamment de l'issue des discussions sur la coalition, il s'agira pour le partenaire de coalition du SPD de déplacer l'attention de la ministre-présidente vers ses propres priorités en la matière.

Références

- Arzheimer, K. (2021). Regionalvertretungswechsel von links nach rechts? Die Wahl der Alternative für Deutschland und der Linkspartei in Ost-West-Perspektive. In Weßels, Bernhard & Harald Schoen (Hrsg.): *Wahlen und Wähler – Analysen aus Anlass der Bundestagswahl 2017*, Springer.
- Dellenbaugh-Losse, M., Homeyer, J., Leser, J. & Pates, R. (2021). Toxische Orte? Faktoren regionaler Anfälligkeit für völkischen Nationalismus. *Rechtes Denken, rechte Räume?*. transcript-Verlag, pp. 47-82.
- Destatis Datenreport (2021). En ligne.
- Franz, C., Fratzscher, M. & Kritikos, A. S. (2018). AfD in dünn besiedelten Räumen mit Überalterungsproblemen stärker. *diw Wochenbericht* 85.8, pp. 135-144.
- Forschungsgruppe Wahlen e.V. (2021). Wahlen Mecklenburg-Vorpommern 2021. En ligne.
- Infratest dimap (2021). Mecklenburg-VorpommernTREND Mai 2021. En ligne.
- Jäckle, S., Wagschal, U. & Kattler, A. Distanz zur Grenze als Indikator für den Erfolg der AfD bei der Bundestagswahl 2017 in Bayern? *Zeitschrift für Vergleichende Politikwissenschaft* 12.3, pp. 539-566.
- Müller, J. & Debus, M. Second order- Effekte und Determinanten der individuellen Wahlentscheidung bei Landtagswahlen: Eine Analyse des Wahlverhaltens im deutschen Mehrebenensystem. *Zeitschrift für Vergleichende Politikwissenschaft* 6.1, pp. 17-47.
- Ostsee-Zeitung (2016). Dahlemann - der „Kümmerer vor Ort“. *Ostsee-Zeitung*. En ligne.
- Statistisches Amt Mecklenburg-Vorpommern (2021). Gesellschaft und Bevölkerung. En ligne.
- Vorpommern Fonds (2021). En ligne.



Indicateurs européens





Élections régionales à Berlin, 26 septembre 2021

En 2016, les élections à la Chambre des députés de Berlin avaient donné lieu à une réorganisation de la situation politique régionale. La Grande coalition au pouvoir avait connu un mandat marqué par des crises : sa gestion de la crise des réfugiés, des affaires de corruption et les retards dans l'ouverture de l'aéroport Berlin-Brandebourg avaient suscité de nombreuses critiques à l'encontre du gouvernement régional. Dans les urnes, la coalition avait vu son soutien s'effondrer : ensemble, les deux anciens « grands partis » n'avaient obtenu que 39,2 % des voix ; la CDU (PPE) avait même atteint un niveau historiquement bas au niveau national, tandis que le SPD (S&D) obtenait le mandat gouvernemental le plus étroit de l'après-guerre avec 21,6 % des voix. De son côté, l'AfD (ID) avait fait pour la première fois son entrée à la Chambre des députés (Niedermayer 2017). Une coalition gouvernementale « rouge-rouge-verte » entre SPD (S&D), Verts (Verts/ALE) et le parti de gauche radicale Die Linke (GUE/NGL) avait vu le jour – la deuxième du genre au niveau d'un *Land*, et la première sous la direction du SPD. En décembre 2016, Michael Müller (SPD) avait finalement été réélu maire de Berlin (Niedermayer 2017), poste qu'il avait repris à son collègue Wowereit en 2014. Ainsi, malgré des pertes considérables, le SPD berlinois a continué à diriger le gouvernement du *Land*. Il a participé à ce gouvernement sans interruption depuis 1989.

Contexte politique, campagne électorale et vote

Les Berlinoises se sont montrés critiques envers le travail du Sénat¹ rouge-rouge-vert tout au long de la législature 2016-2021. L'année de sa réélection, le taux d'approbation de Müller a chuté de plus de 50 % à un peu moins de 30 % (Fahrn 2021). Les sondages se sont ensuite légèrement améliorés, mais Müller est resté durablement

l'un des ministres-présidents les plus impopulaires d'Allemagne (WDR 2019). La satisfaction vis-à-vis de la politique de gestion de crise du Sénat était également particulièrement faible : en 2020, le Sénat berlinois était le troisième gouvernement régional allemand le moins apprécié dans ce domaine (Kühne et al. 2020 : 7) ; au début de l'année de 2021, le taux de soutien au gouvernement du *Land* s'est même encore dégradé (Fahrn 2021).

Début 2020, Müller a annoncé qu'il profiterait des prochaines élections berlinoises pour passer de la politique régionale à la politique fédérale (Schütze 2020). Franziska Giffey, alors ministre fédérale de la Famille, des Personnes âgées, des Femmes et de la Jeunesse et ancienne maire de Neukölln, ainsi que Raed Saleh, membre de la Chambre des députés, ont été élus à sa place à la coprésidence de la section SPD de Berlin (Kiesel 2020). Enfin, en avril 2021, Giffey a été nommée tête de liste du SPD pour les prochaines élections à la Chambre des députés (FAZ 2011).

Le fait que Giffey ait été au centre d'accusations de plagiat a suscité des critiques. Lorsqu'il s'est avéré à la mi-mai 2021 qu'une procédure d'examen lancée fin 2020 aboutirait à l'annulation de son titre de docteur (FU Berlin 2021), Giffey a démissionné de son poste de ministre (Spiegel 2021). Soutenue par son parti, elle a néanmoins décidé de se lancer dans la campagne électorale berlinoise.

À la veille de l'élection, la popularité de Giffey était nettement plus faible que celle de son prédécesseur. Seuls 36 % des sondés la soutenaient dans une élection directe (virtuelle) au poste de maire, contre 53 % en 2016 pour Müller. Toutefois, ses principaux adversaires, Kai Wegner (CDU) et Bettina Jarasch (Verts), étaient encore moins populaires qu'elle, avec respectivement 17 % et 12 % (Infratest dimap 2021b).

Parallèlement aux élections à la Chambre des députés, Berlin votait le 26 septembre 2021 pour les élections au Bundestag allemand, les élections aux assemblées de district de Berlin ainsi que l'initiative populaire (non contrai-

1. Nom donné au gouvernement berlinois.

a • Flux électoraux. Le premier tableau représente les flux nets entre les partis, le second les flux bruts entre toutes les paires de partis. Exemples de lectures : la SPD a gagné 7 000 électeurs au détriment de la CDU entre 2016 et 2021 (premier tableau, -7) ; 63 % des électeurs du SPD en 2016 ont voté pour le SPD en 2021 (second tableau, 63 %).

Nettowanderung (Tsd.) Flux électoraux (milliers) Voter mobility (thousands)	SPD	CDU	Linke	Grüne	AfD	FDP	Sonstige Autres Others	Nichtw. Abst. Non-v.	N/V*	Z/W**
SPD		-7	-13	17	-8	4	3	-45	11	-4
CDU			-9	3	-24	0	0	-30	17	-6
Linke				9	-7	1	3	-24	4	-5
Grüne					-2	-2	3	-26	-11	-30
AfD						3	16	-6	16	16
FDP							2	-10	-1	-3
Sonstige Autres Others								-37	-7	1
Nichtwähler Abstention Non-voters									6	36

*N/V = Neuwähler/Verstorbene | Néo-votants/Décès | New voters/Deceased

**Z/W = Zu-/Wegzug | Arrivées/Départs | Arrived/Left

Wählerwanderung Flux électoraux bruts Crude voter mobility	SPD	CDU	Linke	Grüne	AfD	FDP	Sonstige Autres Others	Nichtw. Abst. Non-v.	Verst. Décès Decsd.	Wegzug Départs Left	SPD +Linke +Grüne	CDU +FDP	Total (k)
SPD	53%	7%	4%	11%	0%	3%	3%	3%	8%	9%	68%	10%	351
CDU	11%	56%	1%	4%	2%	6%	3%	2%	8%	8%	15%	62%	288
Linke	10%	4%	25%	34%	0%	1%	6%	2%	8%	9%	69%	5%	256
Grüne	8%	3%	32%	31%	0%	1%	7%	2%	4%	11%	71%	4%	248
AfD	4%	13%	3%	1%	49%	3%	8%	2%	8%	8%	9%	16%	232
FDP	5%	15%	2%	4%	5%	45%	6%	2%	8%	8%	11%	60%	110
Sonstige Autres Others	4%	5%	9%	9%	2%	3%	47%	4%	4%	13%	22%	9%	152
Nichtwähler Abstention Non-voters	6%	4%	3%	4%	1%	1%	5%	57%	6%	11%	13%	6%	849
Neuwähler Néo-votants New voters	13%	5%	12%	16%	1%	7%	10%	36%	0%	0%	41%	13%	135
Zuzug Arrivées Arrived	15%	12%	12%	24%	1%	5%	8%	24%	0%	0%	50%	17%	245
SPD+Linke+Grüne	27%	5%	18%	24%	0%	2%	5%	2%	7%	10%	69%	7%	855
CDU+FDP	9%	45%	1%	4%	3%	17%	4%	2%	8%	8%	14%	61%	398

gnante) « Exproprier Deutsche Wohnen & co. ». Cette initiative demande l'expropriation des grandes sociétés immobilières et la socialisation de leurs logements afin de lutter contre la hausse des loyers. Des doutes existent cependant quant à la constitutionnalité du projet ; le « plafonnement des loyers » adopté par le Sénat en 2020 avait été annulé en 2021 par une décision de la Cour constitutionnelle fédérale (BVerfG 2021). La Gauche (GUE/NGL), les Verts (Verts/ALE) et les jeunes socialistes ont soutenu l'initiative; le SPD, la CDU et le FDP s'y sont opposés. Le thème de la pénurie de logements, qui était déjà depuis longtemps au centre de la politique du *Land* de Berlin, a ainsi été encore davantage mis au premier plan.

Cependant, le logement n'a pas été le seul thème de la campagne électorale. Dans les sondages réalisés le jour des élections, les thèmes de l'environnement et du climat (20 %), de la sécurité sociale (17 %) et de l'économie et du travail (16 %) ont même été plus souvent cités que le thème du logement (15 %) comme le thème le plus important des élections (Infratest dimap 2021b).

En matière de politique climatique, le SPD a fait la promotion d'un « Social-Green-Deal » et souhaitait la neutralité climatique totale pour 2050. Die Linke et la CDU ont cité 2040 comme horizon, les Verts 2035. Les Verts ont été le seul parti à proposer de faire du centre-ville une zone zéro-émissions d'ici 2030. De leur côté, les partis de centre-droit et l'AfD ont surtout misé sur plus d'espaces verts et des bâtiments mieux rénovés.

Dans les domaines économique et social, le SPD a proposé une augmentation du salaire minimum régional à 13€, la CDU une baisse de la taxe professionnelle, et le FDP plus de réduction de la bureaucratie ainsi que la sim-

plification des procédures auxquels font face les créateurs d'entreprise. La Gauche a de son côté proposé la création d'une holding industrielle publique. Le SPD souhaitait un développement du projet pilote « revenu de base solidaire » pour les chômeurs de longue durée, les Verts un nouveau projet pilote pour un revenu de base inconditionnel. Enfin, du côté de l'AfD, on prônait un « frein à l'État social », une réduction de la bureaucratie et davantage d'investissements publics².

A partir de 2018, ce sont surtout les Verts qui ont dominé les sondages. Ce n'est qu'au début de la pandémie de Covid-19 que la CDU a connu un regain de popularité, qui s'est toutefois à nouveau essoufflé en 2021. Les Verts sont redevenus la première force politique dans les enquêtes d'opinion, avant d'être dépassés par le SPD au milieu de l'année 2021. Cette dynamique a coïncidé avec une évolution similaire au niveau fédéral, favorisée notamment par la grande popularité de la tête de liste du SPD au niveau fédéral, Olaf Scholz (Schmitt-Beck 2021).

Le jour du scrutin, un nombre inhabituellement élevé d'irrégularités a été signalé. La directrice des élections du *Land* a fait état de « retards dans l'envoi des documents de vote par correspondance », de « bulletins de vote erronés ou manquants », d'« interruption[s] des opérations de vote », de longues attentes et de fermetures tardives, qui ont touché 9 % des bureaux de vote de Berlin (RND 2021). La direction électorale du *Land*, le directeur fédéral des élections ainsi qu'une trentaine de particuliers ont déposé des recours (Merkur 2021). Début février, la Cour constitutionnelle de Berlin a envoyé les documents de la pro-

2. Concernant les programmes électoraux, voir SPD (2021), Grüne (2021), CDU (2021), Die Linke (2021), AfD (2021), FDP (2021).

	SPD	CDU	Linke	Grüne	AfD	FDP
18-24	11%	8%	19%	24%	5%	11%
25-34	12%	9%	18%	28%	5%	8%
35-44	15%	12%	15%	26%	10%	6%
45-59	20%	19%	11%	20%	10%	8%
60-69	26%	25%	13%	13%	9%	6%
70+	38%	28%	12%	8%	5%	6%
Arbeiter Ouvrier Workers	20%	13%	10%	12%	17%	8%
Angestellte Employés Employees	16%	15%	14%	25%	8%	7%
Selbstständige Indép. Self-employed	15%	20%	10%	24%	5%	12%
Rentner Retraités Pensioners	36%	27%	13%	7%	8%	5%
Einfache Bild. Éduc. élém. Basic ed.	34%	17%	14%	4%	15%	7%
Hohe Bild. Éduc. avancée Higher ed.	19%	16%	16%	26%	5%	8%
Männer Hommes Men	21%	19%	14%	18%	9%	8%
Frauen Femmes Women	23%	17%	14%	21%	6%	6%

cédure à 740 personnes concernées pour recueillir leurs avis. Celles-ci ont jusqu'à fin mars 2022 pour présenter leurs observations (Berlin 2022).

Analyse des résultats

Le 26 septembre 2021, la coalition rouge-rouge-verte en place a été confirmée dans ses fonctions. Son pourcentage total de voix a légèrement augmenté par rapport à 2016, passant de 52 % à 53 % des deuxièmes3 voix ; le SPD est resté la première force à la Chambre des députés. Contrairement à ce qui se passe au niveau fédéral, on ne peut toutefois guère parler d'une victoire électorale des sociaux-démocrates. En effet, au sein du centre-gauche, une dynamique claire en faveur des Verts s'est manifestée. Alors que ces derniers ont obtenu leur meilleur résultat historique (18,9 %, +3,7 points de pourcentage [pp]), le SPD a subi un léger recul (21,4 %, -0,2 pp) et La Gauche un recul modéré (14,0 %, -1,6 pp) de ses parts de voix. En plus de la victoire arithmétique, les Verts ont fêté une victoire symbolique en dépassant à la fois la CDU et La Gauche pour devenir la deuxième force politique à Berlin. Avec 21,4 %, le score du SPD est le plus faible jamais obtenu par le vainqueur d'une élection régionale dans l'histoire de l'Allemagne contemporaine.

En 2016, le centre-droit avait atteint un niveau historiquement bas (CDU : 17,6 %, FDP : 6,7 %). En 2021, il n'a enregistré qu'un rebond modeste : la CDU a réuni 18,1 % des voix (+0,5 pp), le FDP 7,2 % (+0,5 pp).

L'AfD est le seul grand parti dont les résultats accusent une forte baisse ; il perd près de 40% de son électorat pour s'établir à 8,0 % (-6,2 pp) - une évolution certes commune à toutes les élections régionales de l'année, mais qui est la plus marquée à Berlin. Aucun des autres partis en lice n'a réussi à franchir la barre des cinq pour cent nécessaires pour obtenir des sièges. Le Parti de protection des animaux (2,2%, +0,3 pp), le PARTEI (1,8%, -0,1 pp), le parti « dissident » dieBasis (1,3%, nouveau), le parti fédéraliste européen Volt (Verts/ALE, 1,1%, nouveau), ainsi que l'équipe Todenhöfer (1,0%, nouveau) ont obtenu plus d'un pour cent des deuxièmes voix. Le nombre effectif de partis (Laakso & Taagepera 1979), qui quantifie la fragmentation du système de partis, était de 6,81 (2016 :

6,63) ; cette augmentation modérée de l'indicateur malgré l'émergence de nouveau partis est surtout due à la faible part électorale de ceux-ci ainsi qu'au recul de l'AfD.

Le taux de participation a atteint 75,7% (+8,8 pp), son plus haut niveau depuis 1995. Le fait que les élections berlinoises se soient déroulées en même temps que les élections fédérales pour la première fois depuis 1990 a sans doute largement contribué à cette participation inhabituellement élevée. Cet effet s'est également fait sentir en Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, où les élections régionales ont eu lieu le même jour.

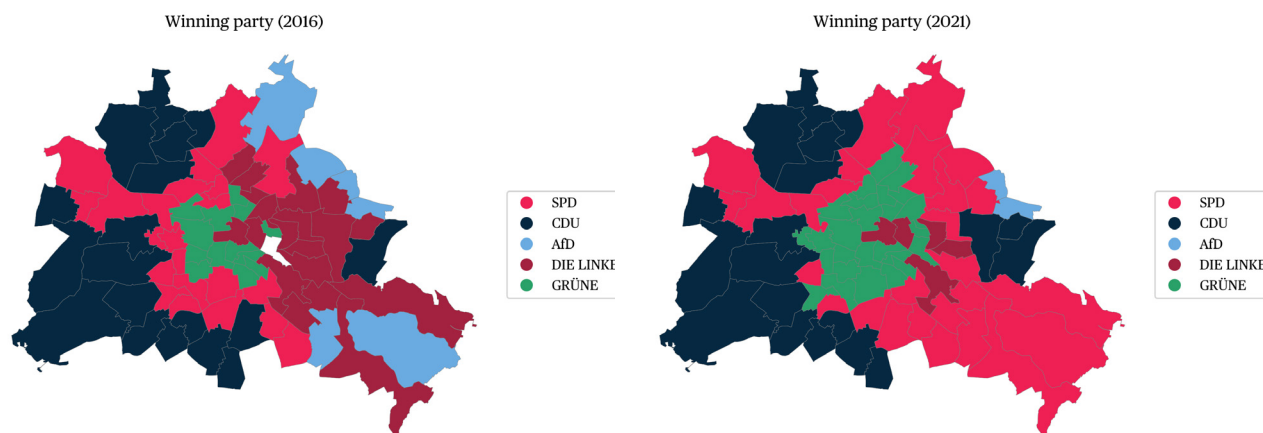
Finalement, l'initiative « Exproprier Deutsche Wohnen & co. » a été adoptée avec 59,1 % des voix (participation : 73,5 %). Cependant, selon les sondages, seule une minorité de Berlinoises (35 %) désire réellement que l'expropriation soit mise en œuvre comme le demande le comité d'initiative, tandis qu'une proportion plus importante de l'électorat (48 %) souhaite d'autres mesures. Il semblerait que de nombreux électeurs aient soutenu l'initiative avant tout pour sa valeur symbolique (Infratest Dimap 2021b).

Flux électoraux

L'analyse des flux électoraux3 permet une compréhension plus précise de la dynamique électorale berlinoise. Nous relèverons quatre tendances marquantes, à savoir a) la grande volatilité au sein de l'électorat de centre-gauche, b) le succès particulier des Verts parmi les néo-votants et les néo-Berlinois, c) l'influence du comportement électoral des anciens abstentionnistes sur le résultat final et d) le report de nombreux électeurs de l'AfD vers le centre-droit, mais aussi vers de nouveaux partis protestataires.

a) Les électeurs berlinois de centre-gauche qui ne sont pas décédés et n'ont pas quitté le Land depuis 2016 sont restés fidèles à la coalition à 83 %. Son taux de rétention des électeurs est ainsi clairement supérieur à celui du centre-droit (73 %) et de l'AfD (58 %). Cependant, cette stabilité vis-à-vis l'extérieur s'est accompagnée d'une forte instabilité au sein de la coalition. Seuls 64 % des personnes ayant voté pour le SPD en 2016 ont fait le même

3. On s'appuiera dans cette partie sur les estimations d'Infratest dimap (2021b).



choix en 2021, contre respectivement 37 % et 30 % des électeurs des Verts et de La Gauche. Un « échange d'électeurs » remarquable a eu lieu entre la Gauche et les Verts : parmi les anciens électeurs de La Gauche et des Verts, le nombre des personnes passées en 2021 à l'autre parti est plus grand (42 % et 38 %) que celui des personnes ayant reproduit le même choix. Ce sont surtout les Verts qui ont profité de ces dynamiques internes, tandis que la majorité des pertes de La Gauche se faisaient au profit de ses partenaires de coalition.

b) La raison du succès des Verts se trouve également en dehors de la coalition. Les Verts arrivent en effet en première place parmi les néo-votants et les néo-Berlinois. Parmi les néo-votants, ils obtiennent 25 % des voix exprimées (SPD : 20 %, La Gauche : 18 %), et même 31 % parmi les personnes nouvellement arrivées à Berlin (SPD : 19 %, CDU : 16 %). Comme ce dernier groupe est trois fois plus important que le premier, sa contribution nette est nettement plus élevée : les Verts ont gagné 30000 électeurs grâce aux migrations internes, contre seulement environ 11000 du fait des dynamiques générationnelles (décès et néo-votants), ce qui correspond respectivement à environ 1,6% et 0,6% des suffrages exprimés.

c) L'augmentation soudaine de la participation électorale a surtout profité au SPD et à la CDU. Parmi les 700000 anciens abstentionnistes qui ont voté, 26 % ont voté pour le SPD, 16 % pour la CDU, 14 % pour les Verts et 13 % pour la gauche. Un pourcentage élevé (20 %, environ 43000 personnes) a soutenu d'autres partis. L'offre du parti de la mouvance anti restrictions sanitaires dieBasis et des Électeurs libres, qui s'adresse en particulier aux déçus de la politique (*Politikverdrossene*, cf. Arzheimer 2013) et aux critiques des mesures Corona, pourrait expliquer une partie de cette tendance.

d) Plus de 50 % des électeurs qui ont voté pour l'AfD en 2016 ont voté différemment ou n'ont pas voté en 2021. Environ 8 % d'entre eux sont décédés, 8 % supplémentaires ont déménagé. Environ un électeur de l'AfD sur cinq vivant encore à Berlin est passé au centre-droit, un sur dix à un autre parti ; seuls 2 % n'ont pas voté. Le recul de l'AfD

n'est donc pas un signe de démobilisation de l'électorat de l'AfD au sens d'une tendance accrue à l'abstention ; il résulte plutôt de l'effet combiné du changement démographique (-32000 voix nettes), de la migration des électeurs vers les partis de centre-droit (-27000) et du succès d'autres partis, et notamment des partis protestataires (-16000).

Analyse socio-démographique

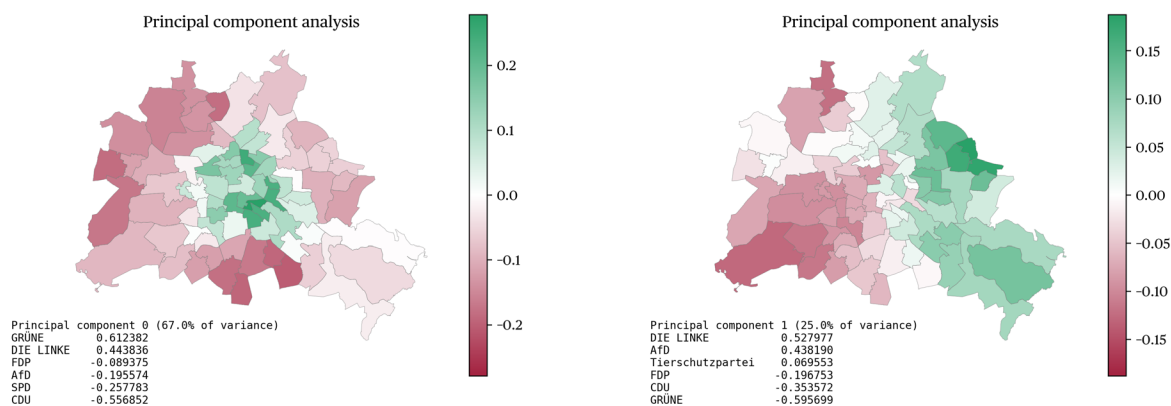
Comme lors de toutes les autres élections allemandes de 2021, on a pu observer une corrélation claire entre le comportement électoral et l'appartenance générationnelle. Le SPD et la CDU ont dominé chez les plus de soixante ans, tandis que les jeunes générations ont davantage plébiscité les Verts. Quant à la popularité du parti La Gauche parmi les jeunes électeurs, elle fait figure de spécificité berlinoise ; en 2021, le parti a même réussi à améliorer ses résultats dans les classes d'âge les plus jeunes.

Les effets générationnels fournissent une explication partielle à l'« échange d'électeurs » entre La Gauche et les Verts décrit ci-dessus, qui demande toutefois à être confirmée par d'autres données : les flux des Verts vers La Gauche pourraient être principalement dus aux jeunes électeurs qui cherchaient une alternative de gauche aux Verts lors de cette élection, alors que dans le même temps, de nombreux électeurs de gauche plus âgés se sont tournés vers les Verts.

Des tendances claires apparaissent également en ce qui concerne les catégories professionnelles et le niveau d'éducation. Ainsi, l'AfD est la deuxième force chez les ouvriers avec 17 % (indépendants : 5 %). L'électorat des Verts se compose presque exclusivement de personnes ayant un « niveau d'éducation élevé » (part pour les personnes ayant un « niveau d'éducation élémentaire » : 4%), tandis que les personnes ayant un « niveau d'éducation élémentaire » votent plus volontiers pour le SPD (34%) et l'AfD (15%).

Le rapport entre le genre et le choix du parti est beaucoup plus équilibré. Ce n'est que pour l'AfD (hommes : 9 %, femmes : 6 %) et le FDP (hommes : 8 %, femmes : 6 %) que la différence entre les pourcentages de voix des partis parmi les électeurs/trices féminins et masculins dé-

d • Analyse en composantes principales : première composante (gauche, Verts + La Gauche contre CDU + SPD + AfD + FDP) ; deuxième composante (droite, La Gauche + AfD contre Verts + CDU + FDP)



passe 25% de leur part de voix totale. Alors qu'en 2016, les femmes étaient encore nettement surreprésentées parmi l'électorat des Verts (différence : 4 pp, soit 25 % sur un total de 15,2 %), en 2021, la différence a presque diminué de moitié (différence : 3 pp, soit 16 % sur un total de 18,9 %).

Analyse géographique

Parmi les 78 mandats directs disponibles, le SPD a remporté 26 sièges, les Verts 23, la CDU 21, La Gauche 6 et l'AFD 2. Des schémas géographiques clairs se dégagent : les Verts ont obtenu la plupart de leurs mandats directs dans le centre de Berlin, le Parti de gauche à l'est du centre-ville, et l'AFD à l'Est, à Marzahn-Hellersdorf. Les bastions de la CDU se trouvent à la périphérie ouest, nord et nord-est, tandis que le SPD domine dans un anneau entre le centre et la périphérie ainsi que dans le sud-est. En 2016, les équilibres étaient différents : Les Verts avait remporté nettement moins de circonscriptions, tandis que la plupart des circonscriptions de la partie est de la ville étaient dominées par La Gauche ou l'AFD.

Une analyse en composantes principales des résultats fait apparaître deux tendances différentes. D'une part, le vote vert et le vote de gauche sont surreprésentés dans le centre-ville. Cela se fait surtout au détriment de la CDU, mais aussi du SPD, de l'AFD et du FDP. D'autre part, il existe toujours une division ouest-est qui correspond encore en de nombreux endroits à l'ancien tracé du mur : à l'est, la gauche et l'AFD sont surreprésentés ; à l'ouest, c'est le cas des Verts, de la CDU et du FDP. A cet égard, quatre circonscriptions situées au centre (à Mitte, Friedrichshain et Prenzlauer Berg) font figure d'exception : malgré leur situation géographique «à l'est», elles présentent un comportement électoral clairement «occidental».

Une analyse en clusters confirme la tripartition de Berlin en une partie occidentale, une partie orientale et une partie centrale. Dans le cluster occidental, la CDU domine avec 28 %, suivie par le SPD avec 25 %. Dans le cluster oriental, le SPD est en tête avec 21 %, suivi de La Gauche avec 18 %. Dans le cluster central, composé de la plupart des circonscriptions du centre-ville et de quelques zones limitrophes, les Verts dominent avec 28 %, suivis de La Gauche avec 20 % et du SPD avec 18 %. Le gouvernement

berlinois dispose d'une majorité absolue surtout dans le centre-ville et dans certaines parties de Treptow-Köpenick. On peut donc dire sans exagérer qu'à Berlin, le centre gouverne la périphérie.

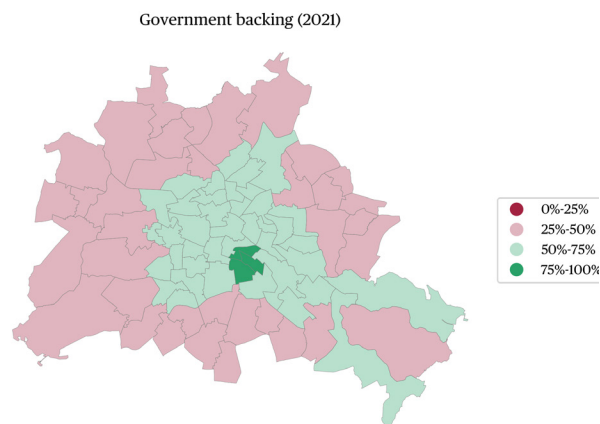
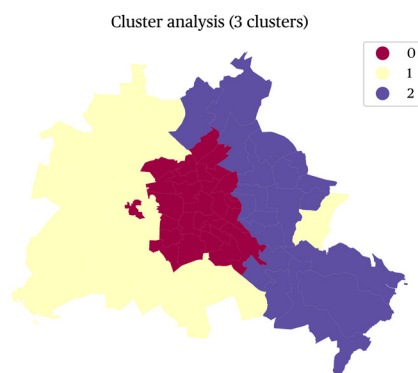
Conséquences de l'élection

Après une dizaine de jours de consultations exploratoires, Giffey a déclaré le 14 octobre son souhait de poursuivre la coalition rouge-rouge-verte (Spiegel 2021b). Le contrat de coalition a été présenté le 29 novembre 2021 (Koalitionsvertrag 2021), adopté en décembre par les trois partis, et le 21 décembre, Giffey a été élue maire de Berlin en séance plénière et a prêté serment (Zeit 2021). Le nouveau Sénat comprend, outre Giffey, 4 sénateurs/trices du SPD, trois issus des Verts et trois de La Gauche, dont les maires-adjoints Bettina Jarasch (Bündnis 90/Die Grünen) et Klaus Lederer (Die Linke). L'équilibre entre les partis reste donc inchangé par rapport au Sénat sortant Müller II.

Toutefois, cette stabilité apparente cache les changements structurels profonds à l'œuvre dans la politique berlinoise. La forte dynamique des Verts, qui ont encore augmenté leurs parts électorales et profitent largement de la mutation démographique, est évidente. Celle-ci est typique des grandes villes d'Europe occidentale, comme l'ont montré par exemple les élections municipales françaises de 2020. Le FDP et surtout La Gauche font également de très bons scores parmi les jeunes électeurs. En revanche, l'ancienne domination du SPD s'érode à vue d'œil : celui-ci n'a pu sauver sa première place en 2021 que grâce aux voix des générations plus âgées, à la participation électorale plus élevée et à d'autres « effets de contamination » positifs du fédéral sur le régional.

Compte tenu de la faiblesse du centre-droit et de sa concentration dans les arrondissements périphériques, seules des coalitions à gauche du centre (incluant le cas échéant le FDP) sont envisageables à Berlin. Dans un paysage politique fortement fragmenté, où le choix partisans suivent des schémas géographiques et sociodémographiques clairs, cette évolution entraîne de nouveaux défis démocratiques.

Le 26 septembre, l'attention de l'opinion publique al-



lemande et européenne s'est surtout portée sur les élections au Bundestag. Restées dans l'ombre, les élections à la Chambre des députés n'ont eu que peu d'influence sur le climat politique en dehors de Berlin. Pour l'instant. Car la Cour constitutionnelle de Berlin doit encore rendre sa décision dans la procédure en cours - une décision qui pourrait, le cas échéant, avoir des conséquences bien au-delà de la capitale.

Références

Arzheimer, K. (2013). Politikverdrossenheit: Bedeutung, Verwendung und empirische Relevanz eines politikwissenschaftlichen Begriffs. Springer-Verlag.

ARD (2021, 27 septembre). Wie die Wähler wanderten. ARD. En ligne.

Börmann, H. (2017). Räumliche Struktur der Ergebnisse der Abgeordnetenhauswahl von Berlin am 18. September 2016-ein Werkstattbericht: Sind Choroplethenkarten alternativlos?. *Zeitschrift für amtliche Statistik Berlin-Brandenburg*, 1, pp. 58-67.

Berlin (2022, 3 février). Der Verfassungsgerichtshof beteiligt zahlreiche Personen und Institutionen in den Wahlprüfungsverfahren. Communiqué de presse. En ligne.

BVerfG (2021). Gesetz zur Mietenbegrenzung im Wohnungswesen in Berlin („Berliner Mietendeckel“) nichtig. Communiqué de presse, Bundesverfassungsgericht. En ligne.

Fahrin, J. (2021, 24 février). Berliner sind unzufrieden mit der Corona-Politik des Senats. *Berliner Morgenpost*. En ligne.

FAZ (2021, 24 avril). Giffey ist SPD-Spitzenkandidatin für die Wahl in Berlin. *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. En ligne.

FU Berlin (2019). Freie Universität Berlin beschließt, Dr. Franziska Giffey für ihre Dissertation eine Rüge zu erteilen - der Doktorgrad wird nicht entzogen. Communiqué de presse. En ligne.

FU Berlin (2021). Freie Universität Berlin entzieht Franziska Giffey den Doktorgrad. Communiqué de presse. En ligne.

Gschwend, T. (2008). Abgeordnetenhauswahlen sind

keine Bundestagswahlen. Oder doch? Erfahrungsbericht aus Berlin (pp. 93-121). Nomos Verlagsgesellschaft mbH & Co. KG.

Infratest dimap (2021). BerlinTREND April 2021. En ligne.

Infratest dimap (2021b). Wahltagumfragen zum Abgeordnetenhaus von Berlin 2021. En ligne.

Kiesel, R. (2020, 28 novembre). Die Berliner SPD demonstriert Einigkeit - und setzt alles auf Franziska Giffey. *Der Tagesspiegel*. En ligne.

Kühne, S. et al. (2020). Gesellschaftlicher Zusammenhalt in Zeiten von Corona: Eine Chance in der Krise?, SOEPpapers on Multidisciplinary Panel Data Research, 1091, Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung (DIW), Berlin.

Laakso, M., & Taagepera, R. (1979). "Effective" number of parties: a measure with application to West Europe. *Comparative political studies*, 12(1), pp. 3-27.

Merkur (2021, 21 décembre). Untersuchung zu Problemen bei Wahl in Berlin: Mehr als 30 Personen legen Einspruch ein. *Merkur*. En ligne.

Niedermayer, O. (2012). Die Berliner Abgeordnetenhauswahl vom 18. September 2011: Grün war nur die Hoffnung, die Realität ist rot-schwarz. *Zeitschrift für Parlamentsfragen*, pp. 18-35.

Niedermayer, O. (2017). Die Berliner Abgeordnetenhauswahl vom 18. September 2016: Zersplitterung des Parteiensystems und halber Machtwechsel. *Zeitschrift für Parlamentsfragen*, pp. 40-56.

RND (2021, 14 octobre). Endgültiges Ergebnis der Berlin-Wahl steht - aber Unregelmäßigkeiten in 207 Wahllokalen. Redaktionsnetzwerk Deutschland. En ligne.

RND (2021b, 20 novembre). Pannen in Berliner Wahllokalen: Verfassungsrechtler schließt Wahlwiederholungen nicht aus. Redaktionsnetzwerk Deutschland. En ligne.

Schmitt-Beck, R. (2021). Wahlpolitische Achterbahnfahrt. Wer wählte wen bei der Bundestagswahl 2021?. *Aus Politik und Zeitgeschichte: APuZ*, 71(47-49), pp. 10-16.

Schütze, E. (2020, 29 janvier). Michael Müllers doppelter Rücktritt. *Berliner Zeitung*. En ligne.

Spiegel (2021, 19 mai). Familienministerin Giffey tritt zurück. *Der Spiegel*. En ligne.

Spiegel (2021b, 29 septembre). Berliner Landeswahllei-

terin tritt zurück. *Der Spiegel*. En ligne.

Spiegel (2021c, 14 octobre). SPD-Chefin Giffey strebt Regierung mit Grünen und Linken an. *Der Spiegel*. En ligne.

WDR (2019, 24 février). WDR Westpol-Umfrage: Jeder Zweite in NRW hält Kohleausstieg 2038 für zu spät. *WDR*. En ligne.

Zeit (2021, 21 décembre). Giffey neue Regierende Bürgermeisterin von Berlin. *Zeit*. En ligne.

Programmes électoraux et contrat de coalition

SPD (2021). *Ganz sicher Berlin*. SPD Landesverband

Berlin. En ligne.

Grüne (2021). *Grünes Licht für Morgen*. Bündnis 90/Die Grünen Berlin. En ligne.

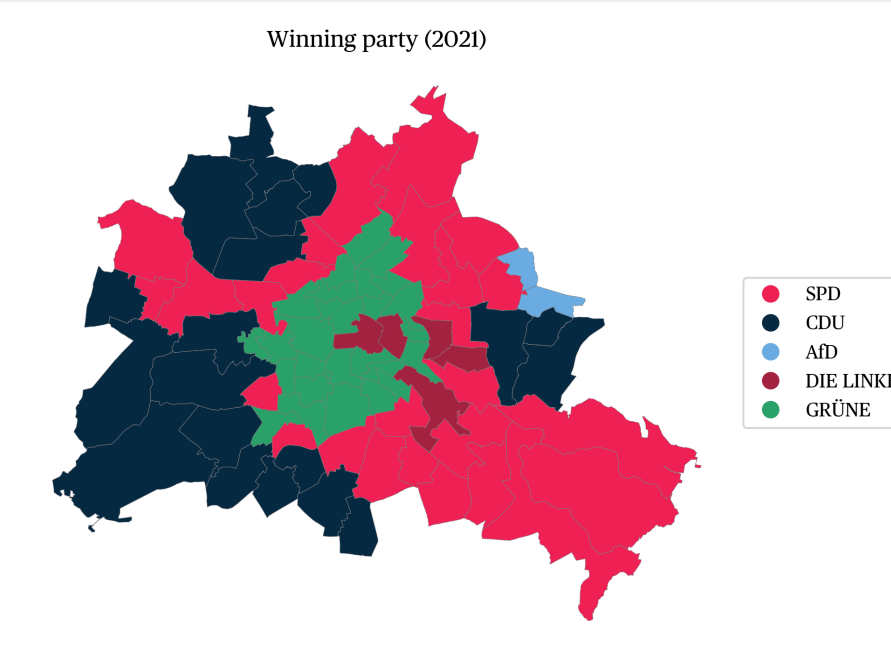
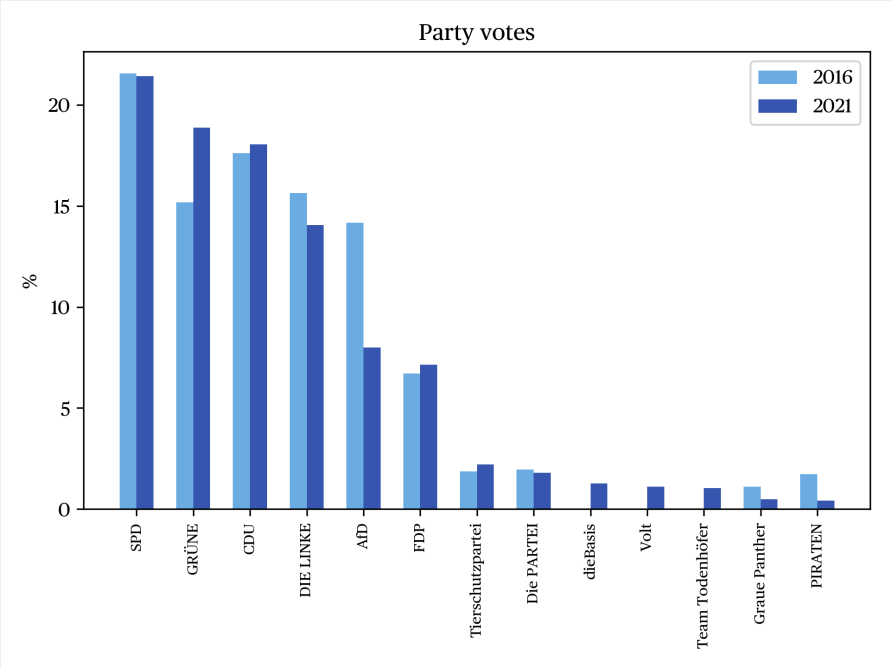
CDU (2021). *Unser Berlin. Mehr geht nur gemeinsam*. CDU Berlin. En ligne.

Linke (2021). *rot. radikal. realistisch*. Die Linke Berlin. En ligne.

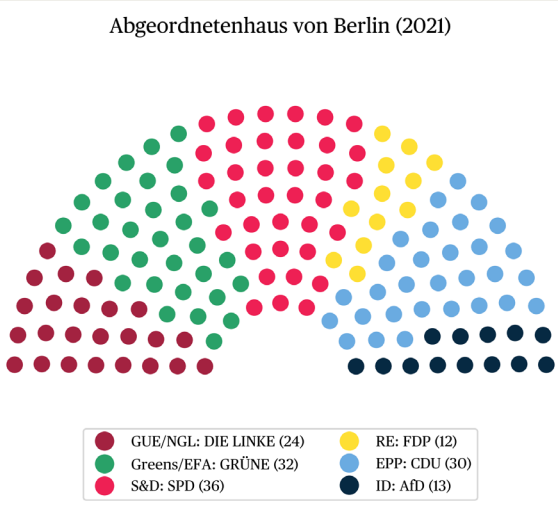
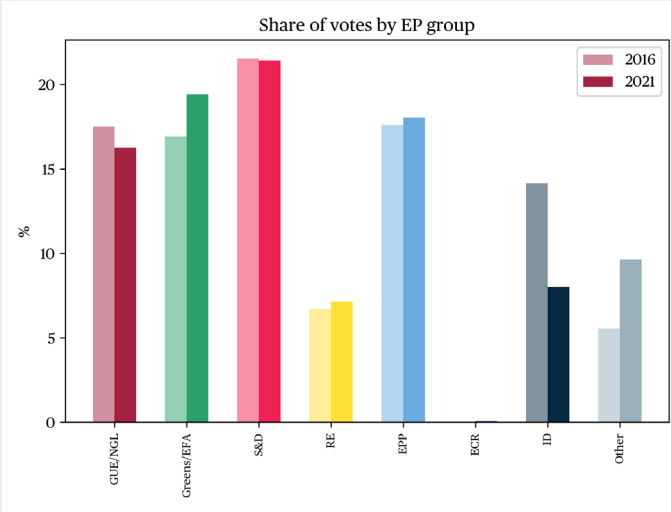
AfD (2021). *Berlin. Aber normal*. AfD Berlin. En ligne.

FDP (2021). Regierungsprogramm. Holen wir uns die Zukunft. FDP Berlin. En ligne.

Koalitionsvertrag (2021). Zukunftshauptstadt Berlin. En ligne.



Indicateurs européens





Andrea Römmele • Hertie School of Governance

Crédits photo : Hertie School of Governance

Élections parlementaires en Allemagne, 26 septembre 2021

Contexte

L'année électorale 2021 a été particulière à plus d'un titre. Pour la première fois dans l'histoire de la République fédérale, la chancelière en exercice n'était pas candidate à sa réélection, et aucun candidat ne bénéficiait donc d'une prime au sortant. Pour la première fois, trois candidats à la chancellerie, au lieu des deux habituels, se faisaient face ; portée par des sondages favorables, l'Alliance 90/les Verts avait en effet décidé de se lancer elle aussi dans la course. En 2021, « super année électorale » en Allemagne, trois élections régionales avaient déjà eu lieu, qui avaient pu livrer certaines indications quant aux dynamiques qui marqueraient les élections fédérales de 2021 : en Bade-Wurtemberg et Rhénanie-Palatinat en mars 2021, et en Saxe-Anhalt en juin.

L'article suivant s'articule autour de trois étapes. Tout d'abord, les élections au Bundestag seront discutées en tant que « tournant dans l'histoire électorale de l'Allemagne » (Schmitt-Beck 2021 : 10) ; nous analyserons dans ce cadre les principaux changements dans le comportement électoral des citoyennes et des citoyens. Ensuite, nous jetterons un regard sur les stratégies de campagne et de communication des différents partis. Enfin, nous évoquerons les différentes options gouvernementales et le déroulement des négociations de coalition. L'article fournit un aperçu de la chronologie des principaux événements et les analyse au regard de la littérature scientifique.

Un consentement fluctuant — des changements de comportement à l'approche des élections

En sociologie électorale, on considère typiquement que trois facteurs déterminent la préférence électorale : l'attachement au parti (facteur de long terme), ainsi que les thèmes de campagne et les candidats (facteurs de court terme) (Schmitt-Beck 2021 : 10). L'attachement au

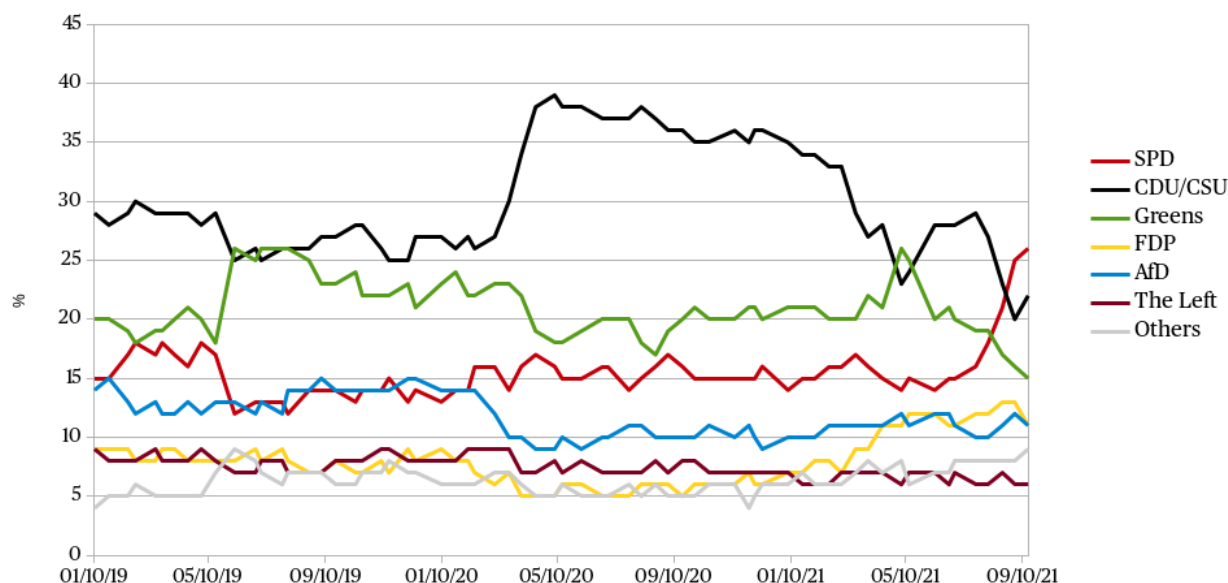
parti se développe à l'adolescence et au début de l'âge adulte et est fortement influencé par l'éducation, le foyer parental, le groupe de pairs. Il est de longue durée et ne change guère au cours d'une vie. Il peut s'affaiblir, mais bascule rarement d'un extrême à l'autre du champ politique. En revanche, les facteurs à court terme sont les éléments qui changent d'une élection à l'autre, à savoir les thèmes et les candidats (Schmitt-Beck 2021 : 11). Dans le pratique, cependant, la situation peut être assez différente : on observe en effet de longue date une nette baisse de l'attachement aux partis et, par conséquent, une volatilité croissante du comportement électoral (cf. Arzheimer 2017). À cela s'ajoute un déclin insidieux mais continu des anciens « partis de masse » et une fragmentation croissante du système des partis. Il ne s'agit pas d'un phénomène propre à l'Allemagne, mais d'une évolution que l'on peut observer dans toute l'Europe (cf. Ford & Jennings 2020).

Ces évolutions ne sont pas non plus nouvelles, mais elles sont en corrélation avec deux autres phénomènes importants en Allemagne. D'une part, il convient de souligner la force particulière des Verts, qui ont présenté une candidate à la chancellerie aux élections législatives, et ont été considérés pendant une longue période comme l'adversaire le plus dangereux de l'Union (voir Lees 2021). D'autre part, on relèvera la position particulière de l'AfD, désormais bien établie au niveau fédéral, qui n'est considérée par aucun autre parti comme un partenaire de coalition possible. Le système politique évolue ainsi très nettement vers un système à six partis, dans lequel deux partis sont rarement suffisants pour former une coalition gouvernementale. Ainsi, la recherche de coalitions devrait devenir nettement plus difficile à l'avenir (cf. Dostal 2021).

Avec le recul des liens avec les partis (le facteur de long terme), les facteurs de court terme dans une campagne électorale, à savoir les candidats et les thèmes, deviennent d'autant plus importants. Comme ceux-ci dif-

„Sonntagsfrage“ – Party preferences 2019-2021

Source: Infratest dimap



128

fèrent généralement d'une élection à l'autre, la communication lors de la campagne électorale prend un poids de plus en plus important. En conséquence, campagnes do matter, comme nous avons pu le constater à plusieurs reprises dans un passé récent : lors de la campagne électorale américaine de 2016 d'abord, puis lors du référendum sur le Brexit de 2017, et finalement lors de la campagne électorale allemande de 2021 (cf. par exemple Römmele & Gibson 2020). Cette évolution s'accompagne d'un rôle accru des médias sociaux en tant que composantes de la campagne électorale. Ceux-ci sont utilisés aussi bien par les partis que par les candidats eux-mêmes pour communiquer des contenus politiques et établir des relations de proximité avec l'électorat (cf. Haßler, Kümpel & Keller 2021).

Il a été souligné à de nombreuses reprises reprises que le comportement électoral a fortement évolué, ces dernières années, en raison d'une plus grande volatilité des élections, de la complexité accrue des questions traitées et d'incertitudes croissantes (cf. Schmitt-Beck 2021). Cette évolution à long terme représente un défi pour les partis et les candidats lors de la campagne électorale. Le graphique ci-dessous, présentant l'évolution des sondages dominicaux de janvier 2019 à 2021, montre à quel point les opinions des électeurs étaient instables. Malgré le soutien constant aux différents partis prédit par la théorie, on constate des sauts inhabituellement rapides au sein des valeurs de sondage.

En 2019, la CDU/CSU se situait toujours en dessous de la barre des 30 % _ les signes d'usure après 15 ans de gouvernement, avec une présidente faible (Annegret Kramp-Karrenbauer) qui ne parvient pas à rassembler le parti derrière elle et un parti qui subit la concurrence massive de l'AfD, particulièrement dans l'Est, étaient visibles (cf. Pesthy, Mader & Schoen 2021). En 2019, les Verts

connaissent également une évolution, positive cette fois. Les deux présidents du parti, Annalena Baerbock et Robert Habeck, parviennent à l'unifier le parti le mettre sur la voie d'une participation gouvernementale. Les défis de plus en plus pressants en matière de politique climatique plaçaient le thème central des Verts en tête de l'agenda politique. Le parti, qui n'avait recueilli que 8,6 % des voix lors des élections fédérales de 2017, se mettait ainsi à rêver de la chancellerie (voir aussi Lees 2021). En revanche, les autres partis connaissent 2019 une dynamique moins forte. Le SPD est relégué autour de la barre des 15 %. Les présidents du parti, Saskia Esken et Norbert Walter-Borjans, issus de l'aile gauche, parviennent certes à ramener le parti dans des eaux plus calmes, mais cela n'entraîne pas pour autant une forte croissance du parti dans les sondages. Le FDP et La Gauche sont également relativement constants à environ 10 %, et l'AfD se maintient entre 14 et 15 %.

La pandémie change radicalement la donne : sous la direction d'Angela Merkel, réputée pour sa gestion de crise, la CDU/CSU connaît un pic dans les sondages : lors de la première et de la deuxième vague de Covid-19 (jusqu'à mi-mars 2021), elle atteint près de 40% d'intentions de vote. Mais si les crises sont l'occasion pour l'exécutif de faire valoir ses compétences, elles lui imposent aussi de tenir ses promesses. C'est ce que réussissent Angela Merkel et son équipe lors de la première et de la deuxième vague de Covid-19. La confiance reste haute, le ton de la chancellerie, de formation scientifique, est salué, et celle-ci jouit d'une grande popularité dans sa 16e année à la tête du gouvernement. Les Verts reculent à nouveau et se stabilisent autour de la barre des 20 %. Presque sans bruit, le SPD désigne en août 2020, lors du premier été de la pandémie, son candidat à la chancellerie, Olaf Scholz, vice-chancelier et ministre des finances de la grande coa-

lition. Cette nouvelle passe alors pour peu digne d'intérêt, certains observateurs craignant même que le SPD ne termine sous la barre des 10%.

Alors que tout se déroule dans le calme (un fait inhabituel au sein du SPD), les fossés se creusent au sein de la CDU/CSU. Avec la démission de la présidente du parti Annegret Kramp-Karrenbauer, la lutte pour la présidence du parti et donc pour la candidature à la chancellerie commence au sein de l'Union. Trois candidats sont en lice. Lors d'un second tour, le ministre-président de Rhénanie-du-Nord-Westphalie en exercice Armin Laschet, l'emporte sur Friedrich Merz. Alors que Laschet, en remportant la présidence du parti, pense s'arroger la prérogative d'une candidature à la chancellerie, à Munich, le président de la CSU et ministre-président bavarois Markus Söder s'échauffe. Celui-ci a été salué par certains observateurs pour sa gestion de crise rigoureuse ; il a toujours plaidé avec la chancelière pour des mesures fortes et cohérentes, et a ainsi gagné la position de primus inter pares parmi les ministres-présidents des Länder. Sa grande popularité, s'étendant bien au-delà de la Bavière, peut constituer un défi pour Armin Laschet. Le bras de fer pour la candidature à la chancellerie au sein de la CDU/CSU se prolonge pendant 3 à 4 semaines au printemps 2021, conduisant à un début de « super année électorale » calamiteux pour la CDU/CSU. Laschet est finalement nommé candidat à la chancellerie par la direction du parti, malgré le soutien plus élevé à Söder parmi les adhérents. Söder, « candidat des cœurs », fait sentir à Armin Laschet son impopularité lors de la campagne électorale.

Stratégie de campagne

Considérons maintenant les stratégies de campagne des partis. Le SPD a désigné très tôt son candidat à la chancellerie, Olaf Scholz, et a rassemblé tout le parti derrière lui, sans clivage ni déchirements. Deux figures importantes du parti, Lars Klingbeil et Wolfgang Schmidt, ont misé sur l'expérience et l'expertise gouvernementale du vice-chancelier et ont habilement positionné Olaf Scholz comme le successeur évident de Merkel. Il était le véritable titulaire du poste dans cette campagne électorale pour le Bundestag. Scholz inspirait confiance, était impliqué dans la gestion de crise lors de la première et de la deuxième vague de Covid-19 et pouvait ainsi, en tant que membre du gouvernement sortant, faire valoir son expérience et ses succès passés. Il a ainsi été difficilement attaquant par la CDU (cf. Schmitt-Beck 2021), ce qui constituait sans doute le tour de force stratégique de la campagne du SPD.

Du fait de querelles interpersonnelles, la CDU a connu un mauvais départ ; sa stratégie était également contestable. La campagne électorale de la CDU mettait en valeur l'expérience gouvernementale d'Armin Laschet, ministre-président en exercice du Land le plus peuplé. Son principal adversaire devait être Annalena Baerbock, la jeune présidente des Verts, qui admettait ouvertement

ne pas avoir cette expérience, mais proposait un « regard neuf ». Ce n'est qu'au cours des derniers mois qu'il est apparu clairement que l'adversaire décisif n'était justement pas Annalena Baerbock, mais bien Olaf Scholz. Or, dans ce duel, Laschet était le challenger, un rôle dans lequel il ne s'est jamais glissé, et qui ne lui correspondait guère. C'est ce qui est apparu nettement au cours de la campagne, particulièrement lors des débats télévisés. À cette erreur d'appréciation et de planification stratégique s'est ajoutée une autre erreur cardinale du candidat à la chancellerie : avec les inondations catastrophiques dans la vallée de l'Ahr (située en Rhénanie-Palatinat et en Rhénanie du Nord-Westphalie, dans l'Ouest de l'Allemagne), Armin Laschet a dû gérer la crise dans son propre Land. Politiquement, cet événement constituait une opportunité pour le candidat à la chancellerie, les exécutifs tendant à être renforcés en cas de crise (voir aussi Dostal 2021). Le candidat conservateur a toutefois commis une erreur lourde de conséquences : lors d'une allocution du président fédéral dans la vallée de l'Ahr, on pouvait voir Armin Laschet en arrière-plan plaisanter et rire avec son équipe. L'insensibilité et le manque de professionnalisme qui lui ont été reprochés l'ont poursuivi pendant toute la campagne et constituent rétrospectivement un tournant dans la campagne électorale de l'Union.

L'Union a également manqué de soutien en interne. Certaines fédérations régionales auraient souhaité que Markus Söder soit le candidat à la chancellerie et ont presque refusé de suivre Armin Laschet. Même le soutien en demi-teinte d'Angela Merkel deux semaines avant l'échéance électorale est semble-t-il arrivé trop tard.

Les Verts ont également dû lutter contre eux-mêmes pendant la campagne électorale. Alors que la désignation d'Annalena Baerbock comme première candidate des Verts à la chancellerie avait été habilement mis en scène, et que les Verts avaient brièvement atteint un sommet dans les sondages (voir Lees 2021), les erreurs de la candidate – CV inutilement enjolivé, plagiat dans un livre publié pendant la campagne – ont rapidement ramené les Verts bien en dessous des 20% dans les sondages. La candidate ne s'est pas débarrassée de cette tache pendant toute la campagne électorale. Certes, le thème central des Verts, le changement climatique et la protection de l'environnement, était plus dominant que jamais, mais il a également été concurrencé par les inondations catastrophiques dans la vallée de l'Ahr et la crise sanitaire (cf. Venghaus, Henseleit & Belka 2022).

Pour comprendre la campagne électorale et aussi le très bon résultat du FDP, il faut examiner de plus près son rôle au cours des deux dernières années. Premièrement, le FDP a joué un rôle d'opposition constructive très visible lors de la crise du Covid-19. Il n'a cessé de poser la question des droits des citoyens en période de confinement, ce qui a contribué à redorer le blason du parti libéral. Il n'est plus seulement perçu comme un parti économique libéral, mais aussi comme un parti des droits civiques. Deuxièmement, le FDP, qui avait déjà mis le thème de la

numérisation à l'ordre du jour lors de la campagne électorale de 2017, a fait de même en 2021, ce qui est devenu encore plus urgent avec la pandémie (cf. Merten 2021).

L'AfD a rencontré plusieurs problèmes lors de la campagne électorale. Le parti s'était construit sur son opposition véhémente à l'accueil des réfugiés en 2017, thème qui a disparu lors de la campagne de 2021. En outre, les conflits actuels et passés au sein du parti lui ont été préjudiciables, et sa posture anti-vaccination n'a pas donné une bonne image lors de la pandémie. Toutefois, le parti conserve son soutien et sa force en Allemagne de l'Est, où il est un parti régional fort (voir Pesthy, Mader & Schoen 2021).

Résultat des élections

Dans les semaines précédant les élections, un coude à coude entre le SPD et la CDU/CSU se dessinait – le SPD a su conserver son avance et l'a emporté avec une avance de 1,6 points de pourcentage [pp] sur son concurrent. La CDU/CSU a obtenu son plus mauvais résultat dans l'histoire de la République fédérale avec 24,1 %. Les Verts, quant à eux, étaient à la fois heureux et déçus. Ils ont certes gagné 5,8 pp et se sont retrouvés à la troisième place avec 14,8 %, mais leur objectif d'accéder à la chancellerie a été nettement manqué. Une fois de plus, les Verts ont fait l'expérience de ce que les sondages ne se traduisent pas toujours en voix. Le FDP a légèrement progressé, l'AfD et La Gauche ont nettement reculé, mais le perdant de la soirée électorale a sans aucun doute été la CDU/CSU. Plusieurs raisons peuvent être avancées pour expliquer cela : (1) Sa tête de liste, Armin Laschet, n'a pas su s'imposer dans la campagne électorale et n'a été à aucun moment incontesté. (2) L'Union n'a pas réussi à conserver les voix qui avaient voté pour Angela Merkel (et non pour la CDU) en 2017. (3) La CDU/CSU s'est aperçue trop tard que la stratégie du SPD, qui consistait à prendre la prime au sortant avec Olaf Scholz, serait la plus dangereuse pour la CDU.

Les Verts et le FDP ont surtout marqué des points auprès des primo-votants. En effet, 23 % des nouveaux électeurs ont voté soit pour le FDP, soit pour les Verts.

Options gouvernementales

Avec l'affaiblissement massif de la SPD et CDU/CSU, il était clair depuis longtemps que le prochain gouvernement serait probablement organisé autour d'une alliance tripartite – une coalition « en feux de circulation » (rouge-jaune-vert, c'est-à-dire SPD, FDP, Verts) a été discutée, tout comme une éventuelle coalition « jamaïcaine ». Cette dernière avait déjà fait l'objet de négociations infructueuses en 2017 entre la CDU/CSU, le FDP et les Verts, avant d'échouer suite au refus du FDP de s'engager dans le prochain gouvernement. Dans les semaines précédant les élections, la rumeur circulait déjà dans le monde poli-

tique berlinois que le FDP et les Verts allaient se rencontrer afin de s'accorder sur le nom du prochain chancelier. Car il était clair qu'il n'y aurait probablement pas de gouvernement sans ces deux partis, même si une nouvelle grande coalition était mathématiquement possible.

C'est exactement ce qui s'est confirmé dans les jours qui ont suivi les élections : après la défaite historique de la CDU/CSU, il est vite apparu qu'une coalition avec le grand perdant des élections ne serait pas possible. De plus, la CDU a littéralement imploré : le candidat à la chancellerie Armin Laschet a quitté la présidence du parti, la recherche d'un nouveau président du parti a commencé et il est vite apparu que la CDU n'était pas en mesure de gouverner dans cet état. Le SPD, le FDP et les Verts ont donc rapidement entamé des négociations exploratoires, puis des négociations de coalition. Dès le 8 décembre 2021, Olaf Scholz a été élu quatrième chancelier social-démocrate après Willy Brandt, Helmut Schmidt et Gerhard Schröder.

La nouvelle coalition se présente désormais comme un gouvernement progressiste qui souhaite mettre en place des projets et des transformations de grande envergure, tournés vers l'avenir. Les tâches à accomplir sont considérables. Mais en raison du rapport de force fortement modifié entre les partis, le travail gouvernemental tripartite sera marqué par le désir de chaque parti de mettre l'accent sur ses propres priorités. Celles-ci sont en partie très différentes. Une certaine complexité s'est déjà manifestée lors des négociations de coalition, au cours desquelles le FDP, le plus petit partenaire, a obtenu de nombreuses concessions. Les Verts, en particulier, pourraient avoir beaucoup à y perdre.

Cette analyse des élections fédérales a également été publiée en allemand dans l'IDS-Jahrbuch 2021 du Leibniz-Institut für Deutsche Sprache.

Références

- Arzheimer, K. (2017). Another Dog That Didn't Bark? Less Dealignment and More Partisanship in the 2013 Bundestag Election. *German Politics* 1/2017, pp. 49-64.
- Dostal, J. (2021). Germany's Federal Election of 2021: Multi-Crisis Politics and the Consolidation of the Six-Party System 2021, *The Political Quarterly*, 92(4), pp. 662-672.
- Ford, R. & Jennings, W. (2020). The Changing Cleavage Politics of Western Europe, *Annual Review of Political Science* 23/2020, pp. 295-314.
- Haßler, J., Kümpel, A. & Keller, J. (2021) Instagram and political campaigning in the 2017 German federal election. A quantitative content analysis of German top politicians' and parliamentary parties' posts, *Information, Communication & Society*.
- Lees, C. (2022) German federal election: are the Greens on the cusp of government? *LSE European Politics and Policy (EUROPP) blog* (20 Sep 2021). Blog. En ligne.
- Merten, H. (2021). Wählen in Zeiten der Pandemie. *Aus*

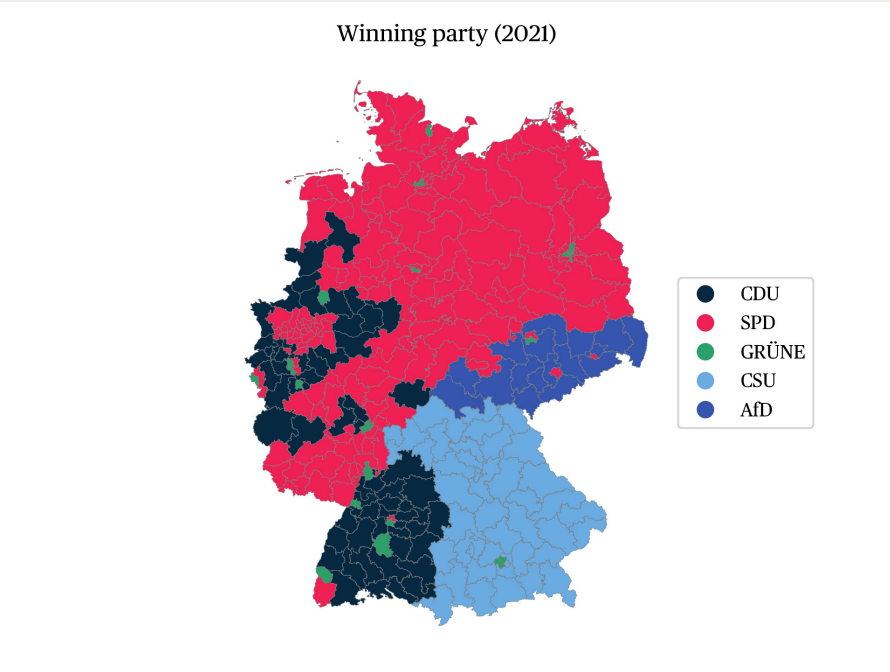
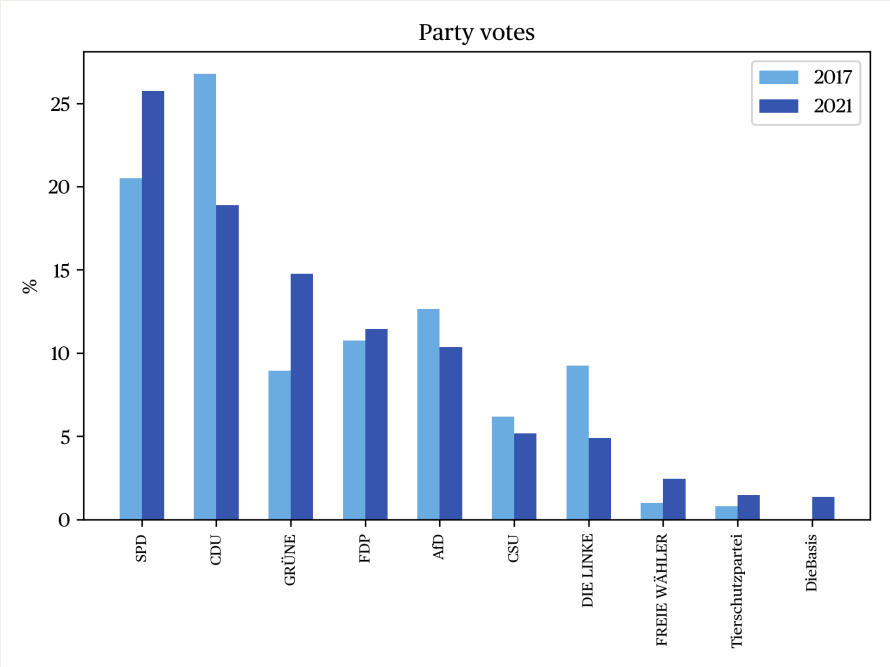
Politik und Zeitgeschichte, 71(47-49), pp. 26-33.

Pesthy, M., Mader, M. & Schoen, H. (2021). Why Is the AfD so Successful in Eastern Germany? An Analysis of the Ideational Foundations of the AfD Vote in the 2017 Federal Election. *Polit. Vierteljahresschr.* 62, pp. 69-91.

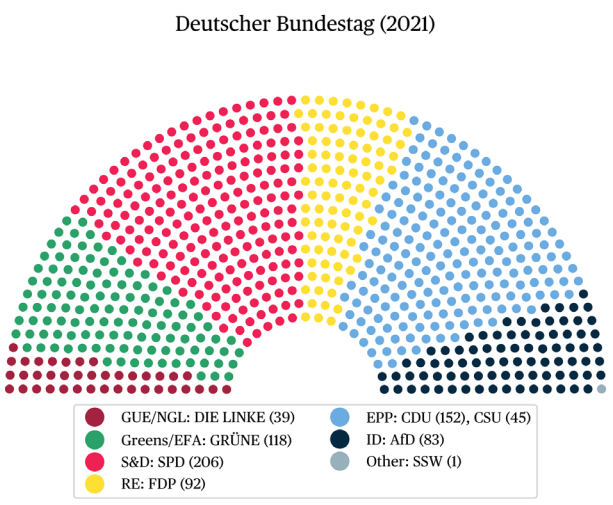
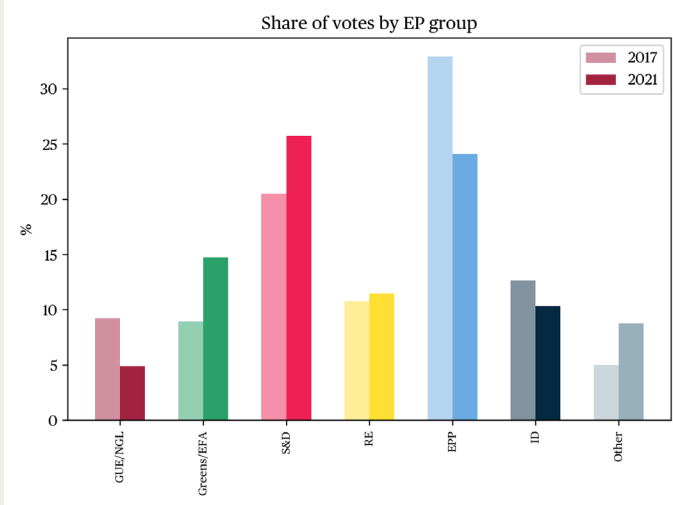
Roemmele, A., Gibson, R. (2020). Scientific and subversive: The two faces of the fourth era of political campaigning. *New Media & Society*, 22(4), pp. 595-610.

Schmitt-Beck, R. (2021). Wahlpolitische Achterbahnfahrt. Wer wählte wen bei der Bundestagswahl 2021? *Aus Politik und Zeitgeschichte* 71(47-49), pp. 10-16.

Venghaus, S., Henseleit, M. & Belka, M. (2022) The impact of climate change awareness on behavioral changes in Germany: changing minds or changing behavior?. *Energ. Sustain. Soc.* 12, 8.



Indicateurs européens





Élections régionales en Haute-Autriche, 26 septembre 2021

Le contexte des élections régionales

Les deux dernières élections régionales en Haute-Autriche, en 2015 et en 2021, se sont déroulées dans des contextes très différents. Alors que les élections régionales de 2015 avaient eu lieu dans le contexte d'un grand mouvement des réfugiés, celles de 2021 ont été marquées par la pandémie du Covid-19, qui a eu des répercussions sur la campagne électorale. Les campagnes électorales traditionnelles des partis et de leurs candidats n'ont pu être organisées qu'avec des restrictions évidentes et un nombre limité de participants. La pandémie, et plus particulièrement la question de l'attitude à adopter vis-à-vis des personnes non vaccinées, a également entraîné une certaine polarisation de la société de Haute-Autriche, puisque, selon une enquête, 22 % des citoyens n'étaient pas intéressés par la vaccination contre le Covid (ORF 2021). Les jeunes, les personnes moins formellement éduquées et les femmes, en particulier, s'opposent davantage à la vaccination que le reste de la population. Au moment des élections régionales, la Haute-Autriche était en queue de peloton des *Länder* dans ce domaine, avec un taux de vaccination de 59 % de la population totale (apte à être vaccinée)¹.

Les tendances politiques fédérales ont également joué un rôle. Un gouvernement fédéral composé du Parti populaire autrichien (ÖVP) et des Verts, dirigé par le chancelier Sebastian Kurz (ÖVP), est entré en fonction à Vienne début 2020. Après un soutien initial, les mesures prises par le gouvernement fédéral pour lutter contre le Covid-19 se sont heurtées à des critiques de plus en plus virulentes de la part de l'opposition parlementaire formée par le Parti social-démocrate (SPÖ), le Parti autrichien de la liberté (FPÖ) et la Nouvelle Autriche (NEOS). En outre, l'acceptation de ces mesures par la population autri-

chienne n'a cessé de diminuer au cours de la pandémie (Research Affairs 2021). Environ deux semaines avant les élections régionales, le gouvernement fédéral a décidé de renforcer progressivement les mesures face à l'augmentation des infections au Covid-19 et, dix jours avant les élections, le ministre fédéral de la santé (Verts) a imposé des contrôles temporaires à la sortie du territoire dans le district de Braunau, en Haute-Autriche, justifiés par une incidence locale élevée. L'impact de ces mesures restrictives du gouvernement fédéral sur le comportement électoral en Haute-Autriche était difficile à anticiper : il était possible d'envisager que lors des élections régionales, les électeurs expriment leur mécontentement face aux nouvelles restrictions imposées par le gouvernement fédéral, ou au contraire leur acceptation de ces mesures.

Le système électoral et gouvernemental de Haute-Autriche constitue un autre paramètre important pour les élections régionales (Dachs 2006 : 1012 *sqq.*). Le principe est celui de la proportionnelle, avec une clause de 4 %² qui favorise les grands partis mais rend plus difficile l'entrée au Landtag des petits partis. Il n'y a pas d'élection directe du gouverneur du Land, il est élu par le Landtag à la majorité absolue pour un mandat de six ans. La Haute-Autriche est l'un des derniers Länder à disposer d'un gouvernement proportionnel dans lequel les grands partis sont représentés en fonction de leur part de voix aux élections du Landtag³. Au sein de ce gouvernement proportionnel de quatre partis, deux partis forment une coalition et s'accordent sur un programme de travail pour la législature de six ans.

Depuis 1945, la Haute-Autriche est dominée par l'ÖVP, qui occupe sans interruption le poste de gouverneur du Land. Josef Pühringer, gouverneur de longue date, avait

1. D'après les données officielles du Land de Haute-Autriche au 26 septembre 2021.

2. Oberösterreichische Landesverfassung, art. 17(2), Oberösterreichische Landeswahlordnung, § 65.

3. Oberösterreichische Landesverfassung, art. 43(2).

cédé son poste à Thomas Stelzer au cours de la récente législature afin de permettre à son successeur de gagner la confiance de la population. En poste depuis avril 2017, le gouverneur Stelzer a en effet pu acquérir un « bonus de confiance » important grâce à son attitude calme et objective. Le taux de satisfaction à l'égard du travail du gouvernement régional (79 %, janvier 2021) et de l'activité du gouverneur Stelzer (80 %, janvier 2021) se situait à un niveau relativement élevé. Selon une enquête Spectra de juillet 2021, 73 % des habitants de Haute-Autriche interrogés avaient une « bonne opinion » du gouverneur (Nachrichten 2021). Ainsi, Stelzer aurait remporté une élection directe fictive du gouverneur du Land avec une avance respectable allant jusqu'à 37 points de pourcentage.

Les autres partis évoluent dans l'ombre de l'ÖVP, qui domine le parlement et le gouvernement du Land. Le SPÖ a dû se contenter pendant des décennies du rôle d'« éternel second » et n'était plus que la troisième force politique depuis leur score décevant aux élections de 2015. Les Verts sont représentés sans interruption au Landtag depuis 1997 et disposent d'une longue expérience gouvernementale en Haute-Autriche, puisqu'ils ont formé une coalition avec l'ÖVP entre 2003 et 2015. Le FPÖ a obtenu son meilleur résultat historique lors des élections régionales de 2015 dans le sillage de la vague de réfugiés, a remplacé le SPÖ en tant que deuxième parti le plus important et a été le partenaire junior de l'ÖVP dans un gouvernement commun au cours des six dernières années. Durant cette phase, les dirigeants du FPÖ régional se sont montrés le plus souvent soucieux de l'État et ont renoncé à leur rhétorique de droite populiste. Il existait toutefois un risque que le FPÖ de Haute-Autriche se retrouve, lors des élections régionales, dans la tendance à la baisse qui avait touché le parti fédéral et certaines sections régionales du FPÖ depuis 2019 (notamment lors des élections régionales et municipales de Vienne en 2020). Outre la « vidéo d'Ibiza », l'affaire autour des frais de l'ancien président du FPÖ, H.C. Strache, avait également contribué à une perte de popularité auprès des électeurs.

La campagne électorale

Onze partis au total se sont présentés aux élections régionales de 2021, dont six petits partis (Liegl 2006 : 402 sqq.), qui ne se sont toutefois pas tous présentés dans les quatre circonscriptions du Land.

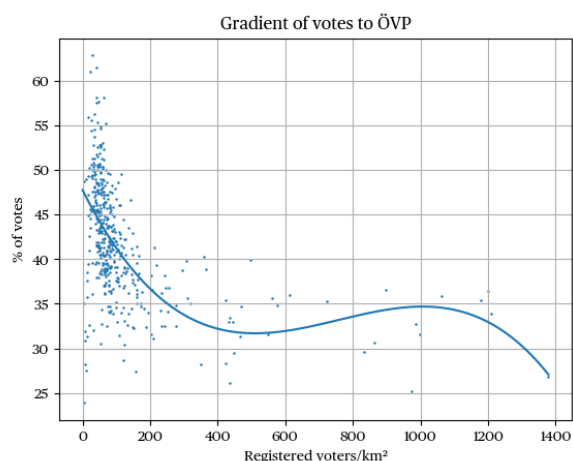
La campagne électorale de l'ÖVP a été fortement personnalisée et a misé en premier lieu sur le gouverneur sortant du Land, également tête de liste, et en second lieu sur les thèmes de la migration/asile, de l'intégration et de la protection de l'économie (Wiener Zeitung 2021). Le SPÖ, avec sa tête de liste Birgit Gerstorfer, s'est concentré sur des thèmes sociopolitiques clés tels que les soins de longue durée, la sécurité des retraites, le maintien de l'emploi ou l'éducation, et s'est efforcé de se démarquer des autres partis sur le fond (ORF 2021b). Le FPÖ, avec

son candidat principal Manfred Haimbuchner, s'est présenté comme le parti de « l'ordre » et de la « sécurité » et a défendu des positions restrictives en matière d'asile et d'intégration. Pour des raisons tactiques, il s'est cependant abstenu d'attaquer son partenaire de coalition au niveau régional, l'ÖFP. Le FPÖ a dressé un bilan positif de sa propre activité au sein du gouvernement régional, notamment en matière de politique du logement (ORF 2021c). Les Verts, qui se présentaient pour la première fois avec Stefan Kaineder comme tête de liste, se sont profilés – sans surprise – sur les questions environnementales et climatiques et ont exigé une politique climatique plus engagée afin de permettre au Land d'atteindre la « neutralité climatique » d'ici 2040. Le parti NEOS, avec Felix Eypeltauer comme tête de liste, a quant à lui misé sur la transparence politique, le contrôle et l'abolition du système proportionnel afin d'obtenir une séparation explicite entre majorité gouvernementale et opposition (ORF 2021d). Outre le FPÖ, un nouveau parti participait à ces élections, le MFG (« Menschen-Freiheit-Grundrechte » Humains-Liberté-Droits Fondamentaux), qui se positionnait de manière plus radicale contre les mesures sanitaires du gouvernement. Le MFG, dont Joachim Aigner était la tête de liste, s'est fermement opposé à l'obligation de vaccination contre le Covid-19 et aux restrictions (y compris à un confinement) pour les personnes non vaccinées, les considérant comme une atteinte aux droits fondamentaux et aux libertés. Les autres petits partis n'ont pas réussi à s'imposer dans la campagne électorale, en raison du manque de ressources et de l'absence de présence médiatique sur la chaîne publique ORF (Wiener Zeitung 2021).

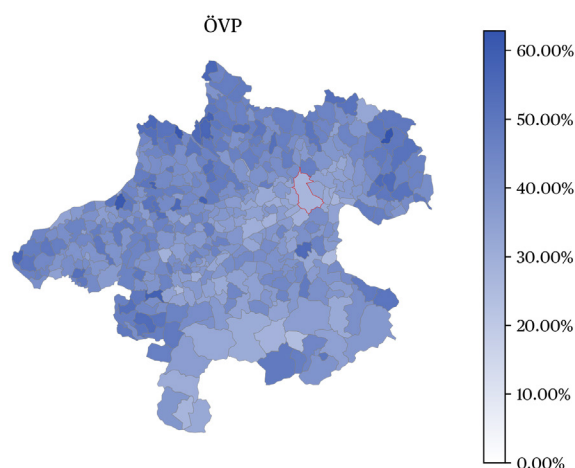
L'obligation vaccinale générale et le renforcement des contraintes pour les personnes non vaccinées ont été rejetées par les partis pour des raisons de tactique électorale. Le risque de perdre des voix au profit du MFG, dont la campagne électorale marquante et très médiatisée s'est explicitement focalisée sur les personnes opposées ou sceptiques vis-à-vis du vaccin, semblait trop important (Kleine Zeitung 2021). Seul le parti NEOS, interrogé à ce sujet, a plaidé en faveur d'une vaccination obligatoire du personnel soignant et enseignant, mais s'est opposé à ce que les personnes non vaccinées paient une quote-part de l'assurance maladie obligatoire (ORF 2021e).

Pour les électeurs, la pandémie a été le thème dominant de la campagne électorale. Selon le sondage réalisé le jour des élections par ORF/ISA/SORA, 46 % des personnes interrogées ont déclaré qu'elles avaient le plus souvent discuté du « Covid » pendant la campagne électorale. D'autres thèmes, tels que « le coût de la vie quotidienne » (30 %), « la prévention en matière de santé et les soins » (29 %) ou « les emplois et les conditions de travail » (29 %), suivaient à une distance respectable. La « protection de l'environnement et du climat » (22 %) n'a joué qu'un rôle périphérique dans les débats au sein de la population. Le thème du Covid a également été le principal sujet de discussion pour les électeurs des différents partis, si l'on excepte les Verts, dont les électeurs

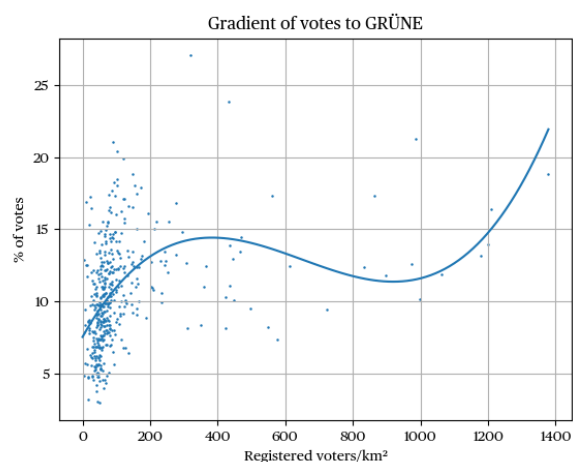
a • Score de l'ÖVP au niveau municipal (ordonnée) en fonction de la densité de population (abscisse)



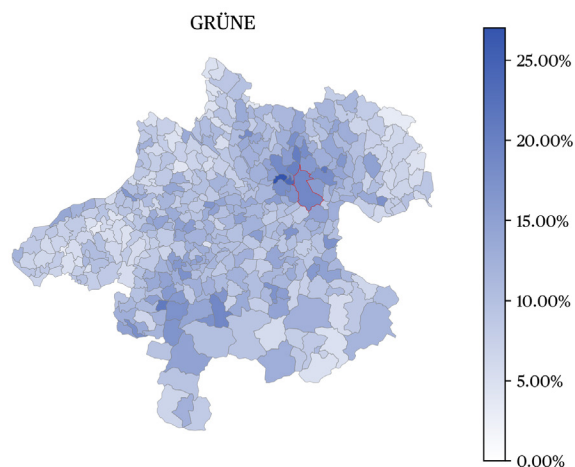
b • Score de l'ÖVP au niveau municipal



c • Score des Verts au niveau municipal (ordonnée) en fonction de la densité de population (abscisse)



d • Score des Verts au niveau municipal



ont le plus souvent discuté de la protection de l'environnement et du climat. La pandémie a également relégué au second plan la question de savoir qui serait le gouverneur idéal pour la Haute-Autriche (« *Landeshauptmannfrage* » ou « question du gouverneur »), souvent abordée lors des élections régionales précédentes (ORF 2021f).

Le résultat et son interprétation

76,3 % des quelque 1,1 million d'électeurs ont participé aux élections régionales du 26 septembre 2021. Le taux de participation était donc inférieur d'environ 5 points à celui de 2015, ce qui doit être interprété comme un effet de la pandémie de Covid-19.

Les élections régionales ont entraîné les transferts de voix et de pouvoir suivants entre les différents partis (voir encart « les données »).

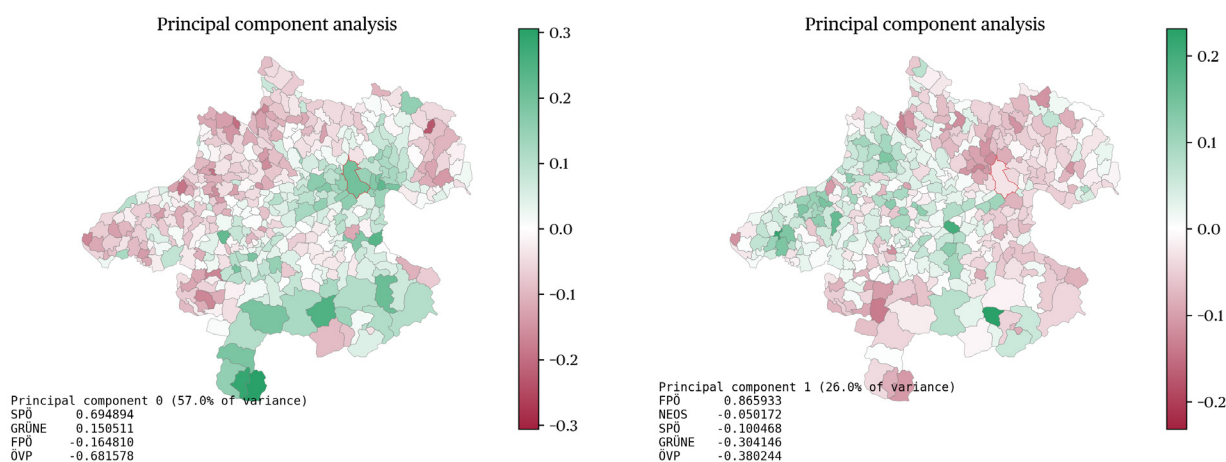
Comme on pouvait s'y attendre, l'ÖVP a clairement remporté les élections au Landtag, obtenant 37,6 % des voix (et 22 sièges au Landtag). Le gain par rapport au plus mauvais résultat électoral historique de 2015 n'était toutefois que de 1,2 points et était inférieur aux prévisions des sondages préélectorales sérieux.

Le FPÖ a chuté à 19,7 % (11 sièges), perdant ainsi environ un tiers de ses voix de 2015, mais conservant sa deuxième place juste devant le SPÖ. Le SPÖ a amélioré

de manière marginale son résultat de 2015 et a obtenu 11 sièges, mais n'a pas atteint son propre objectif électoral d'au moins 20 %. Avec 12,3 % (7 sièges), les Verts ont obtenu le meilleur résultat de leur histoire en Haute-Autriche, mais les gains sont restés faibles.

Le parti NEOS a obtenu 4,2 % (2 sièges) et a ainsi franchi pour la deuxième fois depuis 2015 la barrière des 4 % nécessaires pour entrer au Landtag. Mais la véritable surprise de ces élections régionales est venue du MFG qui, pour sa première candidature, a obtenu 6,2 % des voix (3 sièges). Les autres partis n'ont pas obtenu suffisamment de voix pour être représentés au Landtag.

La baisse de la participation a surtout porté préjudice au FPÖ, puisque près de 36 000 de ses électeurs de 2015 ont renoncé à voter et que le parti a en outre perdu près de 47 000 électeurs au profit de l'ÖVP. De même, le FPÖ a perdu près de 14 000 électeurs au profit du MFG, qui a également mobilisé un nombre significatif d'anciens électeurs de l'ÖVP. Les Verts ont pu améliorer leur résultat de 2015, notamment grâce au gain d'anciens électeurs de l'ÖVP et du NEOS. Quant au NEOS, il a surtout séduit des électeurs qui avaient encore opté pour l'ÖVP et le SPÖ en 2015. Le SPÖ a perdu du terrain du fait de l'abstention de certains de ses anciens électeurs, et n'a attiré qu'assez peu d'électeurs issus des autres partis (Verts, ÖVP, NEOS) (OÖ 2021).



L'analyse des motivations des électeurs souligne une fois de plus l'importance de la politique sanitaire dans la décision de voter pour ou contre un parti donné. Pour les électeurs du FPÖ et du MFG, le rejet de la politique actuelle du Covid-19 et de l'obligation de vaccination, mais aussi le souci des droits fondamentaux et des libertés a joué un rôle prépondérant dans leur décision de vote. Pour les électeurs du SPÖ, ce sont les questions de politique sociale qui ont été déterminantes, tandis que les partisans des Verts ont cité la question du climat et de l'environnement comme principal motif de vote (Profil 2021). Le Covid a en outre clairement fait passer au second plan l'importance des têtes de liste. La tête de liste n'a été le principal motif de vote que pour les électeurs de l'ÖVP, ce qui témoigne de l'importante « prime au sortant » qui a bénéficié au gouverneur Stelzer, et a peut-être empêché l'ÖVP de perdre des voix. Pour les électeurs du SPÖ, du FPÖ, du NEOS et des Verts, en revanche, la tête de liste était beaucoup moins importante. Pour ces partis, ce sont les aspects de fond, c'est-à-dire les programmes des partis et les programmes électoraux, qui ont occupé la première place. Il est remarquable que l'ÖVP ait remporté l'élection alors qu'il a fait campagne sur des thèmes qui ne correspondaient que dans une faible mesure aux thèmes centraux de la campagne électorale au sein de la population. Cela plaide en faveur de la thèse de la personnalisation, selon laquelle la personnalité du candidat principal était au centre des préoccupations des électeurs de l'ÖVP.

Pour terminer, on discutera brièvement des principales caractéristiques sociales des électeurs des différents partis, en suivant une approche microsociologique (Kritzing 2014 : 192-196). Le vainqueur des élections, l'ÖVP, a été le parti le plus fort chez les femmes, les indépendants et les retraités (plus de 65 ans), tandis que les Verts ont eu davantage de succès auprès des jeunes électeurs (moins de 29 ans) et, de manière surprenante, auprès des employés du secteur public, un groupe professionnel traditionnellement proche de l'ÖVP en Haute-Autriche. Le FPÖ s'est imposé dans le groupe des ouvriers, tandis que le SPÖ n'y a obtenu que 21 % des voix. Les Verts et NEOS sont significativement sous-représentés dans ce groupe

d'électeurs (ORF 2021f).

Tendances géographiques du comportement électoral

Si l'on analyse les résultats électoraux des partis en fonction de critères géographiques, on constate quelques schémas caractéristiques (Eberl *et al.* 2020 : 1358) : lors de ces élections régionales, l'ÖVP victorieux a également obtenu de meilleurs résultats dans les communes rurales que dans les zones urbaines (figure a). L'ÖVP a obtenu ses meilleurs résultats dans les régions rurales du nord et du sud-ouest de la Haute-Autriche et a été moins bien accueilli dans la capitale du Land, Linz, ainsi que dans le sud (figure b). Quant au FPÖ, ses bastions électoraux se situent dans les communes rurales de l'ouest, près de la frontière bavaroise. Une analyse en composantes principales montre que 26 % des écarts par rapport au résultat moyen des élections régionales sont dus aux meilleurs résultats du FPÖ dans l'ouest et aux performances comparativement plus faibles des autres partis dans cette partie du Land (figure e, à droite). Contrairement à l'ÖVP et au FPÖ, les Verts (ainsi que le NEOS) ont enregistré une progression électorale plus importante dans les zones urbaines que dans les zones rurales (figure c). Un regard plus attentif sur les résultats des communes montre que les Verts n'ont pas seulement obtenu leurs meilleurs résultats dans les espaces urbains (en particulier à Linz et dans ses environs), mais aussi dans certaines communes rurales du nord et du sud (figure d). Comme lors des élections régionales de 2015, les voix pour le SPÖ étaient surtout concentrées à Linz et ses environs ainsi que sur certaines communes du sud. Les bons résultats du SPÖ (et des Verts) dans ces régions correspondent à des résultats comparativement plus faibles pour les autres partis (figure e, à gauche). Le SPÖ dispose dans le sud et dans la région centrale, plus industrielle, d'électeurs habituels issus des milieux ouvriers traditionnels et syndiqués, mais il n'a pas été en mesure – comme en 2015 – de mobiliser davantage en dehors de ces bastions anciens. Le MFG a attiré des électeurs dans différentes parties du Land ; il a été le plus fort dans les communes où le taux de vaccina-

tion contre le Covid-19 est faible, c'est-à-dire inférieur à la moyenne nationale de Haute-Autriche (ORF 2021g).

La question de la formation du gouvernement

Pendant la campagne électorale, l'ÖVP a évité de faire des déclarations concrètes sur son futur choix de coalition, laissant toutes les options sur la table. Un éventuel gouvernement avec le FPÖ n'était envisageable à la condition que le FPÖ régional se distancie systématiquement de la ligne populiste de droite de son parti fédéral (Die Presse 2021). Pendant la campagne électorale, le FPÖ a ouvertement fait campagne pour la poursuite de la coalition avec l'ÖVP, et les Verts ont également fait part de leur intérêt pour un gouvernement avec l'ÖVP. Le SPÖ, en revanche, ne s'est pas prononcé sur une éventuelle participation au gouvernement. Les électeurs de Haute-Autriche n'ont pas montré de préférence claire pour une coalition gouvernementale particulière, et les électeurs de l'ÖVP étaient également divisés sur la question de la coalition⁴.

En raison des résultats des élections, quatre partis (ÖVP, FPÖ, SPÖ, Verts) seront représentés dans le prochain gouvernement régional, tandis que NEOS et MFG n'ont pas réussi à obtenir de siège au gouvernement malgré leur entrée au parlement régional. Conformément aux usages politiques, les partis ont entamé des discussions sur un futur gouvernement de coalition dès que les résultats officiels des élections régionales ont été publiés.

L'ÖVP de Haute-Autriche, en tant qu'« acteur décisif » (Müller 2006 : 362) dans le système des partis, disposait de plusieurs options pour former une coalition. Au vu des résultats des élections régionales, il était possible que l'ÖVP forme un gouvernement de coalition avec le FPÖ, le SPÖ ou les Verts, qui disposent chacun d'une majorité différente au parlement régional. Deux combinaisons semblaient d'emblée improbables. Les Verts et l'ÖVP défendent des positions idéologiques si différentes sur des sujets importants tels que la protection du climat, la politique des transports, l'asile et la sécurité, qu'une coopération gouvernementale à long terme serait conflictuelle. Une coalition ÖVP-SPÖ a certes été approuvée sur le principe par la chambre économique et la chambre du travail régionales, mais le SPÖ ne se voyait pas dans le rôle de partenaire junior (« pourvoyeur de majorité ») d'un ÖVP fort.

Après de brefs entretiens exploratoires non contraignants avec tous les partis représentés au Landtag, la direction de l'ÖVP a décidé à l'unanimité, peu après les élections au Landtag, d'entamer des négociations de coalition avec le FPÖ, qui ont été finalisées au bout de 26 jours, permettant ainsi de présenter la répartition des portefeuilles et le programme de gouvernement (ORF 2021h). Le gouvernement ÖVP-FPÖ représente la prolongation d'un partenariat qui fonctionne et dispose, avec

33 mandats sur 56, d'une large majorité au Landtag. Sur des questions importantes telles que l'asile, l'intégration, la politique économique et la politique d'implantation, la distance idéologique entre les deux partis est faible, de sorte que les compromis entre les partenaires de la coalition sont plus facilement réalisables. Un autre argument en faveur de la coalition ÖVP-FPÖ est le fait que la campagne électorale pour les élections régionales a été menée de manière relativement équitable entre ces deux partis sur une grande partie du territoire. Dans le futur gouvernement commun, l'écart de pouvoir entre l'ÖVP, vainqueur des élections, et le FPÖ, perdant, est en outre plus marqué, ce qui, du point de vue de l'ÖVP, plaide pour une réédition de cette variante de coalition. Du point de vue de la théorie des coalitions (Buzogány & Kropp 2013 : 261-266), le gouvernement ÖVP-FPÖ est une coalition à « majoritaire minimale », caractérisée par une asymétrie de pouvoir prononcée et une faible distance idéologique entre les partis impliqués.

Les effets des élections régionales

Le résultat des élections régionales n'a aucune conséquence sur les prochaines élections du Nationalrat (chambre basse du parlement autrichien, n.d.T.), puisque la législature ne se terminera normalement qu'en 2024. L'effet sur les rapports de force au sein du Bundesrat, deuxième chambre du Parlement autrichien déléguée par les *Länder*, est plus important. La composition du Bundesrat dépend en effet des résultats des élections régionales. Les pertes du FPÖ en Haute-Autriche signifient qu'un mandat au Bundesrat passe du FPÖ à l'ÖVP. L'opposition, composée au niveau fédéral du FPÖ, du SPÖ et du NEOS, perd ainsi sa majorité de 31 députés au Bundesrat. Elle ne peut donc plus opposer de veto suspensif aux décisions législatives prises par les partis gouvernementaux ÖVP et Verts au Nationalrat. Ce veto retarde le processus législatif de huit semaines au maximum et a contribué par le passé à une meilleure intégration des partis d'opposition dans le travail parlementaire. Ainsi, le résultat des élections en Haute-Autriche implique également une perte de pouvoir sensible pour l'opposition au niveau fédéral.

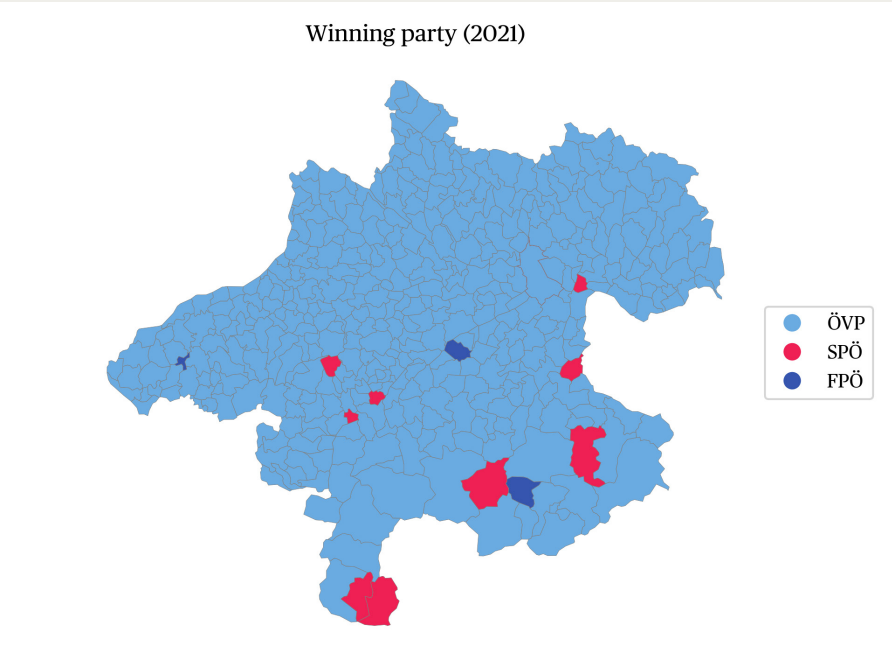
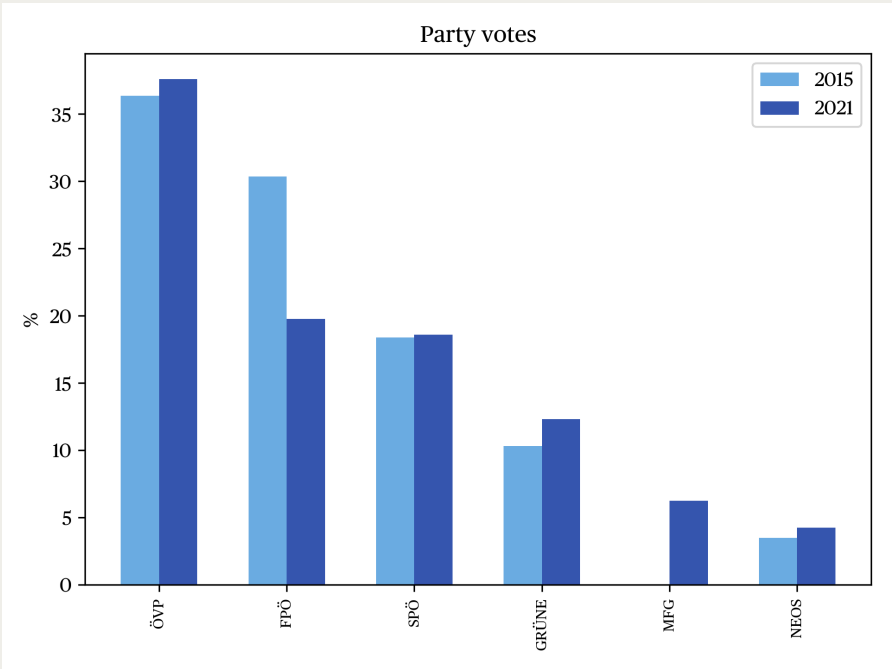
Malgré leur caractère régional, ces élections sont également un test d'humeur pour le gouvernement fédéral en place et une mesure de l'« atmosphère générale » dans le pays (Schakel & Romanova 2018, Schakel & Jeffery 2013). Les résultats des élections en Haute-Autriche n'ont certainement pas donné un coup de pouce politique au gouvernement fédéral de l'ÖVP et des Verts. Les gains élevés et inattendus du MFG reflètent le mécontentement d'une partie de l'électorat à l'égard des mesures de lutte contre le Covid-19 aux niveaux fédéral et régional. Dans une certaine mesure, les élections régionales de Haute-Autriche peuvent ainsi être interprétées comme un vote de protestation – modéré – envers les gouvernements fédéral et régional. Dans ce contexte, il n'est pas

4. Selon un sondage réalisé début septembre par GMK Meinungsforschung (n=500, marge de fluctuation +/- 5 %), environ 35 % préfèrent une coalition ÖVP-FPÖ, 23 % un gouvernement composé de l'ÖVP et des Verts et 16 % une grande coalition. Les électeurs de l'ÖVP sont à peu près aussi nombreux à préférer un gouvernement avec le FPÖ ou avec les Verts.

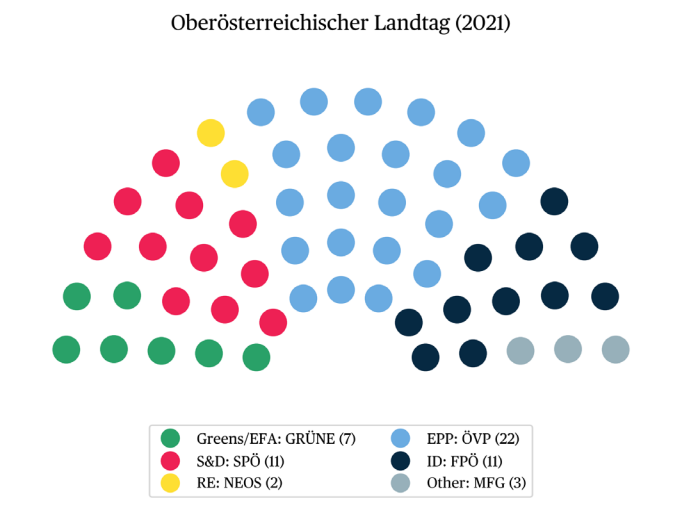
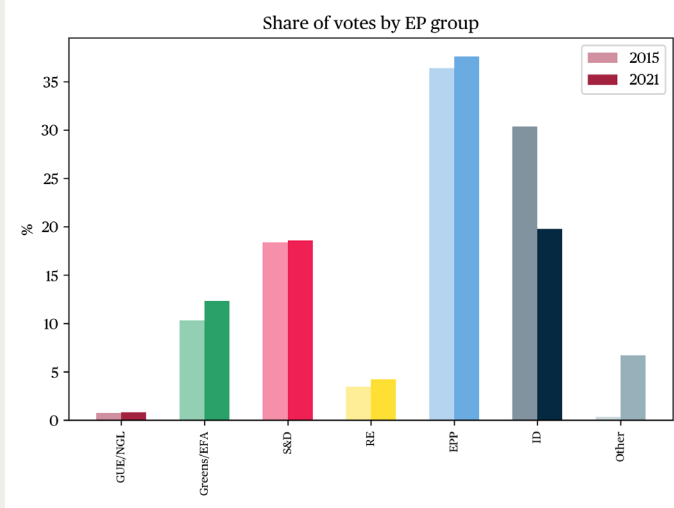
exclu que l'issue des élections au Landtag ait des répercussions sur les futures mesures sanitaires et influence la manière d'aborder le sujet sensible de la vaccination contre le Covid-19. Le score du MFG reflète en outre la perte de confiance croissante, depuis des années, dans la politique et sa capacité à résoudre des problèmes complexes (OGM 2021). Il serait intéressant d'observer si le MFG reste un phénomène propre à la Haute-Autriche ou s'il se présente également avec succès aux élections municipales et régionales dans d'autres Länder. La question des perspectives politiques à long terme du MFG après la fin de la pandémie de Covid-19 reste intéressante.

Références

- Buzogány, A. & Kropp, S. (2013). Koalitionen von Parteien. In Niedermayer, O. (éd.), *Handbuch Parteienforschung*, Wiesbaden, pp. 261-294.
- Dachs, H. (2006). Parteiensysteme in den Bundesländern. In Ders et al (éd.), *Politik in Österreich. Das Handbuch*, Wien, pp. 1008-1023.
- Die Presse (2021). Oberösterreich: Stelzer schließt Pakt mit «Kickl-FPÖ» aus. *Die Presse*. En ligne.
- Eberl, J.-M., Huber, L.-M. & Plescia, C. (2020). A tale of the firsts: the 2019 Austrian snap election. *West European Politics* 34:6, pp. 1350-1363.
- Fallend, F. (2019). Vom Finanzskandal zur „Normalisierung“. Eine Analyse der Salzburger Landtagswahlen 2013 und 2018. In Heinisch, R. et al. (éd.), *Salzburger Jahrbuch für Politik 2018*, Wien, pp. 9-48.
- Kleine Zeitung (2021, 13 septembre). Kleine Zeitung: Oberösterreich. Umfrage sieht Impfgegner-Partei im Landtag. En ligne.
- Kritzinger, S. et al. (éds.) (2014). *Die Nationalratswahl 2013. Wie Parteien, Medien und Wählerschaft zusammenwirken*, Wien/Köln.
- Liegl, B. (2006). Kleinparteien. In Dachs, H. et al. (éd.), *Politik in Österreich. Das Handbuch*, Wien, pp. 402-411.
- Müller, W. C. (2006). Die Österreichische Volkspartei. In Dachs, H. et al. (éds.), *Politik in Österreich. Das Handbuch*, Wien, pp. 341-362.
- Nachrichten (2021, 9 juillet). Drei Monate vor der Wahl: ÖVP bleibt Erster, FPÖ legt zu. *Oberösterreichische Nachrichten*. En ligne.
- OGM (2021). Vertrauensindex Institutionen Juli 2021. OGM/APA. En ligne.
- OÖ (2021). Landtagswahl 2021: Wählerstromanalyse. Abteilung Statistik Land Oberösterreich. En ligne.
- ORF (2021, 1^{er} septembre). Warum sich Menschen nicht impfen lassen. *ORF*. En ligne.
- ORF (2021b, 15 septembre). Radiofragestunde mit Birgit Gerstorfer, SPÖ. *ORF*. En ligne.
- ORF (2021c, 16 septembre). Radiofragestunde mit Manfred Haimbuchner, FPÖ. *ORF*. En ligne.
- ORF (2021d, 9 septembre). Wahlkampfauftakt von NEOS in Linz. *ORF*. En ligne.
- ORF (2021e, 11 septembre). Radiofragestunde mit Felix Eypltauer, NEOS. *ORF*. En ligne.
- ORF (2021f, 27 septembre). Landtagswahl Oberösterreich 2021. ORF/ISA/SORA. En ligne.
- ORF (2021g, 27 septembre). Wo die MFG punkten konnte. *ORF*. En ligne.
- ORF (2021h, 4 octobre). ÖVP führt Koalitionsverhandlungen mit FPÖ. *ORF*. En ligne.
- Profil (2021, 28 septembre). Meinungsforscher Peter Hajek über die Wahlmotive bei der Oberösterreich-Wahl. *Profil*. En ligne.
- Research Affairs (2021). Umgang der Politik mit dem Coronavirus in Österreich. En ligne.
- Schakel, A. H., Romanova, V. (2018). Towards a scholarship on regional elections. *Regional & Federal Studies*, 28:3, pp. 233-252.
- Schakel, A. H., Jeffery, C. (2013). Are Regional Elections really “Second-Order” Elections? *Regional Studies* 47:3, pp. 323-341.
- Wiener Zeitung (2021, 19 août). Auch Oberösterreich Wahl Corona-infiziert. *Wiener Zeitung*. En ligne.



Indicateurs européens





Élections parlementaires en République tchèque, 8-9 octobre 2021

140

Les élections législatives des 8 et 9 octobre 2021 en République tchèque ont donné lieu à un changement politique important. ANO (officiellement ANO 2011), le parti du Premier ministre Andrej Babiš, est arrivé en deuxième position en termes de vote populaire, et même s'il a remporté le plus grand nombre de mandats, il n'a pas obtenu la majorité au Parlement. En conséquence, un gouvernement réunissant deux coalitions électorales, soit cinq partis au total, a été formé ; celui-ci, dirigé par Petr Fiala (ODS), est entré en fonction le 17 décembre avec une majorité confortable de 108 mandats à la chambre basse du Parlement tchèque, qui compte 200 sièges. Le taux de participation de 65,43 % a été supérieur de près de 5 points de pourcentage à celui de 2017.

Les élections législatives, ou élections à la Chambre des députés du parlement tchèque, sont les élections les plus importantes du système tchèque, leur issue déterminant la composition du gouvernement national. Le système électoral est proportionnel avec 14 listes de partis représentant chacune des 14 régions du pays au niveau NUTS3. Une nouvelle loi électorale adoptée en 2021 a introduit un processus d'attribution en deux étapes utilisant les quotas Imperiali et Hagenbach-Bischoff¹. Les partis doivent atteindre un seuil de 5 % à l'échelle nationale pour entrer au Parlement, seuil qui passe à 8 % pour les coalitions à deux partis et à 11 % pour les coalitions à trois partis et plus. Le système prévoit la possibilité quatre votes préférentiels au sein de la liste du parti, les candidats qui reçoivent des votes préférentiels représentant au moins 5 % du total des votes pour le parti dans la région étant placés en tête de liste.

Ces élections ont été importantes pour plusieurs raisons qui auront des répercussions à court et à long terme sur la politique tchèque. Premièrement, plusieurs partis établis n'ont pas dépassé le seuil électoral et ne seront

pas représentés à la chambre basse. Deuxièmement, le nombre de « votes perdus » (wasted votes, cf. ci-dessous) a été le plus élevé depuis 1993, ce qui a eu un impact sur les dynamiques politiques. Troisièmement, l'unification de l'opposition libérale en deux coalitions a donné des résultats inattendus.

Ce court texte abordera les trois points mentionnés ci-dessus et analysera leurs implications. Ensuite, j'aborderai l'impact potentiel des élections sur la politique intérieure tchèque. Enfin, j'évoquerai la pertinence des résultats des élections pour la position de la République tchèque dans l'Union européenne.

La disparition de la gauche traditionnelle

Malgré son approche libérale et orientée vers les entreprises en 2013 (au niveau de l'UE, le parti est membre du groupe Renew Europe), ANO n'a pas réussi à attirer un soutien stable parmi les électeurs jeunes et éduqués et s'est progressivement déplacé vers la gauche. Il est devenu le parti de premier choix parmi les générations plus âgées auxquelles il avait fait appel par certains de ses choix politiques et sa rhétorique. Près de la moitié des personnes âgées de plus de 65 ans ont voté pour ANO en 2021 (Prokop et al. 2021). Ce résultat témoigne de la bonne stratégie marketing d'ANO, car plusieurs des politiques du parti, notamment la réforme fiscale adoptée fin 2020, ont été adoptées avec le soutien de l'opposition conservatrice malgré les protestations des sociaux-démocrates, partenaires de coalition d'ANO. ANO n'est pas devenu un parti de gauche classique, mais il a attiré bon nombre de voix de gauche, ce qui a eu un impact significatif sur les résultats globaux et sur le sort de plusieurs partis établis.

Dans une perspective à plus long terme, on retiendra surtout que le parti communiste (Parti communiste de Bohême et de Moravie, KSČM) n'a pas réussi à obtenir un seul mandat. En conséquence, l'un des derniers, sinon le

1. Le système précédemment en vigueur a été jugé inconstitutionnel par la Cour constitutionnelle en février 2021 (cf. Antoš & Horák 2021).

dernier parti communiste non réformé d'Europe centrale a disparu de la politique nationale. Le KSČM s'était appuyé jusque là sur des électeurs plus âgés et n'a pas réussi à attirer les jeunes générations, amenant certains commentateurs à affirmer que sa disparition de la politique nationale n'était qu'une question de temps. La stratégie marketing d'ANO semble avoir contribué au résultat et accéléré le déclin du KSČM. Pourtant, cela a dû être très décevant pour le parti et ses représentants. Lors de la précédente législature, le KSČM était plus proche d'accéder au pouvoir qu'il ne l'avait jamais été depuis 1989, car le gouvernement minoritaire ANO-ČSSD s'appuyait sur son soutien. Il est probable que le KSČM décline encore et ne revienne pas sur la scène politique nationale, même s'il restera sans doute ancré au niveau local dans les années à venir.

Les sociaux-démocrates (Parti social-démocrate tchèque, ČSSD) ont été le deuxième parti de gauche traditionnel à être éliminé de la Chambre des députés lors de ces élections. Jadis l'une des formations majeures de la politique tchèque, le parti a payé le prix de sa participation au gouvernement d'ANO. Une grande partie de son électorat a quitté le parti pour ANO, et une autre partie importante s'est abstenue, n'ayant pas compris la coopération du parti avec Babiš, perçu comme un oligarque poursuivi par la justice.

Paradoxalement, le fait qu'ANO ait réussi à attirer les électeurs de ses alliés potentiels a coûté à Andrej Babiš sa place de chef du gouvernement. Si l'ANO n'a perdu que très légèrement alors qu'il avait la responsabilité gouvernementale pendant la pandémie, la stabilisation de son électorat s'est faite aux dépens de ses petits partenaires de coalitions. En fin de compte, ANO a réussi à conserver le plus grand nombre de mandats, mais a évincé des alliés potentiels du parlement et n'a pas été en mesure de reconstruire une majorité.

Des votes perdus

La République tchèque a souffert d'une très faible confiance dans les institutions publiques, en particulier dans le gouvernement et le parlement (CVVM 2021). Les élections de 2021 ont aggravé le problème car plus d'un million de votes, soit près de 20 % de l'ensemble des votes, ont été « perdus », c'est-à-dire qu'ils sont allés à des partis qui n'ont pas dépassé la barre des 5 % nécessaires pour entrer au parlement. Une quantité de votes perdus aussi élevée, sans précédent dans l'histoire récente de la République tchèque, a résulté du fait que deux partis sont restés juste en dessous du seuil de 5 % et que quelques autres ont obtenu un score légèrement plus faible.

Le nombre élevé de votes perdus a permis à une alliance de deux blocs d'obtenir la majorité au Parlement et de chasser effectivement Andrej Babiš du pouvoir. Mais il signifie également que le gouvernement, malgré sa solide majorité de 108 mandats, n'a reçu qu'environ 2,3 millions des 5,2 millions de voix exprimées. Les partis gouverne-

mentaux devront attirer davantage d'électeurs pour remporter les élections ultérieures, car conserver le soutien actuel pourrait ne pas suffire.

Les coalitions préélectorales

La campagne de 2021 a été marquée par l'émergence de deux grands blocs d'opposition. La loi électorale tchèque offrait un avantage aux grands partis politiques depuis 2001 (Kopecký 2006 : 126). Par conséquent, l'opposition composée de nombreux petits partis a passé la période 2017-2021 à négocier la création d'alliances qui rivaliseraient avec ANO en nombre de voix et en nombre de mandats. Le résultat a été la création d'un bloc conservateur Spolu (Ensemble), composé d'ODS (Parti démocratique civique), TOP 09 (Tradition, responsabilité, prospérité) et KDU-ČSL (Union chrétienne et démocratique – Parti du peuple tchécoslovaque) d'une part, et une coalition centriste Piráti a STAN réunissant le Parti pirate (Pirátská strana) et les Maires et indépendants (Starostové a nezávislí) d'autre part. Bien que la Cour constitutionnelle ait abrogé les clauses donnant l'avantage aux grands partis en février 2021, les deux blocs avaient déjà beaucoup investi dans leur alliance électorale et ont maintenu la coopération jusqu'aux élections d'octobre.

Si la création des deux blocs a été un succès du point de vue de l'opposition, elle a également entraîné des problèmes inattendus. La combinaison de la campagne négative de l'ANO contre les Pirates, qui semblaient être le plus en vue des deux concurrents au début de 2021, et le solide soutien régional des Maires et des Indépendants ont fait que de nombreux candidats du STAN ont grimpé dans les listes des partis au détriment des Pirates via le mécanisme de votes préférentiels. En définitive, seuls quatre Pirates ont été élus – une baisse significative par rapport aux 22 mandats de la période 2017-2021 –, contre 33 Maires (une augmentation de 27 sièges). Après avoir investi deux fois plus d'argent et d'efforts dans la campagne et le programme électoral, le Parti Pirate a entrepris une vive discussion interne sur le résultat des élections et les prochaines étapes. L'un des points clés était que le parti deviendrait un élément libéral marginal dans un gouvernement largement conservateur, sans que les autres partis ne dépendent du soutien des Pirates au Parlement. Même si le parti a finalement décidé de rejoindre le gouvernement et a obtenu trois ministres, le résultat a jeté le doute sur la cohésion à long terme des deux blocs.

Implications pour la politique intérieure

Le nouveau gouvernement de Petr Fiala (ODS), qui a remporté le vote de confiance le 13 janvier 2022, quatre mois après les élections, évoluera dans un environnement politique intérieur légèrement différent de celui du gouvernement de Babiš (ANO). Tout d'abord, le gouvernement dispose d'une majorité confortable à la chambre basse et au Sénat. Contrairement à Babiš, qui a dû négocier

cier un soutien au cas par cas pour son gouvernement minoritaire, Fiala sera en mesure de mettre en œuvre son programme relativement rapidement, à condition de maintenir la cohésion de la coalition.

Le premier test pour la coalition naissante s'est avéré a consisté dans une négociation avec le président Miloš Zeman. Les présidents tchèques occupent un rôle vital dans le système constitutionnel tchèque, qui a été encore renforcé par l'introduction d'une élection directe en 2013 (Novotný 2020). Malgré les déclarations publiques préélectorales de Zeman selon lesquelles il reconduirait Babiš au poste de premier ministre, la cohésion des cinq partis et leur conclusion d'un accord de coalition un mois seulement après le jour des élections ont laissé peu de marge de manœuvre au président. En fin de compte, le retard dans la nomination du nouveau gouvernement a été causé par les problèmes de santé de Zeman plutôt que par la nécessité de négocier pour obtenir son soutien.

Le maintien de la cohésion du gouvernement pourrait toutefois s'avérer difficile. L'actuel gouvernement à cinq comprend le plus grand nombre de partis politiques de l'histoire tchèque. Si le désir d'évincer Babiš du pouvoir a pu suffire à rassembler les cinq partis, cela ne garantit en rien qu'ils parviendront à préserver leur unité pendant les quatre années à venir. Le gouvernement peut être qualifié comme étant de centre-droit (Lopatka 2022), mais il existe des différences importantes entre les partis. Les clivages sont visibles entre les deux blocs et entre les partis individuels au sein des blocs. Une différence importante concerne la politique sociale : Spolu, avec les démocrates chrétiens du KDU-ČSL, est l'entité la plus conservatrice, et l'engagement de Piráti a STAN en faveur de l'introduction du mariage homosexuel pourrait provoquer des affrontements importants. Les élections à venir exerceront une pression supplémentaire sur les partis pour qu'ils se positionnent avant les prochaines élections parlementaires de 2025. En 2022, les Tchèques voteront au Sénat (1/3 des sièges) et aux élections locales, en 2023 aux élections présidentielles et l'année suivante au Sénat (1/3 des sièges), au Parlement européen et aux élections régionales.

La dimension européenne

La politique européenne pourrait constituer une des principales pierres d'achoppement pour le futur gouvernement. Alors que TOP 09, KDU-ČSL et STAN sont membres du groupe PPE au Parlement européen, les Pirates se sont alignés sur les Verts/ALE et ODS sur l'ECR. C'est la position de l'ODS qui se démarque du groupe. Les spécialistes ont toujours qualifié le parti d'euroscéptique doux (voire dur) (cf. Havlík 2011 ; Kovář 2020). Le leader de SPOLU étant issu de l'ODS, la réticence du parti à l'égard d'une plus grande intégration a façonné d'abord le programme de l'alliance, puis celui du gouvernement. La question de l'adhésion à la zone euro, qui agite depuis longtemps le débat politique tchèque (Hodulák et Sychra 2021), est symptomatique de ces tensions. Malgré le sou-

tien à la fixation d'une date d'adhésion à la zone euro et au respect de tous les critères nécessaires exprimé dans le programme de Piráti a STAN, le gouvernement s'est engagé à respecter les critères de Maastricht mais est resté silencieux quant à l'adoption de la monnaie commune (Gouvernement de la République tchèque 2022 : 5).

Malgré ces différends potentiels, une amélioration significative des relations entre le gouvernement tchèque et les institutions européennes – notamment la Commission européenne et le Parlement européen – est envisageable. Le départ de Babiš, accusé de conflit d'intérêts dans la distribution du budget de l'UE en République tchèque, devrait permettre d'engager une coopération plus constructive dans le cadre de la prochaine présidence tchèque au Conseil de l'UE. La République tchèque prendra également légèrement ses distances avec la Hongrie et la Pologne et cherchera d'autres alliés dans l'UE. Toutefois, il ne faut pas s'attendre à une rupture radicale car certaines parties de l'ODS entretiennent de bonnes relations avec les représentants des deux pays, notamment le parti polonais Droit et Justice, et parce que les relations de travail établies de longue date au sein du groupe de Visegrád se poursuivront dans les domaines où les intérêts des pays sont alignés.

Conclusion

Pour résumer, les élections législatives de 2021 ont considérablement modifié le paysage politique de la République tchèque. À long terme, la disparition du parti communiste constitue le résultat le plus important. À court et moyen terme, on peut concevoir une coopération plus constructive entre le gouvernement tchèque et les institutions européennes, une adoption sans heurts des lois et une communication politique plus générale que pendant les années Babiš. Toutefois, le nouveau gouvernement aura du mal à maintenir sa cohésion en raison du nombre élevé de partis participants et des différences entre leurs positions. La « campagne électorale permanente » qui en résultera accentuera la pression à différents niveaux et accentuera la nécessité pour les partis de s'appuyer sur les électeurs déçus dont les votes ont été « perdus » en 2021.

Références

- Antoš, M. and Horák, F. (2021). Proportionality Means Proportionality: Czech Constitutional Court, 2 February 2021, Pl. ÚS 44/17. *European Constitutional Law Review* 17(3), pp. 538-552.
- CVVM (2021). Důvěra ústavním institucím v červnu 2021. En ligne.
- Gouvernement de la République tchèque (2022). Programové prohlášení vlády České republiky, Praha.
- Havlík, V. (2011). A breaking-up of a pro-European consensus: Attitudes of Czech political parties towards the European integration (1998-2010). *Communist and Post-Communist Studies*, 44(2), pp. 129-147.

Hodulák, V. & Sychra, Z. (2021). The Czech Republic and the euro: Not now, or not ever? In K. Arató, B. Koller, and A. Pelle (éd.), *The Political Economy of the Eurozone in Central and Eastern Europe*, Routledge, pp. 216-237.

Kopecký, P. (2006). The Rise of the Power Monopoly: Political Parties in the Czech Republic. In S. Jungers-tam-Mulders (éd.), *Post-Communist EU Member States. Parties and Party Systems*, London and New York : Routledge, pp. 125-145.

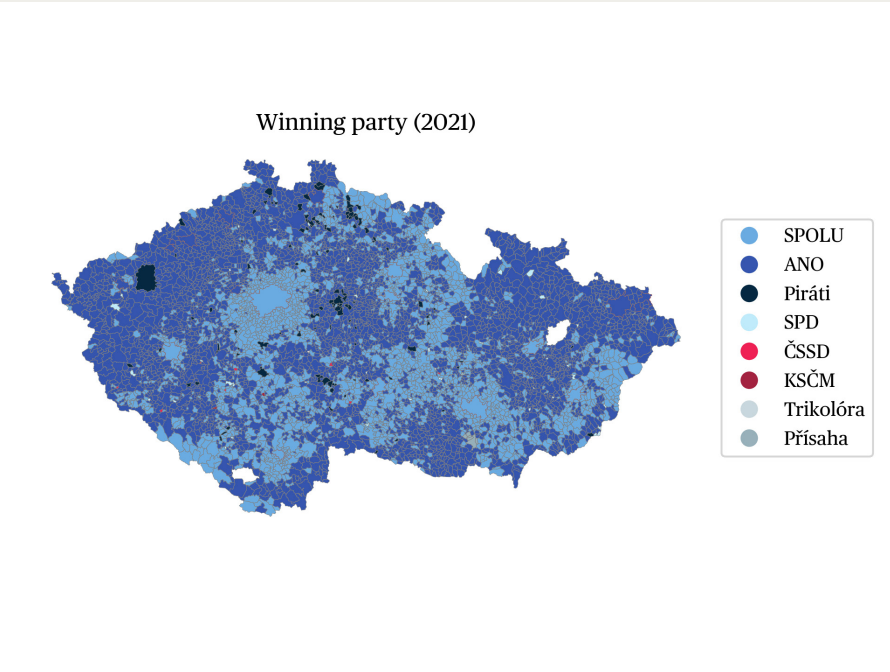
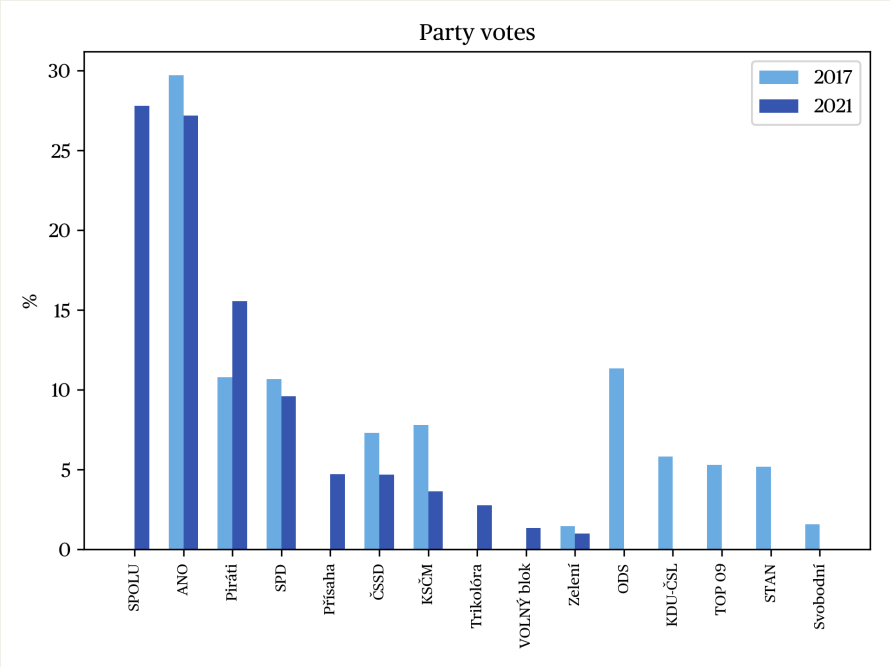
Kovář, J. (2020). Czech party positions on the EU's fi-

nality: a conceptual metaphor approach. *Journal of International Relations and Development*, 23(2), pp. 462-486.

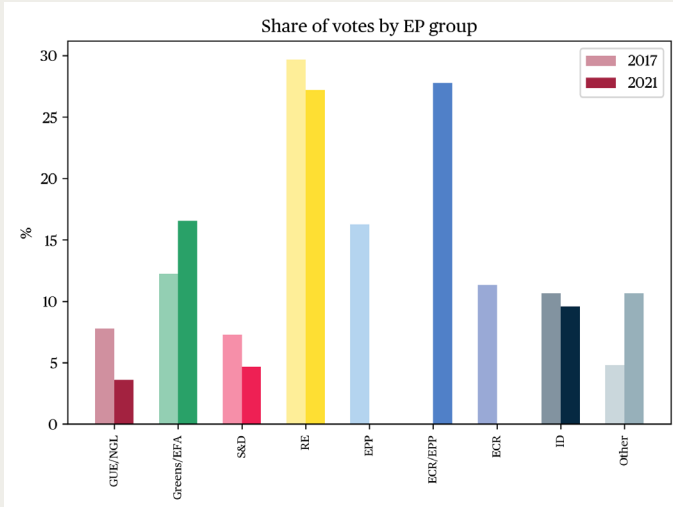
Lopatka, J. (2022, 13 janvier). New Czech centre-right government wins confidence vote in parliament. En ligne.

Novotný, L. (2020). Power Structure in Motion? Parliament, Government and the President in the Czech Republic. In A. Lorenz and H. Formánková (éd.), *Czech Democracy in Crisis*, Cham : Palgrave Macmillan, pp. 111-132.

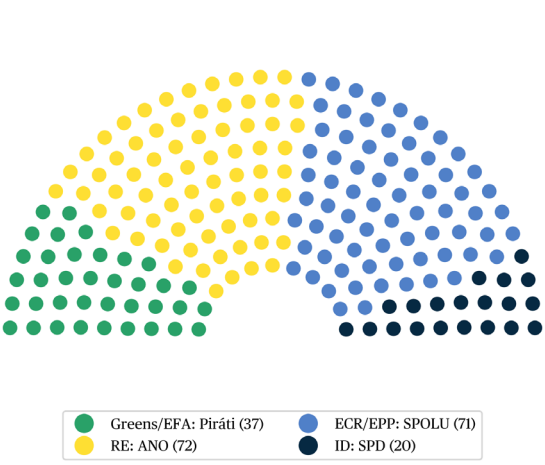
Prokop, D., Komárek, J. & Fabšíková, N. (2021). Analýza volebního chování ve sněmovních volbách 2021. En ligne.



Indicateurs européens



Poslanecká sněmovna Parlamentu České republiky (2021)





Élections régionales au Danemark, 16 novembre 2021

Le 16 novembre 2021, des élections locales ont eu lieu dans les 98 municipalités et les cinq régions du Danemark. Le cycle électoral est fixe, les élections municipales et régionales ayant lieu simultanément tous les cinq ans, le troisième mardi de novembre (voir également Kjær 2020a, 2020b). Les élections de 2021 ont eu lieu en pleine pandémie de Covid-19, et bien que des mesures spéciales aient été prises autour de la procédure de vote, le taux de participation a légèrement diminué. En ce qui concerne les résultats électoraux, les fluctuations de la politique nationale semblent avoir eu un impact plus important que d'habitude sur les élections locales.

Le contexte

La structure actuelle des collectivités locales danoises est le reflet de la réforme majeure menée en 2007, qui a fusionné 275 municipalités en 98 et 14 régions en cinq. Les collectivités locales danoises sont très importantes, les municipalités étant responsables d'environ la moitié des dépenses publiques (48 % en 2020) et les régions d'un quart (25 % en 2020). Du fait du rôle central joué par le secteur public dans le pays, cela signifie également que le budget des collectivités locales représente un tiers du PIB du Danemark. Les municipalités sont véritablement polyvalentes, avec un portefeuille de tâches aussi diverses que les écoles primaires, les soins aux personnes âgées, les soins aux enfants, les services sociaux, le logement, la planification, les initiatives en faveur de l'emploi, les activités culturelles, les parcs, la gestion de l'eau, des eaux usées et des déchets. Les régions sont principalement responsables des soins de santé et gèrent les hôpitaux.

Le jour des élections, dans chacun des 1 383 bureaux de vote, les électeurs reçoivent deux bulletins : le premier, de couleur blanche, est dédié aux élections municipales et ; le second, de couleur jaune, aux élections régionales. Aux élections municipales, le taux de participation a at-

teint 67,2 %, alors qu'il était 67,0 % aux élections régionales. Ce résultat est en baisse par rapport aux dernières élections locales en 2017, où respectivement 70,8 % et 70,7 % des inscrits avaient voté. À titre de comparaison, le taux de participation était de 84,5 % lors des dernières élections législatives (5 juin 2019) et de 66,0 % lors des dernières élections au Parlement européen (26 mai 2019). Il convient de noter que le nombre de cas de Covid-19 au Danemark a augmenté de manière très significative au cours de la semaine précédant les élections, ce qui pourrait avoir eu un effet à la baisse sur le taux de participation. Des mesures ont toutefois été prises afin que les électeurs puissent se présenter aux bureaux de vote même s'ils étaient nerveux à cause de la situation épidémique ; les électeurs ont ainsi été autorisés à apporter leur propre crayon pour marquer le bulletin de vote, au lieu d'utiliser celui disponible dans l'isoloir (qui est normalement la seule option acceptée). De même, les électeurs positifs au Covid-19 pouvaient voter depuis leur voiture et n'avaient pas à entrer dans le bureau de vote. Les médias ont fait leur possible pour obtenir un taux de participation élevé – au Danemark, les élections locales et les candidats locaux sont très largement couverts par les médias nationaux, régionaux et locaux (par exemple, les deux principales chaînes de télévision nationales ont diffusé en direct toute la soirée le jour du scrutin), et cette couverture n'est pas en déclin, bien au contraire.

Les résultats

Les systèmes de partis locaux au Danemark sont marqués par un véritable pluralisme, mais aussi très nationalisés – les nombreux partis politiques qui se présentent et se font élire au parlement sont également en concurrence les uns avec les autres dans la plupart des municipalités et des régions. Les barrières à l'entrée pour se présenter aux élections municipales sont assez faibles (seules les signa-

a • Résultat électoral agrégé des élections municipales et régionales de 2021 (comparé aux dernières élections locale et nationale)

	Votes%		Mayors		Votes%		Mayors		Votes%
	2017	2021	2017	2021	2017	2021	2017	2021	2019
A.Social Democrats	32.4	28.4	47	44	30.4	28.0	4	3	25.9
B.Social Liberal Party	4.6	5.6	1	1	5.1	6.1	0	0	8.6
C.The Conservative People's Party	8.8	15.3	8	14	6.9	14.1	0	0	6.6
D.The New Right	0.9	3.6	0	0	1.2	4.0	0	0	2.4
F.Socialist People's Party	5.7	7.6	1	2	7.3	7.4	0	0	7.7
G.Vegan Party	-	0.2	-	0	-	0.4	0	0	-
I.Liberal Alliance	2.6	1.4	0	1	3.1	1.6	0	0	2.3
K.Christian Democrats	-	0.8	-	0	-	1.2	0	0	1.7
O.Danish People's Party	8.8	4.1	1	0	9.7	4.2	0	0	8.7
S.Schleswig Party	0.3	0.3	0	1	0.2	-	-	-	-
V.Venstre	23.1	21.2	37	34	24.2	23.0	1	2	23.4
Ø.Red-Green Alliance	6.0	7.3	0	0	6.3	7.7	0	0	6.9
Å.The Alternative	2.9	0.7	1	0	2.7	0.7	0	0	3.0
Others	3.9	3.5	2	1	2.9	1.6	0	0	2.8
Total	100.0	100.0	98	98	100.0	100.0	5	5	100.0

Note : * Résultats d'un sondage d'opinion réalisé juste avant les élections, demandant aux personnes interrogées ce qu'elles voteraient lors d'une élection parlementaire si « elle avait lieu demain », publié par Berlingske Barometer.

Source : Statistics Denmark (élections locales 2017 et élections parlementaires 2019), TV2 (élections locales 2021), Berlingske barometer 14.11.21 (sondage sur les élections parlementaires 2021) et The Danish Mayoral Archive (élections municipales 2017 et 2021).

tures de 25 électeurs sont requises), et, par conséquent, des listes non partisans se présentent également dans la plupart des municipalités. Toutefois, de nombreux partis en lice disposent d'une « lettre de désignation » officielle, ce qui signifie qu'ils peuvent se présenter sous la même étiquette dans toutes les municipalités et régions où ils se présentent, ne utilisant la lettre et le nom officiels de leur parti national. Seuls les partis autorisés à se présenter aux élections parlementaires se voient assigner une telle lettre – au moment des élections locales de 2021, ceux-ci étaient au nombre de 12, auxquels s'ajoute le parti de la minorité allemande qui porte la lettre S dans la partie du Danemark limitrophe de l'Allemagne. Comme le montre la figure a, les partis nationaux ont dominé les élections municipales et régionales (avec 96 et 97% des voix, respectivement). Les listes locales sont faibles dans presque toutes les municipalités et totalement absentes dans les plus grandes villes. Il n'y a pas de seuil formel à franchir pour être représenté, mais comme le nombre de sièges aux conseils varie de 9 à 31 (55 dans la capitale Copenhague), le seuil naturel est assez élevé – dans une municipalité moyenne de 25 sièges, il faut 4% des voix pour être représenté. Chacune des assemblées régionales compte 41 sièges et le seuil naturel est donc légèrement plus bas dans ce cas.

La figure a montre également que les deux partis qui dominent traditionnellement la politique locale au Danemark – les sociaux-démocrates et le parti libéral – étaient également très présents et populaires aux niveaux communal et régional. Étant les partis les plus importants, ils remportent généralement une part importante des postes de maires et de présidents d'assemblées régionale, lesquels sont élus indirectement par et parmi les conseillers.

Toutefois, comme le montre également le tableau a, le Parti populaire conservateur a obtenu de très bons résultats, doublant presque sa part de voix et son nombre de maires municipaux – une augmentation qui a largement confirmé le succès du parti dans les sondages d'opinion nationaux. Ainsi, au Danemark, « deux partis et demi gouvernent dans un système multipartite » (Kjær 2022).

Cependant, le changement électoral le plus marquant a été la défaite subie par le Parti populaire danois. Ce parti populiste, plutôt de droite, qui est devenu lors des élections générales de 2015 le plus grand parti de l'opposition, a connu une élection très difficile. Sa part de voix a diminué dans toutes les municipalités et régions ; il n'a remporté que 91 sièges dans les municipalités, contre 223 en 2017, et six sièges dans les régions, contre 21 en 2017. En conséquence, le président du parti, Kristian Thulesen Dahl, a déclaré juste après les élections locales qu'il allait, en conséquence du résultat, se retirer de la tête du parti. Jamais auparavant des élections locales au Danemark n'avaient eu de telles conséquences pour la direction nationale d'un parti.

Quant aux deux principaux partis, les sociaux-démocrates et le parti libéral, ils ont tous deux connu une baisse de leur soutien dans l'électorat. Quelques mois avant les élections, les sociaux-démocrates étaient encore plutôt bien placés dans les sondages nationaux, tandis que le parti libéral était plutôt mal en point (une situation qui a changé dans les derniers mois avant les élections locales). Par conséquent, en termes relatifs, les sociaux-démocrates ont obtenu un résultat électoral plus mauvais que prévu, tandis que le parti libéral était probablement soulagé de s'en sortir avec une défaite relativement modérée (et de conserver, par exemple, la plupart

de ses mairies). Dans chacune des quatre plus grandes municipalités (Copenhague, Aarhus, Aalborg et Odense), toutefois, le recul des sociaux-démocrates a atteint environ 10 points de pourcentage, ce qui a non seulement surpris la plupart des experts, mais a également touché de plein fouet les sociaux-démocrates qui, dans ces villes, ont historiquement monopolisé le pouvoir. Même s'ils ont conservé la mairie dans les quatre villes, la défaite électorale dans la capitale, Copenhague, a fait sensation, puisque les sociaux-démocrates n'y sont plus le premier parti – une position désormais occupée par le parti d'extrême gauche Alliance rouge-verte.

Événements marquants

Comme on peut s'y attendre lorsque 103 élections (98 municipales et cinq régionales) sont organisées le même jour, des événements complexes se produisent. Lors des élections locales de 2021, plusieurs processus de formation de coalition gouvernementale ont été particulièrement difficiles, le nom du maire pressenti changeant plusieurs fois au cours des semaines entre les élections et la première réunion du conseil, où le maire est officiellement choisi. Cependant, les plus gros titres des élections de 2021 ont concerné trois municipalités :

- Dans la municipalité de Kolding, l'ancien ministre des affaires étrangères du Danemark s'est présenté pour son parti, le Parti populaire socialiste, défiant le parti du maire, le Parti libéral, qui présentait pour sa part l'ancienne ministre de l'agriculture Eva Kjer Hansen. La campagne pour la mairie a fait l'objet d'une grande attention, notamment de la part des médias nationaux. Finalement, aucun des deux partis n'a obtenu la majorité absolue. Dans le courant du processus de désignation, le favori du Parti populaire conservateur, Knud Erik Langhoff, s'est finalement avéré être le meilleur négociateur, et est devenu le nouveau maire à la surprise générale.
- Dans la municipalité de Holbæk, la maire sortante issue des sociaux-démocrates, Christina Krzyrosiak Hansen, est devenue la plus jeune maire du Danemark lorsqu'à l'âge de 24 ans, elle a pris ses fonctions après les élections de 2017. Si certains commentateurs ont souligné que son jeune âge et son manque d'expérience constituaient un problème, les élections de 2021 leur ont donné tort – pas moins de 46 % des électeurs lui ont accordé un vote préférentiel (ce qui est de loin le pourcentage le plus élevé parmi les 98 municipalités).
- Dans la municipalité de Frederiksberg, septième plus grande municipalité du Danemark enclavée

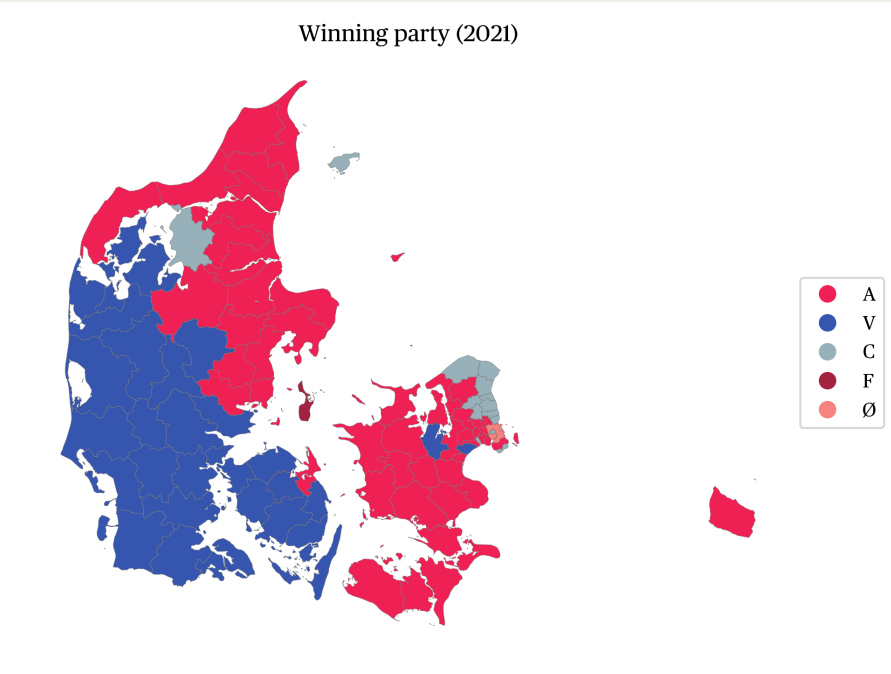
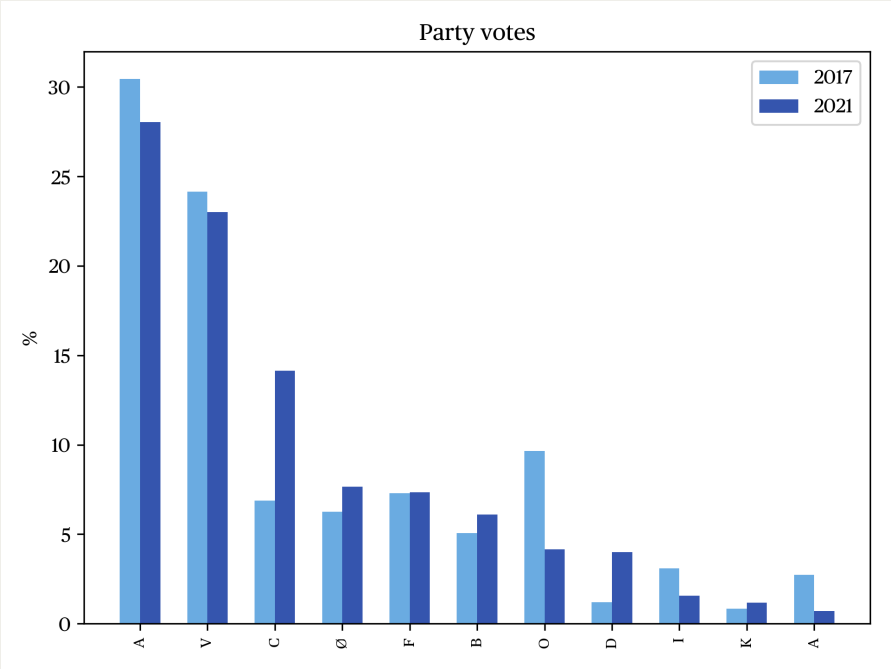
dans Copenhague, le Parti populaire conservateur a perdu la mairie. Il s'agit là d'une défaite marquante puisque Frederiksberg fait figure de municipalité conservatrice par excellence. En fait, les élections de 2021 sont les premières élections en 112 ans où les conservateurs n'ont pas conquis la mairie (elle est allée cette fois à un social-démocrate).

Bien entendu, d'autres municipalités présentent des résultats intéressants, les trois présentées ci-dessous étant simplement les plus notables. On peut également observer différentes tendances communes aux diverses municipalités et régions. Par exemple, 103 femmes ont été élues aux conseils régionaux, contre 102 hommes, ce qui signifie que, pour la première fois, les femmes représentent plus de la moitié des conseillers régionaux (au niveau municipal également, un nombre record de femmes ont été élues, mais ici, le pourcentage est plus modeste : 36 %). On notera qu'il n'existe pas de quotas officiels par genre dans le système électoral danois.

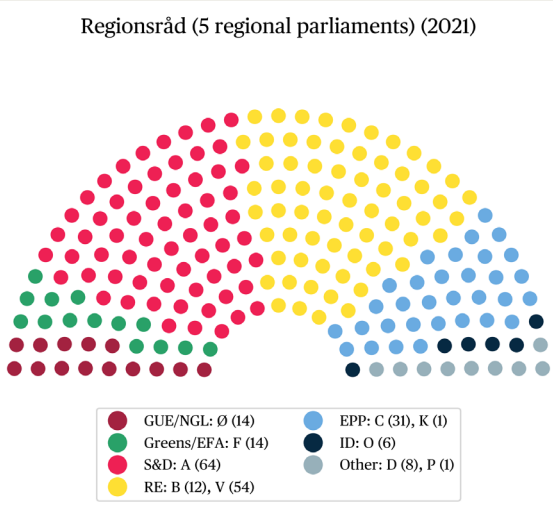
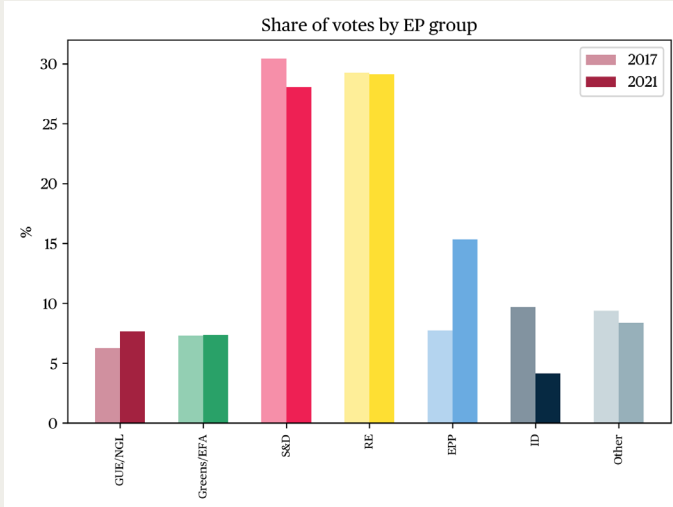
Il sera nécessaire de procéder à des analyses plus approfondies des élections pour mettre en évidence des tendances plus complexes. Ces analyses seront effectuées dans les mois et les années à venir, lorsque les statistiques électorales seront publiées et, surtout, lorsque les résultats de l'enquête de l'étude sur les élections locales danoises seront disponibles. En guise de conclusion préliminaire, on pourra retenir que les élections locales de 2021 étaient davantage des élections de mi-mandat que ce que l'on voit habituellement au Danemark. L'enjeu était important pour plusieurs des partis nationaux, et l'effet des tendances nationales sur la politique locale semblent avoir été plus importantes que d'ordinaire. La démission spectaculaire de Kristian Thulesen Dahl en tant que président du Parti populaire danois en est un bon exemple, puisque la fin de son mandat a été le résultat des mauvaises performances des représentants du parti dans les 98 municipalités et les cinq régions.

Références

- Kjær, U. (2020a). Local Elections – Localized Voting Within a Nationalized Party System, In Christiansen, P. (éd.), *Oxford Handbook of Danish Politics*, Oxford : Oxford University Press, pp. 382-399.
- Kjær, U. (2020b). The 2017 Danish regional elections and the victorious parliamentary parties. *Regional & Federal Studies*, 30, 3, pp. 461-473.
- Kjær, U. (2022). Denmark – How two-and-a-half parties rule within a multi-party system. In Gendźwiłł, A., *The Routledge Handbook of Local Elections and Voting in Europe*, London : Routledge, pp. 21-30.



Indicateurs européens



Les élections dans les États candidats et les États de l'AELE

Scrutins nationaux

03



Stine Hesstvedt • Institutt for Samfunnsforskning, Oslo

Élections parlementaires en Norvège, 13 septembre 2021

150

Introduction

Après huit ans au pouvoir, le gouvernement de coalition dirigé par les conservateurs d'Erna Solberg a dû tirer sa révérence le 13 septembre 2021. Le bloc de la gauche norvégienne, dirigée par le chef du parti travailliste Jonas Gahr Støre, a obtenu une victoire éclatante, obtenant une majorité historique de 100 sièges sur 169 au Storting, le parlement norvégien. Alors que les sondages préoyaient de longue date une majorité de gauche, les résultats des élections ont néanmoins offert quelques surprises. Tout d'abord, la fragmentation du système de partis norvégien a atteint de nouveaux sommets au soir du 13 septembre. Deuxièmement, et de manière connexe, l'élection a débouché sur des divisions record au sein du bloc de gauche, l'ancien parti communiste Rødt ayant multiplié les soutiens et dépassé le seuil nécessaire pour entrer au parlement. Troisièmement, le soutien populaire aux anciens partis gouvernementaux de droite a diminué plus que prévu, notamment pour le parti de droite populiste Fremskrittspartiet et le parti chrétien-démocrate (*Kristelig Folkeparti*). La campagne électorale a également pris des tournures inattendues : le rapport des Nations unies sur le climat, intitulé « code rouge », a été publié au milieu de la campagne, et un scandale politique lié aux allocations de logement des députés a éclaté. Enfin, la formation du gouvernement ne s'est pas passée comme prévu, puisque les négociations ont abouti à une coalition minoritaire bipartite entre le Parti du centre (agrarien) et le Parti travailliste – sans la présence attendue de la Gauche socialiste.

Dans la suite de cet article, ces observations clés seront exposées plus en détail. Mais avant cela, la section suivante présentera un bref historique de l'élection, et décrira les principales caractéristiques du système de partis et du système électoral de la Norvège.

Le système électoral et de partis norvégien : Une brève introduction

Clivages politiques et système de partis

Se déployant dans un État avancé d'Europe du Nord marqué par l'influence social-démocrate, le système de partis norvégien présente à la fois des ressemblances et des différences avec ceux des autres pays européens. Lorsque les politologues Stein Rokkan et Seymour Lipset ont écrit leurs travaux fondamentaux sur la formation précoce de l'État et les clivages politiques en Europe occidentale (Lipset & Rokkan 1967), ils ont qualifié la structure du conflit politique norvégien de « multidimensionnelle ». Dans une ancienne colonie de la Suède et du Danemark¹ présentant un fort scepticisme populaire à l'égard des élites urbaines, une contre-culture nationaliste bruyante en périphérie, de forts mouvements laïcs religieux dans les zones rurales et un puissant mouvement de la classe ouvrière, les débuts de la construction de l'État ont abouti à une structure de clivage politique spécifique et diverse (*ibid.*).

Des décennies après la description de Rokkan et Lipset, les anciens clivages politiques structurent encore, dans une certaine mesure, la compétition entre les partis norvégiens. Comme dans d'autres pays d'Europe occidentale, de nouvelles questions liées à l'immigration, au changement climatique et à la mondialisation sont devenues saillantes et ont suscité des conflits politiques renouvelés (Hooghe & Marks 2018). La Norvège étant un État riche, producteur de pétrole et doté d'une économie ouverte

1. Les royaumes de Norvège, de Suède et du Danemark étaient unis au sein de l'Union de Kalmar entre 1397 et 1523. Après l'abolition de l'union de Kalmar, la Norvège a été gouvernée comme province du Danemark jusqu'en 1814, date à laquelle celui-ci a été contraint de céder la Norvège à la Suède après sa défaite dans les guerres napoléoniennes. La Norvège est alors devenue une monarchie constitutionnelle indépendante, dirigée par le roi de Suède dans une confédération à deux États jusqu'en 1905.

et d'un État providence fortement développé, les questions liées aux relations Norvège-UE/EEE et à l'industrie pétrolière et gazière ont donné lieu à de « nouveaux » à la coloration spécifiquement norvégienne (voir Bergh, Haugsgjerd & Karlsen 2021).

Aujourd'hui, la Norvège est caractérisée par un système de partis modérément polarisé et fragmenté (Lijphart 2012). Comme dans d'autres pays européens, le système de partis norvégien s'est progressivement divisé, avec un pic historique lors de l'élection de 2021 (voir ci-dessous). Jusqu'aux élections de 2013, le système de partis était traditionnellement composé de sept formations. Le bloc de gauche comprend trois partis : le parti travailliste (*Arbeiderpartiet*), le nouveau parti de Gauche socialiste (*Sosialistisk Venstreparti*) et le parti agrarien de centre-gauche Senterpartiet qui représente les intérêts ruraux. Le bloc de droite comprend deux partis de centre-droit – les libéraux (*Venstre*) et les chrétiens-démocrates (*Kristelig Folkeparti*) – ainsi que les conservateurs (*Høyre*) et le Parti du Progrès (*Fremskrittspartiet*, droite populiste). En 2013, deux partis supplémentaires sont entrés au Parlement avec un député chacun : le parti vert (*Miljøpartiet De Grønne*), qui a proclamé une position neutre gauche-droite, ainsi que l'ancien parti communiste et désormais de gauche radicale, Rødt.

Compétition partisane et formations gouvernementales

La concurrence entre les partis norvégiens a été – et est toujours – structurée par la dimension économique gauche-droite. La formation politique la plus puissante du pays est le parti travailliste (mais le soutien au parti est en déclin, voir ci-dessous). À chaque élection depuis la Seconde Guerre mondiale (20 élections entre 1945 et 2021), le parti travailliste s'est taillé la part du lion, occupant au total 13 des 21 postes de premier ministre de la période. À l'instar des autres pays scandinaves, la Norvège a connu l'un des plus hauts niveaux de vote de classe au monde, et les deux principaux concurrents ont été, et sont toujours, le parti conservateur et le parti travailliste. En tant que telle, la concurrence adhère à une logique de deux blocs : à l'exception d'un gouvernement de centre dans les années 1990, le pouvoir politique s'est toujours déplacé entre la gauche et la droite.

Concernant la coopération entre les partis, les gouvernements de coalition sont devenus plus courants au fil du temps. Les gouvernements minoritaires ont également été la règle. Alors que le parti travailliste avait gouverné dans un cabinet à parti unique jusque dans les années 2000, l'ancien Premier ministre Jens Stoltenberg (2005-2013) a formé une coalition tripartite entre le parti travailliste, le Parti du centre et la Gauche socialiste après avoir que le soutien à son parti (le parti travailliste, n.d.t.) eut subi une baisse de sa part électorale.

Lorsque l'ancienne Premier ministre Erna Solberg a pris ses fonctions en 2013, une autre coalition historique est née. Le parti conservateur a été rejoint par les po-

pulistes du Parti du Progrès populiste au sein du gouvernement, faisant de la Norvège l'un des premiers pays d'Europe occidentale à être gouverné par un parti de droite populiste. Cependant, après l'arrivée des libéraux et des chrétiens-démocrates en 2018-2019, la coopération s'est avérée fragile. La coalition majoritaire à quatre partis a duré jusqu'en janvier 2020, lorsque le Parti du Progrès a démissionné en raison du mécontentement suscité par la politique d'immigration du gouvernement. Jusqu'aux élections de septembre 2021, Solberg a donc dirigé un gouvernement minoritaire avec le soutien des libéraux et des chrétiens-démocrates.

Le système électoral

Pour finir, on donne quelques détails sur le système électoral (voir également Aardal, 2011). Le seuil électoral de 4 % concernant 19 sièges d'ajustement mérite une attention particulière, car il a eu des implications importantes sur les résultats de 2021. Fondamentalement, la Norvège a un système électoral proportionnel (RP) où les votes de 19 circonscriptions électorales servent de base à la répartition des 169 sièges du Parlement². Sur l'ensemble des 169 sièges, 150 sont des sièges de district répartis en fonction des circonscriptions. Les 19 sièges restants sont des sièges dits d'ajustement (également appelés sièges de nivellement ou sièges compensatoires). Il s'agit de compenser le fait que le système électoral est biaisé en faveur des circonscriptions périphériques et des plus grands partis³. En conséquence, le système électoral défavorise systématiquement les petits partis, en particulier ceux qui reçoivent la plupart de leur soutien des circonscriptions urbaines les plus peuplées. Pour tenir compte de ces biais et accroître la proportionnalité, 19 des 169 sièges servent à cet ajustement. Toutefois, pour pouvoir concourir pour ces 19 sièges, les partis doivent obtenir au moins 4 % des voix au niveau national. Cette exigence de 4 % est appelée – d'une manière qui peut porter à confusion – le « seuil électoral ». Dans la pratique, un parti peut obtenir moins de 4 % des voix au niveau national et ne recevoir aucun des 19 sièges d'ajustement, tout en obtenant certains des 150 sièges de circonscription si son soutien est suffisamment fort dans une seule circonscription électorale. Lors des élections de 2013, ce fut le cas des Verts et du parti de la gauche radicale Rødt, qui sont entrés au Parlement avec un député chacun dans la capitale Oslo, bien qu'ils aient obtenu moins de 4 % au niveau national. Comme nous le verrons, ce seuil a eu des implications importantes lors de l'élection de 2021.

2. Les 19 circonscriptions électorales chevauchaient autrefois les frontières des comtés administratifs ou régions de Norvège (*fylker*). En raison d'une importante réforme régionale mise en œuvre par le gouvernement Solberg en 2020, par laquelle le nombre de comtés administratifs a été réduit à 11, ce n'est toutefois plus le cas.
3. La circonscription la plus septentrionale, le Finnmark (75 800 citoyens), compte cinq députés, tandis que la capitale, Oslo (635 000 citoyens), en compte 20. L'attribution des sièges se fait par la méthode modifiée de Sainte-Laguë avec un premier diviseur de 1,4.

La préparation de l'élection de 2021 : une campagne électorale trop longue et trop courte

Lorsque la Norvège est entrée dans l'année électorale 2021, les choses ne semblaient pas si mal engagées pour le gouvernement sortant d'Erna Solberg. Remporter les élections et obtenir une troisième victoire successive aurait été des plus extraordinaires en termes historiques, car les premiers ministres norvégiens font rarement plus de deux mandats. Après huit ans au pouvoir, Erna Solberg a commencé l'année 2021 avec une avance assez solide dans les sondages. Un an plus tôt, la pandémie de Covid-19 avait plongé la Norvège dans l'une de ses pires crises depuis la Seconde Guerre mondiale. Comme partout ailleurs, le gouvernement Solberg avait bénéficié d'un soutien considérable de type « union nationale », et cet effet s'est maintenu jusqu'à l'année électorale 2021. Cependant, lorsque les vaccins sont arrivés et que l'agenda politique a lentement commencé à se normaliser, la gauche a fait un bond dans les sondages. Dès l'été, l'effet positif de la pandémie sur la popularité du gouvernement avait disparu, et les cartes étaient redistribuées.

Tout au long de la campagne, deux questions favorables à l'aile gauche ont dominé l'agenda des médias, à savoir les inégalités sociales ainsi que les discussions sur les zones rurales et les politiques de centralisation. En outre, le sixième rapport du GIEC sur le climat – portant le titre alarmant de « code rouge » – a été publié au milieu de la campagne norvégienne, dominant presque entièrement la presse traditionnelle pendant une semaine ou deux. Pendant un certain temps, les commentateurs ont donc été convaincus que l'élection de 2021 serait l'élection du climat (Aftenposten 2021). Cependant, en fin de compte, les partis verts n'ont pas reçu un raz-de-marée de voix comme prévu après le rapport de l'ONU. Les raisons en sont multiples, mais il ne fait aucun doute que d'autres questions ont été mises à l'ordre du jour, en particulier un scandale concernant les allocations de logement des députés. Le scandale a éclaté la dernière semaine avant les élections, impliquant une série de députés ainsi que le leader du parti chrétien-démocrate, Kjell Ingolf Ropstad. Selon le journal *Aftenposten* qui a révélé l'affaire, Ropstad a bénéficié pendant des années d'un logement gratuit de la part du Parlement norvégien pour des motifs douteux et de manière délibérée (bien que non illégale). Bien que les accusations de fraude et de poursuites aient été rapidement rejetées, Ropstad a démissionné de son poste de ministre et de chef de parti peu avant les élections. Le scandale a sans doute détourné une partie de l'attention lors de la dernière semaine – cruciale – de la campagne électorale.

Résultats de l'élection de 2021 : quelques éléments-clés

En bref, les résultats des élections ont révélé une majorité écrasante de la gauche dans la politique norvégienne

et une forte baisse du soutien aux anciens partis gouvernementaux. Le résultat est résumé ci-dessous en quatre points clés : 1) une fragmentation accrue du système de partis, 2) une majorité historique (et une fragmentation) de la gauche, 3) la forte baisse du soutien aux anciens cabinets et 4) le résultat surprenant selon lequel le parti vert n'a pas dépassé le seuil électoral.

Une fragmentation historique du système de partis

Le nombre effectif de partis étant passé d'un peu moins de 5 à 6,5, la fragmentation du système de partis norvégien a atteint un nouveau sommet dans la nuit du 13 septembre. Le principal facteur de cette fragmentation est que les plus grands partis – à savoir le Parti travailliste, les Conservateurs et le Parti du Progrès – se sont affaiblis, tandis que les partis de taille moyenne (le Parti du centre et la Gauche socialiste) sont devenus plus grands. De plus, le fait que Rødt ait franchi le seuil et que les chrétiens-démocrates n'y soient pas parvenus a contribué à accroître la fragmentation. Enfin, un nouveau parti monothématique aisant campagne pour un hôpital dans le nord de la Norvège (*Pasientfokus*) est entré au Parlement avec un siège.

Dans l'ensemble, la Norvège a suivi une tendance à la fragmentation bien connue ailleurs en Europe occidentale. Le parlement a pu se polariser davantage encore après les élections. Pour la première fois dans l'histoire, le Storting norvégien comprend deux groupes parlementaires importants à l'extrême gauche et à l'extrême droite : sur le flanc gauche, l'ancien parti communiste Rødt, et sur le flanc droit, le Parti du Progrès.

La majorité historique (et la fragmentation) du bloc de gauche

Les cinq partis de gauche – le Parti travailliste, le Parti du centre, la Gauche socialiste, le parti Rødt et les Verts – ont obtenu 100 sièges sur 169 ; il s'agit de la plus large majorité qu'ait connue le bloc de gauche depuis des années. Si le résultat des élections n'a pas été particulièrement réjouissant en termes absolus pour le Parti travailliste (le parti a connu une légère baisse des voix et a perdu un siège au parlement par rapport à 2017), il a fait beaucoup mieux que prévu. Environ un an avant l'élection, le parti avait vu ses scores dans les sondages baisser pour s'établir un peu au-dessus de la barre 20 %. Pendant une courte période, le Parti du centre était même devenu le plus grand parti de Norvège. En définitive, le jour de l'élection, le parti travailliste a réussi à conserver le soutien dont il avait tant besoin dans les bastions traditionnels et importants des municipalités industrielles du centre du pays, ainsi que dans les régions du Nord. Dans l'ensemble, le Parti travailliste de Jonas Gahr Støre a conservé sa position de premier parti de Norvège et a accru son avance en termes de sièges sur les conservateurs par rapport à 2017.

En tant que troisième plus grand parti, le Parti du centre a pu célébrer l'une des meilleures élections de son

histoire, avec une augmentation de neuf députés (de 19 à 28) et la plus grande progression de tous les partis (3,2 points de pourcentage). Le parti a notamment bénéficié de l'opposition aux réformes de centralisation de l'ancien gouvernement, qui concernaient entre autres les fusions de municipalités et de régions administratives. Ainsi, le bond en avant du Parti du centre a été, dans une large mesure, motivé par l'importance des problèmes de la périphérie, et sa forte progression est principalement due aux électeurs des municipalités rurales et périphériques.

Pour de nombreux commentateurs, le grand gagnant de l'élection de 2021 est le parti socialiste radical Rødt. Non seulement le parti a obtenu le meilleur résultat de son histoire, mais il a également réussi à dépasser le seuil des sièges d'ajustement à 4 %, ce qui est vital pour les petits partis (voir ci-dessus). Jusqu'en 2021, Rødt avait été représenté deux fois au Storting avec un seul député : en 1993-1997 (il s'agissait alors du prédécesseur du parti actuel, l'Alliance rouge) et en 2017-2021, lorsque le chef du parti, Bjørnar Moxnes, avait obtenu un siège dans la capitale Oslo. Jusqu'en 2021, cependant, Rødt – ainsi que d'autres petits partis nouvellement créés – n'avait jamais pu atteindre le seuil national de 4 % pour obtenir les précieux sièges d'ajustement. Ainsi, en obtenant 4,7 % des voix et en faisant passer son groupe parlementaire de 1 à 8 députés, le parti de gauche radicale a obtenu un résultat historique. Il est intéressant de noter, dans ce cadre, que le parti semble avoir considérablement élargi sa base électorale⁴. Jusqu'en 2021, l'ancien parti communiste, qui avait abandonné toute référence explicite à la révolution et au marxisme dans son programme depuis déjà quelques années, n'avait qu'un attrait limité dans l'électorat très éduqué des grandes villes. Lors de cette élection, Rødt a augmenté son soutien dans toute la Norvège – à la fois dans les zones rurales et urbaines, dans le Sud et le Nord. Fait assez révélateur, le soutien de Rødt a augmenté dans toutes les municipalités de Norvège sauf une (355 sur 356).

En outre, le Parti socialiste de gauche a fait une bonne élection, augmentant son soutien de deux mandats au parlement. Cependant, compte tenu de la campagne et de l'agenda médiatique favorables (inégalités sociales, rapport du GIEC), le parti n'a pas crû autant que prévu. La même déception s'est manifestée chez les Verts, qui n'ont pas atteint le seuil électoral malgré un soutien en hausse (voir également la discussion ci-dessous).

Dans l'ensemble, les élections se sont révélées être un « petit triomphe » pour la gauche norvégienne, qui a remporté une solide majorité après huit longues années dans l'opposition. Le parti travailliste ayant conservé sa position de premier parti, les élections norvégiennes de 2021 n'ont pas reproduit la forte tendance au déclin du soutien aux partis sociaux-démocrates traditionnels observée ailleurs en Europe. Néanmoins, l'élection a effectivement

montré une fragmentation accrue de la gauche et des modèles nouveaux et fragiles de coopération entre partis de gauche. Le développement d'un paysage partisan plus complexe composé de partis politiques de gauche de taille moyenne et petite, avec des nuances idéologiques et des priorités thématiques différentes, semble être une tendance qui pourrait se poursuivre à l'avenir, et que nous observons également ailleurs en Europe.

La défaite d'Erna Solberg et le déclin des anciens partis gouvernementaux

Le grand perdant de ces élections a été le parti conservateur et les anciens partis gouvernementaux, le Parti du Progrès et les chrétiens-démocrates. Ces dernières années, le parti conservateur Høyre avait été vivement critiqué par l'opposition du bloc de gauche au sujet des réformes de centralisation, des réductions d'impôts et des dépenses généreuses des revenus pétroliers norvégiens. Combiné à un enthousiasme public quelque peu limité à l'égard du projet gouvernemental en raison de la pandémie ainsi que des huit années de pouvoir du cabinet, peu de commentateurs – voire aucuns – n'ont finalement été surpris de voir le parti décliner lors des élections de 2021.

La chute du Parti du Progrès était également plus ou moins prévisible. Lors de la précédente élection, en 2017, leur principal enjeu – l'immigration – était en tête de l'agenda norvégien suite à la crise des réfugiés. En 2021, les électeurs ne considéraient plus cette question comme aussi importante, car la pandémie a essentiellement mis un terme à la majeure partie de l'immigration vers la Norvège.

En outre, le parti chrétien-démocrate est passé sous le seuil électoral pour la première fois depuis 1936, ce qui a rendu les résultats des élections encore plus sombres pour la droite. Les chrétiens-démocrates ont été en proie à des conflits internes concernant la décision d'entrer dans le cabinet de droite en 2020 alors que le Parti du Progrès y participait. Ce conflit a finalement conduit à une scission du parti, ce qui a probablement contribué à ce que les chrétiens-démocrates tombent juste en dessous du seuil électoral nécessaire à l'obtention des sièges d'ajustement. Enfin, comme mentionné précédemment, le chef de leur parti a été impliqué dans un scandale au milieu de la campagne, ayant obtenu un logement gratuit du parlement pour des motifs douteux. Tout cela a contribué à la baisse du soutien du parti chrétien-démocrate, qui est passé de 4,2 à 3,6 % et n'a obtenu que 3 mandats (contre 8 auparavant).

Le seul parti de droite à afficher des résultats plutôt stables est le petit parti libéral, qui semble avoir capitalisé sur l'agenda climatique.

Pas si verts, finalement ? L'évolution surprenante du soutien aux Verts norvégiens

Enfin, parmi les résultats les plus surprenants, le parti

4. Au moment de la rédaction de cet article, nous attendons toujours l'arrivée de l'enquête électorale nationale norvégienne ; nous ne savons donc pas grand-chose du profil socio-économique des nouveaux électeurs de Rødt.

des Verts n'a pas été en mesure de tirer parti de l'importance de la question climatique dans la campagne électorale. Comme nous l'avons mentionné, le rapport du GIEC sur le climat a annoncé un « code rouge » pour l'humanité au milieu de la campagne, ce qui a suscité un débat politique tendu sur les questions climatiques et pétrolières. La Norvège étant l'une des plus grandes économies dépendantes du pétrole au monde, 20 % de son revenu national provient de la production de pétrole et de gaz et plus de 150 000 citoyens sont employés dans le secteur pétrolier et gazier. Le rapport du GIEC a donc suscité un débat passionné non seulement sur le changement climatique mais aussi sur l'avenir de l'économie norvégienne ; un débat qui a plus ou moins dominé l'agenda électoral, y compris les débats politiques télévisés, pendant les deux semaines qui ont suivi la publication du rapport. Le Parti vert, qui a fait son entrée au Parlement en 2013 seulement, a fortement progressé dans les sondages et a obtenu un nombre record de 3 000 nouveaux membres au cours de cette période. Au cours de ces quelques semaines, les sondages prévoyaient que les Verts dépasseraient confortablement le seuil électoral, leur donnant accès aux sièges d'harmonisation susmentionnés. Toutefois, le 13 septembre, les Verts ont obtenu 3,96 % des voix, soit quelques milliers de voix de moins que le seuil. Contrairement au parti socialiste radical Rødt, les Verts n'ont pas obtenu de bons résultats dans les zones rurales et en dehors des grandes villes. Malgré une certaine croissance du soutien et leur meilleure élection jusqu'à présent, le fait de ne pas avoir franchi le seuil électoral est globalement une déception pour le parti.

Formation gouvernementale

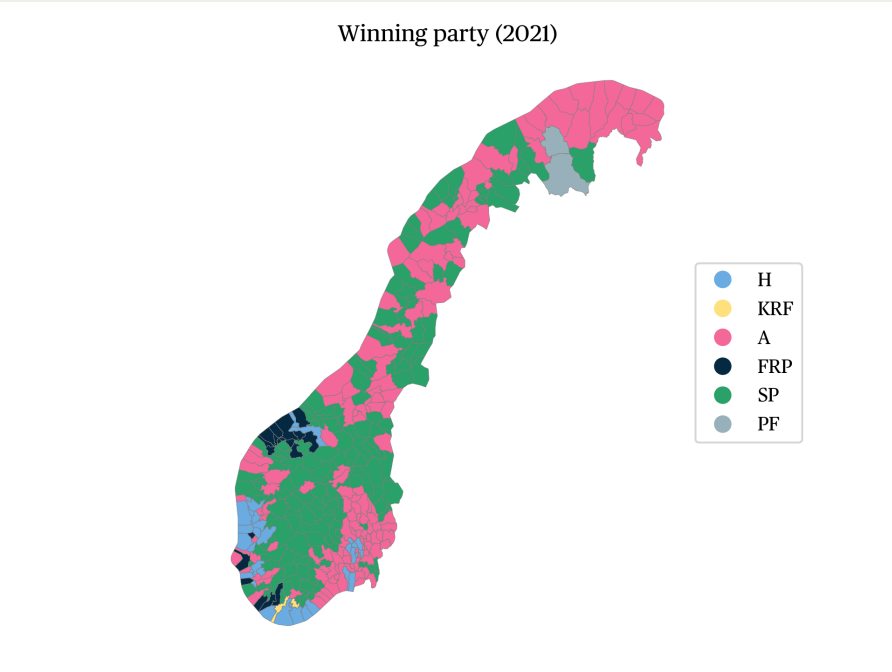
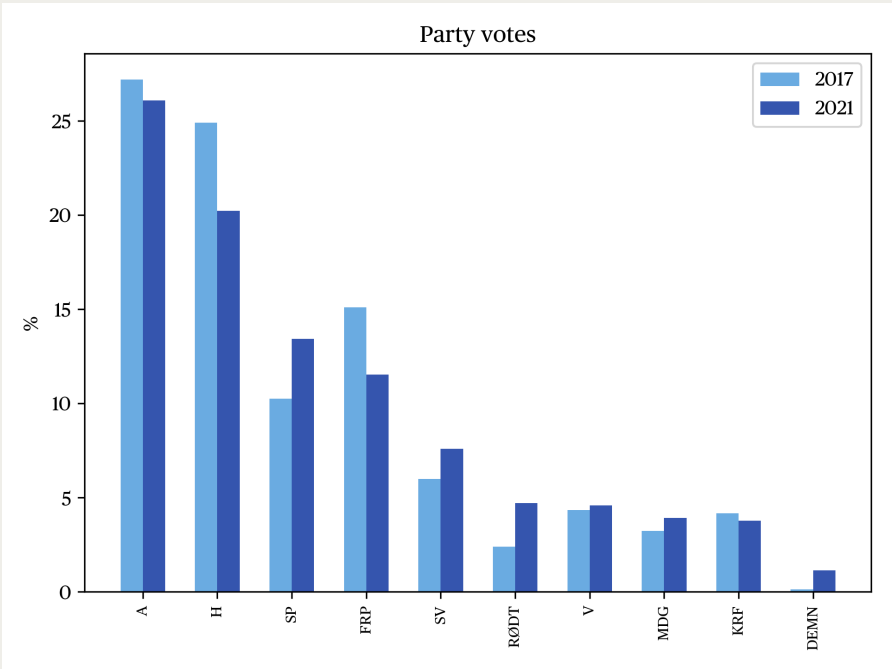
La coalition majoritaire préférée des travaillistes, composée de la Gauche socialiste et du Parti du centre (avec lesquels ils avaient gouverné en 2005-2013), a obtenu la majorité au Parlement. Le parti travailliste et la Gauche socialiste plébiscitaient au départ tous deux cette coalition à trois, tandis que le Parti du centre préférerait ne pas avoir la Gauche socialiste à bord.

Les trois partis ont entamé les pré-négociations gouvernementales en septembre, dont le Parti socialiste de gauche s'est cependant retiré au bout d'une semaine, invoquant un désaccord sur des questions telles que le pétrole et la protection sociale. Les trois partis s'étaient engagés à respecter les objectifs ambitieux de l'accord de Paris, à savoir réduire les émissions de 50 à 55 % d'ici à 2030, mais étaient en profond désaccord sur la manière d'y parvenir.

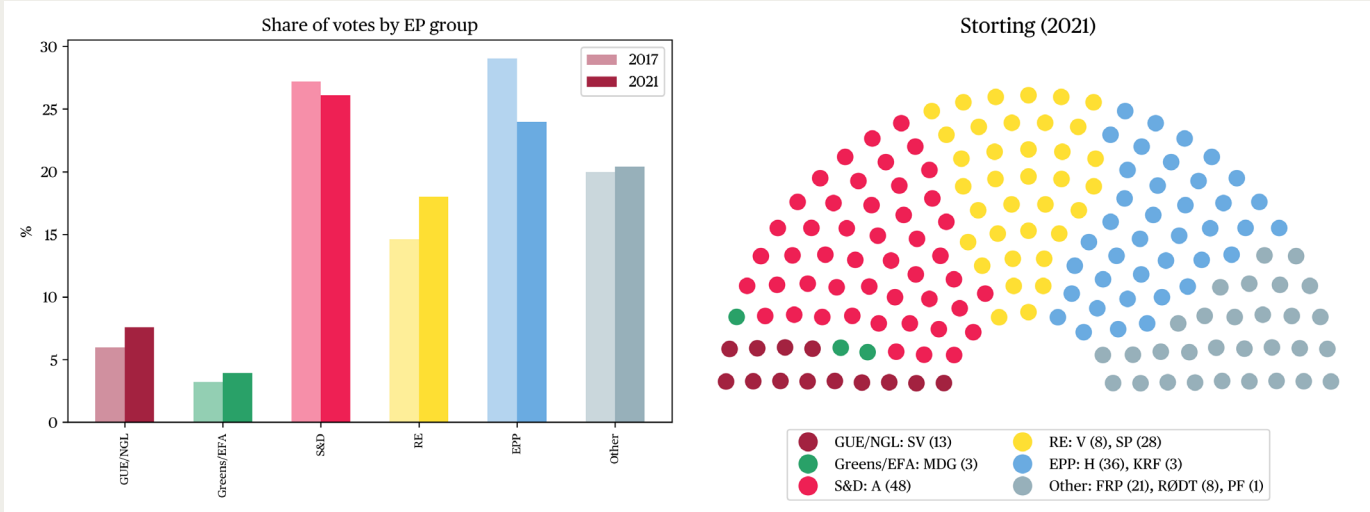
Le 14 octobre, Jonas Gahr Støre est donc devenu le premier ministre d'un gouvernement minoritaire. Paradoxalement, parce que la Gauche socialiste a quitté les négociations gouvernementales, Støre n'a pas été en mesure de tirer parti de l'élection écrasante du bloc de gauche après huit ans dans l'opposition. Néanmoins, le cabinet du Parti travailliste et du Centre bénéficie du soutien du Parlement et coopère avec la Gauche socialiste au Parlement.

Références

- Aardal, B. & Bergh, J. (2018). The 2017 Norwegian election. *West European Politics*, 41(5), pp. 1208-1216.
- Aardal, B. (2011). The Norwegian electoral system and its political consequences. *World Political Science*, 7(1).
- Bergh, J., Haugsgjerd, A. & Karlsen, R. (2020). *Valg og politikk siden 1945-Velgere, institusjoner og kritiske hendelser i norsk politisk historie*. Oslo : Cappelen Damm Akademisk.
- Hooghe, L. & Marks, G. (2018). Cleavage theory meets Europe's crises: Lipset, Rokkan, and the transnational cleavage. *Journal of European public policy*, 25(1), pp. 109-135.
- Lipset, S. M. & Rokkan, S. (1967) Cleavage structures, party systems, and voter alignments: an introduction. In S.M. Lipset & S. Rokkan (éd.), *Party Systems and Voter Alignments: Cross-National Perspectives*, Toronto : The Free Press, pp. 1-64.
- Lijphart, A. (2012). *Patterns of democracy: Government forms and performance in thirty-six countries*. Yale : Yale University Press.



Indicateurs européens





Eva H. Önnudóttir • Háskóli Íslands

Élections parlementaires en Islande, 25 septembre 2021

156

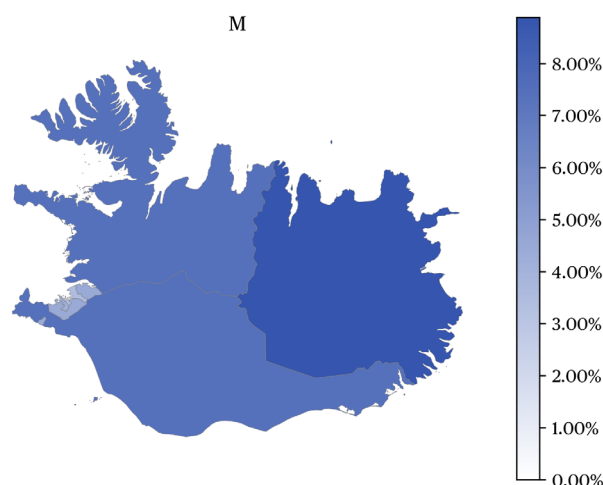
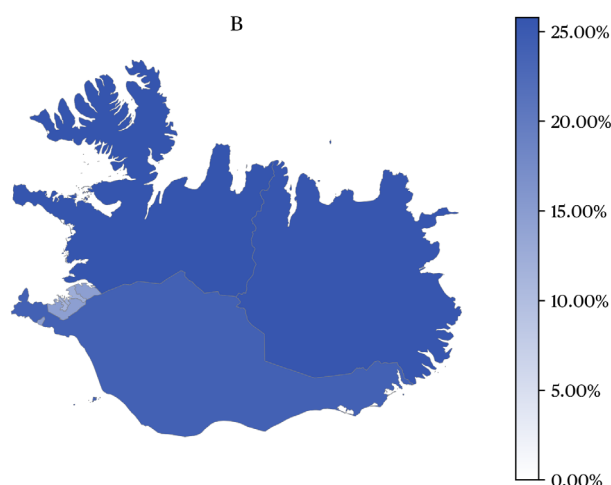
Des élections législatives ont eu lieu en Islande le 25 septembre 2021. Le taux de participation a été de 80,1 %. Lors de ces élections, la coalition gouvernementale a bénéficié d'une légère augmentation de sa majorité parlementaire : il s'agit ainsi du premier gouvernement islandais qui réussit à préserver sa majorité dans les urnes depuis l'effondrement du système financier en 2008. Depuis lors, la politique islandaise a été turbulente, avec trois élections anticipées en 2009, 2013 et 2016, et seules deux coalitions gouvernementales – dont le gouvernement en place lors des élections de 2021 – sont parvenus au terme de leur mandat. Le gouvernement en poste en 2009 a été renversé après des mois de protestations suite au *crash* économique du pays, tandis que les autres coalitions gouvernementales qui ont vu leur mandat s'achever prématurément ont perdu le pouvoir à la suite de scandales impliquant des ministres du gouvernement (voir par exemple Harðarson et Önnudóttir 2018). La coalition sortante en 2021 a été formée à la suite des élections de 2017, au cours desquelles huit partis ont été élus au parlement. La coalition est inhabituelle dans le sens où elle comprend trois partis idéologiquement distincts, le Mouvement des verts et de gauche (un parti de gauche), le Parti du progrès (un parti du centre) et le Parti de l'indépendance (un parti de droite).

Parmi les partis gouvernementaux, le Parti du progrès (B) a été le principal vainqueur de l'élection, augmentant son soutien électoral de 6,6 points de pourcentage, tandis que le Mouvement des verts et de gauche (V) et le Parti de l'indépendance (D) ont perdu du soutien (-4,5 et -0,8 pp). Dix partis ont présenté des candidats dans tout le pays : les huit partis parlementaires et deux nouveaux partis, le Parti socialiste (J) et le Parti libéral-démocrate (O) ; un parti, Avenir responsable (A), a présenté des candidats dans une seule circonscription. Aucun des trois nouveaux partis n'a obtenu suffisamment de voix pour atteindre les

seuils électoraux — 5 % des voix au niveau national ou un membre élu dans l'une des six circonscriptions — nécessaires pour entrer au parlement. Avant l'élection, les sondages indiquaient que le Parti socialiste obtiendrait entre 6 et 9 % des voix, mais il n'a finalement réuni que 4,1 % et n'a obtenu aucun député. Les deux autres nouveaux partis ont obtenu moins de 0,5 % des voix chacun. Parmi les partis d'opposition, le Parti du peuple (F – un parti social de centre-gauche) et le Parti de la réforme (C – un parti libéral de centre-droit) ont légèrement augmenté leurs scores (+1,9 et +1,6 pp), tandis que les trois autres partis d'opposition, l'Alliance sociale-démocrate (S, -2,2 pp), le Parti pirate (P, -0,6 pp) et le Parti du centre (M, -5,5 pp) ont perdu du soutien. Le résultat de l'élection est en grande partie conforme à ce que les sondages indiquaient avant l'élection, avec toutefois quelques rebondissements. Par exemple, les partis gouvernementaux semblent avoir été systématiquement sous-estimés dans les sondages, tandis que certains autres partis (par exemple, le Parti pirate et le Parti de la réforme) ont été systématiquement surestimés. Ces divergences pourraient être dues à plusieurs raisons, par exemple à des erreurs systématiques dans les sondages ou à certaines tendances chez les électeurs quant au choix des candidats dans les derniers jours avant l'élection.

La campagne électorale pendant l'épidémie de Covid-19

L'élection a eu lieu en période de Covid-19. Cependant, la pandémie et la manière d'y faire face ne constituaient pas un enjeu électoral majeur. Cela pourrait être dû au fait qu'au moment de l'élection, plus de 70 % des habitants du pays avaient été pleinement vaccinés. En outre, la population était généralement satisfaite de la manière dont le gouvernement et les autorités sanitaires avaient géré la crise (Rakning 2020). Le gouvernement a largement suivi



les conseils des autorités sanitaires dans la lutte contre la pandémie, et ce sont les scientifiques qui ont été au premier plan de la lutte, par exemple lors de briefings réguliers à la télévision, alors que les ministres du gouvernement n'étaient pas sous les feux de la rampe. Le gouvernement a augmenté les dépenses et le soutien aux entreprises qui souffraient de la crise ; sur les deux fronts – lutte contre la pandémie et mesures de soutien à l'économie –, les actions du gouvernement ont été largement soutenues par les partis d'opposition. Ainsi, le Covid-19 et la façon dont il a été traité n'ont pas été un sujet de discorde dans la campagne électorale.

Au lieu de cela, les principales questions jugées importantes par les électeurs concernaient le système de soins de santé, l'économie, la protection sociale et le niveau de vie, ainsi que les questions environnementales et le changement climatique (ÍKSOS 2021). Il s'agissait également des principaux thèmes abordés lors de la campagne électorale. Mais même si le Covid et la réponse du gouvernement à la pandémie n'ont pas été un thème important de la campagne, l'impact de la pandémie s'est reflété dans les discussions sur l'état du système de santé, de l'économie, du bien-être social et du niveau de vie. La pandémie a notamment mis en lumière les lacunes du système national de soins de santé, par exemple le manque de personnel et le fait que le système de santé était déjà surchargé avant la pandémie en termes de lits. Comme dans d'autres pays, l'économie a souffert de la pandémie, le chômage a augmenté et les entreprises ont fermé temporairement ou définitivement¹. Il n'est donc pas surprenant que ces questions et la manière de les traiter aient été l'un des principaux thèmes de la campagne électorale et que les discussions se soient alignées selon l'axe idéologique gauche-droite quant à ce que seraient les actions appropriées du gouvernement.

La cinquième question principale de la campagne concernait l'avenir du gouvernement sortant. Les partis d'opposition ont fait campagne pour un changement de gouvernement, ce qui n'est bien sûr pas inhabituel. Ce

qui est plus inhabituel, c'est que même si les trois partis gouvernementaux, de gauche à droite, sont en désaccord sur les politiques des principaux enjeux de l'élection, par exemple sur la façon de gérer le système de santé et sur le montant des fonds publics que le gouvernement devait consacrer au soutien aux entreprises, les partis sont restés unis et ont plaidé pour le maintien de leur coalition et la stabilité de la politique islandaise.

À ce stade, les raisons pour laquelle certains partis ont obtenu de meilleurs résultats que d'autres à la suite de leur campagne sont encore incertaines. Toutefois, on peut supposer que les partis gouvernementaux ont réussi à défendre la stabilité et le maintien de leur coalition. Le fait que le seul parti gouvernemental à avoir augmenté son score soit le Parti du progrès, issu du centre, pourrait indiquer que les électeurs favorables à la poursuite de l'actuelle coalition gouvernementale aient opté pour le parti le plus central comme stratégie pour maintenir le gouvernement au pouvoir. Autrement dit, au lieu d'accorder leur soutien aux partis de droite ou de gauche, ce qui aurait pu entraîner un changement de gouvernement (vers la gauche ou la droite), les électeurs ont opté pour la voie moyenne, augmentant ainsi la probabilité que le gouvernement se maintienne.

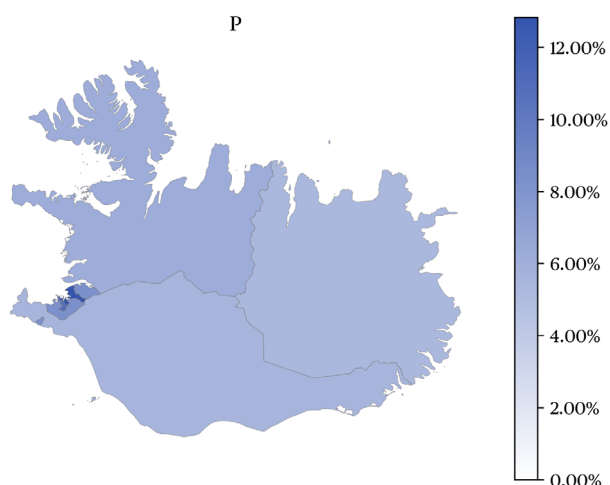
Un clivage rural-urbain

Historiquement, le clivage rural-urbain, c'est-à-dire le conflit entre les intérêts des zones urbaines et rurales, a été, avec le clivage économique gauche-droite, l'un des principaux clivages structurant la politique islandaise (Önnudóttir et Harðarson 2018). En Islande, la plus grande zone urbaine comprend la capitale et les villes environnantes. Par exemple, en 2016, 63 % de la population électorale islandaise (332 529) résidait dans la région de la capitale, le reste des électeurs étant dispersé dans le pays, dans des villes plus petites, des villages et des zones rurales.

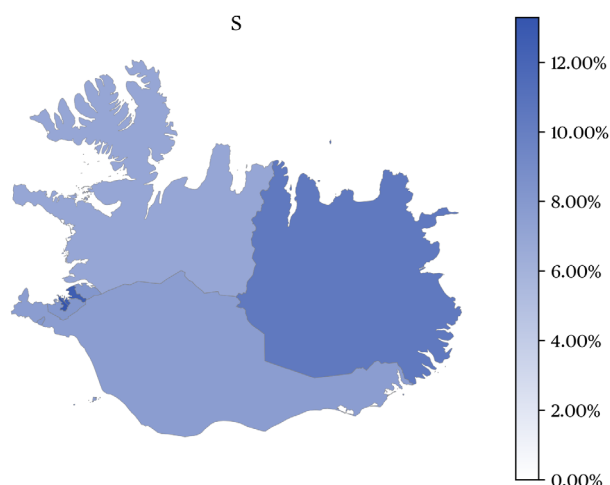
Les six circonscriptions de l'Islande sont réparties de manière égale entre la capitale, avec trois circonscriptions géographiquement petites mais urbaines (Reykjavik

1. Voir les informations sur l'état de l'économie et du chômage sur le site de Statistics Iceland.

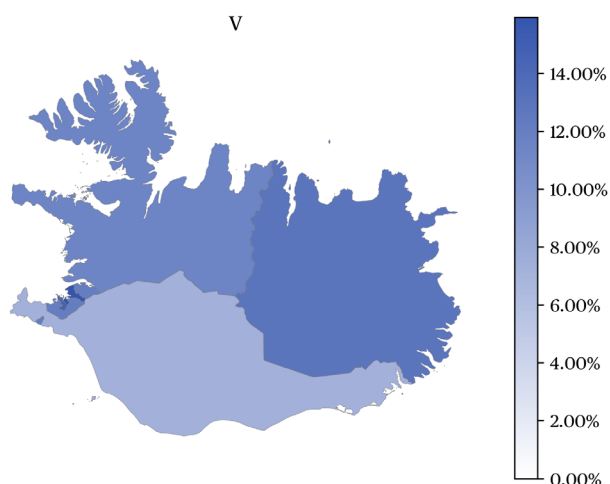
c • Résultats du Parti pirate (Píratar, P)



d • Résultats de l'Alliance social-démocrate (Samfylkingin, S)



e • Résultats du Mouvement des verts et de la gauche (Vinstrihreyfingin – grænt framboð, V)



plus tard, cependant, cet espoir fut déçu. Après un recomptage dans l'une des circonscriptions (Nord-Ouest), la représentation féminine est en effet tombée à 48 % (30 sur 63 députés). Dans un premier temps, ce recomptage n'a pas changé le nombre total de sièges remportés par chaque parti, mais il a modifié la répartition des sièges d'ajustement au sein des partis. Plus tard, cependant, il est également apparu qu'entre les deux dépouillements, qui se déroulaient dans un hôtel, les bulletins de vote avaient été laissés dans une pièce à laquelle le personnel de l'établissement avait accès, sans que les urnes fussent préalablement scellées comme l'exige la loi électorale islandaise. Des voix se sont alors élevées pour remettre en question le résultat de l'élection. Un candidat a porté plainte auprès de la police, tandis que plusieurs candidats et électeurs ont déposé des recours au parlement pour contester les résultats de l'élection dans la circonscription du Nord-Ouest. L'enquête menée par la police a finalement conduit à la condamnation des agents chargés de l'élection dans la circonscription du Nord-Ouest à des amendes pour infraction à la loi électorale concernant la conservation des bulletins de vote. À la suite de l'enquête du parlement, qui a duré plus d'un mois, trois propositions ont été mises au vote. Deux d'entre elles, qui prévoyaient la tenue d'une réélection dans l'ensemble du pays ou dans la seule circonscription du Nord-Ouest, ont été rejetées. La troisième proposition, qui validait le résultat du recomptage, a été acceptée.

Le système électoral et les députés surnuméraires

En 1999, une modification de la constitution a permis d'apporter des changements à la loi électorale afin de garantir l'égalité entre les partis – sans que de tels changements nécessitent, comme auparavant, une modification de la constitution. Avant la réforme, le Parti du progrès avait toujours été surreprésenté au Parlement, notamment parce que le système électoral favorisait les zones rurales. Lors des premières échéances électorales ayant fait suite à la réforme, celle-ci a semblé porter ses fruits :

Nord, Reykjavik Sud et Sud-Ouest), et les zones rurales qui comptent trois circonscriptions (Nord-Ouest, Nord-Est et Sud) couvrant la majeure partie du pays. Historiquement, les zones rurales ont été surreprésentées au parlement islandais. Après les derniers changements apportés au système électoral, qui sont entrés en vigueur lors des élections de 2003, cette disproportion entre la capitale et le reste du pays a été réduite dans une certaine mesure, mais pas entièrement éliminée. Ce clivage rural-urbain se reflète dans le soutien des partis. Par exemple, le Parti du progrès et le Parti du centre (voir figures a et b) bénéficient tous deux d'un soutien plus important à la campagne que dans la capitale, tandis que des partis tels que le Parti pirate, l'Alliance sociale-démocrate et le Mouvement des verts et de gauche sont plus forts dans la capitale (voir figures c, d et e).

L'élection et le recomptage

Après un premier dépouillement des suffrages, il était apparu possible que la représentation féminine au parlement dépasse 50 % (en l'occurrence, 33 députés sur 63), ce qui aurait constitué une première dans l'histoire des États démocratiques modernes. À peine quelques heures

lors des élections de 2003, 2007 et 2009, tous les partis ayant atteint le seuil d'éligibilité se sont vus attribuer un nombre de députés strictement proportionnel à leur part de voix. Cependant, en 2013, la situation a changé lorsque le Parti du progrès a obtenu un député supplémentaire au détriment du Mouvement de gauche et des verts ; ce même schéma s'est répété à chaque élection nationale depuis lors. En 2016, le Parti de l'indépendance a obtenu un député surnuméraire, pris au Mouvement de gauche et de verts ; en 2017, c'était au tour du Parti du progrès de ravir par le même mécanisme un siège à l'Alliance sociale-démocrate ; en 2021, ce même parti a à nouveau obtenu un député de plus que sa part électoral, cette fois au détriment du Parti de l'indépendance. Le Parlement peut facilement éliminer cet écart entre les votes et les députés en modifiant la loi électorale. Tous les partis se disent favorables à au respect strict de la proportionnelle. Cependant, le Parlement n'a pas encore corrigé cet écart qui s'est produit quatre fois de suite.

Fragmentation du système des partis

Avant la grande récession de 2008, le nombre de partis dans le système de partis islandais était plutôt stable. On comptait quatre partis principaux : le Mouvement des verts et de gauche, l'Alliance sociale-démocrate, le Parti du progrès et le Parti de l'indépendance ; dans les trois décennies précédant la crise, un autre parti « mineur » siégeait également au parlement. Jusqu'aux élections de 2013, et à l'exception de 1987, le nombre effectif de partis parlementaires a varié entre 3,2 (en juin 1959) et 4,2 (en 2009) (Önnudóttir et al. 2022). Depuis lors, le nombre effectif de partis parlementaires a augmenté, d'abord à 4,4 lors de l'élection de 2013, puis à 5,1 en 2016, 6,5 en 2017 et 6,3 lors de l'élection de 2021. Ainsi, au cours de la dernière décennie, la fragmentation du système de partis a augmenté. Cela a créé des défis pour les formations politiques ; l'un de ces défis tient à la nécessité de réunir plus de deux partis pour former une coalition gouvernementale, comme c'était la norme avant la crise économique.

Formation du gouvernement

Les trois *leaders* des partis de la coalition gouvernementale ont déclaré pendant la campagne favoriser l'option d'une poursuite de la coalition sortante en cas de maintien de leur majorité parlementaire. Peu après l'élection, ils ont entamé des négociations officielles pour la poursuite de leur coalition. Les négociations ont duré deux mois et, fin novembre, il a été annoncé que Katrín Jakobsdóttir, leader du Mouvement des verts et de gauche, resterait Premier ministre. Depuis longtemps, Katrín Jakobsdóttir est de loin la femme politique la plus populaire d'Islande. Les sondages montrent qu'environ 40 à 50 % de la population la préfèrent comme premier ministre, même s'ils ne soutiennent pas dans les mêmes propor-

tions son parti, qui a obtenu 12,6 % aux dernières élections. Sa popularité en dehors des rangs de son propre parti fait de Katrín Jakobsdóttir le *leader* le plus crédible pour la coalition, composée de partis aux orientations idéologiques bien différentes.

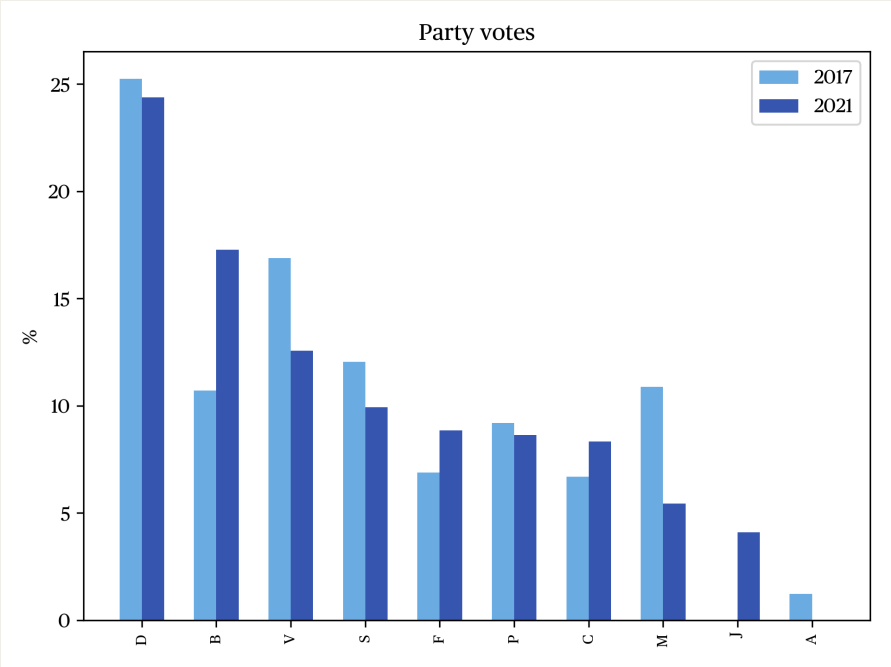
Ce que l'avenir réserve au prochain gouvernement

L'un des principaux défis du prochain gouvernement sera d'orienter l'économie sur la voie de la reprise après la récession due à la pandémie. En 2020, l'Islande a vécu la plus grande contraction de la croissance économique depuis 1920. La réponse du gouvernement a été, entre autres, d'orienter les fonds publics vers les entreprises afin que celles-ci évitent une faillite ou une crise de liquidité malgré les fermetures temporaires causées par la pandémie. Au cours des prochaines années, nous pourrions assister à une augmentation des dépenses publiques afin d'accélérer la reprise des industries, en particulier l'industrie du tourisme qui a été une source majeure de revenus en Islande au cours des dix dernières années.

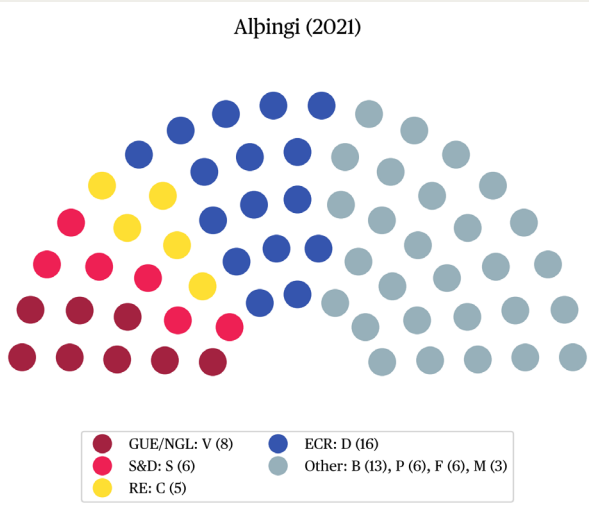
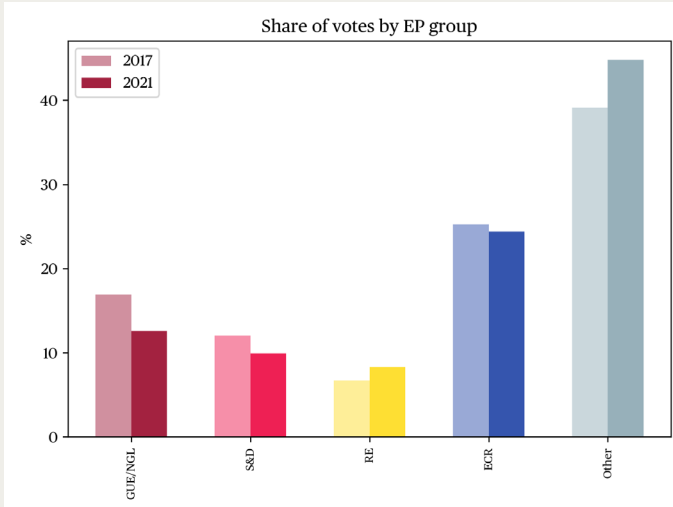
Au lendemain de sa formation suite aux élections de 2017, de nombreux observateurs avaient prédit que le gouvernement de Katrín Jakobsdóttir ne pourrait pas se maintenir jusqu'à la fin de son mandat. Ils avaient tort, et le gouvernement s'est maintenu jusqu'au terme de la législature. Certains disent que la pandémie de Covid-19 a sauvé le gouvernement en éliminant de la sphère politique les questions potentiellement clivantes. Désormais, la coalition gouvernementale a de bonnes chances de durer – c'est du moins ce que suggère leur expérience commune des quatre années passées, qui a posé des bases solides pour leur coopération au sein du gouvernement actuel.

Références

- Önnudóttir, E. H. & Harðarson, Ó. Þ. (2018). Political cleavages, party voter linkages and the impact of voters' socio-economic status on vote-choice in Iceland, 1983-2016/17. *Icelandic Review of Politics and Administration*, special issue on power and democracy in Iceland, pp. 101-130.
- Önnudóttir, E. H., Helgason, A. F., Þórisdóttir, H. & Harðarson, Ó. Þ. (2022). *Politics Transformed? Change, Fluctuations and Stability in Iceland in the Aftermath of the Great Recession*. Routledge.
- Harðarson, Ó. Þ. & Önnudóttir, E. H. (2018) Election report Iceland. *Scandinavian Political Studies*, 41(2), pp. 233-237.
- ÍSKOS (2021). Fylgisrakning fyrir Alþingiskosningar 2021. Íslenska kosningarannsóknin, félagsvísindastofnun Háskóla Íslands. En ligne.
- Rakning (2020). COVID rakning. Félagsvísindastofnun Háskóla Íslands. En ligne.



Indicateurs européens



Les élections dans les M15

Élections locales dans
les 15 villes européennes
de plus d'un million
d'habitants

04



Sofia Marini • Universität Wien / Rédactrice, BLUE

Élections locales en Italie (Rome et Milan), octobre 2021

162

La rédaction de BLUE vous propose un suivi des élections locales dans les 15 villes européennes de plus d'un million d'habitants. Les 3-4 et 17-18 octobre 2021, Milan et Rome, ainsi qu'une majorité de communes italiennes, renouvellent leurs conseils municipaux.

Un premier tour marqué par le succès de la gauche et l'effondrement des Cinq-Étoiles

Au premier tour de scrutin, les 3 et 4 octobre 2021, le succès du centre-gauche (-S&D) a été plus important que prévu : la coalition l'a emporté au premier tour non seulement à Bologne, où la victoire de Matteo Lepore (avec 61,9 %) était attendue, mais aussi à Naples (où l'ancien ministre Gaetano Manfredi a gagné avec 62,9 %) et même à Milan, une ville historiquement gouvernée par la droite, où le maire sortant Giuseppe Sala a été reconduit avec 57,7 %. À Rome et à Turin, où les candidats de centre-gauche n'ont pas conquis la mairie dès le premier tour, ils sont cependant partis favoris pour le second.

À l'inverse, la performance du centre-droit (PPE, ECR, ID) a été médiocre, les candidats de la coalition n'arrivant en tête qu'à Rome et à Trieste, où ils n'ont pas réussi à emporter l'élection au premier tour. Enrico Michetti (30,2 %) et Roberto Dipiazza (47 %) ont donc affronté le centre-gauche (Roberto Gualtieri et Francesco Russo, respectivement 27 % et 31,7 %) au second tour organisé deux semaines plus tard. À Turin, le candidat de centre-droit Paolo Damilano a obtenu moins de voix (38,9 %) que Stefano Lo Russo, candidat du centre-gauche (43,8 %), contre lequel il paraît pourtant favori dans les sondages.

Le Mouvement 5 étoiles (M5S, NI) a obtenu des résultats décevants partout, à l'exception partielle de Bologne et de Naples où il s'était présenté en coalition avec le centre-gauche - même dans ces deux cas, cependant, la contribution des listes du M5S n'a pas été décisive. La donnée la plus significative est leur défaite à Rome et à

Turin – villes où ils avaient réussi en 2016 à faire élire Virginia Raggi et Chiara Appendino –, où ils ne se qualifient même pas pour le second tour.

Au sein des coalitions, les partis qui sortent les plus affaiblis de ce premier tour de scrutin sont le Mouvement 5 étoiles (M5S, NI) et la Ligue (Lega, ID), tandis que dans la coalition de centre-droit, Frères d'Italie (FdI, ECR) obtient de bons scores. Au centre-gauche, la principale force, le Parti Démocratique (PD, S&D), est sortie renforcée de ce week-end électoral. Comme tous ces partis, à l'exception des Frères d'Italie, font partie de la majorité, l'impact que ces résultats auront sur le maintien du gouvernement Draghi est encore incertain.

Rome : la maire sortante éliminée dès le premier tour

À Rome, où aucun des candidats n'a obtenu plus de 50 % des voix, un second tour a été organisé entre les deux candidats arrivés en tête les 17 et 18 octobre. Cinq points peuvent être notés concernant les résultats du premier tour dans la capitale.

Le candidat du centre-droit, l'avocat Enrico Michetti, a obtenu le plus de voix (30,2 % des votes). Malgré un résultat prometteur à l'issue d'une campagne où il s'était montré relativement discret, Michetti se trouvait, au soir du premier tour, en position d'*outsider* par rapport à son adversaire de second tour.

Après un après-midi de sondages incertains, il a en effet été confirmé que Michetti serait confronté au second tour au candidat du centre-gauche, l'ancien ministre de l'économie Roberto Gualtieri, qui a obtenu 27,3 % des voix. Il était attendu que celui-ci puisse au second tour recueillir les voix des électeurs des autres forces politiques de gauche – y compris celles des électeurs du M5S, qui avaient formé une liste séparée.

La maire sortante Virginia Raggi (M5S) a réalisé une

performance plutôt décevante. Elle n'a obtenu que 19,1 % des voix, alors que certains sondages initiaux laissaient penser qu'elle aurait pu remporter le second tour. Le résultat est particulièrement remarquable si on le compare à la nette victoire de Raggi lors des élections locales de 2016, où elle avait obtenu 35,3 % des voix au premier tour et 67,2 % au second.

Virginia Raggi a été dépassée par l'eurodéputé Carlo Calenda, le candidat de l'Action (S&D), qui a pris la troisième place avec 19,8 % des voix. La décision de Calenda de ne pas participer aux primaires de centre-gauche mais de se présenter en tant que candidat individuel a probablement enlevé beaucoup de voix à Gualtieri, qui pouvait cependant espérer les regagner au second tour.

Un autre fait surprenant concerne le taux de participation, qui s'est établi à un niveau extrêmement faible, à 48,8 % - une baisse de plus de 8 points par rapport à l'élection précédente, en juin 2016, où il avait atteint 57 %. Malgré les différences significatives entre les différentes circonscriptions, ces chiffres sont conformes à la baisse générale du taux de participation observée dans toutes les élections municipales.

Milan : victoire inattendue du maire sortant au premier tour

La compétition électorale dans la ville de Milan s'est arrêtée au soir du premier tour. Le maire sortant Giuseppe Sala, candidat du centre-gauche, y a recueilli 57,7 % des voix. Un résultat au-delà des attentes, alors que son rival de centre-droit, Luca Bernardo, n'a obtenu 31,9 % des voix.

Le résultat du M5S, dont la candidate Laila Pavone n'a recueilli que 2,7 %, est particulièrement négatif. Ce résultat est encore plus faible que celui de Gianluigi Paragone, ancien membre du parlement du Mouvement, qui, avec 2,99 % des voix, a manqué de peu le seuil des 3 % qui lui aurait garanti l'élection au conseil municipal.

En ce qui concerne le vote dans les 9 districts de Milan, l'analyse de Boldrini et Collini (2021) pour le CISE (Centre italien d'études électorales) révèle « une homogénéité territoriale substantielle des candidats de centre-gauche et de centre-droit », avec un déséquilibre légèrement plus important dans le cas du M5S. Le candidat gagnant Sala a obtenu un pourcentage de soutien légèrement plus élevé dans les districts centraux (avec plus de 60 % dans les 1^{er} et 3^e municipes) mais dans la circonscription où il a le moins bien réussi, il a tout de même obtenu 54,9 %. En 2016, il n'avait gagné que dans 4 circonscriptions.

La victoire du centre-gauche au premier tour à Milan, considérée comme un bastion historique de la droite, est un événement sans précédent. Surtout si l'on considère qu'en 2016, Sala avait emporté le scrutin avec 41,7 % des voix, face au candidat de centre-droit Stefano Parisi qui avait obtenu 40,7 %.

Un autre record a été établi – celui de l'abstentionnisme : avec un taux de participation de 47,7 %, il s'agit

du plus faible niveau enregistré dans la capitale lombarde. Le taux d'abstention le plus élevé a été enregistré dans le centre historique de la ville, où seulement 44,6 % des inscrits du municipe se sont rendus aux urnes.

Au second tour, la force du centre-gauche confirmée

Le second tour des élections locales a eu lieu le 17 et le 18 octobre 2021 dans les municipalités concernées. Au cumul des deux tours, le centre-gauche l'a emporté dans 58 des 119 municipalités de plus de 15 000 habitants.

Le centre-gauche, qui avait obtenu des résultats bien au-delà des attentes au premier tour - l'emportant notamment à Bologne (Matteo Lepore, 61,9 %), Milan (Giuseppe Sala, 57,7 %) et Naples (Gaetano Manfredi, 62,9 %) - a confirmé sa performance lors de ce second tour. Dans les grandes villes, les candidats de centre-gauche ont obtenu des pourcentages similaires à ceux de Milan, Bologne et Naples deux semaines plus tôt : 59,2 % pour Stefano Lo Russo à Turin et 60,2 % à Rome pour Roberto Gualtieri.

Le centre-droit, en revanche, est sorti nettement affaibli de ce scrutin, hormis dans la ville de Trieste où le maire sortant Roberto Dipiazza, avec 52,3 %, n'a battu que de justesse le candidat de centre-gauche Francesco Russo (48,7 %). Les enquêtes des semaines précédant l'élection, ainsi que l'assaut contre le siège du syndicat CGIL à Rome le samedi 9 octobre, qui ont mis en lumière les liens de la Ligue et de Frères d'Italie avec des groupes néo-fascistes, ont pu contribuer à la contre-performance de la coalition.

Le parti le plus renforcé par ces résultats est le Parti démocratique, qui a présenté des candidats dans toutes les villes où le centre-gauche a gagné. Il est intéressant de noter que les seuls candidats de centre-droit qui ont gagné sont issus du parti de Silvio Berlusconi, Forza Italia (PPE), le plus modéré de la coalition. Au contraire, à Rome et à Milan, les candidats proposés par Giorgia Meloni (FdI) et Matteo Salvini (Lega), pourtant à la tête de partis plus populaires et plus forts dans les sondages, ont obtenu de mauvais résultats. Le M5S, déjà en difficulté au premier tour là où il ne s'était pas présenté en coalition avec le centre-gauche, n'a pas pesé dans ce scrutin.

Conclusion

Un autre élément notable de ces élections municipales concerne le taux de participation, qui a diminué partout : le plus élevé (51,16 %) a été enregistré à Bologne, toutefois bien inférieur aux 59,7 % atteints en 2016, le plus bas à Trieste (46 % contre 53,5 %). Le chiffre national agrégé fait état d'une participation de 54,7 %, bien plus faible donc que les 61,6 % atteints en 2016. Les premières analyses suggèrent que ce sont principalement les électeurs de centre-droit qui se sont abstenus ; cependant, il faudra attendre des données plus détaillées sur les flux électoraux pour en être certain.

Le taux de participation, déjà particulièrement bas au

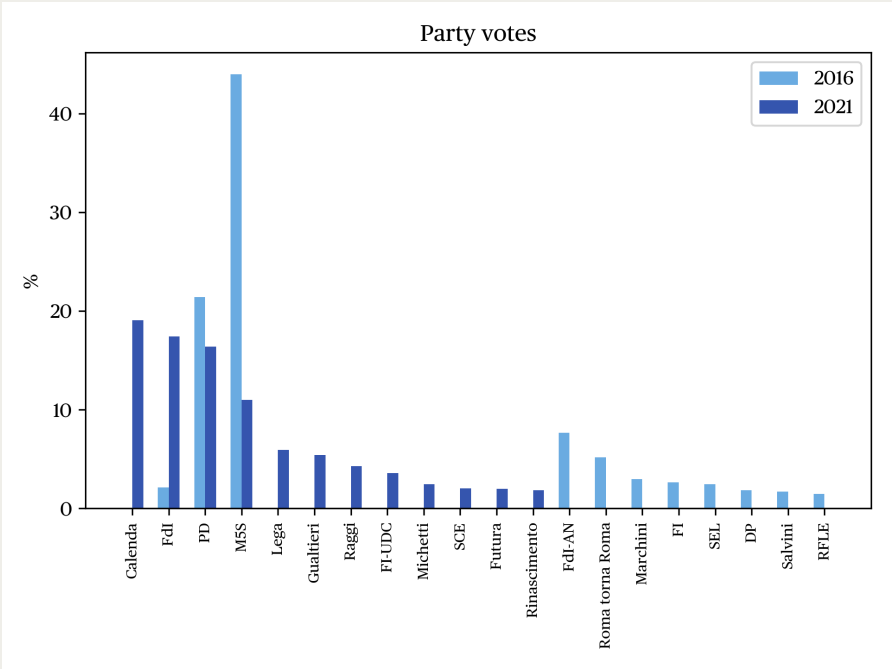
premier tour (54,7 %), a été inférieur à 50 % au second, ce qui inquiète de nombreux analystes. Benevento a été la capitale provinciale où le taux de participation a été le plus élevé (59,6 %), tandis que le taux d'abstention le plus élevé a été enregistré à Rome, où seulement 40,7 % des électeurs inscrits ont voté.

Un dernier élément marquant de ce scrutin est l'écrasante inégalité entre les genres : non seulement aucune femme n'a été élue au poste de maire ou de présidente de région, mais aucune candidate n'a atteint le second tour dans les grandes villes. Cela n'a pas même été le cas

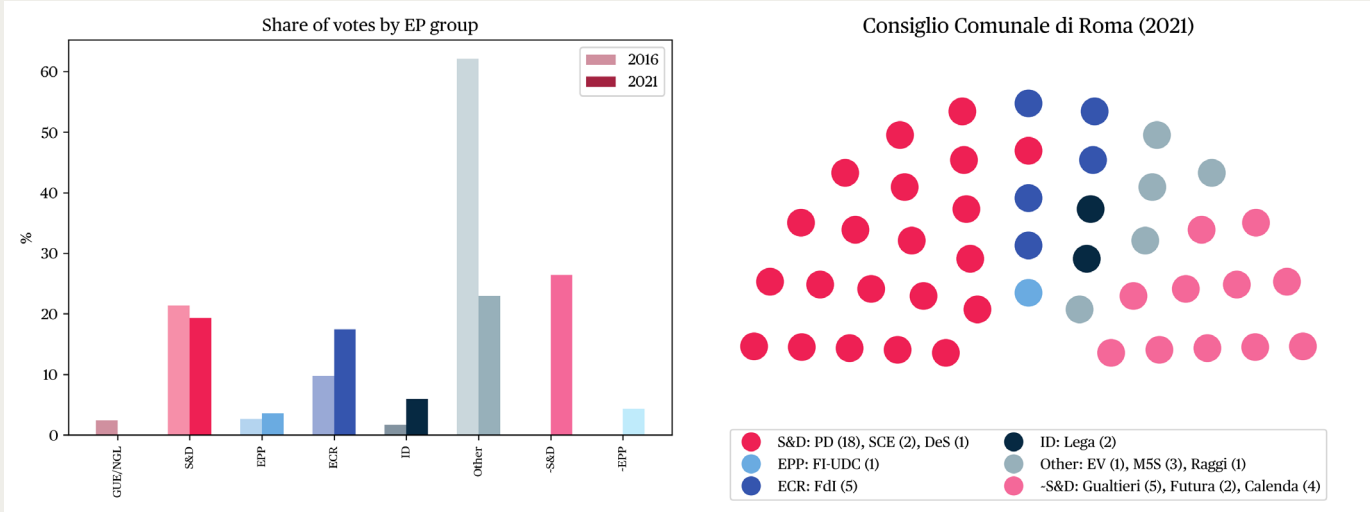
à Rome et à Turin, où la dernière administration était pourtant dirigée par les maires Virginia Raggi et Chiara Appendino (M5S). Il semble qu'à ce niveau, quelle que soit l'affiliation politique, le chemin à parcourir soit encore incroyablement long.

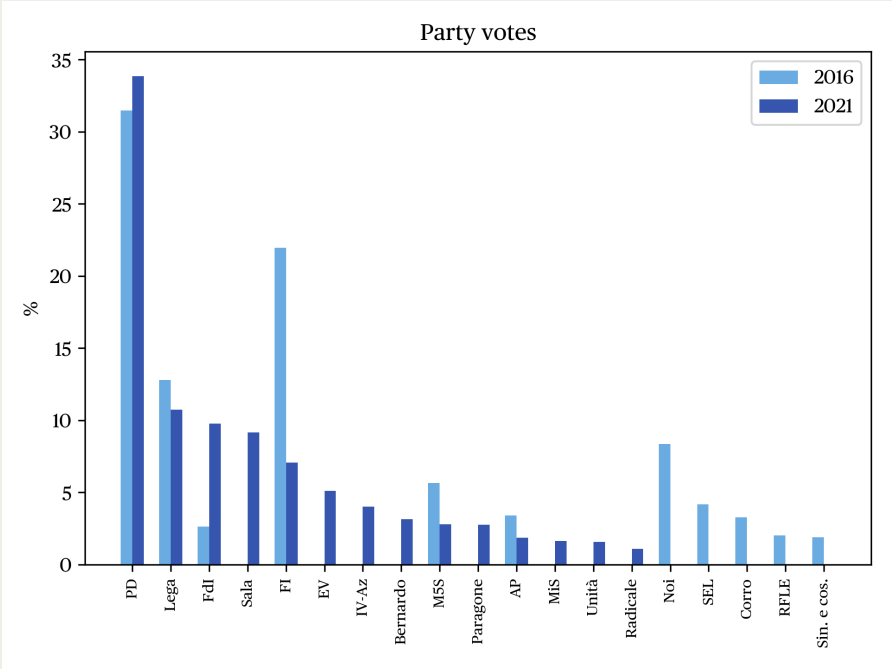
Références

Boldrini, M. & Collini, M. (2021). La distribuzione del voto nelle circoscrizioni: Roma, Milano e Torino a confronto. En ligne.

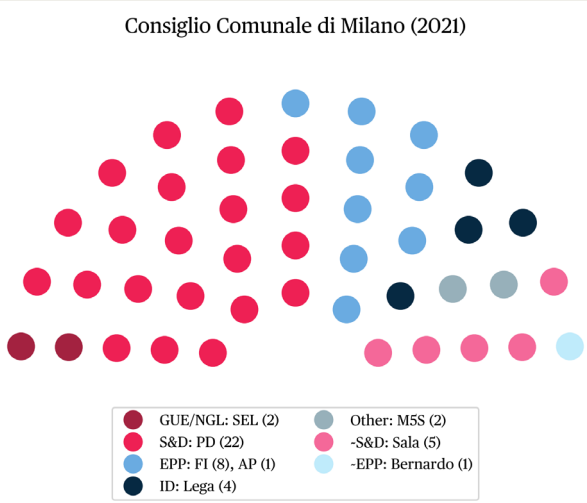
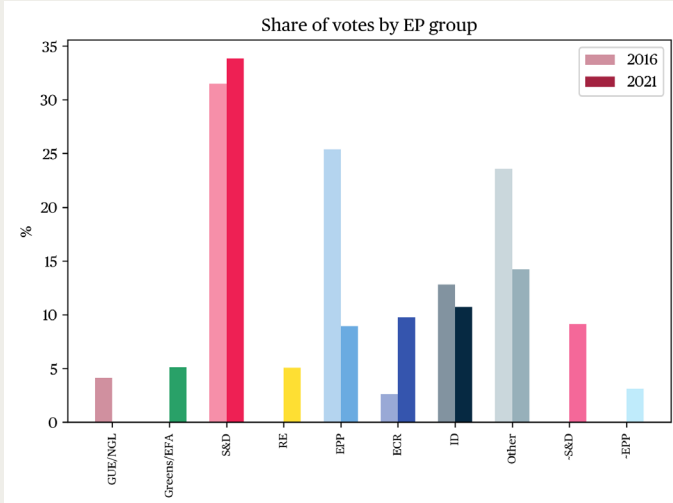


Indicateurs européens





Indicateurs européens



Élections législatives au Moldavie, 11 juillet 2021

Le camp pro-européen remporte une victoire nette. La PAS remporte 52,8 % des suffrages exprimés correspondant à 63 mandats parlementaires sur 101, alors que l'alliance électorale pro-russe entre socialistes et communistes BECS arrive en deuxième position avec 27,2 % des voix et 32 mandats. La participation est stable à 49 %.

Défaite pour le bloc pro-russe, ce scrutin ouvre la voie vers une plus forte intégration dans la politique de voisinage de l'Union européenne, avec l'espoir de parvenir à une candidature à l'adhésion à moyen terme [une demande en ce sens a été déposée en ce sens le 3 mars 2022], et vers le développement de la lutte contre la corruption. Une rupture s'annonce donc avec la politique menée par le gouvernement socialiste sortant, qui œuvrait en sens inverse pour un rapprochement avec Moscou.

Le risque d'interférence russe et de fraudes électorales liées à la corruption a été contenu, les observateurs de l'OSCE et de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ayant confirmé la loyauté et la régularité du scrutin.

Les partis dirigés par les oligarques sont les grands perdants du scrutin. Mis en cause dans le détournement d'un milliard d'euros entre 2012 et 2014, soit 12 % du PIB moldave, le milliardaire Ilan Șor avait fui le pays en 2019. Son parti (le « Parti Șor »), recule de 8,3 à 5,7 % des suffrages. Le Parti démocrate de Moldavie (PDM, S&D), dont le leader historique, l'oligarque Vlad Plahotniuc, avait également pris la fuite en 2019, s'effondre de 23,6 % à 1,8 % des suffrages.

Le parti roumain d'extrême droite AUR (CRE), qui venait de faire son entrée au Parlement roumain avec plus de 8 % des suffrages en décembre 2020, concourait également en République de Moldavie autour de l'idée d'une réunification des deux pays, la province de Bessarabie, devenue République de Moldavie, ayant été annexée par l'URSS en 1940. Cette échéance se solde cependant par un échec, le parti ne récoltant que 0,5 % des voix, le clivage central de la campagne ayant été celui de l'intégration européenne.

Sofia Marini

Élections législatives et présidentielles en Bulgarie, 14-21 novembre 2021

La Bulgarie a organisé le dimanche 14 novembre sa troisième élection législative en moins d'un an, après deux scrutins en avril et juillet qui n'avaient pas permis de dégager une majorité gouvernementale. Après le GERB (PPE) du premier ministre sortant Boïko Borissov en avril et la formation anti-corruption « Il y a un tel peuple » (ITN, non-inscrit) en juillet, c'est cette fois la nouveau parti anti-corruption et pro-européen « Continuons le change-

ment » (PP, non-inscrit) qui s'est imposé dans les urnes avec 25,3 % des voix.

Le GERB accuse de son côté un léger recul (22,4 %, -1,1 pp), tandis qu'ITN perd plus de la moitié de ses électeurs (9,4 %, -14,7 pp). Les autres formations centristes, pro-européennes et anti-corruption (BSP, S&D ; Bulgarie démocratique, PPE/Verts ; « Debout BG », non-inscrits) accusent elles aussi de fortes pertes au bénéfice de PP, recueillant respectivement 10,1 % (-3,3 pp), 6,3 % (-6,4 pp) et 2,3 % (-2,7 pp) des voix. Le Mouvement pour les droits et les libertés (DPS, ALDE), parti associé à la minorité ethnique turque, obtient 12,8 % (+2,3 pp). Plus petit parti représenté dans le nouveau parlement, les nationalistes pro-russes de « Renaissance » obtiennent 4,8 % (+1,8 pp).

« Continuons le changement » a été fondé par Kiril Petkov et Asen Vasilev, deux ministres du gouvernement technique mis en place le 12 mai. Les deux hommes, entrepreneurs et économistes, sont tous deux diplômés de l'université de Harvard. Leur liste s'est imposée avec le soutien technique de trois petits partis, Volt (fédéralistes européens, Verts/ALE), « Classe moyenne européenne » (libéraux pro-européens) et le PDS (sociaux-démocrates). Aussitôt après le scrutin, PP a annoncé son souhait de lancer des négociations de coalition avec ITN et Bulgarie démocratique. Une coalition à quatre avec les sociaux-démocrates du BSP disposerait d'une solide majorité.

Le premier tour des élections présidentielles se tenait également en parallèle des élections générales. Le président Rumen Radev (indépendant), dont le rôle dans l'organisation de cette année politique chaotique a été central, a manqué de peu sa réélection directe avec 49,4 % des voix. Il était soutenu par le BSP, PP, ITN et « Debout BG ». Le candidat du GERB, Anastas Gerdzhikov, est arrivé second avec 22,8 % des voix, suivi de Mustafi Karadayi (DPS) avec 11,6 % – un très bon score. Une vingtaine d'autres candidats ont obtenu de 0,1 à 4 % des voix. Rumen Radev a remporté le second tour le 21 novembre avec 66,7 % des voix contre 31,8 % à Anastas Gerdzhikov.

Ces élections marquent une nouvelle étape dans la recomposition du paysage politique bulgare. Après avoir échoué à former un gouvernement, le parti ITN et son dirigeant Slavi Trifonov, ancienne vedette de la télévision, sont fortement sanctionnés dans les urnes. Mené par deux profils plus techniques et plus internationaux, « Continuons le changement » concentre alors l'espoir de l'électorat anti-corruption désireux de tourner la page Borissov, et semble disposer d'une marge de manœuvre plus importante pour y parvenir. Les deux grands partis traditionnels de centre-gauche (BSP) et de droite (GERB) ne réunissent plus qu'un tiers des électeurs, alors qu'ils cumulaient près de 60 % des voix en 2017. Une coalition entre PP, BSP, ITN et DB voit finalement le jour en décembre 2021, dirigée par Kiril Petkov.

François Hublet



